

* espace en société
penseurs d'espace

Milton Santos/ philosophe du mondial, citoyen du local

Jacques Lévy



avec le concours de
Alice Ferreira,
Maurício de Almeida Abreu,
María Adélia A. de Souza

Milton Santos/
philosophe du mondial, citoyen du local

Milton Santos/
philosophe du mondial, citoyen du local

Jacques Lévy

Avec le concours de
Alice Ferreira, Maurício de Almeida Abreu et María Adélia A. de Souza



Conception graphique et réalisation:
*tangram, Lausanne.

Les Presses polytechniques et universitaires romandes sont une fondation scientifique dont le but est principalement la diffusion des travaux de l'École polytechnique fédérale de Lausanne ainsi que d'autres universités et écoles d'ingénieurs francophones. Le catalogue de leurs publications peut être obtenu par courrier aux

Presses polytechniques et universitaires romandes,
EPFL – Centre Midi,
CH-1015 Lausanne,
par e-mail à ppur@epfl.ch,
par téléphone au (0)21 693 41 40,
ou par fax au (0)21 693 40 27.

www.ppur.org

Première édition
ISBN 978-2-88074-709-1 (version imprimée)
ISBN 978-2-88914-438-9 (version électronique, pdf)
© 2007, Presses polytechniques et universitaires romandes,
CH – 1015 Lausanne

Imprimé en Italie
Tous droits réservés.
Reproduction, même partielle, sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit, interdite sans l'accord écrit de l'éditeur.

Table des matières

| | | |
|-----------|--|-----|
| | Avant-propos | 1 |
| | <i>Le jeu avec le feu</i> | |
| I | Traductions simultanées | |
| 1/ | L'évidence du Monde, l'improbable mondialité | 7 |
| 2/ | Un géographe, par ses lieux | 19 |
| | Entretien avec Milton Santos | |
| 3/ | Un penseur, par ses mots | 27 |
| | Le lexique de Milton Santos, par Alice Ferreira | |
| II | En Milton dans le texte | |
| 4/ | Salvador: paysages, fonctions, structures | 51 |
| | «Quelques problèmes géographiques du centre de la ville de Salvador» in <i>L'Information Géographique</i> | |
| 5/ | L'espace partagé | 63 |
| | «Formation et caractéristiques» in <i>L'espace partagé</i> | |
| 6/ | La totalité du diable | 89 |
| | «La totalité du diable» in <i>EspacesTemps</i> | |
| 7/ | Espace, temps, système social | 105 |
| | «Structure, totalité, temps» in <i>EspacesTemps</i> | |
| 8/ | Critique de la géographie classique | 139 |
| | «Les fondateurs/les prétentions scientifiques» in <i>Pour une géographie nouvelle</i> | |
| 9/ | La géographie, veuve de l'espace | 153 |
| | «Bilan de la crise/la géographie veuve de l'espace» in <i>Pour une géographie nouvelle</i> | |

| | | |
|-----|--|-----|
| 10/ | Géographie citoyenne, épistémologie de l'existence | 163 |
| | « Por uma geografia cidadã: por uma epistemologia da existência » in <i>Boletim Gaúcho de Geografia</i> | |
| 11/ | Entre post-modernité et mondialisation | 175 |
| | « Entre post-modernité et mondialisation », in <i>Espace et post-modernité</i> | |
| 12/ | Ordre universel, ordre local | 189 |
| | « Ordre universel, ordre local » in <i>La nature de l'espace</i> | |
| 13/ | La revanche du territoire | 199 |
| | « A revanche do território » in <i>Folha de São Paulo</i> | |
| 14/ | Quel rôle pour la géographie? Un manifeste | 203 |
| | « O papel activo da geografia. Um manifesto » in <i>Florianópolis, 2000</i> | |

III Le Santos en trois leçons

| | | |
|-----|---|-----|
| 15/ | Ce que j'ai ouï dire, ce que j'aimerais savoir | 213 |
| | « Por que ouvir dizer e por querer saber » in María Adélia A. de Souza (org.) | |
| 16/ | De Milton Santos et de la croissante estime de soi de la géographie brésilienne | 221 |
| | « Sobre Milton Santos e sobre a crescente auto-estima da geografia brasileira » in María Adélia A. de Souza (org.) | |
| 17/ | L'homme qui n'aime pas les exemples | 233 |
| | « O homem que não gosta de exemplos » in María Adélia A. de Souza (org.) | |

Annexes/ Carte d'identité

| | | |
|----|--|-----|
| 1/ | Chemin | 244 |
| | Un résumé du parcours de Milton Santos (1926-2001) | |
| 2/ | Étapes | 246 |
| | Les publications de Milton Santos | |

Avant-propos

Le jeu avec le feu

Dans ce livre, Milton Santos est plus souvent appelé Milton que Santos. Hommage, sans doute à la manière brésilienne de valoriser le prénom – la personne familière plutôt que le personnage distant – dans l'identification des individus. Conséquence, aussi, de mon amitié avec cet homme, dont je ne puis jamais évoquer sans une grande émotion, ni la personnalité, ni l'œuvre, ni le parcours. On a envie de parler d'un ami, on n'en a pas forcément la compétence. L'intimité peut contribuer mais aussi nuire à la rigueur de l'analyse, elle propulse au premier plan des sensations, des impressions, des souvenirs, qui ne sont pas forcément pertinents pour l'étude de la contribution d'un auteur à la pensée scientifique.

En outre, je ne suis ni biographe, ni même « bio-géographe » (si l'on m'autorise ce méchant calembour) mais seulement géographe. Si je me sens proche de Milton Santos, c'est d'abord parce que nous avons partagé de nombreux centres d'intérêt, orientations théoriques, convictions et opinions. Lorsque j'ai fait sa connaissance, en 1977, c'est parce qu'il m'avait identifié comme quelqu'un avec qui il était possible d'échanger des idées sans trop de problèmes de « traduction ». C'est dire que, sur les différents thèmes abordés dans ce livre et qui recomposent l'itinéraire intellectuel de Milton, je ne me trouve presque jamais simple spectateur mais lecteur engagé, comme lui, dans des réflexions, des débats, des controverses parfois. Il m'arrive aussi de ne pas être tout à fait, ou même pas du tout d'accord avec lui. Tenter de le cacher ici n'aurait eu aucun sens.

Cette proximité et ce parallélisme constituent des défis que je ne suis pas certain d'avoir convenablement relevés. Des effets éventuellement indésirables de ce jeu avec le feu, peut-être puis-je me faire pardonner en disant que cela tient pour une bonne part au caractère actif, actuel, «moderne» – pour reprendre un terme qui ne peut que lui convenir – du résultat des cinquante années de travail de Milton Santos. C'est ainsi que je comprends ce qui fait qu'un chercheur, qui s'est farouchement lancé dans la mêlée indécise d'un Monde en train de se fabriquer et de se concevoir, et qui y a fait entendre sa voix jusqu'au bout, mérite de figurer dans une collection de «Penseurs d'espace». Il a su approfondir jusqu'au concept des situations dont il ne doutait pas un instant qu'elles fussent provisoires, il a rendu lisibles son projet et sa méthode pour y parvenir: c'est pour cette raison qu'il peut retenir notre attention et emporter notre conviction lors même que ces situations ont laissé la place à d'autres. Milton Santos est un classique profondément contemporain.

Dans cet esprit, j'ai cherché à faciliter au maximum l'accès à la dynamique de la pensée de Milton Santos en commençant, avec sa complicité, par une tentative de décryptage de son itinéraire et de ses idées essentielles («Traductions simultanées»). Y figure un travail d'une chercheuse en linguistique, Alice Ferreira, qui s'est attaquée à l'analyse du lexique utilisé par Milton. Il en résulte un glossaire qui, en lui-même et comme outil de lecture des textes, permet de mieux comprendre la cohérence intellectuelle de sa pensée.

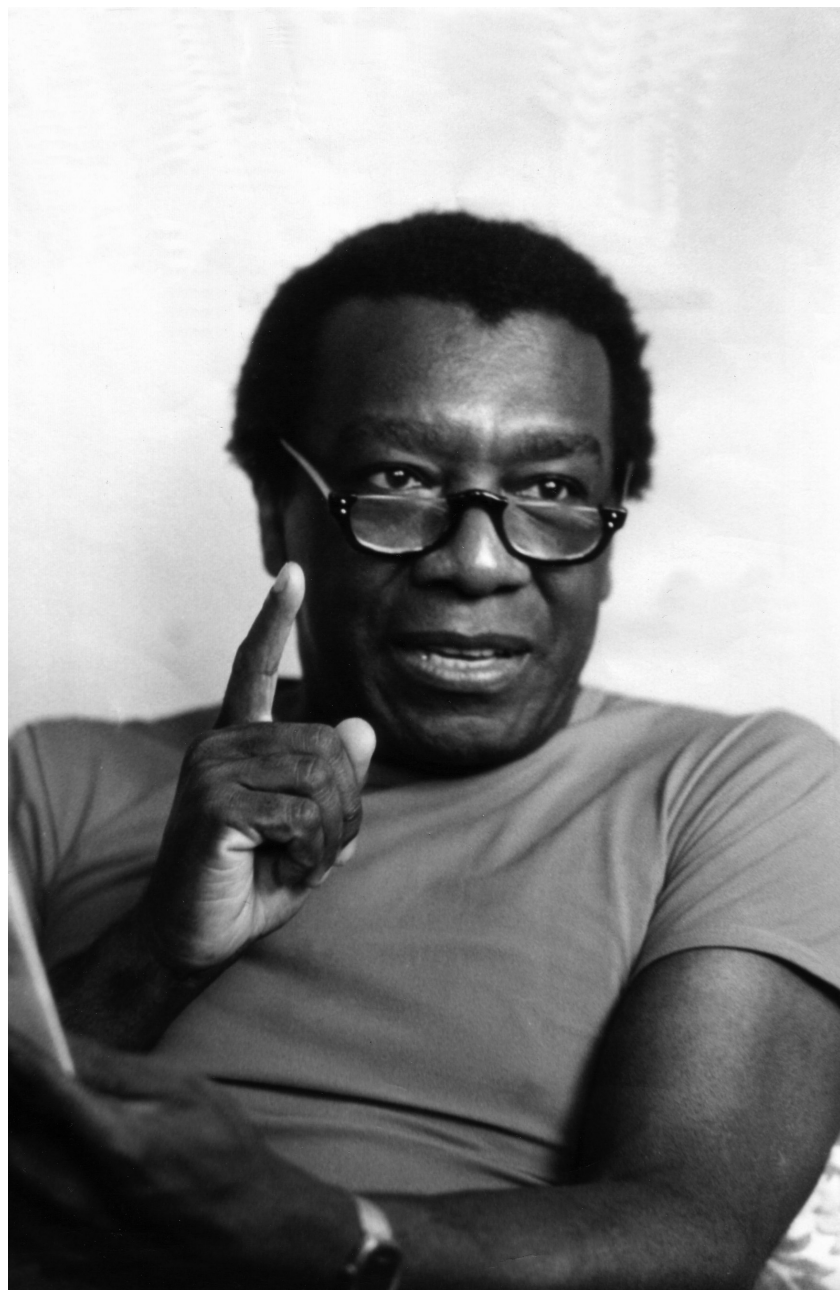
Ce sont ensuite onze textes, déjà publiés en portugais ou en français et présentés de manière chronologique («En Milton dans le texte»), qui sont brièvement commentés. Répartis sur plus de quarante ans, ces textes ont été choisis pour résumer, autant qu'il est possible, le parcours d'un penseur créatif et d'un auteur prolifique. Ces textes manifestent la grande diversité des démarches, d'une géographie au style encore «classique», au début, à des considérations à très forte intensité théorique, comme dans la dernière partie de sa vie. En même temps, la cohérence de la posture ou du message, et même dans une large mesure des thématiques, apparaît clairement.

Dans le dernier temps du livre, trois contributions, dont deux écrites par des universitaires, Maria Adélia de Souza et Maurício Abreu, qui l'ont longuement côtoyé et se considèrent comme ses disciples, proposent des options interprétatives («Le Santos en trois leçons»).

J'ai vu Milton pour la dernière fois en juin 2001, quelques jours avant sa mort. J'étais allé à São Paulo pour obtenir de lui une postface à ce livre. Son état de faiblesse ne nous a pas permis de réaliser un entretien – seulement une dernière conversation lacunaire et fugace. Certes, Milton Santos avait pu relire l'essentiel du propos et apporter son soutien à la démarche.

Lui et moi, nous avions cependant imaginé cette conclusion comme un moment de nos échanges, surtout pas comme un cénotaphe. Plus que des paraboles ou des allégories, ce sont plutôt des images concrètes qui me viennent : son regard bienveillant sur le monde, son sourire complice et ironique adressé aux hommes, la tendresse calme qu'il offrait à ceux qui partageaient, un peu ou beaucoup, sa vie.

Je tiens à remercier tout particulièrement Marie-Hélène Tiercelin dos Santos pour ses traductions et pour son aide constante, même dans les moments les plus douloureux ; les auteurs associés Alice Ferreira, María Adélia de Souza, Maurício Abreu et les géographes auteurs du « Manifeste », qui ont bien voulu voir leurs textes publiés ou republiés ; Adriana Bernardes, Flávia Grimm et María Laura Silveira, qui m'ont aidé à réunir les informations, les textes et les personnes qui ont rendu ce livre possible ; Béatrice Ferrari, pour sa contribution technique finale.



I

Traductions simultanées

1

L'évidence du Monde, l'improbable mondialité

Parmi les géographes francophones, Milton Santos a la réputation d'être un auteur difficile. Beaucoup se rappellent avoir pratiqué ou continuent de pratiquer *L'espace partagé*, qui figure dans toute bonne bibliographie sur la géographie du développement. Ensuite, les choses se compliquent, justement parce que l'adjectif « compliqué » se trouve souvent accolé à « brillant » lorsque l'on veut présenter le travail de Milton à un néophyte. Dans cette réputation, il y a, forcément, une vérité à reconnaître : le maniement de l'abstraction, surtout s'il s'accompagne d'une forte densité dans l'expression, reste une difficulté pour des lecteurs qui sont peu accoutumés à ce type d'écriture. Prenant la question autrement, on dira que les idées et les raisonnements de Milton valent la peine d'un certain effort. La présentation chronologique des onze textes qui constituent la deuxième partie de ce livre vise aussi à rendre sa démarche plus accessible. Les deux premiers et, dans une moindre mesure, les deux suivants constituent en quelque sorte des marches, construites par l'auteur dans son parcours intellectuel, mais que peut aussi emprunter le lecteur. On comprend comment, à partir de problèmes d'abord concrets (la dynamique de l'espace économique de la région de Salvador), puis situés (le fonctionnement des villes des pays en développement), Milton s'est peu à peu forgé une théorie globale, un système cohérent d'interprétation qu'il a ensuite sans cesse affinés et enrichis,

comme en témoignent les documents qui suivent, pour la plupart issus de deux ouvrages généralistes disponibles en français, *Pour une géographie nouvelle* et *La nature de l'espace*.

Observateur militant, théoricien nomade, intellectuel engagé

On peut facilement diviser l'œuvre de Milton Santos en trois périodes : avant l'exil, pendant l'exil, après l'exil.

Au cours de la première phase, des années cinquante au départ forcé de 1964, Milton est un observateur militant : au cours de sa formation, il acquiert la double capacité d'observer précisément des citations concrètes, d'interpréter ces savoirs empiriques au sein d'un édifice théorique de plus en plus consistant et d'utiliser ces connaissances pour conseiller les dirigeants politiques. Pratiquant tour à tour avec succès, souvent même simultanément, les métiers de professeur, de chercheur, de journaliste et de consultant, il s'installe dans une posture dont le centre de gravité se situe sur le seuil entre recherche fondamentale et implication dans l'action. Déjà alors, tout passionné qu'il est par l'engagement dans la sphère gouvernementale qui tend à l'aspirer, il penche déjà vers la démarche du chercheur, théoricien libre et indépendant.

Rattrapé par le coup d'État, devenu une victime de la dictature militaire, il n'en résiste pas moins à la tentation de s'enfermer dans un rôle de « paria légitime » qui lui aurait sans doute suffi pour exister sur la scène universitaire internationale. Tout au contraire c'est dans cette période, après avoir gagné l'estime de ses collègues comme un des spécialistes les plus novateurs des phénomènes de sous-développement, qu'il prend de nouveaux risques intellectuels en participant activement, et selon une démarche tout à fait personnelle, au mouvement de rénovation épistémologique de la géographie. Globe-trotter en partie par force, il se détache du comparatisme et choisit la théorie pure, nourrie de lectures transdisciplinaires et philosophiques.

Revenu au Brésil, c'est dans la troisième période, du début des années 1980 jusqu'à sa mort en 2001, qu'il donne la pleine mesure de penseur en systématisant, dans quelques ouvrages généraux, ses réflexions accumulées, mais aussi en renouvelant son engagement politique. En un moment où son pays fait face à des mutations sociologiques, économiques et géopolitiques qui modifient son rapport au monde extérieur, Milton se trouve alors fort bien placé pour appliquer aux questions qu'ont à traiter les politiques son

dispositif théorique qui associe lieux et Monde. Une fois encore, et plus clairement que dans les phases précédentes, il se refuse à plonger dans l'arène politique. Il explicite son choix en définissant son attitude comme une quête de considération et de gloire, résumées par le mot *prestigio*, par opposition à une recherche de pouvoir.

Un moteur à cinq couples

Il y a donc une lecture cumulative et sans rupture qu'on peut raisonnablement proposer du parcours de Milton Santos. Parti de l'observation d'une situation locale, il a élargi son regard au Tiers-Monde puis à la planète, a progressé de l'empirie à la théorie en passant par l'approche comparative, tout en n'ignorant jamais les interférences entre travail scientifique et autres dimensions de la vie sociale.

Dans cette perspective, on peut tenter de résumer son apport en cinq couples, cinq tensions productives qui sont présentes tout au long de son œuvre et progressivement explicitées, élaborées, construites.

1. *Théorie/épistémologie.* Comme un certain nombre de géographes depuis les années 1960, Milton Santos a valorisé le «détour épistémologique». Les praticiens de la géographie avaient un urgent besoin de prendre un recul réflexif, de se cultiver dans les autres sciences sociales et en philosophie et de se rendre capables de produire un discours utile, quoique extérieur dans son principe, à la production scientifique. Milton se distingue d'autres géographes sur deux points. D'abord, il a continué à faire de l'épistémologie une fois la crise passée. Il a observé les mouvements intellectuels qui se développaient en sciences sociales et en philosophie. Il a été un lecteur attentif de Martin Heidegger, Fernand Braudel, Jacques Ellul, Jürgen Habermas, Bruno Latour... Ensuite, il n'a jamais fait de ce type de réflexion un exercice de style détaché de la pratique scientifique. Depuis 1975, la plupart de ses ouvrages importants ont inclus une partie épistémologique mais ont été de nature principalement théorique, c'est-à-dire internes au domaine de la production de concepts géographiques. Entre théorie spécifique à la géographie et épistémologie générale des sciences, Milton a en outre proposé une contribution à la construction qu'on peut qualifier de «mégathéorique» d'une intelligibilité générale des phénomènes de société. Des notions telles que «objets», «action», «techniques» ont été travaillées à partir de l'espace mais offertes à l'ensemble des sciences sociales. N'ayant jamais adhéré au modèle positiviste et mimétique vis-à-vis des

sciences de la nature incarné dans la *new geography* des années 1960 et 1970, il s'est continûment référé à une *géographie nouvelle*, dont il est l'un des fondateurs, profondément ancrée au sein des sciences sociales et à une épistémologie proche de celle de Gaston Bachelard, identifiant le travail scientifique comme construction historique tout autant que comme recherche de la vérité.

2. *Espace/société*. Milton rappelait volontiers la géographie à l'ordre de son premier devoir : penser l'espace. Pour dépasser l'impasse théorique de la géographie « classique », inaugurée par Paul Vidal de La Blache, à la fin du XIX^e siècle, sans pour autant se lancer dans l'aporie d'une « géographie veuve de l'espace », il faut repartir de l'espace, justement mais comme « instance » de la société. Et, pour bien explorer ce qu'il y a de spécifique dans une configuration géographique, il faut travailler la notion philosophique d'espace, explorer précisément les significations de la spatialité dans les différentes sciences sociales et renoncer à prétendre que, par nature, les géographes auraient accès automatiquement à ce concept. De cet engagement résulte une propension toujours renouvelée à lire et à « traduire » une grande variété de textes non géographiques se référant à l'espace. Le concept ainsi construit n'aboutit pas à isoler un secteur de connaissance sur le modèle de la partition. La société est vue comme un système et l'espace une manière, elle-même globale, d'élucider ce fonctionnement : c'est une approche *dimensionnelle* (et non *partitionnelle*) des découpages disciplinaires qu'il choisit. Par ailleurs, on ne décèle pas dans l'œuvre de Milton d'impact des effets de mode touchant à l'usage soudainement massif de termes comme *territoire* (en français) ou *lieu* (en anglais). Milton reste tout au long de son parcours cohérent avec l'option consistant à faire du territoire et des lieux des modalités particulières d'une spatialité conçue comme plus générale.
3. *Objets/action*. Par son insistance à faire de la technique un opérateur majeur des changements contemporains, Milton se distingue plus qu'il n'y paraît de la majorité des penseurs de la modernité. Ce ne sont pas les innovations techniques au sens habituel (imprimerie, machine à vapeur, technologies industrielles, télécommunications...) qui le préoccupent au premier chef, mais la manière concrète dont les membres d'une société et cette société dans son ensemble mettent en œuvre des dispositifs d'action. La technique, telle que la voit Milton, mêle inextricablement représentation et « réel », idéal et matériel. Son idée majeure est que, à travers les techniques, par exemple les transferts de technologies du « Nord » au « Sud », ce ne sont

pas seulement des objets qui circulent mais tout ce qui va avec. Les sociétés qui se les approprient croient pouvoir en faire libre usage, alors que ce sont elles qui se font instrumentaliser. Cette vision sombre de la diffusion de l'innovation pourrait conduire à classer Milton parmi les «heidégériens de gauche», critique de la technique mais au nom de valeurs d'émancipation : il y aurait comme une perversité intrinsèque dans cette capacité des techniques à subvertir tant les intentions généreuses des développementalistes des pays riches que les projets respectables des pays pauvres. La réalité de sa pensée est un peu plus complexe car, pour lui, la technique est davantage un indicateur, un poste d'observation utile pour comprendre un processus global qu'une réalité durablement isolable. Milton appartient au groupe des géographes, souvent francophones, qui se méfient des segmentations sectorielles de leur discipline et plaident pour s'intéresser à l'espace «tout court». Chaque individu, dans chacune des ses actions, construit son propre espace différent de celui des autres mais la réunion de tous les espaces de tous les acteurs et de toutes les actions existe. Milton l'appelle *espace banal*; c'est cet espace qui rend le monde réel parce qu'il est le seul qui soit commun à tous, dans ses aspects matériels autant qu'idéels. Bien loin des tiroirs pseudo-techniques, en fait journalistiques, de la géographie classique (géographie agricole, industrielle, commerciale, etc.), Milton fait de la technique un véhicule pour parcourir une société qui reste une et qui s'unifie par ce qui lui est commun, c'est-à-dire par le politique.

4. *Lieux/Monde*. On revient ici sur l'apport essentiel, déjà souligné précédemment, de Milton dans ce domaine. Notons que, dès *L'espace partagé*, il a compris que le rapport centre/périphérie possède une expression essentiellement réticulaire et non territoriale : les mêmes lieux, vus à l'échelle de la planète (un pays, une ville) se découpent en objets distincts dont chacun se connecte à ses propres réseaux, selon des logiques opposées, qui par ailleurs interfèrent en fonction de proximités territoriales. Qu'on la juge positive ou négative (et c'est plutôt ainsi que la voit Milton), la mondialité émergente ne se construit pas sur la ruine des lieux mais sur leur instrumentation plus ou moins radicale. Ce mélange de soumission et de résistance produit des objets géographiques nouveaux qui sont consubstantiels et non antinomiques de la production d'un espace d'échelle mondiale. Pour parvenir à ce schéma de pensée, Milton a amplement profité de son bagage épistémologique. Son rejet de l'exceptionnalisme littéraire de la géographie classique lui permet de penser le Monde comme un échelon parmi d'autres. Mais sa culture en sciences sociales lui évite de sous-estimer la spécificité de chaque échelon (villes, régions, États-nations) et de sombrer dans un spatialisme invertébré.

5. *Résistance/modernité*. L'action volontaire des hommes a une place dans le «système Santos». Elle est surtout collective mais, dans un arrière-plan peuplé de lectures en psychologie de l'espace et en philosophie, l'individu n'est nullement rejeté. Aussi la figure du futur n'est-elle pas chez lui de nature déterministe, moins encore eschatologique. Le monde que décrit Milton n'est pas condamné à la catastrophe mais dynamisé par ses contradictions. Cependant, Milton n'est pas pour autant optimiste. Même s'il rêve d'une mondialisation heureuse, il ne croit guère à la communication productive entre acteurs de nature et de poids différents. En ce sens, il peut être considéré comme proche de la première école de Francfort, celle de Theodor Adorno et Max Horkheimer, avec une démarche de critique résolue plutôt que d'espérance raisonnée. Une des expressions de cette attitude se rencontre dans la manière dont il a géré le modèle centre/périphérie, qui est, explicitement ou non, présent d'un bout à l'autre de son œuvre. D'un côté, la fidélité aux fondateurs «dépendantistes», de Gunder Frank à Immanuel Wallerstein, est incontestable : pour Milton, les périphéries sont exploitées et dominées par le centre. De l'autre, sans aller jusqu'aux théories de Alain Reynaud sur la capacité des périphéries à créer des «rétroactions négatives» tout en demeurant connectées aux centres, Milton introduit des éléments de *jeu* dans le dispositif foncièrement bloqué des dépendantistes. Le rôle de la technique (voir plus haut le point 3), même pervers, décale l'explication en direction des acteurs «dominés». De même, l'insistance sur les lieux (voir le point 4) place les «exploités» au cœur de leur destinée. En fin de compte, la possibilité de «négociation» des faibles avec les forts nous fait sortir, fût-ce par la petite porte, d'un univers congelé par les «structures». Dans ces conditions, la résistance n'est pas la seule figure légitime de l'action et il n'y a pas d'opposition terme à terme entre changement subi et progrès souhaité. Dans sa critique de la démarche post-moderne, Milton montre clairement qu'il ne croit pas à un «épuisement de la modernité» mais à une dynamique ouverte de l'histoire.

Deux lignes de fuite

Il y a deux lignes de fuite, deux *souffrances* dans l'œuvre de Milton Santos, que l'on discerne clairement en analysant son propre récit des lieux de son parcours (dans le chapitre suivant).

1. La séparation entre le très concret et le très abstrait, entre le journalisme et la philosophie, laissant peu à peu s'ouvrir comme une béance le monde de

l'empirie, dont la tension qu'elle crée avec la théorie n'est pas totalement assumée. Ce clivage est aussi présent chronologiquement. Beaucoup de journalisme au début, beaucoup de philosophie à la fin.

2. La dissociation entre le Monde vécu et le Monde conçu. Le premier est facilement unifié grâce à quelques figures positives *a priori* (Paris, l'Afrique) et à des voyages précoces, nombreux et approfondis. Le second est refusé au nom d'un tiers-mondisme révolté contre une mondialisation inégalitaire. D'où cette improbable mondialité chez un penseur qui parle pourtant «mondial» comme sa langue maternelle.

Milton a passionnément voulu s'affranchir de ses origines et devenir un penseur sans qualificatif. Il y a largement réussi. Venant directement de la région pauvre du Nordeste, il a fait son chemin à Rio puis à São Paulo, sans avoir besoin de jouer au «Bahianais de service» propre à déculpabiliser la bourgeoisie du Sud. Figurant parmi les rares Noirs à avoir été reconnus, de par leurs seuls mérites, au sein de l'élite intellectuelle brésilienne, il s'est attaché à ne jamais se comporter en porte-parole communautaire, et ce, bien qu'il soit scandalisé par le racisme qui, souligne-t-il avec force, continue d'imprégner profondément la société brésilienne. Tout au contraire, il a pleinement adhéré, par sa culture française et par sa sympathie pour le marxisme, à une vision universaliste de l'individu autoproduit et détaché de ses racines, qui s'engage pour des idées, non pour des identités.

Ce faisant, il a aussi épousé ce qu'on peut estimer être les limites de ses deux sources d'invitation à l'universel. L'universel à la française tend à poser l'État comme limite au-delà de laquelle l'échelle la plus globale ne peut plus fonctionner que pour le petit nombre des créateurs, tandis que pour le gros de la société, c'est la nation qui doit constituer l'«univers». On peut aussi douter que le marxisme, par ses tendances à réduire la dynamique sociale à un processus de domination, constitue un bon équipement pour penser la construction d'un espace mondial. Comme d'autres, influencés par les mêmes sources idéologiques et théoriques, Milton a fait avec, cherchant à dépasser les apories de sa formation initiale. Mieux que d'autres, d'ailleurs, car son autonomie théorique lui a très tôt permis de réinterpréter, sans en être esclave, les stocks d'idées et de raisonnements qui étaient à sa disposition. Il a ainsi su éviter le «*matérialisme*» et le «*politisme*» du marxisme officiel: il est allé explorer le monde immatériel et les techniques, où il a cru pouvoir identifier un des mécanismes essentiels de la domination de certaines sociétés par d'autres. Un temps attiré par le vocabulaire du structuralisme, il s'en est vite démarqué car il n'y trouvait pas les ressources pour concilier une analyse réaliste du

fonctionnement de la société et une prise en compte pragmatique des dynamiques à l'œuvre. Il a aussi pu, grâce à sa fine connaissance de la société française, prendre la mesure des dégâts causés par le provincialisme, suffisant, arrogant mais surtout ignorant, qui a longtemps sévi dans l'Hexagone. Il s'est alors bien gardé de transposer dans son pays le nationalisme déguisé en progressisme qui habite encore quelques cercles intellectuels français.

De la condition de l'intellectuel latino-américain

Grâce à ses compétences professionnelles, son ouverture d'esprit et son expérience du Monde, Milton Santos s'est donc fort honorablement tiré d'une conjoncture intellectuelle marquée, dans le dernier quart du ^{xx}e siècle, par une profonde mutation des manières de penser le mouvement des sociétés. Cela étant, je proposerai l'hypothèse selon laquelle Milton est demeuré ancré jusqu'au bout à la plus fondamentale, à la plus tenace de ses identités, que lui-même a endossée et revendiquée, celle de l'intellectuel latino-américain.

Cette appartenance pose un problème particulièrement délicat en ce qu'elle comporte des tensions, des contradictions et mêmes des antagonismes internes difficiles à dépasser. Dans des sociétés où les séparations entre groupes sociaux sont très marquées – et le Brésil en offre une version épurée –, les détenteurs de «capital culturel» se trouvent placés clairement, y compris du point de vue économique, du côté de la *classe supérieure*. Ce phénomène n'est pas récent, il date de la colonisation ibérique et n'a pas fondamentalement changé avec les indépendances du ^{xix}e siècle. À certains égards, les sociétés d'Amérique latine sont des sociétés comparables à l'Afrique du Sud de l'apartheid, même si celui-ci n'est pas formalisé (ce qui constitue déjà une différence non négligeable) et si, à travers la démocratie représentative ou les régimes populistes, la participation des couches populaires au partage du pouvoir a tempéré le phénomène. La position classique de l'«intellectuel de gauche» latino-américain consiste à situer l'origine des problèmes de leurs pays dans la dépendance par rapport à l'extérieur et d'appeler de leurs vœux une révolution d'abord (de libération) nationale avant d'être sociale.

Or, si l'on cherche à identifier les causes de ces profondes inégalités et du maldéveloppement qui en résulte, ce n'est pas fondamentalement en incriminant l'«impérialisme nord-américain» qu'on va les trouver. La position des États-Unis dans le dispositif n'est certes pas inconsistante mais elle

joue surtout un rôle d'accompagnement : les gouvernements américains ont longtemps soutenu les élites locales qui accueillait avec bienveillance leurs capitaux et qui, en outre, durant la Guerre froide, manifestaient un anticommunisme rassurant pour Washington. Les choses ont assez largement changé et cela s'est traduit par un certain désengagement des États-Unis vis-à-vis de la vie politique des pays latino-américains. L'on voit mieux apparaître, du coup, la dimension interne du problème. On le perçoit d'autant mieux que durant les dernières décennies, un certain nombre de pays d'Asie, aux gouvernements hospitaliers pour les investissements étrangers, fort anticommunistes et ouvertement pro-américains, ont développé des politiques de développement très efficaces, notamment par leur dimension éducative, contribuant à faire émerger une société désormais marquée à la fois par l'abondance et la solidarité. Ces « nouveaux pays industriels » d'Asie ont rattrapé ou dépassé les pays les plus avancés d'Amérique latine et forment aujourd'hui les meilleurs élèves de la classe des « pays émergents ».

Cette double transformation du contexte a logiquement donné naissance à d'autres types de dissensus et de consensus dans les différents pays. Le Brésil des quinze dernières années, comme le Chili, plus récemment, l'Argentine, l'Uruguay ou, de manière plus confuse, le Mexique (le Venezuela de Hugo Chavez et ses émules boliviens et équatoriens constituant des contre-exemples) ont vu un nouveau type de démarche gouvernementale, associant ouverture vers l'extérieur et traitement renouvelé, à la fois moins étatique et plus ambitieux, de la question sociale intérieure. Fernando Henrique Cardoso, ancien collègue et ami de Milton (qui a cependant fortement critiqué son action comme président), a bien incarné, du moins dans son discours, cette vision « post-structuraliste » de la vie publique. Dans ces conditions, les intellectuels éprouvent de plus en plus de difficulté à faire tenir debout leur ancienne posture. Là comme ailleurs, la mondialisation frappe de plein fouet les conceptions étatiques du développement, qui avaient, un peu partout, dans le Monde, montré leurs limites. Par ailleurs, l'arrivée de la gauche au pouvoir (à l'échelle des villes et des États au Brésil puis finalement, depuis octobre 2002, du pouvoir fédéral) a offert une autre expérimentation, qui tend à relativiser les espoirs que l'on peut fonder dans des politiques de redistribution classique. Au-delà des étranges alliances qui ont permis l'accès de Lula à la présidence, ses deux mandats ont clairement maintenu le Brésil dans ce qu'on pourrait paresseusement appeler le centre-gauche. C'est souvent dans ce genre de coalition d'un nouveau genre en Amérique latine qu'on trouve les porteurs d'une conception plus *actorielle* du développement, comptant plus sur l'individu et la société civile que sur l'État et s'appuyant avec succès sur

l'accroissement inexorable des effectifs des “classes moyennes”. Ces changements, déjà perceptibles à la fin de la vie de Milton, entraînent une crise des représentations politiques dans les milieux intellectuels, qui interfère inévitablement avec les paradigmes cognitifs. Souvent, on rencontre un dispositif à deux couches : la première contient une révérence rituelle et abstraite aux conceptions traditionnelles tandis que la seconde, plus insérée dans le monde réel, dérive, via l'écologie, les politiques urbaines ou la défense des minorités, vers d'autres façons de voir.

Une dialogique du Monde et des lieux

Face aux mutations qui viennent d'être brièvement décrites plus haut, comment s'est situé Milton ? En première approche, on pourrait penser qu'il a pleinement appartenu à ce monde intellectuel et qu'il en a exprimé les contradictions. La réalité est plus complexe. Cela tient à la consistance et à la précocité de son outillage théorique. Milton n'a jamais été suiviste vis-à-vis des grandes idéologies qui ont successivement dominé durant son parcours. De même qu'il avait conservé son esprit critique vis-à-vis des communistes dans les années 1960, il gardait une distance souvent teintée d'ironie face au mélange de trotskisme et de « théologie de la libération » qui a donné naissance au Parti des travailleurs (PT).

Ses idées politiques ne viennent certes pas de nulle part mais elles n'apparaissent que comme conséquence d'un appareillage rendant possible une visée scientifique autonome. Même si on peut être critique (ce qui est mon cas) sur la dimension proprement citoyenne de ses prises de position, il demeure intéressant de les analyser comme ressources pour la connaissance. Dans le cas de Milton, on peut dire qu'il y a ambivalence entre apports et limites. En un sens, sa position défensive face à la mondialisation lui a fait sous-estimer les contradictions internes aux sociétés et la part de responsabilité que porte chaque lieu sur son développement. On retrouve alors le piège typiquement latino-américain de l'anti-impérialisme comme dérivatif à une mise en cause résolue des structures inégalitaires de sa propre société.

Cependant, dans un autre sens, qui me paraît au bout du compte décisif, Milton a su tirer parti de cette approche discutable pour produire une conception stimulante de la relation lieux/Monde. Si les lieux (du « Sud ») sont d'abord présentés comme des foyers de « résistance » à une mondialisation (contrôlée par le « Nord »), l'idée d'une uniformisation et d'un effacement de ces lieux est écartée. Parce qu'il avait étudié en

profondeur la complexe dialectique – ou plutôt la *dialogique* : une dynamique qui passe par la parole contradictoire des acteurs – entre opérateurs locaux et globaux, Milton en tirait la conclusion qu'il fallait la penser, non tant comme un combat décisif et désespéré, mais comme une série de négociations à l'issue indécise. Même si l'on peut regretter que, pour lui, il s'agisse essentiellement d'un jeu à somme nulle (ce que l'un gagne, l'autre le perd et la configuration à double gagnant est exclue), il n'en reste pas moins que la victoire totale de la mondialisation (pervers) sur les sociétés était, pour Milton, aussi improbable que son contraire. Pour lui, on était en présence d'un système d'actions ouvert et non dans le modèle, proposé par certains, d'une transfiguration de la « lutte des classes » en « guerre des lieux ».

On peut alors considérer que, au-delà de la lecture politique que lui-même a assumée, des notions qu'il proposait, Milton a bien mis au jour une réalité fondamentale : celle d'une entrée de la mondialisation par les lieux ou, ce qui revient au même, d'une définition des identités locales par les modalités de leur insertion dans l'espace mondial.

2

Un géographe, par ses lieux

Entretien avec Milton Santos

Cet entretien, réalisé en septembre 1997, a été lancé par une consigne simple : Quels sont les lieux qui comptent, qui ont compté dans ton itinéraire intellectuel ? Il ne s'agit donc pas d'une biographie, mais seulement d'une «(auto)-topobiographie». Le texte présenté ici sous forme de discours continu est très proche de la transcription de l'entretien, les relances n'ayant été que rarement nécessaires. On constate que, associées aux lieux, les temporalités possèdent une métrique surprenante, s'étirant au début, se contractant à la fin, comme si le rapport à l'espace de Milton, tel qu'il se le représentait, prenait force surtout dans sa période de formation et devenait moins prégnant ensuite.

Milton Santos :

Les lieux qui comptent ? Salvador, la capitale de l'État de Bahia, Ilheus, où j'ai commencé à enseigner dans un lycée, d'une certaine façon Rio, où j'ai complété ma formation géographique ; São Paulo un peu moins, Strasbourg, Paris, évidemment Toulouse et Bordeaux, où j'ai enseigné, Caracas, New York, Toronto, un peu Lima et Dar-es Salaam, en Tanzanie.

D'une baie à l'autre, aller-retour

Je suis né à Brotas de Macaúbas, une toute petite ville de province [*interior*] de l'État de Bahia où mes parents étaient instituteurs. Je ne suis plus jamais retourné dans cet endroit. Puis nous avons déménagé deux fois durant mon enfance. C'est mon père qui me faisait cours; il m'enseignait trois matières : l'algèbre, le français et les bonnes manières.

Puis je suis allé dans la capitale de l'État, Salvador, à quatre jours de bateau de la localité où vivaient mes parents. J'ai été reçu premier à l'examen d'admission aux études secondaires et je suis entré au lycée, à l'âge de dix ans, comme interne. Le directeur était très sévère et il a complété la formation morale que j'avais reçue dans ma famille. J'ai acquis l'habitude d'un travail discipliné. Et j'étais en contact avec des professeurs qui enseignaient aussi en faculté. C'est là que j'ai découvert la géographie, en particulier à travers le livre de Josué de Castro, *Geografia humana*, que j'ai lu à l'âge de douze ans. Il y exposait les principaux débats théoriques du moment. Depuis mon plus jeune âge, j'avais donc entendu parler de déterminisme et de possibilisme...

Dans ce lycée fréquenté par les classes moyennes, j'ai rencontré des gens issus de différentes origines, comme des Espagnols et des Juifs. J'ai commencé à y enseigner les mathématiques puis la géographie dès l'âge de seize ans. Lorsque j'ai terminé mes études secondaires, on m'a offert une chambre et j'ai continué à résider au lycée comme enseignant. Il faut dire que le directeur avait été collègue de mon père... Toujours à Salvador, j'ai fait mes études de droit, que ma famille considérait comme une formation prestigieuse. À cette époque au Brésil, et surtout dans le Nordeste, le droit menait presque à tout. Ma formation était d'inspiration libérale, démocratique. Cela se passait pendant la guerre, à un moment où l'alliance entre les libéraux-démocrates et les communistes créait un climat d'ouverture.

De la ville, je garde le souvenir d'une vie paisible où les membres de la classe moyenne se connaissaient et étaient au contact des familles les plus riches, qui faute d'industrie n'avaient pas constitué de fortunes considérables. Une tradition paternaliste permettait des relations, hypocrites certes mais possibles entre les différentes classes sociales. Dans cette ville, les activités culturelles étaient valorisées. Quelqu'un qui, comme moi, savait parler et savait écrire, pouvait obtenir assez facilement une reconnaissance de la société. Au cours de mes études secondaires, j'ai pris des responsabilités dans l'ébauche d'un mouvement lycéen, qui visait à se transformer en une association brésilienne des lycéens, ce qui m'a amené à voyager dans le Nordeste. Je me sentais profondément urbain et, lorsque Lampião, ce héros populaire du *sertão*, est mort, et que l'internat s'est divisé à son sujet, j'étais clairement

du côté du «parti de la ville» contre la campagne. Du monde rural, je rejetais non seulement les moustiques et d'autres animaux peu avenants (vaches, chiens) mais aussi l'inconfort de la vie quotidienne et la solitude. La ville correspondait aussi aux valeurs transmises par mes parents : le travail intellectuel plutôt que manuel (mon père avait été tailleur avant d'être instituteur), la culture plutôt que l'argent.

Dans ma formation de juriste, j'ai rencontré l'économie et la sociologie, qui jouait un rôle important dans le cursus. Cela m'a donné une base pour aborder sérieusement ensuite la géographie humaine. J'ai aussi reçu un discours très hostile aux fonctionnaires, à la bureaucratie. J'ai découvert par la suite que ceux-là mêmes qui exprimaient ces professions de foi libérales employaient des adolescents comme domestiques. Mais j'ai cru à ces idées et j'ai refusé un emploi public qu'on me proposait à l'Université et, bien que licencié en droit, j'ai passé un concours pour devenir professeur de lycée, ce qui, dans le système alors en vigueur, ne me faisait pas devenir fonctionnaire. Je me suis donc retrouvé à Ilheus, qui était à l'époque la deuxième ville de l'État, la capitale du cacao.

C'était une ville riche, port d'exportation du cacao et résidence des grands *fazendeiros*, du moins ceux qui ne vivaient ni à Paris, ni à Rio. Le lycée était considéré comme un établissement-modèle, où l'on était mieux payé qu'à Salvador. C'est là que j'ai découvert la possibilité d'un travail de terrain. J'ai commencé à décrire la région, à comprendre les relations entre processus spatiaux et les autres processus sociaux. Avec quelques élèves, j'ai créé dans le lycée une sorte de laboratoire, qui publiait ses résultats.

Grâce aux quelques affaires que j'obtenais comme avocat à Ilheus, j'avais les moyens de passer mes vacances à Rio, qui, vu du Nordeste, était la capitale intellectuelle du pays et je m'y suis tout de suite bien senti. En géographie, il y avait à la fois le pôle universitaire et l'IBGE [Institut brésilien de géographie et de statistique]. L'IBGE organisait des cours de recyclage auxquels j'assistais tous les ans. Je participais aussi aux réunions de l'AGB [Association des géographes brésiliens], qui rassemblaient au mieux une centaine de personnes. Nous aidions les maîtres à collecter des données, nous les suivions dans les excursions et nous pouvions parler avec eux. Ces rencontres m'ont offert un premier contact avec les productions françaises ainsi qu'avec les disciplines voisines, dont certains chercheurs fréquentaient les réunions de l'AGB.

J'ai aussi connu des géographes de São Paulo, qui m'ont parrainé et m'ont poussé à écrire. Mon premier livre, qui portait sur la zone du cacao, a ainsi pu paraître dans une grande collection, *Brasiliana*, alimentée par des historiens, des sociologues et des géographes. C'est à ce moment que l'idée de faire de la

recherche mon activité principale m'est apparue. Il y avait à ce moment-là une forte rivalité entre les géographes de Rio et ceux de São Paulo. Ceux qui, comme moi, venaient des régions périphériques devaient apprendre à naviguer des uns aux autres avant de réussir à constituer un groupe au sein de l'AGB.

À Ilheus, je m'étais aussi lancé dans le journalisme. Le propriétaire du grand journal de Salvador, de tendance à la fois libérale et populiste, que j'avais connu à la fac de droit, a créé pour moi un poste de correspondant dans la région du cacao. Cela me donnait un peu de poids dans la société d'Ilheus, mais surtout cela m'a conduit à entrer dans le monde économique et politique local et à chercher à comprendre son fonctionnement. Quelques années plus tard, de retour à Salvador, je suis devenu éditorialiste et reporter dans ce même journal. C'était une position valorisée, où je disposais d'une grande liberté car le propriétaire résidait à Rio et laissait du champ à ses journalistes. C'est dans le prolongement de cette activité que mon premier poste politique fut la direction du journal officiel de l'État. Je suis ensuite devenu collaborateur du candidat puis du Président Jânio Quadros, qui cherchait un journaliste qui l'accompagnerait à Cuba pour rencontrer un Fidel Castro pas encore communiste. Au même moment, à Salvador, j'ai fait mon entrée à l'Université catholique, puis à l'Université fédérale, non sans difficulté, car je n'avais pas de diplôme de géographie. Jean Tricart m'a soutenu et mon premier poste s'intitulait « Géomorphologie et études régionales » ! Je cumulais donc trois fonctions très différentes et toutes trois passionnantes.

Paris : la fête et la Révolution

Mais le doctorat que je préparais avec Tricart m'avait attiré vers Strasbourg. Tricart était communiste. En 1956, il avait été écarté de la délégation française au congrès international de géographie qui se tenait au Brésil. Il a été tout de même invité dans une petite université et c'est à ce moment que je l'ai connu ; une relation d'amitié s'est nouée entre nous. Grâce à une bourse du gouvernement, à des dons d'amis fortunés et à un contrat de recherche pour des industriels bahianais, j'ai pu m'embarquer pour l'Europe, qui, à l'époque, n'était pas chère pour les Brésiliens.

J'ai été accueilli à Paris par Gérard Monbeig et Michel Rochefort, qui m'a aidé à acheter mon premier manteau. Pierre George m'a accordé un entretien ; il m'a donné quelques idées utiles. Paris m'a étonné – mais pas tant que cela ; des Brésiliens, dont mon fils Milton, me servaient de guide et, sur le plan matériel, la ville n'était pas compliquée à maîtriser. Un peu

davantage sur le plan humain... Il y a eu quelques moments pénibles, le temps que j'apprenne les codes... Avec ses plages, ses filles, ses fêtes, Rio avait jusque-là occupé l'essentiel de mon imaginaire urbain. Ce mythe n'était pas seulement destiné à l'exportation. Une jeune fille qui partait pour Rio était considérée par sa famille comme perdue. Mon image de Paris reprenait une part de cette légende, mais s'y ajoutait le patrimoine culturel, l'héritage de la Révolution française. Nous connaissions par cœur l'arbre généalogique des Capétiens, nous savions chanter la Marseillaise. Il ne faut pas oublier que le 14 juillet est un jour férié au Brésil. Nous savions lire le français et, de fait, j'étais sans doute le meilleur client de la librairie française de São Paulo; il fallait apprendre à le parler, mais la France n'était pas tout à fait un pays étranger.

J'arrive donc à Paris, entouré et protégé. On m'installe rue Cujas, dans l'hôtel de Madame Sauvage, qui manifeste une tendresse particulière pour les Brésiliens et où vit Jorge Amado. Le Quartier latin me devient vite un lieu familier. À part le froid, je n'ai pas ressenti de choc, plutôt le plaisir de la découverte. J'ai aussi pu approcher, avec la lecture du journal *Le Monde*, d'un autre monde que celui des dépêches de United Press et Associated Press, qui faisaient l'ordinaire de ma vie de journaliste au Brésil.

Cependant, je ne vivais pas pour l'essentiel à Paris mais à Strasbourg, une ville qui ne m'évoquait rien au départ. J'habitais une chambre dans la résidence universitaire. Je n'étais pas un étudiant ordinaire car, enseignant à l'Université au Brésil, je bénéficiais d'une certaine notoriété. J'avais deux guides dans mes recherches : Tricart mais aussi Étienne Juillard. Je devais absolument suivre le cours de géomorphologie de Tricart, mais pour le reste je faisais ce que je voulais. Mon souvenir le plus fort, c'est la venue de Jean Gottmann, qui, avec sa *Megalopolis*, nous donnait à tous l'envie d'étudier ce genre d'objet – même si, au Brésil, il n'y avait pas encore l'équivalent. J'ai donc écrit ma thèse à Strasbourg, tentant d'abord une approche presque poétique de Bahia, influencé que j'étais par les styles de Jorge Amado et de Gilberto Freire. Puis Juillard m'a fait lire différents articles sur d'autres villes et cela m'a fait évoluer.

Lieux de pouvoir

Je suis retourné au Brésil docteur, mais surtout auréolé de la gloire d'avoir vécu en France. Le président Quadros voulait me nommer ambassadeur au Ghana mais un autre Noir a pris la place. Je suis donc devenu son représentant personnel à Bahia. Je faisais la navette entre Salvador et Brasília, où je fréquentais des hôtels et des palais nationaux. Ce fut une expérience

intéressante que de comprendre que le pouvoir n'est rien d'autre qu'un fil téléphonique qui peut être coupé d'un moment à l'autre.

Pour toute notre génération, Brasília était un instrument utile pour changer l'image du Brésil à l'étranger. Nous admirions aussi la réussite architecturale et la perspective futuriste que ces urbanistes, influencés par la Charte d'Athènes, proposaient. Je connaissais bien l'attaché culturel français qui faisait venir des intellectuels de Paris. Parmi eux, André Malraux a beaucoup fait pour valoriser Brasília aux yeux des Français. Quant à moi, dans l'article que j'ai écrit à l'époque, je disais qu'on ne pouvait être surpris que, à distance du *Plano Pilote*, soient apparus ces immenses réservoirs de pauvreté : la société brésilienne ne pouvait pas produire autre chose qu'une ville duale. Le modèle de Brasília a été repris à Salvador, où on a créé une ville entièrement nouvelle en tournant le dos aux anciens quartiers. En quelques années, on a construit un centre administratif, proche de l'aéroport et attirant d'autres implantations. Salvador est ainsi devenu la deuxième ville la plus moderne du Brésil, et c'est beaucoup plus tard qu'on s'est enfin intéressé au centre historique, dont la restauration continue de choquer une partie de l'opinion de gauche, qui la trouve artificielle et superficielle. C'est à mon avis une erreur car la culture populaire a pu se réapproprier le centre, notamment le mardi, devenu journée symbolique des luttes urbaines.

Quand Quadros s'en va avant d'avoir pu me nommer ambassadeur en Suède, son successeur, Goulart, me fait voyager. J'avais déjà visité l'Afrique francophone où j'avais pris conscience que je n'avais rien à voir avec les gens de là-bas. Cela m'avait conforté dans l'idée que la recherche des racines était moins intéressante que la projection dans le futur. J'ai ensuite fait des recherches comparatives en Afrique et j'ai eu le même sentiment plutôt négatif sur les nouveaux États, mais, à l'époque, il n'était pas de bon ton d'être critique sur la décolonisation. Cette fois, j'ai découvert la Tunisie, où Bourguiba m'a reçu dans son palais et où j'ai fait l'expérience du désert. Surtout j'ai rencontré le monde musulman – ces gens qui se tournaient vers le sol et non vers le ciel comme les catholiques – et ce fut un moment d'ouverture vers la diversité du monde et des hommes. Je suis allé au Sénégal pour donner un coup de main aux guérilleros et aux intellectuels exilés de Guinée-Bissau et du Cap-Vert, qui vivaient dans une ambiance très française. Et c'est à ce titre, beaucoup plus que par notre commune langue portugaise, que je me sentais proche d'eux.

En 1962, j'ai été nommé par le gouverneur de l'État de Bahia responsable de la planification. J'étais entouré d'une équipe de communistes et nous constituions la seule administration moderne, inspirée par l'esprit du ser-

vice public et dotée de grands pouvoirs. Nous travaillions avec beaucoup d'enthousiasme. Nous avions face à nous des propriétaires terriens qui se sentaient menacés. Ma perception de l'espace bahianais a changé : je me représentais mieux les enjeux économiques. Un banquier m'a proposé de l'argent pour soutenir notre action. C'était troublant, pour mes collaborateurs communistes et moi-même, d'avoir à faire un tel choix. Finalement nous avons accepté. Nous étions conseillés dans notre communication par des journalistes professionnels et nous avons été capables de produire un discours destiné au grand public. L'action politique me plaisait beaucoup et j'étais alors persuadé qu'en augmentant mes connaissances, je gagnerais encore en prestige et en légitimité pour revenir à la politique. Depuis lors, le monde politique m'a déçu, notamment par le poids qu'y occupe l'argent et je suis resté davantage en retrait. Je demeure cependant marqué par la figure de l'intellectuel engagé à la française, qui joue un rôle dans le débat public par la force de ses idées. J'ai vu, en allant aux États-Unis, que ce n'est pas la même chose là-bas.

En 1964, après le coup d'État, on m'a mis en prison. Pour les militaires, j'étais un « innocent utile ». On m'a libéré malade mais mes amis brésiliens (ainsi que le consul de France, malgré sa hiérarchie) se sont arrangés pour que je puisse partir et mes amis français m'ont trouvé un poste à Toulouse. Certains colonels étaient un peu irrités de voir « ce Noir avec tant d'amies blondes », mais enfin je suis parti.

Le monde, un décor pour penser la mondialité

Entre 1964 et 1977, j'ai parcouru de nombreux lieux qui ont joué un rôle assez faible. C'est en les fréquentant que je me suis libéré du monde empirique, tout simplement parce que je n'avais plus cette relation entre expérience vécue et réflexion théorique. La géographie me permettait de sortir du cadre. J'étais à Dar-es Salaam, mais c'était le Monde qui m'intéressait. Ma brésilianité a été remplacée par la mondialité. J'ai quand même fait quelques études sur les terrains où je me trouvais, au Venezuela, en Tanzanie, presque rien sur la France, sauf des récits de voyage. Mais l'absence du Brésil a certainement accéléré mon évolution vers des préoccupations théoriques. Mes lieux de séjour servaient davantage à vérifier mes hypothèses qu'à fournir un matériau brut. Je n'aime pas sortir, marcher est pour moi la dernière des choses à faire – sauf à Paris. Ma vie introspective, héritée de l'internat de mon enfance, m'a aidé à supporter l'exil.

J'ai parfois eu le mal du pays [*saudade*] mais j'ai aussi connu des moments favorables à la réflexion. Sur le Brésil, il me manquait les points de repère qui permettent de caler sur le réel les informations qu'on reçoit. Quand je suis rentré, j'ai passé beaucoup de temps à lire les journaux pour me recréer un cadre intelligible. Absent, pas tout à fait exilé, j'ai dû fabriquer – inventer dit Marie-Hélène – une image du Brésil alors que j'avais perdu le contact avec cette réalité. Quand je suis rentré, j'ai découvert un monde beaucoup plus dur que celui que je connaissais, où l'argent occupait une place énorme et où une nouvelle classe moyenne avait prospéré, satisfaite que ses attentes aient été prises en compte par les militaires. Je suis retourné au Brésil pour la première fois en 1975 et je me suis définitivement réinstallé en 1977. J'ai renoncé à créer une faculté au Biafra et j'ai vécu d'expédients pendant quelque temps. Puis Bertha Becker m'a appelé à Rio.

Aujourd'hui je vis à São Paulo. Je suis venu à São Paulo plutôt qu'à Bahia car il me fallait « reconquérir » le Brésil et, pour une reconquête, São Paulo était mieux approprié que Salvador, que la magie de Bahia, où j'aurais dû dépenser une énergie considérable à faire des cadeaux, à fréquenter les mariages et les enterrements. Dans ma vie, cet anonymat pauliste fut une transition. Pour l'individu que je suis, ce fut sans doute une chance. C'est une ville laide, contrairement à ce que disent les Paulistes, mais que j'aime beaucoup. Cette trépidation incessante, cette gestation jamais achevée, cette vocation pour le futur et cette digestion permanente me comblent. Elle a d'abord été un *melting pot* mondial, à présent elle devient un *melting pot* brésilien et, du même coup, une ville, une ville brésilienne. Et pourtant je conserve une très forte identité bahianaise, lieu de ma première urbanité américaine, avec ce réseau de relations humaines, portées avec lenteur par les prêtres, les magistrats, les hommes de lettres sur toutes les indentations du Reconcavo bahianais. J'ai toujours su que j'étais de Bahia. Ce n'est qu'à l'étranger que j'ai découvert ma brésilianité. Dans le métro parisien, j'ai remarqué que les Brésiliens avaient une manière particulière de s'habiller. São Paulo a été précocement marqué par la présence massive des étrangers, par le cosmopolitisme, plus encore que Paris, par exemple, en tout cas au départ. La mondialisation banalise cette ville mais la rend plus brésilienne. Les cinq millions de Nordestins créent un ciment brésilien pour São Paulo.

Mes lieux préférés: Salvador, Paris, São Paulo. Le Brésil, c'est Bahia, Rio, c'est un délice et le Monde, bien que toujours présent dans mon esprit, n'existe pas. À chaque voyage, on ne le découvre pas vraiment car on est prisonnier d'un parcours, d'un réseau. Je voudrais pouvoir étudier le Monde comme Kant sans quitter Königsberg.

3

Un penseur, par ses mots *Le lexique de Milton Santos*

Alice Ferreira

Le lexique de cent-six termes qui suit est issu du *Vocabulaire fondamental de l'œuvre de Milton Santos*, que j'ai élaboré dans le cadre ma thèse de doctorat¹ à l'Université de São Paulo (USP). Il constitue une approche linguistique de la théorie développée par Milton Santos en géographie. L'objectif de ma recherche était l'analyse du discours scientifique à partir d'une lecture terminologique. Pour cela, je cherchais un *corpus* où l'élaboration d'une théorie – *ensemble systémique d'idées* – apparaissait dans la production écrite d'un homme de science ; ce qui fut le cas dans l'œuvre du *géographe-philosophe* Milton Santos.

Le rôle du langage est signalé par Milton Santos comme fondamental dans la vie d'un homme. C'est en quelque sorte sa manière d'identifier et de reconnaître l'objectivité qui l'entoure. Cette objectivation scientifique et

¹ Ferreira, A. *Para um vocabulário fundamental da obra de Milton Santos*. São Paulo, 2000. Thèse (Doctorat de Linguistique appliquée-Terminologie) Département de linguistique et sémiotique de la Faculté de philosophie, lettres et sciences humaines de l'Université de São Paulo (Brésil).

l'élaboration d'un métalangage qui l'accompagne sont inséparables de la construction de la science. La constitution d'une terminologie propre marque, dans tout travail scientifique, l'avènement d'une nouvelle conceptualisation, et signale ainsi les tournants épistémologiques, moments décisifs de son histoire. Nous pourrions même dire comme Émile Benveniste que l'histoire d'une science se résume à celle de ses termes: «Une science ne commence d'exister ou ne peut s'imposer que dans la mesure où elle fait exister et où elle impose ses concepts dans leur dénomination².» L'instrumentalisation mentale consiste en un inventaire de termes qui configureront ou analyseront la réalité. «Dénommer, c'est-à-dire créer un concept, est l'opération en même temps première et dernière d'une science³.»

À partir du livre *Pour une géographie nouvelle*⁴, Milton Santos amorce un tournant épistémologique, non seulement en géographie mais aussi dans l'ensemble des sciences humaines. Cela implique la création d'une terminologie propre qu'il va, peu à peu, à travers l'écriture clarifier et raffiner. Dans la *Nature de l'espace*⁵, ce vocabulaire semble arriver à maturité et, dès l'introduction, nous trouvons un véritable système de concepts définis.

La connaissance de la langue et du langage scientifique a permis à Milton Santos de concevoir une véritable *méthode de dénomination* et d'identifier l'objet de la géographie. La création de nouvelles catégories d'analyse et de synthèse permet de considérer différentes dimensions – comme dans une vision *kaléidoscopique* – de l'objet, de son historicité et le caractère indissociable de ses éléments. Ainsi un même objet est considéré sous plusieurs prismes qui s'impriment linguistiquement dans les termes à partir, entre autres, d'une «déclinaison» de suffixes: *espace, spatialisation, spatialité*.

L'élaboration du vocabulaire répond à une seconde préoccupation, celle de travailler un domaine dont l'une des caractéristiques est l'interdisciplinarité et l'autre, l'actualité. L'élaboration d'un métalangage scientifique est une des conditions pour que les contributions interdisciplinaires puissent être vraiment productives. L'œuvre de Milton Santos dialogue avec la philosophie des sciences et questionne les sciences humaines. Ses réflexions l'amènent à critiquer sans relâche les fondements de la dichotomie Homme/Nature, de la séparation Géographie humaine/Géographie physique. C'est, justement, à partir de l'abandon de ce modèle qu'il

² Benveniste, E. *Problèmes de linguistique générale*. Paris, Gallimard, 1966.

³ Ibidem.

⁴ Santos, M. *Por uma geografia nova*. (1978) São Paulo, Hucitec, 4e Ed. 1996. Traduit par Marie-Hélène Tiercelin, *Pour une géographie nouvelle*. Paris, Publisud, 1985.

⁵ Santos, M. *A natureza do espaço. Técnica e tempo; razão e emoção*. São Paulo, Hucitec, 1996. Traduit par Marie-Hélène Tiercelin, *La nature de l'espace. Technique et temps; raison et émotion*. Paris, l'Harmattan, 1997.

semble dresser les fondements pour l'inter- et la pluridisciplinarité d'une fraction du savoir. Un système de concepts apparemment fragmenté par l'analyse se fond dans le temps et l'espace en raison de l'interdépendance et l'inséparabilité de ses concepts. Cette *cohérence interne* et *externe* de la recherche scientifique semble contribuer au dynamisme de la théorie. Ainsi, comme le signale Milton Santos, la *cohérence interne* du domaine s'obtient à partir de la séparation des catégories analytiques qui, d'une part, rendent compte de l'*objet-réel* de telle domaine du savoir et, d'autre part, permettent la construction d'instruments d'analyse tirés du processus historique. La *cohérence externe*, elle, s'effectue par rapport aux autres savoirs, à la condition que ce domaine de savoir prouve son irréductibilité et soit à la fois complété et complément dans le procès commun de la connaissance du réel total⁶.

La conscience qu'il existe une pluralité de points de vue, d'êtres et de choses, et que *ce monde est unique* ont amené les recherches scientifiques à mettre en évidence les principes d'inter- et de pluridisciplinarité. Ces deux principes sont inséparables pour la construction du savoir. Si nous considérons uniquement l'interdisciplinarité comme pilier du savoir, nous courrons le risque de ressusciter naïvement une tour de Babel; inversement, la prise en compte exclusive de la pluridisciplinarité nous entraînerait vers une espèce de *schizophrénie scientifique* qui annulerait la cohérence externe, garantie des rapports d'interaction et d'intégration entre les différentes fractions de savoir.

Il est important de signaler que la présentation sous forme de *vocabulaire* ou de *lexique* est un genre littéraire *ouvert par nature*; il est le réceptacle d'un tout inachevé. La présentation alphabétique d'un texte porte la prétention à embrasser le Tout – de A à Z –, mais chaque lettre reste ouverte à l'infini. La recherche scientifique demande un enrichissement permanent, le moindre ajout d'un phénomène nécessitant une nouvelle explication, et l'explicitation de celle-ci par de nouveaux termes. En entrant dans le monde des mots abordés comme indicateurs d'un discours, nous sommes finalement renvoyés aux mots.

Nous présentons le lexique d'un *philosophe-géographe* qui pense le monde à partir du langage. Un lexique qui se propose être l'ébauche d'une réflexion sur la géographie, une contribution modeste à un nouveau dictionnaire de la discipline.

⁶ Santos, M. *A natureza do espaço*.

Les entrées

Les entrées de ce lexique ne contiennent que des substantifs. L'entrée en français est suivie de son équivalent portugais en *italique*. Les termes accompagnés d'un astérisque (*) dans le texte d'une définition font l'objet d'une entrée dans le lexique.

| | | |
|----------------------------------|---|-----------------------|
| Action | Forme | Quotidien |
| Campagne | Forme-contenu | Rationalisation |
| Chose | Globalitarisme | Rationalité |
| Citoyen | Histoire | Régime |
| Citoyenneté | Homme | Région |
| Compétition | Horizontalisation | Région agricole |
| Compétitivité | Horizontalité | Région métropolitaine |
| Configuration territoriale | Hybride | Région urbaine |
| Consommation consumptive | Individu | Régionalisation |
| Consommation productive | Industrialisation | Réseau |
| Crise | Infrastructure | Rugosité |
| Devenir | Inséparabilité | Rupture |
| Devenir complémentaire | Institution | Situation |
| Devenir hiérarchique | Interaction | Sociodiversité |
| Devenir homologue | Interdépendance | Solidarité |
| Devenir solidaire | Interne | Spatialisation |
| Division du travail | Lieu | Spatialité |
| Division sociale du travail | Localisation | Structure |
| Division territoriale du travail | Localité | Système |
| Dynamique sociale | Marché | Technique |
| Échelle | Milieu technico-scientifique informationnel | Technoscience |
| Empiricisation | Moment | Technosphère |
| Environnement construit | Monde | Temporalité |
| Équipement | Mondialisation | Temps |
| Espace | Mouvement | Territoire |
| État | Norme | Territoire utilisé |
| Événement | Objet | Territorialité |
| Externe | Ordre | Totalisation |
| Firme | Pauvreté structurelle | Totalitarisme |
| Fixe | Paysages | Totalité |
| Flexibilisation | Période | Unicité |
| Flexibilité | Périodisation | Universalité |
| Fluidité | Possibilité | Urbanisation |
| Flux | Procès | Verticalisation |
| Fonction | Psychosphère | Verticalité |
| Formation socio-spatiale | | Ville |

Les définitions

ACTION (s.f.)

ação (s.f.)

Procès* comportemental de l'homme*, doté d'une finalité, qui demande toujours une dépense d'énergie, et dans lequel un agent qui change quelque chose se change lui-même.

CAMPAGNE (s.f.)

campo (s.m.)

Région* en dehors du périmètre urbain des grandes villes*, dans laquelle prédominent généralement les activités agricoles.

CHOSE (s.f.)

coisa (s.f.)

Produit d'une élaboration naturelle.

CITOYEN (s.m.)

cidadão (s.m.)

Membre d'un État*, doté du droit politique de participer de la construction de la société à travers des actions* politiques comme le vote.

CITOYENNETÉ (s.f.)

cidadania (s.f.)

Condition de membre d'un État-nation.

COMPÉTITION (s.f.)

competição (s.f.)

Résultat de la concurrence entre individus* ou groupes qui se réalise dans un marché*.

COMPÉTITIVITÉ (s.f.)

competitividade (s.f.)

Produit et/ou résultat de la relation de concurrence dans laquelle une guerre impitoyable s'établit comme norme*.

CONFIGURATION TERRITORIALE (s.f.)

configuração territorial (s.f.)

Arrangement des éléments naturels et artificiels présents sur le territoire*.

CONSOMMATION CONSOMPTIVE (s.f.)

consumo consumptivo (s.m.)

Consommation ostentatoire qui crée une demande hétérogène selon l'état des revenus, mais comparable selon les mêmes possibilités* de demande.

CONSOMMATION PRODUCTIVE (s.f.)

consumo produtivo (s.m.)

Consommation qui crée une demande hétérogène selon les sous-espaces.

CRISE (s.f.)

crise (s.f.)

Moment* pendant lequel l'ordre* établi entre les variables à travers une organisation, est compromis.

DEVENIR (s.m.)

acontecer (s.m.)

Ensemble de changements qu'implique le passage d'un état à un autre.

DEVENIR COMPLÉMENTAIRE (s.m.)

acontecer complementar (s.m.)

Devenir* créé par les nécessités modernes de production et de l'échange géographique proche, dans les relations ville/campagne et entre villes.

DEVENIR HIÉRARCHIQUE (s.m.)

acontecer hierárquico (s.m.)

Devenir* créé par des ordres et des informations qui viennent d'un lieu* et se réalisent en tant que travail dans un autre.

DEVENIR HOMOLOGUE (s.m.)

acontecer homólogo (s.m.)

Devenir* créé par la modernisation à travers une information spécialisée, qui engendre des contiguïtés fonctionnelles et délimite des régions agricoles* ou urbaines*.

DEVENIR SOLIDAIRE (s.m.)

acontecer solidário (s.m.)

Devenir* créé par la réalisation de tâches communes (même s'il s'incarne dans des projets non communs) qui se présente sur le territoire* sous trois formes*: un devenir homologue*, un devenir complémentaire*, un devenir hiérarchique*.

DIVISION DU TRAVAIL (s.f.)

divisão do trabalho (s.f.)

Résultat du procès* progressif par lequel les ressources disponibles se distribuent socialement et géographiquement.

DIVISION SOCIALE DU TRAVAIL (s.f.)

divisão social do trabalho (s.f.)

Résultat de la distribution sociale, dans le Monde* ou dans un lieu* déterminé, du travail vivant.

DIVISION TERRITORIALE DU TRAVAIL (s.f.)

divisão territorial do trabalho (s.f.)

Résultat de la distribution géographique, dans le Monde* ou dans un lieu* déterminé, du travail vivant, vu à travers la territorialité* de ses éléments.

DYNAMIQUE SOCIALE (s.f.)

dinâmica social (s.f.)

Ensemble des relations économiques, culturelles, politiques, etc., qui définissent une société à un moment* donné.

ÉCHELLE (s.f.)

escala (s.f.)

Données temporelles et spatiales d'une forme-contenu* qui changent constamment selon les variables dynamiques qui décident du devenir* régional ou local.

EMPIRICISATION (s.f.)

empiricização (s.f.)

Procès* par lequel quelque chose devient vérifiable par l'expérience.

ENVIRONNEMENT CONSTRUIT (s.m.)

meio ambiente construído (s.m.)

Résultat des divisions sociales* et territoriales du travail*.

ÉQUIPEMENT (s.m.)

sistema de engenharia (s.m.)

Ensemble d'instruments agrégés à la nature et des outils de travail qui se localisent dans un milieu*; espèce d'ordre créé pour et par le travail.

ESPACE (s.m.)

espaço (s.m.)

Ensemble indissociable et solidaire d'un système* d'actions* et d'un système* d'objets*.

ÉTAT (s.m.)

estado (s.m.)

Ensemble des institutions* qui se trouvent sur un territoire* géographiquement limité, et qui monopolisent la régulation du territoire, tendant ainsi à la création d'une culture politique commune partagée par tous les citoyens*.

ÉVÉNEMENT (s.m.)

evento (s.m.)

Devenir* qui s'accomplit dans un espace* déterminé, vecteur des possibilités* existant dans une formation sociale, c'est-à-dire dans un pays ou une région* ou un lieu*, considérés comme un ensemble circonscrit plus limité que le Monde*.

EXTERNE (s.m.)

externo (s.m.)

Tout ce dont le siège est en dehors du lieu* et a une échelle* d'action* plus grande que le lieu, même s'il se reflète sur lui.

FIRME (s.f.)

firma (s.f.)

Élément de l'espace* ayant pour fonction* la production de biens, de services, d'idées, etc.

FIXE (s.m.)

fixo (s.m.)

L'ensemble des instruments de travail et de la force productive en général, y compris la masse des hommes*, qui, localisé dans un lieu*, permet des actions* qui modifient ce lieu.

FLEXIBILISATION (s.f.)

flexibilização (s.f.)

Procès* qui rend possible la fluidité* du territoire*.

FLEXIBILITÉ (s.f.)

flexibilidade (s.f.)

Résulte de la réalisation de l'ensemble formé par un environnement construit*, une économie unifiée-segmentée et une population composite ; ensemble qui permet l'action de tous les types de capitaux et de tous les types de travaux.

FLUIDITÉ (s.f.)

fluides (s.f.)

Résultat de la réalisation simultanée de plusieurs conditions* : l'existence de formes* parfaites universelles, de normes* universelles, d'une régulation universelle et d'une information* universelle, fondement d'un discours universel.

FLUX (s.m.)

fluxo (s.m.)

Résultat direct ou indirect des actions* créant un mouvement* et une circulation, et qui permet l'explication des phénomènes de distribution et consommation.

FONCTION (s.f.)

função (s.f.)

Activité attribuée à une forme-contenu*, à un homme*, une institution* ou un objet*.

FORMATION SOCIO-SPATIALE (s.f.)

formação socio-espacial (s.f.)

Processus* à travers lequel la dynamique sociale* et la configuration territoriale* se forment ensemble dans l'espace*.

FORME (s.f.)

forma (s.f.)

Aspect visible d'une chose* ou d'un objet* et/ou composition ordonnée d'objets.

FORME-CONTENU (s.f.)

forma-conteúdo (s.f.)

Forme* qui n'a pas d'existence empirique et philosophique indépendamment de son contenu, qui lui non plus, ne peut exister sans la forme qui le contient.

GLOBALITARISME (s.m.)

globalitarismo (s.m.)

Système* idéologique qui tire sa force de la manière dont l'information* est offerte à l'humanité et de l'institution du besoin d'argent comme moteur unique de la vie économique et sociale.

HISTOIRE (s.f.)

história (s.f.)

Totalité* en mouvement, procès* dynamique dont les éléments se croisent et s'entrechoquent continuellement pour produire à chaque fois un nouveau moment*.

HOMME (s.m.)

homem (s.m.)

Élément de l'espace* en tant que force de travail ou comme consommateur de la production.

HORIZONTALISATION (s.f.)

horizontalização (s.f.)

Procès* d'agglomération continue de plans du territoire*, par deviens homologues* et complémentaires*.

HORIZONTALITÉ (s.f.)

horizontalidade (s.f.)

Étendue formée de plans qui s'agglomère sans discontinuité, fabrique de la production proprement dite et *locus* d'une coopération limitée.

HYBRIDE (s.m.)

híbrido (s.m.)

Ensemble mixte d'objets* et de normes*.

INDIVIDU (s. m.)

indivíduo (s.m.)

Objet* de pensée concret, déterminé, qui forme un tout reconnaissable et qui consiste en un réel doté d'expériences externes et internes.

INDUSTRIALISATION (s.f.)

industrialização (s.f.)

Procès* social complexe, qui comprend à la fois la formation d'un marché* national et les efforts d'équipement* du territoire* afin de l'intégrer comme étendue de consommation en tous genres, tout en provoquant la tertiairisation et en activant le procès* d'urbanisation*.

INFRASTRUCTURE (s.f.)

infra-estrutura (s.f.)

Élément de l'espace* en tant que travail matérialisé et géographisé sous la forme d'édifices, voies de communication, etc.

INSÉPARABILITÉ (s.f.)

inseparabilidade (s.f.)

Catégorie qui permet la reconnaissance de la vie spécifique d'un objet* à partir de sa relation avec l'événement* qui le situe.

INSTITUTION (s.f.)

instituição (s.f.)

Élément de l'espace* dont la fonction* est de produire des normes*, des ordres* et une légitimation.

INTERACTION (s.f.)

interação (s.f.)

Action* qui suppose une interdépendance* fonctionnelle entre les éléments.

INTERDÉPENDANCE (s. f.)

interdependência (s.f.)

Relation de dépendance réciproque.

INTERNE (s.m.)

interno (s.m.)

Tout ce qui, à un moment* donné, est déjà présent dans un lieu* déterminé, et qui apparaît comme local.

LIEU (s.m.)

lugar (s.m.)

1. Étendue du devenir homogène* ou du devenir solidaire*, qui se caractérise par deux genres de constitution : la configuration territoriale* et la norme* (l'organisation, les régimes* de régulation).
2. Ensemble des effectivités.

LOCALISATION (s.f.)

localização (s.f.)

Procès* consistant à placer quelque chose dans un lieu* déterminé.

LOCALITÉ (s.f.)

localidade (s.f.)

Réalité d'un lieu* déterminé, créé à partir de devenirs solidaires*.

MARCHÉ (s.m.)

mercado(s.m.)

Facteur de contrôle, force d'unification, ensemble d'éléments qui ont pour fonction* de restaurer à tout instant un équilibre économique donné qui change de signification avec le temps*.

MILIEU TECHNICO-SCIENTIFIQUE INFORMATIONNEL (s.m.)

meio técnico-científico informacional (s.m.)

Résultat de la scientification, de la technicisation et de l'informationnalisation du milieu géographique.

MOMENT (s.m.)

momento (s.m.)

1. Toutes les phases que l'on peut identifier dans un développement (transformation matérielle, procès* psychique, social, dialectique).
2. Instant, cause du mouvement*.

MONDE (s.m.)

Mundo (s. m.)

L'ensemble des possibilités*.

MONDIALISATION (s.f.)

globalização (s.f.)

Procès* d'internationalisation de la production, du produit, de l'argent, du crédit, de la dette, de la consommation, de la politique et de la culture, qui s'installe au travers de l'unicité* des techniques, de la convergence des moments* et de la plus-value au niveau mondial, garanties directement ou indirectement par l'existence systémique de grandes organisations, qui sont les grands acteurs de la vie internationale présente.

MOUVEMENT (s.m.)

movimento (s.m.)

Procès* dialectique se maintenant par une tension entre des contraires qui s'entrechoquent et créent une nouvelle situation* à tout moment*, sur lequel se joue l'histoire*.

NORME (s.f.)

norma (s.f.)

Ensemble d'objets* susceptibles de contribuer à un ordre*, à des règles d'action* et à des comportements auxquels se subordonnent tous les domaines de l'action instrumentale.

OBJET (s.m.)

objeto (s.m.)

Produit d'une élaboration sociale, résultat d'un travail.

ORDRE (s.m.)

ordem (s.f.)

Relation d'interdépendance* entre des éléments qui se conditionnent et dont les interactions* créent de nouvelles réalités de relations avec lesquelles elles inscrivent leurs propres rythmes de changement dans le mouvement* du Monde*.

PAUVRETÉ STRUCTURELLE (s.f.)

pobreza estrutural (s.f.)

Résultat volontaire de la production scientifique, produit de la dette sociale, présente partout dans le monde* même si elle l'est davantage dans les pays pauvres.

PAYSAGES (s.m.)

paisagem (s.f.)

Portion de la configuration territoriale* perceptible par la vue, se présentant comme un ensemble de formes* qui, à un moment* donné, expriment les héritages, ceux-ci représentant les relations localisées successives entre l'homme* et la nature.

PÉRIODE (s.f.)

período (s.m.)

Segment du temps* marqué par une certaine cohérence entre ses variables significatives qui évoluent différemment, mais au sein d'un système*.

PÉRIODISATION (s.f.)

periodização (s.f.)

Procès* de segmentation du temps en périodes*, qui permet simultanément l'empiricisation* du temps* et de l'espace*.

POSSIBILITÉ (s.f.)

possibilidade (s.f.)

Latence et/ou puissance de ce qui est possible, qui satisfait les conditions générales imposées à un ordre* donné de réalité ou de normalité, et les conditions générales de l'expérience.

PROCÈS (s.m.)

processo (s.m.)

Action* continue qui se développe en direction d'un certain résultat, et qui implique l'idée de temps*, c'est-à-dire de continuité ou de changement.

PSYCHOSPHERE (s.f.)

psicoesfera (s.f.)

Résultat des croyances, des désirs, des passions, des volontés et des habitudes qui inspirent des comportements philosophiques et pratiques, des relations interpersonnelles de communion avec l'univers.

QUOTIDIEN (s.m.)

cotidiano (s.m.)

Sorte de cinquième dimension de l'espace* géographique constituée par des éléments fixes* qui forment l'espace* et des flux*, des actions* qui le traversent.

RATIONALISATION (s.f.)

racionalização (s.f.)

Procès* de récupération et réorganisation de la rationalité* qui sert à caractériser le développement de nouvelles instances de coordination, d'intégration, d'homogénéisation et de planification inter-firmes, d'une part, et l'exploration systématique et institutionnalisée de la recherche, des connaissances, des techniques, des méthodes et des attitudes scientifiques dans la production, l'administration, la distribution et les finances, d'autre part.

RATIONALITÉ (s.f.)

racionalidade (s.f.)

Résultat de la réorganisation, intentionnelle ou non, de l'économie, de la politique, de la culture et de l'espace* selon les lois de la raison.

RÉGIME (s.m.)

regime (s.m.)

Existence d'une institution* chargée d'imposer des règles d'action qui permettent aux variables de fonctionner ensemble, mais de manière non linéaire, au cours d'une période*.

RÉGION (s.f.)

região (s.f.)

Subdivision fonctionnelle de l'espace*: de l'espace total, de l'espace national et de l'espace local aussi, puisque les plus grandes villes* sont susceptibles de régionalisation*.

RÉGION AGRICOLE (s.f.)

região agrícola (s.f.)

Unité due à l'intégration entre le monde rural et le monde urbain, celui-ci étant représenté par des villes* qui abritent des activités directement liées aux activités agricoles qui l'entourent et qui dépendent, selon différents degrés, de ces activités.

RÉGION MÉTROPOLITAINE (s.f.)

região metropolitana (s.f.)

Aires où plusieurs villes* interagissent avec une grande intensité à partir d'une interdépendance* fonctionnelle fondée sur l'unité des infrastructures* urbaines et sur les possibilités* que cela engendre pour une division du travail* interne bien plus accentuée que dans d'autres aires.

RÉGION URBAINE (s.f.)

região urbana (s.f.)

Unité due surtout à l'interaction* des activités de fabrication ou tertiaires se trouvant dans leur territoire* respectif, auxquelles l'activité agricole existante se trouve préférentiellement reliée.

RÉGIONALISATION (s.f.)

regionalização (s.f.)

Procès* d'analyse par lequel on repère et/ou on identifie des régions*.

RÉSEAU (s.m.)

rede (s.f.)

Projection concrète de lignes de relations et de liaisons, qui répondent aux stimuli de la production dans ses formes* matérielles et immatérielles, comme c'est le cas des réseaux* hydrographiques, des réseaux techniques territoriaux et des réseaux de télécommunications hertziennes (malgré l'absence de lignes matérialisées et avec une structure* physique qui se limite à des nœuds).

RUGOSITÉ (s.f.)

rugosidade (s.f.)

Héritages physico-territoriaux qui apparaissent dans ce qui reste du passé comme forme*, espace* construit, paysage*, et qui constituent ce qui reste des procès* de suppression, d'accumulation, de superposition, de manière à ce que les choses* se substituent et s'accumulent en tous lieux*.

RUPTURE (s.f.)

ruptura (s.f.)

Moment* de crise* et de passage d'une période* à une autre.

SITUATION (s.f.)

situação (s.f.)

1. Résultat du procès* d'une combinaison d'éléments avec des âges différents.
2. Lieu* d'occurrence.

SOCIODIVERSITÉ (s.f.)

sociodiversidade (s.f.)

Produit du mélange des peuples, des races, des cultures, des goûts dans tous les continents; et de philosophies grâce aux progrès de l'information.

SOLIDARITÉ (s.f.)

solidaridade (s.f.)

Résultat de la réalisation impérieuse de tâches communes, même si cela s'incarne dans des projets différents.

SPATIALISATION (s.f.)

espacialização (s.f.)

Mouvement* de la société en relation d'interdépendance* avec l'espace*.

SPATIALITÉ (s.f.)

espacialidade (s.f.)

Moment* des relations sociales géographisées; de l'incidence de la société sur un arrangement spatial déterminé.

STRUCTURE (s.f.)

estrutura (s.f.)

Ensemble de relations et de proportions prévalant au long d'une certaine période*, qui permet de définir l'objet* d'analyse.

SYSTÈME (s.m.)

sistema (s.m.)

Ensemble dynamique d'interactions* entre des éléments, des actions* ou des individus*, organisés en direction à l'unité du tout.

TECHNIQUE (s.f.)

técnica (s.f.)

Ensemble des moyens instrumentaux et sociaux avec lesquels l'homme* réalise sa vie, produit et, en même temps, créé l'espace*; principale forme de relation entre l'homme et le milieu.

TECHNOSCIENCE (s.f.)

tecnociência (s.f.)

Résultat de l'union de la science et de la technique par une relation d'interdépendance*, dont l'usage est conditionné par le marché*.

TECHNOSPHERE (s.f.)

tecnoesfera (s.f.)

Résultat de l'artificialisation croissante de l'environnement, par laquelle la sphère naturelle est de plus en plus remplacée par une sphère technique, en ville* et à la campagne*.

TEMPORALITÉ (s.f.)

temporalidade (s.f.)

Réalité abstraite du temps*, qui gagne sa concrétude dans son interprétation, dans la vie active, par divers agents sociaux ; elle apparaît sous les formes* particulières de l'utilisation du temps général qui sont la matrice des spatialités* vécues dans chaque lieu*.

TEMPS (s.m.)

tempo (s.m.)

Milieu indéfini, analogue à l'espace*, dans lequel se déroulent des devenirs*, chacun marquant une date, mais qui, en lui-même, se donne totalement et de manière indivisible à la pensée.

TERRITOIRE (s.m.)

território (s.m.)

1. Ensemble des lieux*, étendue qui, en se soumettant à des normes* dynamiques, auto-régulées et ainsi structurantes, constitue un système*.
2. Résultat de la superposition d'un ensemble de systèmes naturels et d'un ensemble de systèmes techniques en interaction* avec la population qui lui donne son identité.
3. Nom politique pour l'espace* d'un pays.

TERRITOIRE UTILISÉ (s.m.)

território usado (s.m.)

Implantation d'infrastructures* (équipements*) et dynamisme de l'économie et de la société comme les mouvements* de la population, la distribution de l'agriculture, de l'industrie et des services ; tout le squelette normatif, y compris la législation civile, fiscale et financière, qui configure les fonctions* d'un nouvel espace* géographique.

TERRITORIALITÉ (s.f.)

territorialidade (s.f.)

Réalité d'un territoire* régi par des normes*.

TOTALISATION (s.f.)

totalização (s.f.)

Procès* qui permet de reconnaître le mouvement* de la totalité* c'est-à-dire du tout et des parties.

TOTALITARISME (s.m.)

totalitarismo (s.m.)

Système* idéologique des régimes* modernes de parti unique dominés par des dictateurs ou des oligarchies autocratiques.

TOTALITÉ (s.f.)

totalidade (s.f.)

Résultat d'un mouvement* réel qui apparaît à chaque moment* en tant qu'ensemble; intégration de toutes les choses* et de tous les hommes* par leurs relations et leurs mouvements.

UNICITÉ (s.f.)

unicidade (s.f.)

Caractéristique de ce qui est un; ensemble d'éléments considérés dans leur totalité*.

UNIVERSALITÉ (s.f.)

universalidade (s.f.)

Caractéristique de ce qui est universel, qui s'étend à tout l'univers, à l'ensemble des êtres ou des idées considérés.

URBANISATION (s.f.)

urbanização (s.f.)

Procès* de développement des villes* et de concentration de la population dans les villes.

VERTICALISATION (s.f.)

verticalização (s.f.)

Procès* d'intégration de plans de l'espace* par des devenirs hiérarchiques*.

VERTICALITÉ (s.f.)

verticalidade (s.f.)

Arrangement de plans dans l'espace* qui, séparés les uns des autres, garantissent le fonctionnement global de la société et de l'économie, et créent un espace de flux*.

VILLE (s.f.)

cidade (s.f.)

1. Lieu* global complexe qui se caractérise comme une diversité socio-spatiale; scène des activités de tous les capitaux et de tous les travaux.
2. Grand système*, produit de superpositions de sous-systèmes divers de coopérations qui créent autant de systèmes de solidarité*.



II

En Milton dans le texte

Salvador: paysages, fonctions, structures

Ce premier article publié en français par Milton Santos, en 1959 dans L'Information Géographique, montre les premiers pas remarquables de l'apprenti-chercheur dans l'arène des publications académiques.

Le plan semble classique dans le contexte de l'époque : une description des paysages suivie d'une explication, avec deux différences significatives. D'une part, la géographie physique fait totalement défaut (ce qui est appelé « physique » renvoie à la morphologie du bâti). Milton nous fait grâce des déclinaisons, fortement recommandées à l'époque, sur le « site » et la « situation » ; il nous parle de « zone d'influence » et d'« hinterland ». En revanche, la description typo-morphologique est précise et reliée à des processus de peuplement et d'usages. Par ailleurs, la partie explicative se subdivise en deux moments : « fonctions » et « structure ». Cette dernière partie, seulement esquissée, est définie comme l'examen des combinaisons complexes entre ses deux autres composantes, paysage et fonction, suggérant des relations non univoques entre elles.

Cela se confirme lorsque Milton repère une opposition entre une « ville moderne de type étasunien » et une « ville de taudis ». L'approche morphologique détaillée constitue une première entrée dans l'analyse du « double circuit », qui sera généralisée dans L'espace partagé (voir chapitre 5), mais celle-ci est compliquée par l'idée d'une stratification des espaces par les temps successifs, dont les productions respectives, plus ou moins articulées, donnent, à travers leur agencement spécifique, sa singularité

à l'espace salvadorien. La notion de structure apparaît fort peu structuraliste, se rapprochant de ce qu'aujourd'hui on pourrait appeler « configuration » ou « situation ».

Notons enfin que Milton n'hésite pas à affirmer clairement ses idées. Lorsqu'il déclare qu'«étudier les fonctions urbaines de Salvador revient à étudier les fonctions du centre-ville» ou lorsqu'il énonce que la croissance démographique et morphologique est la conséquence non du développement mais de l'absence de développement, il s'écarte des points de vue les plus courants à l'époque. L'article fait plusieurs fois référence à la « spéculation » ou aux activités « spéculatives » en les associant, sans autre précision, au centre-ville, ce qui semble renvoyer aux idées dominantes de l'époque sur la « rente foncière ». En revanche, Milton affirme clairement que « Salvador est la métropole coloniale d'un pays qui n'est pas politiquement dépendant » et que cela la prive de possibles apports de capitaux venus de l'extérieur. Il y a là une critique implicite mais nette du dépendantisme : la « déconnexion » (dans la terminologie plus récente de Samir Amin) est funeste pour le développement de la ville.

Tout en acceptant de se situer formellement dans le cadre de la géographie urbaine pratiquée ou promue par ses maîtres – une description empirique à orientation économique et à coloration marxiste –, le « jeune Milton » présente donc ici une pensée à la fois originale, organisée et affirmée.

Quelques problèmes du centre de la ville de Salvador

La ville de Salvador, ancienne capitale du Brésil, possède actuellement environ 550 000 habitants. Fondée en 1549, c'est la capitale de l'état de Bahia et la plus vieille ville brésilienne. Pendant trois siècles elle a été l'agglomération la plus importante et la plus peuplée du Brésil, son port était le plus important du pays.

Mais au cours du siècle dernier, l'axe de l'économie nationale s'est déplacé vers le sud et la capitale bahianaise a traversé alors une période de quasi-stagnation, de croissance lente, situation qui ne changea qu'à partir de 1949 parce que, d'une part, un nouveau dynamisme lui fut imprimé et d'autre part parce qu'elle accueillit d'énormes vagues de ruraux chassés de leurs campagnes. Aujourd'hui, cependant, elle n'occupe plus le rang qu'elle avait auparavant : sa population lui donne seulement la quatrième place parmi les villes brésiliennes.

Présentation de la ville

C'est une ville riche en contrastes, dus non seulement à la multiplicité des styles, et à l'âge des maisons, à la variété de conception de l'urbanisme, au pittoresque de sa population constituée de gens de toutes couleurs mais aussi à son site, ou mieux encore, à l'ensemble des sites qu'elle occupe. C'est une ville de collines, une ville péninsulaire, une ville de plage, une ville qui avance vers la mer avec de véritables « palafittes » dans les « invasions » d'Itapagipe. C'est une ville à deux étages comme on le dit couramment, car le centre se partage en ville haute et ville basse.

La zone d'influence de la ville de Salvador se superpose presque au territoire de l'Etat de Bahia dont elle est la capitale. Cet hinterland n'est pas homogène : il réunit des zones humides et des zones semi-arides, des zones de forêt et des zones de « caatingas », des régions de population dense et d'autres à population clairsemée, des régions qui pratiquent une agriculture commerciale et d'autres qui n'ont pas encore dépassé le stade de l'agriculture vivrière, des aires de concentration urbaine et des aires « déprimées ». Et, entre ces cas extrêmes, des formes de transition multiples.

C'est l'histoire de la mise en valeur du pays qui explique la multiplicité de ces aspects qui cependant offrent entre eux une certaine continuité et une certaine hiérarchie. Tous ces faits ont marqué très fortement la physionomie de la ville et sa vie, et plus particulièrement ce qui est aujourd'hui sa partie centrale. Les richesses dont elle a été la dépositaire dans les premiers siècles

ont permis la construction des belles églises, des palais, des grandes maisons, des «sobrados» qui ont résisté aux outrages du temps et qui donnent une note singulière au paysage. D'un autre côté, un manque de dynamisme dans la vie urbaine pendant une longue période a non seulement empêché un plus grand développement de la zone centrale mais a contribué aussi à la permanence de cet aspect séculaire.

Le paysage du centre

La ville de Salvador est caractérisée dans sa partie centrale par deux traits. Tout d'abord son site : une ville basse, sur la plaine étroite, bâtie presque entièrement par l'homme au cours des quatre siècles de l'évolution urbaine; une ville haute, assise sur des collines et dans des vallées; séparant ces deux éléments on trouve un escarpement de faille. On a pu donner le nom de ville haute et ville basse lorsque la ville avait encore pour limites ce qui, actuellement, ne sont plus que les quartiers centraux. Cette dénomination n'a plus de sens quand on considère la ville entière depuis qu'elle s'est étalée sur un ensemble de sites différents. Toutefois cette désignation garde tout son intérêt pour la partie centrale et c'est pour cela que nous y reviendrons constamment.

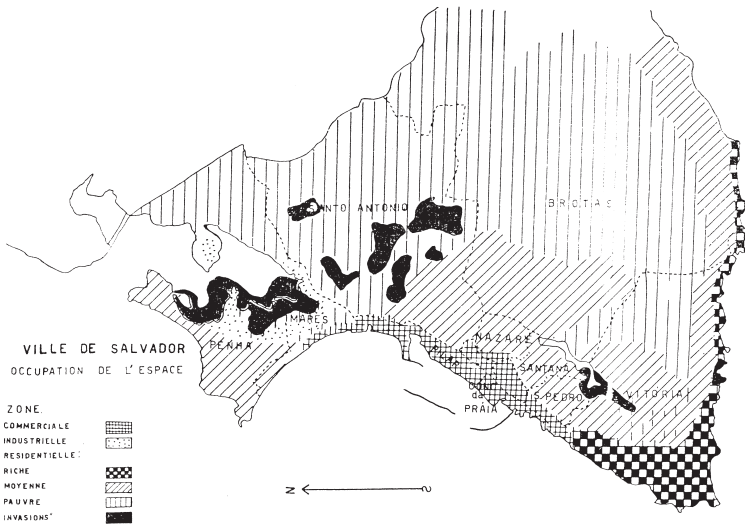


Fig. 1 Occupation de l'espace. N.B.: la ville basse coïncide avec une partie de la «zone commerciale».

Un autre aspect de Salvador qui attire immédiatement l'attention c'est l'opposition et même l'antagonisme qui existe, dans un périmètre relativement réduit, entre les différentes manifestations de l'urbanisme et de l'architecture.

Ces deux raisons font que Salvador apparaît tout d'abord aux voyageurs qui arrivent par bateau, comme une crèche, avec ses maisons semblant entassés les unes sur les autres et le vif contraste entre les rues du centre – larges avenues rectilignes sur des surfaces planes conquises sur la mer, bordées de hauts et luxueux immeubles de construction récente – et les rues de la vieille ville – étroites, sinueuses, en pente, bordées de vieux hôtels dégradés – on trouve ainsi plusieurs générations de bâtiments dans la rue Chile, l'avenue Sete de Setembro, dans la Baixa dos Sapateiros (rue Dr. J. J. Seabra), dont les plus récents ont simplement succédé à d'autres plus anciens, désadaptés fonctionnellement ou spéculativement. Les plus hautes maisons semblent faire un pari pour le record de hauteur avec les riches églises et les vieux temples.

C'est ce voisinage presque surprenant, ce désordre apparent qui donne sa beauté et son coloris propre à cette partie de la ville. À côté de l'asphalte moderne, les vieilles rues pavées de pierres irrégulières, *coração de negro* (cœur de noir), nous ramènent au romancier autrichien Stephan Zweig, lorsqu'il dit: «À Salvador nous pouvons, en dix minutes, être en deux, trois, quatre siècles différents et tous semblent purs», et quand il ajoute «le vieux et le nouveau, le présent et le passé, le luxueux et le primitif, 1600 et 1940, tout cela se réunit pour former un tout, enchâssé dans un des plus tranquilles et des plus agréables paysages du monde».

Entre les espaces bâtis, on trouve les espaces vides: rues, places, surfaces non construites, jardins de monastères et escarpement de faille.

Pendant la journée, ce centre, véritable nœud de communications est animé par le passage de milliers de véhicules de tous les types, de tous les âges: angoissante et incessante circulation qui risque de donner une idée un peu exagérée du dynamisme de la ville. La circulation, assez considérable à Bahia, augmente encore en fin d'après-midi, puis aux heures d'entrée et de sortie des cinémas. D'ailleurs le centre n'est jamais désert aux heures creuses. Si les maisons neuves ne sont pas habitées, les vieilles demeures, en revanche, abritent toute une population pauvre. Ces différents aspects s'harmonisent et s'expliquent mutuellement. La variété des tracés, le style de bâtiments, ces morceaux du temps cristallisés dans le paysage urbain sont plus que l'indication des goûts d'une époque: ils sont la mosaïque des siècles, ils représentent toutes les techniques et l'évolution de la vie urbaine, l'intégration des méthodes modernes à un passé indestructible qui ne s'est pas partout faite au même rythme.

Cet ensemble forme le centre de la ville de Salvador : centre historique, religieux, administratif, touristique, d'affaires. Mais avant de mieux les définir, il faut en esquisser les différents aspects physiques. En tenant compte seulement de la trame des rues et des types des maisons, nous trouvons dans le centre de la ville deux quartiers tracés suivant un plan régulier, entourés de constructions disposées dans ordre, formant à leur tour deux autres quartiers. Les deux premiers ont été conçus selon un plan déterminé : c'est leur seul point commun. Ils différencient par le site et l'origine de la construction. L'un est dans la ville haute et forme presque toute la vieille ville avec ses maisons détériorées, bâties suivant un plan à échiquier adapté au site ingrat ; les rues y sont étroites et sinueuses, en pente, mal pavées. L'autre se trouve dans la ville basse groupant sur la plaine artificielle de belles constructions récentes, des avenues larges, rectilignes et bien pavées.

Ainsi, autour des deux noyaux en échiquier, dans la ville haute comme dans la ville basse, s'esquisse un dédale de rues dont la seule homogénéité consiste à s'accommoder, plutôt mal, du site. Sur la structure primaire s'est greffée une structure secondaire : celle-ci est déjà en voie de transformation. Sa forme n'est pas compacte, elle ne constitue pas réellement une zone, mais de véritables bandes, le long d'anciens chemins, qui ont bénéficié assez récemment des moyens de circulation modernes, plus exactement des tramways : rue Chile, avenue Sete de Setembro, Baixa dos Sapateiros, les premières situées sur les dorsales et la dernière dans une vallée. Ce sont des rues commerçantes où voisinent des maisons d'époques et de styles différents.

Il existe plusieurs types de constructions qu'il n'est pas difficile de reconnaître à leur style et à leur état de conservation :

1. Les «Sobrados» qui sont de vieilles maisons dégradées, mal entretenues, bâties dans le style colonial portugais, ayant de trois à cinq étages. Dans la ville basse elles avaient originellement une fonction mixte : le commerce et la résidence dans les étages. Dans la ville haute, leur fonction était exclusivement résidentielle.
2. Les maisons plus récentes d' «âge moyen», ayant entre quatre et six étages, qui représentent une première adaptation aux nouvelles nécessités de la vie urbaine des premières décennies du XX^e siècle : ce sont des bâtiments administratifs ou exclusivement commerciaux, boutiques au rez-de-chaussée avec les chambres au-dessus, transformées en bureau ou exploitées par des hôtels.

3. Les buildings, ayant généralement six étages et plus, en béton armé, d'usage exclusivement commercial ou administratif comme les maisons précédentes dont ils diffèrent totalement par l'architecture, les matériaux et la date de construction.
4. Les constructions basses, servant de magasins et d'entrepôts tout près du port.
5. Les églises et les monuments qui en majorité datent du XVII^e et XVIII^e siècles.
6. Les églises et les monuments modernes construits pour remplacer ceux qui ont disparu lors des percées des grandes artères nécessaires à la circulation (églises d'Ajuda et de San Pedro).

Faits à mettre en relief

Quelques caractères géographiques ont surtout frappé notre attention dans ce centre ville. D'abord sa répartition en deux étages, une ville haute et une ville basse, et, pour toutes les deux, une architecture contrastée. Il y a des bâtiments récents, des buildings qui voisinent avec de vieux hôtels détériorés. Encore en rapport avec le site, une ségrégation fonctionnelle presque absolue: un commerce de gros et une activité bancaire dans la ville basse, un commerce de détail dans la ville haute. Le contraste subsiste toujours entre les possibilités d'habitat et son utilisation: on trouve une population pauvre tassée dans les vieilles maisons ce qui entraîne de graves problèmes de circulation et par ailleurs d'immenses terrains inutilisés appartenant à des communautés religieuses.

Tous ces faits nous amènent à une série de questions à discuter, que nous pourrions peut-être diviser en trois groupes:

1. les fonctions actuelles et leur évolution, ce qui revient à exposer l'histoire urbaine et les rapports maintenus entre la ville et sa région;
2. le paysage actuel du centre et sa formation;
3. la façon dont les fonctions et les activités urbaines se sont adaptées au paysage du centre urbain, c'est-à-dire la structure elle-même.

Cette division est en quelque sorte artificielle car les différents éléments de l'ensemble sont en relation étroite comme nous le verrons plus loin.

Les fonctions actuelles

1. On doit tout d'abord remarquer la persistance de la même fonction principale depuis que la ville a connu un rôle régional à la fin du XVI^e siècle. En effet, les autres fonctions nées par la suite sont étroitement dépendantes ou découlent des fonctions portuaires et commerciales. La petite activité industrielle que l'on y remarque est née du commerce. La fonction bancaire sert presque uniquement pour le commerce et pour d'autres activités spéculatives.
2. La région urbaine de Salvador réunit des zones d'agriculture commerciale d'exportation et des zones d'agriculture vivrière pour la consommation locale. Salvador est le port, le centre de ces produits agricoles d'exportation, elle est aussi le centre bancaire. L'ensemble des fonctions qui se sont créées exerce un rôle véritablement *conservateur* par rapport à l'économie régionale. Même la banque ne parvient pas à renouveler la vie économique de la région. Elle affermit seulement les activités commerciales et spéculatives. D'autre part, elle canalise les ressources de la région et de la ville pour les envoyer au-dehors.

En résumé, nous pouvons conclure que les fonctions actuelles de Salvador sont soit des fonctions anciennes transformées par leur importance croissante (fonctions administratives, portuaires, commerciales, religieuses), soit des fonctions récentes, mais qui résultent et dépendent directement d'anciennes fonctions : la fonction bancaire et la fonction industrielle, étroitement liées à la fonction commerciale ce qui explique, dans le cas de l'industrie, son importance dans les quartiers centraux.

On voit également que la fonction portuaire l'a emporté, dès le début de la vie urbaine, sur les autres fonctions. La ville ne cessant de croître n'a fait que développer cette importante fonction localisée dans son centre et groupant autour d'elle peu à peu toutes les autres fonctions essentielles de la ville. De sorte qu'étudier les fonctions urbaines de Salvador revient à étudier les fonctions du centre ville. Ce caractère doit être retenu quand on étudie les quartier centraux de la ville.

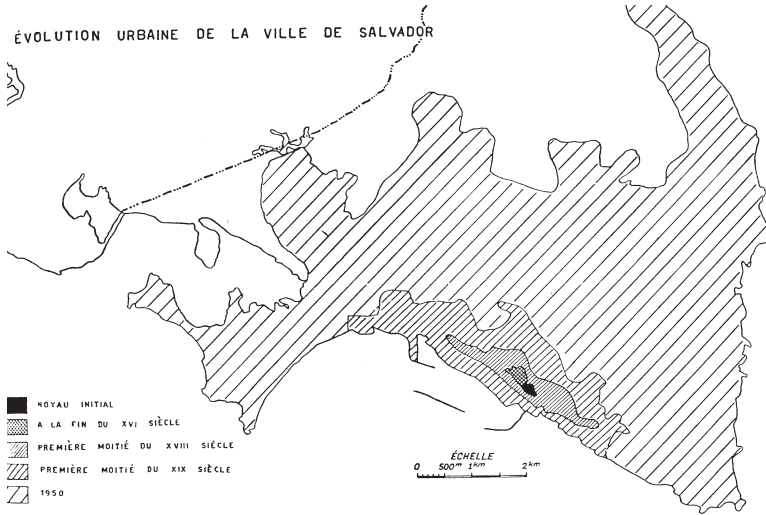


Fig. 2 La croissance de la ville.

Comme dans la région, les techniques de l'agriculture sont arriérées, l'économie agricole est pauvre, incapable d'amener la création de centres urbains importants et d'assurer les besoins d'une population en plein accroissement démographique. L'excédent de main-d'œuvre agricole se déverse donc sur la capitale: 47% de la population au-dessus de dix ans formait en 1950, la population active.

D'une part la pauvreté de l'arrière-pays de Salvador et la nature de son économie, d'autre part l'absence d'activités spéculatives ne favorisent pas l'implantation de l'industrie. La population urbaine s'agrandit donc sans profit tandis que la zone d'influence urbaine, elle, diminue. Il y a donc absence de connexion entre l'accroissement de population de la ville de Salvador et son expansion économique, et, *paradoxalement, la ville ne s'accroît pas grâce à son dynamisme mais à cause d'une absence totale de dynamisme.*

L'interdépendance entre l'économie régionale et la vie urbaine constitue un véritable cercle vicieux dont le résultat donne une ville macrocéphale par rapport à sa région.

Un troisième fait notable c'est que Salvador est la métropole coloniale d'un pays qui n'est pas politiquement dépendant. De ce fait, elle ne reçoit pas d'apports extérieurs de capitaux qui pourraient animer la vie régionale et urbaine. Salvador est seulement un exutoire de capitaux. Ceci donne du relief au rôle de la spéculation dans la vie urbaine.

L'explication du paysage et la structure

Tous ces faits s'inscrivent naturellement sur le sol urbain surtout dans le centre ville. Son ancien rôle de port, débouché naturel d'une agriculture commerciale prospère a fait jaillir autrefois dans le centre de la ville de beaux palais résidentiels et des «sobrados». Par la suite ces maisons furent abandonnées par leurs riches résidents et servent aujourd'hui d'abri à une population misérable.

Tout récemment, le rôle portuaire de la ville a eu pour conséquences l'aménagement du port et par la suite la création d'un site artificiel en rapport avec l'importance du trafic. Ce «site artificiel» reçoit la nouvelle poussée du ventre urbain. Ce dernier fait est une entrave à la rénovation d'une partie de la vieille ville. Nous disons une partie parce que les règlements protégeant les constructions et les sites historiques sont appliqués dans une autre partie de la ville (ville haute).

Tous ces caractères font du paysage du centre de Salvador un ensemble de quartiers bien différenciés des autres parties de la ville, opposant une ville moderne de type étasunien à une ville de taudis.

La formation de la ville s'est effectuée en trois périodes: chacune de ces périodes conserve des caractères de la période antérieure qui a contribué à l'élaboration du paysage de la structure interne de la ville et surtout de son centre urbain. Le paysage urbain actuel est formé d'éléments qui appartiennent à ces trois phases ce qui explique son hétérogénéité. De la première période de formation il ne reste à peu près que le tracé des rues, car les maisons bâties avec un matériau très fragile pendant le premier siècle de la colonisation ont dû être remplacées à la fin du XVIII^e ou au début du XVIII^e siècle. La seconde période se distingue par les églises, les hôtels et les «sobrados» ainsi que les énormes espaces vides qui sont la propriété des monastères. La troisième période est caractérisées par des maisons de styles variés et d'époques différentes, héritage des époques précédentes auxquelles elle a ajouté des édifices modernes, des buildings, soit ceux de la ville basse, soit ceux bâtis le long des voies commerçantes dans la ville haute. L'importance de la ville moderne est d'autant plus grande qu'elle est la somme de la concentration des fonctions d'une région dans la ville même et de la concentration des fonctions urbaines dans le centre.

Enfin, du point de vue de la formation et de l'évolution du paysage, les fonctions urbaines s'échelonnent par degrés. Au sommet, on trouve les activités liées directement ou indirectement à la spéculation: ce sont les différents aspects du centre. Près du port, on trouve des quartiers massifs aux buildings énormes. Le long des grandes artères de la ville haute et des

avenues commerçantes les bâtiments modernes voisinent avec des maisons moins récentes. Dans la Baixa dos Sapateiros, lieu d'élection du commerce de détail pauvre, on ne trouve qu'une demi-douzaine de bâtiments modernes.

Il n'y a pas toutefois une relation absolue de cause à effet entre paysage et fonction, c'est-à-dire entre cadre et contenu. Le même aspect du paysage peut abriter des fonctions différentes (vieilles maisons et commerce de gros avec entrepôt, artisanat ou lieux résidentiels). La même activité peut s'abriter également en des lieux différents (la banque, le commerce). Il n'y a pas toujours conformité entre paysage et structure. Néanmoins, nous pouvons admettre l'existence de fonctions capables de se créer un paysage tandis que cette création est impossible pour d'autres; le nouveau paysage ainsi créé améliore ou endommage parfois le paysage préexistant.

Vers une définition de la ville

Le contraste entre ces paysages de buildings et ces paysages de taudis est, plus ou moins directement, une conséquence de la spéculation. C'est le rôle joué par cette dernière fonction sur les trois grands groupes de problèmes de Salvador – la fonction, le paysage et la structure – qui nous amène à définir cette grande ville comme «une création de l'économie spéculative, la métropole d'une agriculture commerciale ancienne qui subsiste aujourd'hui»; elle garde les fonctions qui lui ont donné un rôle régional mais bien qu'elle soit touchée par les nouvelles formes de vie, dues à sa participation aux formes de vie du monde industriel, des aspects tangibles des périodes antérieures subsistent encore dans son paysage.

Le centre ville de Salvador est le meilleur représentant de cette définition.

Milton Santos

in *L'Information Géographique*, n°3, 1959, pp. 93-98.

L'espace partagé

Voici un extrait du premier livre de Milton Santos en français et qui reste sans doute le plus connu du public francophone. C'est le résultat le plus accompli du «moment comparatif» dans l'itinéraire de Milton. Voyageur par force, il a séjourné dans divers pays du Maghreb, d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine, où il a pu mener quelques études empiriques et percevoir des similitudes et des différences qu'il met en perspective dans ce livre.

Après une introduction dans laquelle l'auteur situe la trame générale de son propos dans le contexte des débats sur le développement, il s'agit en fait du premier chapitre. Milton exprime d'entrée son opposition fondamentale aux théories développementalistes, qui prétendent que les pays «en développement» reproduisent le parcours des pays développés. À certains égards proche des dépendantistes, Milton s'appuie ici surtout sur un troisième courant, culturaliste, pour bâtir son argumentation. Il reproche aux économistes et aux géographes de ne pas se donner les moyens de voir l'importance des productions et des échanges «traditionnels», qu'il préfère quant à lui qualifier de circuit inférieur. Ce sont bien surtout des anthropologues qui ont pris la peine d'aller analyser de près ce que les statistiques ne nous disent pas.

C'est à partir de la collecte de ces informations et de leur croisement avec la composante moderne, le circuit supérieur dans son vocabulaire, que Milton construit un édifice théorique original. Il ne s'agit pas d'une vision «dualiste», terme qu'il récuse avec énergie, car les oppositions entre «circuits» ne sont que deux faces d'une réalité commune

qui tient sa logique de l'histoire des «modernisations» successives lancées à partir des pays développés. Chaque circuit n'est qu'un sous-système d'un système global. Autrement dit, et le texte le dit clairement, le fond de l'explication se trouve dans les effets dissymétriques («une histoire spatiale sélective») des différentes phases d'inclusion de l'ensemble de la planète dans un système mondial dominé par le centre. Nous ne sommes pas loin de ce que l'on nommerait aujourd'hui l'histoire de la ou des mondialisation(s).

Milton voit dans l'espace plus qu'un objet d'analyse: la possibilité de rendre à la fois visibles et intelligibles les décalages temporels, les «tiraillements» fonctionnels, les oppositions économiques et sociologiques qui caractérisent les sociétés sous-développées. Sans aller jusqu'au bout d'une cristallisation théorique proprement géographique, Milton a ici mis le doigt sur l'importance de l'agencement d'une multiplicité des distances pertinentes dans la configuration d'un espace. Ce qui apparaît comme juxtaposition désordonnée entre le «traditionnel» et le «moderne» peut être pensé utilement comme organisant, dans un cadre fonctionnel unique, des métriques différentes. Les villes constituent à la fois des nœuds dans un réseau mondial et des territoires où pauvres et riches sont indissociables. Cette thématique réapparaîtra dans l'œuvre de Milton, notamment lorsqu'il sera question des villes brésiliennes, où ce phénomène est particulièrement éclatant.

Formations et caractéristiques

I. Modernisation technologique et formation des deux circuits

Le mot «modernisation» en lui-même demande une explication. Parmi les sociologues surtout, il a été et continue d'être l'objet d'une discussion sémantique serrée. Chez les géographes, on devrait parler plutôt de «modernisations» au pluriel (Santos, 1972), et c'est à notre avis l'unique façon de tenir compte des implications temporelles de l'organisation de l'espace. Mais cette manière d'appréhender le phénomène sert également à saisir l'impact des systèmes historiques sur l'organisation ou la réorganisation de l'espace, de la société et de l'économie dans les pays sous-développés.

A. Importance de l'approche

Une telle approche est donc utile à plusieurs titres. Elle permet d'abord de dater les phénomènes en tenant compte de leur genèse, de leur évolution et de leur situation actuelle à l'intérieur d'un système, c'est-à-dire qu'elle introduit davantage de rigueur dans l'analyse des réalités des pays sous-développés qui est généralement pleine de ce que Gilbert Moore a appelé «*temporal myopia*» (1965, p. 15). Ainsi, les erreurs d'interprétation si courantes parmi les spécialistes (les sciences sociales et les planificateurs, et dues au rapprochement de phénomènes ayant des filiations historiques différentes, pourront être évitées.)

La nécessité d'une périodisation de l'histoire pour reconnaître l'existence de modernisations successives se fait également sentir lorsqu'il s'agit de limiter l'utilisation dans les explications du sous-développement, de mots devenus vagues comme «traditionnel» ou «colonial», alors que leur signification doit être inséparable de leur datation et de leur localisation. Une expression comme «système financier colonial» (*colonial financial system*) utilisée par Myint dans son article «Dualism and the Internal Integration of the Underdeveloped Economies» (1970, p. 136), peut rendre inutile le raisonnement qui la suit, par manque de précision historique. L'approche temporelle des modernisations rend d'autre part d'autres services à une analyse plus systématique des réalités du Tiers-Monde. En premier lieu pour permettre d'éviter la pratique abusive, mais très répandue, qui consiste à généraliser à partir d'exemples choisis en un lieu et à un moment précis. La remarque qu'a faite Myint (1965) à propos de ceux qui prennent en toute occasion l'Inde

comme paradigme et comme exemple, peut être rapprochée du cas de ceux qui généralisent à partir de l'Amérique latine. La théorie du dualisme elle-même, encore à la mode aujourd'hui, n'a-t-elle pas eu son origine dans l'Indonésie d'avant la Deuxième Guerre mondiale et dans des conditions pouvant difficilement se reproduire dans d'autres parties du Tiers-Monde ?

Cette remarque nous conduit à un autre service qui peut être rendu par l'adoption de cette catégorie historique d'explication. Nous pensons à l'abus des citations que l'on trouve dans certains ouvrages et qui n'est qu'une forme d'érudition souvent mal venue. Cette manie conduit à des erreurs d'analyse et d'interprétation chaque fois que l'on met côte à côte des réalités d'une période et des théories ou formulations concernant une autre période. Ces confusions sont encore plus graves lorsque les citations se réclament de l'autorité d'auteurs consacrés. Il est, en effet, difficile et hasardeux d'interpréter des réalités nouvelles en processus de changement rapide en se référant totalement à des auteurs devenus classiques.

Enfin, l'utilisation d'une approche qui tient compte des «modernisations» et de leurs caractéristiques, écarte l'ambiguïté de termes comme celui de «croissance» ou celui de «développement», que l'on retrouve partout dans la littérature économique, chargés de différences de signification. Or, actuellement, on peut reconnaître des situations officiellement appelées *de développement* mais que l'on pourrait plutôt définir comme des situations de *croissance*, sans pour cela trahir les définitions consacrées. Si la croissance et le développement sont seulement un résultat de la «*pure productivity*» (Griffin, 1971, p. 6), c'est-à-dire de la «productivité qui ne peut pas être attribuée à un changement de la capacité d'utilisation», alors, il y a plutôt confusion entre les deux. En effet, dans les conditions actuelles de la division internationale du travail, l'industrialisation n'est pas toujours à même de créer une «croissance» avec un «développement», mais un «pseudo-développement» à cause de l'absence d'articulation locale des activités et de la redistribution régressive du revenu. Cela renforce la tendance à l'implantation de nouvelles activités dans des conditions de «pure productivité».

B. Brève définition des modernisations

Chaque période est caractérisée par la mise en place d'un ensemble cohérent d'éléments d'ordre économique, social, politique et moral qui constituent un véritable système. Chacune de ces périodes représente une *modernisation*, c'est-à-dire la généralisation d'une *innovation* venant de la période antérieure

ou de la phase charnière précédente. Dans chaque période historique ainsi définie, les régions « polaires » ou centres de dispersion du pouvoir structurant disposent d'énergies potentielles différentes et de différentes capacités de transformer celles-ci en mouvement. À chaque modernisation, le système tend à déployer sa nouvelle énergie vers les sous-systèmes subordonnés. Cela représente une pression pour que, dans les sous-systèmes touchés, il y ait modernisation également. Dans le système « dominé », ici appelé sous-système, les possibilités d'innovation sont ouvertes ainsi aux mêmes variables qui font l'objet de modernisation dans le système « dominant ».

L'histoire de la formation des espaces périphériques – les espaces du Tiers-Monde – se confond avec celle des pays pôles. De même l'histoire de l'élaboration des « espaces dérivés » est parallèle à l'histoire des modernisations.

Il s'agit donc, à l'échelle mondiale, d'une succession de *modernisations*, c'est-à-dire de périodes de l'histoire économique. Cette notion apparaît comme fondamentale pour la compréhension des impacts des forces de modernisation *et de leurs* répercussions sociales, économiques, politiques et spatiales.

La formation et la transformation de ces espaces dérivé dépend de deux facteurs : 1. le moment de l'intervention des premières forces externes ; 2. les impacts successifs d'autres modernisations.

Le premier impact fait entrer un pays ou une région dans le système mondial ; les impacts successifs d'autres modernisations viennent ajouter aux situations du présent de nouvelles données d'origine externe.

Tout espace connaît ainsi une évolution propre, résultat d'une conjugaison de forces externes appartenant à un système dont le centre se trouve dans des pays-pôles, et de forces déjà existantes dans cet espace. De là découle la diversité des conditions de sous-développement et l'originalité des situations pour chaque lieu.

C. Les périodes ou systèmes historiques

Si l'on accepte la définition de W. Moore (1965, p. 6) selon laquelle la modernisation d'un espace consiste à se joindre économiquement, politiquement et socialement au monde moderne, on peut considérer que le monde s'est modernisé plusieurs fois.

Toutefois, les sociologues associent modernisation et développement, ce qui laisse imaginer qu'ils réservent l'expression à des processus réalisés dans des périodes récentes de l'histoire. Quelques-uns (p. ex. Lerner, 1967, p. 21) définissent les sociétés modernes comme celles « capables d'une croissance autosoutenue à long terme ». N. Eisenstadt (1966, p. 1) ne se limite pas aux périodes récentes. Il date le début du processus de

modernisation au XVII^e siècle lorsque, à son avis, les données des systèmes sociaux, économiques et politiques de l'Occident se sont répandues dans le monde. Quant à nous, nous pensons qu'il faut remonter plus loin, car c'est à partir de la fin du XV^e siècle que le monde «non civilisé» connaît les influences du monde «moderne», à travers la révolution commerciale commandée par l'Espagne et le Portugal. Auparavant, aucun pôle de civilisation relativement plus avancée (tels que le monde arabe ou la Chine) n'avait été capable de s'imposer à la totalité de la planète.

Nous pouvons ainsi individualiser cinq périodes: la première allant de la fin du XV^e siècle jusqu'à la fin du XVI^e siècle, la deuxième dont la fin se situerait au début du XVIII^e siècle, vers 1720, la troisième se terminant vers la deuxième moitié du XIX^e siècle, aux environs de 1870, la quatrième se plaçant entre 1870 et les années 1945-1950 et la cinquième étant la période actuelle.

Toutefois, étant donné que la démarche qui consiste à cerner les périodes historiques est faite de l'extérieur et selon l'objectif du chercheur (Braudel, 1958, p. 488), nous pouvons, en ce qui concerne nos objectifs présents résumer ces influences en trois grandes périodes: l'une qui commence vers la fin du XV^e siècle et le début du XVI^e siècle et va jusqu'à la révolution industrielle, la deuxième qui se situe entre la moitié du XVIII^e siècle et la moitié du XX^e siècle (mais dont les effets se font sentir surtout après 1870), et la période actuelle commencée après la Deuxième Guerre mondiale. Ces périodes sont marquées par trois grandes révolutions: la grande révolution (les transports maritimes); la révolution industrielle (avant 1870) et celle de ses supports (après 1870); et la révolution technologique.

Chaque période peut être considérée comme un segment homogène de temps historique où les variables se maintiennent en équilibre à l'intérieur d'une même combinaison. La définition d'une période va se confondre avec celle du système à l'échelle mondiale; période historique et système temporel sont donc synonymes.

Chaque fois que, dans le centre du système mondial, les sous-systèmes économique, social, politique, culturel et moral et leurs supports respectifs créent de nouvelles variables ou renouvellent celles du passé, la projection du système mondial sur les espaces dépendants prend des formes différentes. Les forces nées de la période du grand commerce diffèrent de celles des phases suivantes de la manufacture, des débuts de l'industrialisation et de la grande industrie, et de l'actuelle période technologique. Leurs répercussions dans les pays périphériques sont également différentes.

Nous aurions ainsi une modernisation *commerciale*, une modernisation *industrielle* et une modernisation *technologique*, correspondant à autant de

périodes de l'histoire du sous-développement. La première serait la période qui précède la révolution industrielle, la deuxième celle qui se situe entre la révolution industrielle et la Deuxième Guerre mondiale, la troisième celle qui succède à la Deuxième Guerre mondiale.

Dans la première période qui précède la révolution industrielle, s'amorce une division internationale du travail. Un prélèvement systématique des richesses des pays colonisés s'effectue au profit des colonisateurs. Cette exploitation est structurée par un cadre juridique et une présence politique. La législation métropolitaine imposait une division rigide des compétences en matière de production. D'autre part, la situation d'une campagne pauvre à côté de villes où la consommation connaissait deux niveaux qualitatifs et quantitatifs, c'est-à-dire une pénurie en nombre de consommateurs, rendait impossible la production locale pour certains biens. Les secteurs de l'emploi étant ainsi délimités, la ville était essentiellement administrative et commerciale.

Dans la deuxième période qui suit la révolution industrielle, les villes qui avaient déjà une situation privilégiée bénéficient en plus de la modernisation des transports et de l'équipement des ports qui sont les points de rupture de charge de la voie ferrée et des transports maritimes. Tous ces équipements se font le véhicule du grand capital en formation dans les pays du centre et cherchant à s'appliquer ailleurs. Par ailleurs, le besoin croissant de vivres (Santos, 1970, p. 169) et de matières premières contribuait à renforcer la division internationale du travail basée sur un «pacte colonial». C'est sans doute cette époque qui éclaircit le mieux combien les vicissitudes du développement «moderne» des pays sous-développés sont directement liées aux besoins des pays industriels. À côté des productions «traditionnelles» comme la canne à sucre, le tabac et le coton, nous en voyons apparaître et se développer de nouvelles comme celles du café, du cacao, du blé, de l'élevage ou de la production du fer et de métaux non ferreux. La colonisation et les guerres constituent un élément important pour la transmission des progrès.

La troisième période est marquée par cette révolution de la consommation dont on ne parlera jamais assez, ainsi que par le rôle de la guerre dans l'industrialisation de nombreux pays sous-développés. Elle se caractérise aussi par l'importance prise par les économies d'échelle, conséquence d'une technologie renouvelée. Plus récemment, et comme conséquence des révolutions démographique et urbaine, viennent s'ajouter celles de l'internationalisation de la division du travail sur le plan de la production industrielle.

Tous les pays actuellement sous-développés n'ont pas été touchés par les effets de toutes ces modernisations, et il serait peut-être bon d'établir

une classification entre eux à partir de ce critère historique. Faute de le faire, il n'en est pas moins évident que la combinaison d'impacts (des diverses modernisations est responsable des situations économiques et sociales actuelles, ainsi que de l'organisation actuelle de l'espace. Puisque l'impact modernisateur est sélectif, cela est autant valable au niveau national qu'au niveau régional et local.

D. Modernisation technologique et formation des deux circuits

Les modernisations actuelles, créatures du système technologique, sont commandées par la force de la grande industrie représentée essentiellement par les firmes multinationales et leurs supports tels que les formes modernes de diffusion de l'information. Le poids de la technologie y est écrasant (Roweiss, 1970) et donne à la recherche un rôle autonome à l'intérieur du système.

La période actuelle se différencie nettement des précédentes par sa capacité nouvelle de bouleversement. Pour la première fois dans l'histoire des pays sous-développés, deux variables élaborées dans le centre du système, trouvent une diffusion généralisée dans les pays périphériques. Il s'agit de l'information (1) et de la consommation – la première étant au service de la deuxième – dont la généralisation constitue un *facteur fondamental* de transformation de l'économie, de la société et de l'organisation de l'espace. En ce qui concerne l'espace, les répercussions de cette nouvelle période historique sont multiples et profondes pour les pays sous-développés. La diffusion de l'information et la diffusion des nouvelles formes de consommation constituent deux données majeures de l'explication géographique. Par l'intermédiaire (de leurs différentes répercussions) elles sont à la fois génératrices de forces de concentration et de forces de dispersion dont le jeu définit les formes d'organisation de l'espace.

La diffusion de l'information est devenue plus aisée qu'auparavant (George, 1965, p. 77) grâce à l'autonomie qu'elle a pris vis-à-vis des autres moyens de communication en se dotant de véhicules propres. Son action se fait sentir à tous les niveaux et constitue le principal soutien de la diffusion de nouveaux modèles de consommation inspirés des pays plus riches.

Le rôle de l'apparition de nouveaux biens dans l'éventail des consommations des pays pauvres est bien connu et a été étudié par de nombreux économistes, tels Prebisch (1949), Myint (1954) et Gendarme (1963, pp. 27, 55) parmi beaucoup d'autres.

Selon Nurkse (1953, p. 58), «la présence ou la simple connaissance de l'existence de nouveaux biens et de nouvelles méthodes de consomma-

tion augmentent la propension générale à la consommation». Cela fonctionne comme «un obstacle à la formation de capital et au développement. Cette hypothèse est connue comme l'effet de démonstration international (Hirschman, 1964, p. 179) dont l'existence est fortement mise en doute par Bauer and Yames (1957, pp. 138-142). Mais Nurkse de même que Bauer admettent la nécessité de la formation interne de capital comme condition pour le développement. Cette théorie suppose une contradiction durable, car le «développement» est, dans les conditions actuelles, parallèle à l'aggravation de l'effet démonstration, avec ou sans formation interne de capital. Il est vrai que ces auteurs ont écrit à une période de l'histoire économique où ces relations n'étaient pas universellement évidentes. L'erreur est donc plutôt de réutiliser leurs arguments à une époque historique différente et où les phénomènes sont mieux connus.

L'un des résultats de l'effet démonstration est de réduire la demande de produits locaux ou susceptibles d'être fabriqués avec un minimum de dépendance externe. Il y a diversification de la demande sans augmentation parallèle des revenus (Dasgupta, 1964, p. 182; Merhav, 1969, p. 28). La participation à une consommation «moderne» a tendance à toucher de plus en plus d'individus, même si cette participation est partielle ou occasionnelle dans les couches les moins favorisées.

Ainsi, la révolution dans le domaine de la consommation a été accompagnée de la déformation de la structure de la consommation (Furtado, 1968), entraînant de nouvelles formes de production et de commerce. L'échelle et les conditions des productions dépendent des progrès technologiques venant des pôles.

Ces modernisations actuelles dans les pays du Tiers-Monde ne créent qu'un nombre limité d'emplois, puisque les industries installées sont à haut coefficient de capital (Eckaus, 1955; Dasgupta, 1964; Singer, 1970). En outre, une bonne part des emplois indirects sont créés dans les pays centraux ou pour les ressortissants des pays centraux. L'industrie répond donc de moins en moins au besoin de création d'emplois. Quant à l'agriculture, elle aussi voit diminuer ses effectifs, soit parce qu'elle est attardée soit parce qu'elle se modernise. Cela est une des explications de l'exode rural et de l'urbanisation tertiaire: dans les villes des pays sous-développés, le marché du travail se détériore et un pourcentage élevé de personnes n'a pas d'activités permanentes et n'a pas de revenus permanents.

L'existence d'une masse de personnes avec des salaires très bas ou vivant d'activités occasionnelles, à côté d'une minorité avec des revenus plus élevés (2), crée dans la société urbaine un partage entre ceux qui peuvent avoir accès de façon permanente aux biens et services offerts et ceux qui,

ayant les mêmes besoins, ne sont pas en mesure de les satisfaire. Cela crée à la fois des différences quantitatives et qualitatives dans la consommation. Ces différences sont la cause et l'effet de l'existence, c'est-à-dire, de la création ou du maintien dans ces villes de deux circuits de fabrication, de distribution et de consommation des biens et services.

Dans le domaine de la production, tandis que «dans de larges secteurs de l'économie, le choix est étroit en ce qui concerne les processus pouvant être utilisés», et que «ces processus sont relativement à haut coefficient de capital» (Eckaus, 1955, p. 145), d'un autre côté, la baisse de l'emploi provoquée dans l'agriculture et dans l'industrie, par la modernisation technologique, et cela tandis que la force de travail ne cesse d'augmenter, entraîne la création d'activités de petites dimensions (Hoselitz, 1960, p. 130; Wellisz, 1971, p. 44).

L'un des deux circuits est le résultat direct de la modernisation technologique, il concerne les activités créées en fonction des progrès technologiques et des personnes qui en bénéficient. L'autre est également un résultat de la même modernisation, mais un résultat indirect, s'adressant aux individus qui ne bénéficient que partiellement ou pas du tout des progrès techniques récents et des activités qui leur sont liées.

Sans doute faut-il distinguer les pays de vieille civilisation urbaine de ceux qui n'ont connu ce phénomène que récemment ou même très récemment. Dans les premiers, le phénomène de modernisation technologique crée des structures nouvelles qui s'imposent aux structures préexistantes dans les villes, provoquant leur modification au contact des nouvelles réalités. Dans les autres, la modernisation technologique crée d'un seul coup les deux formes intégrées d'organisation économique urbaine. Mais dans tous les cas, le phénomène des deux circuits est présent.

II. Anatomie des deux circuits : éléments caractéristiques

Ce nouveau thème d'étude n'est pas seulement utile pour comprendre le fonctionnement de la ville comme une machine vivante, mais pour expliquer sous un nouveau jour les rapports externes de la ville soit avec sa région d'influence, soit avec les autres villes.

Le thème des deux circuits de l'économie urbaine apparaît alors comme un véritable nouveau paradigme de la géographie urbaine et de la planification dans les pays sous-développés.

L'idée centrale de cette étude est que la ville des pays sous-développés ne fonctionne pas comme un appareil massif, autrement dit comme un bloc, mais au contraire, à l'intérieur du système urbain qui est lui-même dépen-

nant d'autres systèmes de niveau supérieur, on peut reconnaître l'existence de deux sous-systèmes, deux circuits économiques. Nous essaierons ici de les définir brièvement car nous y reviendrons plus en détail dans d'autres parties de notre ouvrage.

A. Circuit supérieur et circuit inférieur

Geertz (1963, p. 34) a parlé de «*firm centred economy*» et de «*bazaar economy*». Pour tenir compte de la variété de situations dans les villes du Tiers Monde, nous préférons appeler ces deux circuits de l'économie urbaine, le «circuit supérieur» et le «circuit inférieur» (Santos, 1971). Dans un précédent ouvrage, (Santos, 1966, pp. 305-306) nous avons parlé de «circuit moderne» et de «circuit traditionnel». Nous avons renoncé à cette appellation pour diverses raisons. En effet, ces deux expressions sont déjà trop chargées de signification : en réalité, la discussion qui s'est établie ici et là pour distinguer ce qui doit s'appeler moderne ou traditionnel est encore loin de trouver une conclusion. Garder ces dénominations serait encore une source d'ambiguïté. De plus, il n'est pas toujours possible de dater correctement les activités du circuit supérieur, ce qui les définit n'étant pas tant leur âge, comparé à celui d'activités semblables dans les pays développés, que leur forme d'organisation et de comportement. Quant au circuit inférieur, il semble difficile de l'appeler traditionnel non seulement parce qu'il est un produit de la modernisation, mais parce qu'il est en processus de transformation et d'adaptation permanent et aussi parce que, dans toutes les villes, une partie de son approvisionnement vient directement ou indirectement des secteurs dits modernes de l'économie. C'est encore une question de comportement qui joue.

Il valait donc mieux adopter un autre terme qui n'est sans doute pas parfait, mais qui au moins a le mérite d'attirer l'attention sur un aspect qui nous semble important ; celui de la dépendance du circuit inférieur par rapport au circuit supérieur.

B. Les éléments des deux circuits

En simplifiant, on peut présenter le circuit supérieur comme étant constitué de la banque, du commerce d'exportation et de l'industrie d'exportation, de l'industrie urbaine moderne, du commerce moderne, des services modernes, des grossistes et des camionneurs. Le circuit inférieur étant constitué essentiellement des formes de fabrication non «capital intensive», par les services non modernes généralement fournis «au détail» et par le commerce non moderne et de petite dimension (graphique n°1).

Dans le circuit supérieur, on peut distinguer des activités «pures», «impures» et «mixtes». L'industrie urbaine moderne, le commerce et les services modernes sont des éléments «purs» car ils sont en même temps des activités spécifiques de la ville et du circuit supérieur. L'industrie d'exportation ainsi que le commerce d'exportation sont des activités «impures». Si elles sont installées en villes, pour bénéficier des avantages locationnels, l'essentiel de leurs intérêts est manipulé hors de la ville, là où vont leurs «out-puts». La banque pourrait être incluse dans cette classification, comme trait d'union avec les activités modernes de la ville et les villes plus grandes du pays et de l'étranger. Les grossistes et les camionneurs ont des activités du type mixte du fait de leur double appartenance. Tous les deux ont des attaches fonctionnelles autant avec le circuit supérieur qu'avec le circuit inférieur de l'économie urbaine et régionale. Le grossiste est à la tête d'une chaîne décroissante d'intermédiaires, qui arrive souvent au niveau du vendeur de tablier ou du simple vendeur ambulant. Par ces intermédiaires et par le crédit, le grossiste procure un grand nombre de produits aux niveaux inférieurs de l'activité commerçante et de fabrication et ainsi à une gamme étendue de consommateurs.

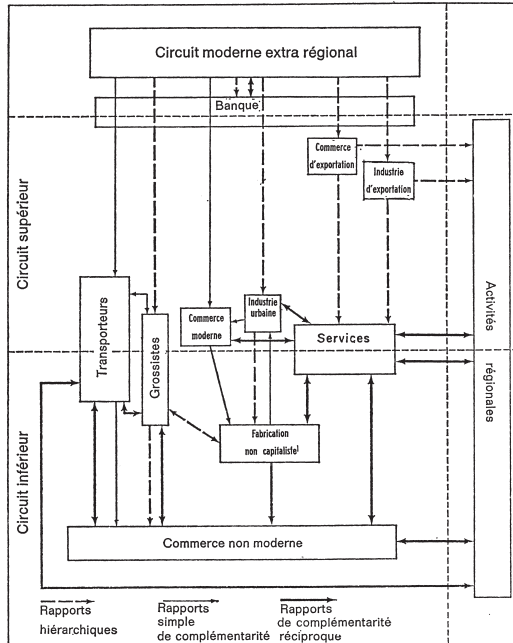


Fig. 1 Les éléments des deux circuits.

Le volume global des affaires qu'il réalise dans le circuit inférieur donne la dimension de ses affaires bancaires et ainsi de sa participation dans le circuit supérieur. Élément intégrant du circuit supérieur, le grossiste est aussi le sommet du circuit inférieur. Le camionneur est appelé à jouer deux rôles distincts, bien que le même véhicule puisse servir successivement à ces deux rôles. D'une part, tout en transportant des marchandises, le camionneur peut établir la liaison entre les activités des deux circuits et cela dans les deux sens, à l'intérieur de la ville, entre deux villes, ou entre la ville et la campagne. Mais d'autre part, il peut devenir lui-même commerçant. Dans ce cas, il exerce directement une activité qui peut s'inscrire dans l'un ou l'autre des deux circuits économiques.

L'existence de formes mixtes n'affecte en rien la définition de chaque circuit, vu que le comportement de chacune de ces activités est en chaque cas corrélatif de l'ensemble des caractéristiques de chaque circuit.

Mais la définition de chaque circuit ne se suffit pas avec la seule énumération de ses éléments. Chaque circuit se définit par : 1. l'ensemble d'activités réalisées dans un certain contexte ; 2. le secteur de la population qui s'y rattache essentiellement par l'activité et par la consommation (graphique n°2). La définition n'est pas rigide. En ce qui concerne la population rattachée à chacun des circuits, il faut noter plusieurs déviations.

Toutes les couches de population peuvent consommer en dehors du circuit auquel elles appartiennent : il s'agit d'une consommation partielle ou occasionnelle des catégories sociales rattachées à l'autre circuit. La consommation des classes moyennes s'adresse couramment autant à la catégorie des classes aisées qu'à celle des classes moins favorisées. Par ailleurs, les individus plus directement rattachés au circuit inférieur ne sont pas une force de travail exclusive de ce circuit. Ils vendent temporairement ou occasionnellement leur force de travail dans le circuit supérieur. Quant aux activités, certaines ayant une prédominance de caractères de l'un des circuits, elles peuvent aussi présenter ceux de l'autre. Cela est plus fréquent avec le circuit supérieur, et pour certaines catégories de fabrication où est encore possible la coexistence de firmes utilisant, des technologies différentes et différemment organisées, on pourrait même parler de l'existence d'un circuit supérieur « marginal » à côté d'un circuit supérieur proprement dit.

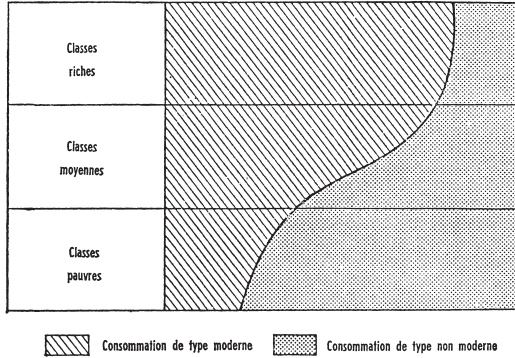


Fig. 2 Les éléments des deux circuits.

Toutefois une remarque s'impose. L'énumération des activités composantes des deux circuits qui constituent l'économie de la ville ne signifie pas que toutes les villes du Tiers-Monde disposent de toutes ces activités. Alors que quelques villes possèdent l'ensemble de ces éléments, dont le poids quantitatif ou qualitatif n'est pas forcément le même, d'autres agglomérations ne possèdent qu'un nombre réduit d'éléments ou d'activités. Cela dépend des conditions historiques de la croissance urbaine. À la limite, si l'on tient compte des aspects quantitatifs et qualitatifs entre les différentes activités, on peut dire qu'il y a autant de cas que de villes. Cela, évidemment, n'empêche pas de rechercher, pour l'ensemble des villes du Tiers-Monde, les caractéristiques générales de chacun des deux circuits.

LES CARACTÉRISTIQUES DES DEUX CIRCUITS
DE L'ÉCONOMIE URBAINE DES PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS.

| | Circuit supérieur | Circuit inférieur |
|--|--|---|
| <i>Technologie</i> | capital-intensive | labour-intensive |
| <i>Organisation</i> | bureaucratique | primitive |
| <i>Capitiaux</i> | importants | minces |
| <i>Emploi</i> | réduit | volumineux |
| <i>Salariat</i> | dominant | pas obligatoire |
| <i>Stocks</i> | grande quantité et/ou haute qualité | petites quantités, qualité inférieure |
| <i>Prix</i> | fixes (en général) | soumis à discussion entre vendeur et acheteur (haggling) |
| <i>Crédit</i> | bancaire institutionnel | personnel non institutionnel |
| <i>Marges bénéficiaires</i> | réduites à l'unité mais importantes pour le volume d'affaires (exception : produits de luxe) | élevées à l'unité mais petites par rapport au volume d'affaires |
| <i>Rapports avec la clientèle</i> | impersonnels et/ou avec des papiers | directs personnalisés |
| <i>Coûts fixes</i> | importants | négligeables |
| <i>Publicité</i> | nécessaire | nulle |
| <i>Réutilisation des biens</i> | nulle | fréquente |
| <i>« Over-head capital »</i> | indispensable | non indispensable |
| <i>Aide gouvernementale</i> | importante | nulle ou presque nulle |
| <i>Dépendance directe de l'extérieur</i> | grande, activité extravertie | réduite ou nulle |

C. Les caractéristiques des deux circuits

Il serait maladroit de caractériser les deux circuits de l'économie urbaine par des variables isolées. Il faut plutôt considérer l'ensemble de ces variables. Mais on peut dire tout de suite que la différence fondamentale entre les activités du circuit supérieur et du circuit inférieur est basée sur les différences de technologie et d'organisation.

Le circuit supérieur utilise une technologie importée et de haut niveau, une technologie «*capital intensive*», tandis que dans le circuit inférieur la technologie est «*labour intensive*» et souvent locale ou localement adaptée ou recréée. Le premier est imitatif tandis que le second dispose d'un potentiel de créativité considérable.

Les activités du circuit supérieur disposent du crédit bancaire. Il arrive souvent que les grandes firmes créent et contrôlent des banques, ce qui est une manière aussi de contrôler d'autres activités et éventuellement de les absorber. Une bonne partie de ces manipulations est faite par l'intermédiaire de papiers. C'est le «*crédit bureaucratique*», dont parle Caplovitz (1963, p. 2). Les activités du circuit inférieur sont simultanément basées sur le crédit et l'argent liquide. Mais le crédit ici est d'une autre nature, avec un large pourcentage de crédit personnel direct, indispensable au travail des gens sans possibilités d'accumuler. L'obligation de rembourser périodiquement aux fournisseurs une partie de la dette rend la recherche d'argent liquide effrénée. Les intermédiaires eux-mêmes, par exemple les grossistes, ont besoin d'argent liquide pour honorer leurs traites devant les banques.

Les activités du circuit supérieur manipulent de gros volumes de marchandises, tandis que celles du circuit inférieur, dans le commerce comme dans la fabrication, travaillent avec de petites quantités. Néanmoins, dans le circuit supérieur, les quantités peuvent aussi être réduites. C'est le cas des boutiques spécialisées où les prix fort élevés sont dus à la qualité du produit offert et à une demande bien spécifique, liée à la mode et à un certain type de clientèle.

Ce dernier phénomène est lié à celui des capitaux et à celui de l'organisation de chaque circuit. Dans le circuit supérieur, les capitaux sont d'ordinaire volumineux, en relation avec les technologies utilisées. Au contraire, dans le circuit inférieur, les activités «*labour-intensive*» utilisent des capitaux réduits et peuvent se passer d'une organisation bureaucratique.

L'emploi fourni par chacun des circuits est donc le résultat de la combinaison de ces variables. Si les activités modernes conduisent davantage au salariat comme forme de relation de travail, elles emploient toutefois peu de monde par rapport au volume et à la valeur de la production, avec en plus une tendance constante à une réduction de l'emploi dans l'industrie. Dans les services, une tendance générale à la hausse se

manifeste grâce à la participation du gouvernement pour une bonne part. Mais en ce qui concerne les services liés directement à l'activité économique, les services privés, une bonne partie de l'emploi correspondant à l'activité du circuit supérieur est créée dans les villes ou les régions plus développées de l'étranger et du pays. L'emploi dans le circuit inférieur est rarement permanent, sa rémunération se situe souvent à la limite ou en dessous du minimum vital. L'embauche prend souvent la forme d'un accord personnel entre patron et employé, mais l'importance du travail familial et, comme nous le rappelle McGee (1962), du «*self employment*» est grande. La moyenne d'occupés par unité de production est basse; par contre, le nombre global de personnes occupées est considérable. Ce circuit est le véritable fournisseur d'occupation de la population pauvre, de la ville et des migrants sans qualification. Tout cela est lié aux conditions technologiques et financières des activités de ce secteur et à leurs relations avec l'ensemble de l'économie urbaine.

Le circuit supérieur emploie un nombre important d'étrangers, variable selon le degré d'industrialisation et de modernisation du pays. Dans le circuit inférieur, les emplois vont aux nationaux. Parfois des étrangers comme des Libanais en Afrique Occidentale, des Chinois dans certaines parties d'Asie ou des Indiens en Afrique Orientale, participent en tant que commerçants travaillant pour leur propre compte.

Dans le circuit supérieur, les prix sont généralement fixes, même en situation de compétition oligopolistique, la limite inférieure ne peut pas être très en dessous des prix publics du marché, sous peine de mettre en danger l'avenir de la firme. Dans le circuit inférieur, le marchandage (*haggling*) est de règle et les marges d'oscillation des prix sont très importantes (Uchendu, 1967). Dans le circuit supérieur, les manipulations des prix supposent une marge de bénéfice comptabilisable sur de longues périodes. Dans le circuit inférieur, c'est la période courte qui compte. La notion de bénéfice est différente dans chacun des deux circuits. Dans le circuit supérieur, il s'agit d'accumuler des capitaux indispensables à la continuité de l'activité et à son renouvellement en fonction des progrès techniques. Dans le circuit inférieur, l'accumulation de capital ne constitue pas une préoccupation première ou n'est pas du tout une préoccupation. Il s'agit d'abord de survivre et d'assurer la vie quotidienne de la famille, et aussi de prendre part, dans la mesure du possible, à certaines formes de consommation particulières à la vie moderne.

Malgré le contrôle des prix qu'exercent les activités du circuit supérieur et le bénéfice élevé correspondant au volume total de la production, le bénéfice par unité produite est réduit. Dans le circuit inférieur, c'est le contraire qui se passe. Le résultat total est faible et les marges bénéficiaires par unité sont élevées. Cela est dû au grand nombre d'intermédiaires nécessaires entre le pre-

mier fournisseur d'in-puts et le consommateur final. C'est l'importance de ces marges bénéficiaires, possibles du fait de la généralisation du crédit (d'ordinaire usurier) qui fait vivre l'énorme population intéressée à ces activités et constitue un des éléments majeurs d'explication des grandes et moyennes agglomérations du Tiers-Monde. Malheureusement, ce phénomène n'est pas assez étudié.

L'activité du circuit supérieur est en grande partie fondée sur la publicité qui est une des armes utilisées pour modifier les goûts et déformer le profil de la demande. Dans le circuit inférieur, la publicité n'est pas nécessaire grâce aux contacts avec la clientèle, ni possible, car les marges bénéficiaires vont directement à la subsistance de l'agent et de sa famille.

Les activités du circuit supérieur ont des coûts fixes importants, qui d'ordinaire augmentent avec la taille de la firme pour chaque lieu et branche de fabrication. Les activités du circuit inférieur n'ont presque pas de coûts fixes. Les coûts directs ne sont pas importants non plus, et le rapport entre les coûts directs et la production est proportionnel car l'activité est «*labour intensive*».

Dans le circuit supérieur, la réutilisation des biens de consommation durables est quasi nulle tandis que dans le circuit inférieur, une des bases de l'activité est justement la réutilisation de ces biens. Cela est aisément vérifiable soit dans la réparation des vêtements et des appareils, dans celle des voitures ou dans la construction de maisons.

Les activités du circuit supérieur jouissent directement ou indirectement de l'aide gouvernementale, tandis que les activités du secteur inférieur ne disposent pas de cet appui et souvent sont même persécutées comme dans le cas des vendeurs ambulants dans de nombreuses villes:

L'activité du circuit supérieur dépend en grande partie de l'existence de l'«*overhead capital*», le plus souvent demandé à l'État (Baran et Sweezy, 1966, p. 72; Federici, 1965; Dasgputa, 1964, p. 180). Cette condition n'est pas nécessaire à l'installation des activités du circuit inférieur.

Le fonctionnement du circuit supérieur est fondé sur les besoins d'une production «*capital-intensive*» locale ou exogène. La consommation, liée au pouvoir d'achat, est sélective, mais les firmes du circuit supérieur disposent de moyens de publicité suffisants pour créer de nouveaux goûts et pour attirer la clientèle, c'est-à-dire qu'elles imposent la demande. Le circuit inférieur, au contraire, s'appuie sur la *consommation*; il est un résultat de la demande, même si celle-ci est déformée par l'effet-démonstration.

L'activité du circuit supérieur tend à contrôler l'économie tout entière. Cela est plus particulièrement vrai dans les villes de l'échelon supérieur. Ce contrôle est exercé soit directement soit par l'entremise de l'État. Quant au circuit inférieur, il a tendance à être contrôlé, subordonné, dépendant.

Une autre différence essentielle entre les deux circuits vient du fait que le cir-

cuit inférieur trouve son intégration localement (Santos, 1971) tandis que, dans le circuit supérieur, les activités réalisées localement vont s'intégrer dans une autre ville de niveau supérieur, dans le pays ou à l'étranger. L'exception se trouverait dans le cas de la métropole économique complète, mais celle-ci est aussi dépendante de l'étranger en ce qui concerne la technologie, et souvent pour d'autres inputs comme le «know-how»; le capital, les matières premières.

L'examen des caractéristiques de chacun des deux circuits met en lumière une opposition entre les deux. Par contre, à l'intérieur de chaque circuit, technologie, organisation, taille de l'activité, régime et volume de l'emploi, recours ou non à la publicité, etc., apparaissent comme des éléments doués d'une logique interne. Le circuit inférieur trouve les éléments de son articulation dans la ville et sa région, tandis que le circuit supérieur va d'ordinaire chercher cette articulation hors de la ville et sa région.

III. Ni circuit intermédiaire, ni continuum

Étudiant les villes de la région de Bouaké en Côte-d'Ivoire, Lechau (1966) a reconnu l'existence de trois secteurs dans l'économie urbaine, le *secteur traditionnel*, composé de la production vivrière et de l'artisanat, et occupant 80% de la population; la rentabilité du travail y serait au niveau de la subsistance; le *secteur moderne non intégré*, qui occupe une place dominante et est composé des cultures d'exportation, des industries étrangères et des services modernes liés à la production de ce secteur; enfin le *secteur de liaison*, comprenant principalement le commerce et les transports qui servent de courroie de transmission entre les deux autres secteurs. Mais Lechau prend bien soin de faire remarquer qu'il s'agit d'un schéma de la structure de la production.

À propos des villes de l'État de Minas Gerais, au Brésil, Yves Leloup (1970, pp. 198-199) admet une autre forme d'existence de trois circuits économiques dans la ville: celui de la classe *privilegiée*, celui de la classe *moyenne* et *populaire*, et celui de la classe *marginale*.

Le premier serait «alimenté en partie par des revenus fonciers et aussi par les revenus du commerce, de l'industrie et des spéculations immobilières». (...) «Une grande partie des dépenses de consommation ne sont pas effectuées dans la ville même.» Le second circuit est formé par «les véritables producteurs et consommateurs de la ville (sauf pour les dépenses de luxe)». Les salaires de ses agents «dépendent en partie des emplois créés par la classe privilégiée dans la ville, mais aussi par des investisseurs extérieurs à la ville, par l'État ou la Fédération (les fonctionnaires publics)».

Le dernier circuit, celui de la «classe marginale», chercherait à survivre grâce à des emplois non qualifiés, des services domestiques, des petits métiers ou des secours charitables; son pouvoir d'achat est très faible.

Chez certains sociologues, c'est la division de la population urbaine en classes sociales qui revient comme thème principal, non sans provoquer d'ailleurs des difficultés; en effet chaque ville représente un cas particulier auquel les classifications de sociologie générale ne peuvent s'appliquer sans nuance, d'autant plus qu'elles correspondent souvent à des définitions élaborées pour les réalités du monde occidental et plus ou moins adaptées.

Si, pour certains, la définition de la pauvreté ne présente pas trop de difficultés – K. Parsons (1969) définit universellement les pauvres comme les individus «dont la participation au secteur moderne d'une économie nationale n'est ni adéquate ni suffisante» – celle des classes moyennes est beaucoup plus délicate car des concepts d'ordre culturel viennent souvent interférer avec ceux d'ordre économique. C'est pour cette raison que des spécialistes, ayant un souci de rigueur dans leur recherche, introduisent quantité de divisions et sous-divisions, de variantes et d'approximations. Malgré cela, il n'arrivent souvent qu'à «l'adoption de très nombreux euphémismes» (Medina Echavarria 1963, p. 72).

Les pauvres, dans l'optique de notre étude, sont ceux qui ne peuvent avoir accès de façon régulière aux biens de consommation courante considérés comme le minimum indispensable dans une certaine société. Ils ont très rarement accès au crédit institutionnel (fig. 3) et représentent l'essentiel de la clientèle des petits établissements commerciaux ou artisanaux qui offrent un crédit personnel à des taux usuraires. Il s'agit d'ordinaire des non-employés et des sous-employés, mais aussi de petits salariés.

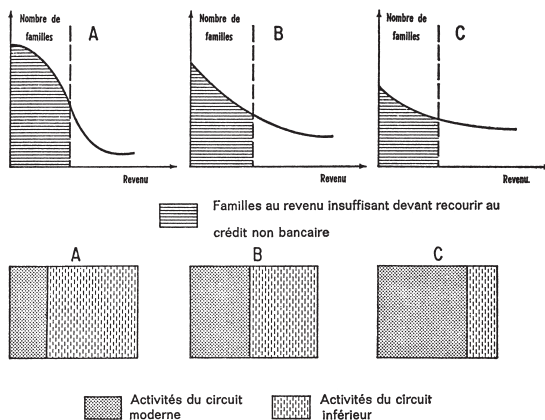


Fig. 3 Profil du revenu et importance des deux circuits.

C'est d'ailleurs sur le plan de la consommation que se situe une des différences entre pays sous-développés et pays développés. Dans ces derniers «chaque consommateur a accès à tous les biens qui sont produits» (Stolper, 1955); tandis que pour les premiers cela est un privilège des classes plus favorisées de la société.

Les classes supérieures disposent du contrôle de l'économie urbaine et régionale, voire nationale, soit comme propriétaires des grandes firmes qui contrôlent l'essentiel de l'économie moderne, soit comme leurs agents de confiance. De par la nature même de leurs activités, elles ont un caractère cosmopolite.

Les classes moyennes se définissent par élimination, dans une situation intermédiaire entre les classes pauvres ou inférieures et les classes aisées ou supérieures. Elles seraient formées de salariés de toute sorte se situant au-dessus du niveau de subsistance, plus des propriétaires et des entrepreneurs dont les gains sont insuffisants pour qu'ils passent dans les classes supérieures. Si l'on veut ajouter des considérations d'ordre social, le niveau de prestige de l'activité doit être considéré également comme un élément de la définition.

De toute façon, les classes intermédiaires bien qu'étant souvent des bénéficiaires de l'activité économique dans la ville ne disposent pas de son contrôle, et c'est bien cela qui sépare les couches supérieures des classes moyennes de la classe haute.

Toutefois, l'existence d'un éventail social tripolarisé dans les villes du Tiers-Monde ne signifie pas pour autant que l'on doive admettre un nombre correspondant de circuits économiques dans la ville,

Certaines consommations des classes moyennes, tel l'habitat, les voitures, et des dépenses touristiques et de voyage, etc. présentent des particularités dues au fait que ces classes moyennes surtout dans les couches supérieures ont tendance à s'aligner sur certaines consommations des classes riches. Ce qui a permis à Tricart (1965) d'affirmer qu'en Amérique latine «la classe moyenne vit au-dessus de ses moyens et ne fait aucun effort d'investissement productif». Bien que dans les conditions actuelles «l'effort d'investissement productif» ressemble davantage à une chimère, il n'en est pas moins vrai qu'une partie importante des revenus de ces couches sociales est destinée à des consommations de prestige. De ce fait, elles sont souvent obligées d'avoir recours au circuit inférieur pour d'autres consommations, généralement les consommations courantes comme les produits alimentaires par exemple, et utilisent la possibilité du crédit personnel et direct, trouvé dans les petits commerces du voisinage. La classe moyenne peut ainsi libérer une partie de ses ressources en argent liquide pour payer des biens

normalement destinés au circuit supérieur. Cette classe moyenne n'est pas en mesure de créer par elle-même un appareil de production ou de distribution qui lui soit propre. Elle utilise ceux des circuits supérieur et inférieur de l'économie en fonction des facilités de crédit institutionnel ou personnel dont elle dispose. Ainsi par le biais de la consommation elle participe soit à l'un soit à l'autre des deux circuits. En aucun cas elle n'en crée un troisième.

Certains auteurs, enfin, pensent qu'il y a un véritable continuum d'activités au lieu de deux circuits de l'économie urbaine. Ce continuum signifierait au moins deux choses: ou que les firmes de petites tailles sont en mesure de connaître une croissance soutenue les conduisant aux tailles supérieures; ou que dans une situation donnée, les mêmes biens sont fabriqués par des firmes de différentes tailles et de différentes caractéristiques.

Si l'on se limite à l'analyse statistique de l'éventail des activités d'une ville on peut, pour certaines, trouver des firmes d'importance très différentes. Cependant d'autres activités ne peuvent être réalisées au-dessous d'une certaine échelle. Le premier cas est d'ordinaire celui d'un certain nombre d'industries qui remplacent les fabrications traditionnelles; la deuxième situation correspond à la diversification industrielle, donc à la fabrication de produits nouveaux. Et ici, la contrainte technologique fournit une première réfutation de l'idée de continuum.

Dans les pays d'industrialisation récente, l'installation d'industries modernes, même au niveau le plus élémentaire (biens de consommation courante par exemple) peut provoquer la mort des fabrications traditionnelles, sans pour cela permettre la création de firmes moyennes (à l'échelle du pays).

Quant aux pays d'industrialisation plus ancienne, et pour certaines catégories de fabrications, on constate la coexistence de nouvelles grandes industries avec des firmes de taille moyenne qui existaient auparavant dans une situation de «*differentiated oligopoly*» ou «*imperfect oligopoly*» (Bain, 1967, p. 168; Moore, 1966, p. 196; Sylos-Labini, 1969, p. 13). Toutefois, si ces dernières peuvent s'adresser au circuit inférieur dans le domaine de la distribution, elles n'appartiennent pas à ce sous-système. Mais leurs caractéristiques sont celles du circuit supérieur. Par exemple, elles ne vendent pas à perte, ne peuvent pas se permettre des grandes marges bénéficiaires sur l'unité produite, et leurs employés sont salariés, etc.

Enfin ceux qui parlent d'un continuum semblent se référer presque exclusivement au domaine de la production. Or, lorsque nous parlons de circuits ou sous-systèmes économiques, ce qui nous préoccupe, c'est plutôt

l'ensemble des activités considérées comme un système. Dans ce cas, il n'est pas possible de parler d'un continuum. En fait, comme nous l'avons déjà souligné et comme l'on verra plus clairement ultérieurement, il y a une véritable opposition entre les caractéristiques des différentes variables dans chacun des deux circuits.

IV. Bipolarisation, mais non dualisme

Il nous semble important aussi de prévenir toute confusion entre la notion de *dualisme* telle qu'elle est définie par quantité d'auteurs (Boeke, 1953; Lewis, 1954; Hirschman, 1964, p. 210; Turin, 1965; Belshaw, 1965, pp. 96-97; Furtado, 1966, p. 126; Lambert, 1968; Barros de Castro, 1971, vol. II, chap. 7), et celle des *deux circuits* de l'économie urbaine des pays sous-développés telle que nous la concevons.

Sans doute ce deuxième thème est héritier de celui plus ancien du dualisme. C'est pourquoi, peut-être, parmi les premiers à traiter dans de nouveaux termes la question auparavant étudiée par Geertz (1963), T. G. McGee (1970 et 1971) parle du «dualisme à l'intérieur du dualisme» et McKee et Leahy (1970) de l'«intradualisme urbain». Frankenhoff (1971) se réfère à une opposition entre économie de la «favela» et économie du «centre».

Dans l'étude des pays sous-développés, cette approche basée sur la notion d'opposition entre le moderne et le traditionnel dans la campagne et surtout dans la ville, est sans doute la plus couramment adoptée. Une telle position a pu être valable dans les périodes historiques précédentes, mais ne peut se justifier actuellement où la diffusion des innovations est devenue générale et facile, empêchant de parler de «conflit» entre moderne et traditionnel.

Comme J. R. Gusfield (1971, p. 16) le dit, «l'idée selon laquelle la tradition et l'innovation sont nécessairement en conflit apparaît comme complètement abstraite et irréaliste». Même la notion de «coexistence» (considérée déjà comme anachronique par Bauer and Yamey, 1957, p. 7) entre «primitif» et «moderne» doit être nuancée. De même que l'idée de «juxtaposition» qui semble être défendue par Johnson (1966, pp. 178-179) lorsqu'il parle, d'ailleurs avec raison, des villes mixtes (*mixed cities*).

En réalité, ce qu'on appelait il y a encore trois décennies le «traditionnel» a cessé de l'être dès le moment où toute la vie de la société a été bouleversée par des éléments révolutionnaires tels que la révolution de la consommation. Les nouvelles forces, commandées de l'extérieur (Lacoste, 1966, p. 66; Geertz, 1963, p. 49, en note), ne mènent pas seulement à un

changement des modèles de consommation (Merhav, 1969, p. 28), mais contrairement à ce qu'en pensent Mason (1967, p. 9) et Staley et Morse (1965) mènent aussi à l'adaptation de l'appareil de production et d'une façon plus générale à la transformation de tout le sous-système local.

Il serait naïf (Theodorson, 1971, p. 204) d'imaginer que les effets des modernisations puissent être partiels. Le problème de l'importation de bêches en Birmanie évoqué dans l'ouvrage de Hagen (1968, p. 60) est explicite du fonctionnement des espaces périphériques comme sous-systèmes dépendants, la bêche, conçue pour les sociétés occidentales, posait des problèmes d'adaptation à une société aux bas revenus dans un monde tropical. L'importation d'un élément représente son transfert d'un complexe à un autre et exige par conséquent une adaptation. Toujours selon Hagen, il s'agit d'un « problème de système »

Les occupations dites traditionnelles sont appelées à des nouveaux rôles (Lloyd, 1953 ; Gusfield, 1971, p. 19 ; Schwab, 1965, p. 98) ou disparaissent (Troin, 1971) ou s'amenuisent (McGee, 1971 a, p. 83) selon des rythmes divers. Elles perdent leur rôle originel d'activité centrale et exclusive qu'elles doivent partager avec des activités modernes. Leur champ social se rétrécit aussi, se limitant à la population pauvre, bien que par ailleurs elles voient parfois leur clientèle dépasser l'échelle du lieu. Par exemple, l'essor de l'artisanat touristique constitue une forme particulière de revitalisation des activités traditionnelles (Prenant, 1968, p. 215).

La principale erreur parmi beaucoup de « dualistes » vient du fait qu'ils étudient la société économique d'une façon très partielle. C'est presque exclusivement la production qui fait l'objet de leurs préoccupations et de leur analyse.

De très nombreux auteurs parlent d'un secteur capitaliste opposé à un secteur traditionnel de production. Ils semblent opposer tout simplement des formes de production ayant des âges technologiques différents, comme si l'appareil de production était indépendant et indifférent au reste des conditions de la société économique.

Le problème d'une société économique ne peut pas être étudié d'une façon fragmentaire. À côté des aspects de la production il est indispensable de considérer et d'analyser ceux de la distribution et de la consommation ainsi que ceux de l'emploi, c'est-à-dire qu'il s'agit du système tout entier.

En réalité, ce que nous trouvons dans chaque cas concret, ce sont des formes différentes de combinaison entre un modèle nouveau de production, de distribution et de consommation, et la situation préexistante, et cela en fonction des conditions historiques d'entrée des modernisations. En d'autres termes, il s'agit d'une acceptation des éléments de modernisation « à

différents degrés» (Enloe, 1969, p. 315). Il n'est pas toujours question d'une coexistence prolongée de deux types de technique dans les pays sous-développés comme cela a été parfois suggéré (Watanabe, 1965, p. 293).

Lisa Peattie (1968, p. 38) met avec raison entre guillemets l'expression «économie dualiste» (*dual economy*). Il nous paraît juste par contre de généraliser le concept qu'elle a créé au sujet du Venezuela et parler plutôt d'une économie «bipolaire» (Peattie, 1968, p. 39). C'est aussi l'avis de Rodolfo Stavenhagen (1969, p. 104) pour qui les relations entre les deux secteurs «représentent le fonctionnement d'une seule société dont les deux pôles font partie intégrante» ... «ces deux pôles ayant leur origine dans le cours d'un même processus historique».

L'idée d'un dualisme où deux catégories historiques d'activités seraient en conflit semble ainsi dépassée (Havens et Flinn, 1970, p. 7). Même l'idée d'une transition (Smelser and Lipset, 1966) entre les deux situations paraît difficile à accrédi-ter; autrement on serait en train d'accepter le postulat selon lequel les situations actuelles dans les divers pays sous-développés ne sont pas autre chose que des étapes vers la situation actuelle des pays développés. Ce paradigme a déjà beaucoup trop dénaturé l'analyse des réalités concernant l'urbanisation du Tiers-Monde pour qu'on veuille encore l'utiliser (Wheatley, 1969; Silvany, 1971).

Il faut qu'il soit clair cependant que cette discussion à propos de termes n'est pas un simple exercice de vocabulaire, sans doute à la mode chez certains «*scholars*», mais qui n'aboutit qu'au prestige personnel ou sert à bloquer toute vraie recherche à propos des vrais problèmes.

Sans doute nous reconnaissons que le terme de «dualisme», bien que galvaudé, et peut-être même à cause de cela, est devenu très commode pour désigner la contemporanéité de formes diverses de production, mais aussi de distribution et de consommation dans les pays sous-développés. Le seul inconvénient de l'appellation est qu'elle est trop chargée de formules et de solutions fondées sur l'idée même d'une dy- chotomie ou d'une fragmentation de l'économie urbaine, comme le suggère Mabogunje (1965). Cette approche entraîne souvent comme conséquence un traitement pour chacun des secteurs prétendument séparés de l'économie urbaine, qu'il s'agisse de la solution de «*housing*» par exemple ou d'autres solutions purement «urbaines» pour des problèmes qui dépassent le niveau de la ville pour se situer au niveau du système national et international.

Nous pensons que de même que l'on a réfuté l'existence d'un dualisme à l'intérieur des pays sous-développés (Stavenhagen, 1968; S. Amin, 1971; Itagaki, 1968; Cardoso, 1969), il faut refuser celle de dualisme urbain quand on s'efforce non seulement de décrire, mais surtout d'analyser et d'inter-

prêter ce qui se passe dans l'économie des villes des pays sous-développés (McGee, 1971, p. 69). Car de la même manière que dans l'ensemble d'un pays, l'opposition, voire l'antagonisme des situations de développement sont le fruit d'un même enchaînement de causes, l'existence de deux circuits dans l'économie des villes est le résultat d'un même groupe de facteurs que, dans un souci de simplification, nous avons appelé *modernisation technologique*.

Ainsi il n'y a pas de dualisme, les deux circuits ayant la même origine, le même ensemble de causes et étant interliés. Il faut préciser cependant que, malgré leur apparente interdépendance, le circuit inférieur apparaît comme dépendant du circuit supérieur, de même que les activités rurales traditionnelles dépendent des activités modernes (Havens et Flinn, 1970, p. 8).

Cette situation que tant d'auteurs continuent d'appeler « dualisme » ne serait pas autre chose que le résultat, sur la société globale, de la position hégémonique du circuit supérieur, représenté essentiellement par des formes monopolistiques d'activité (Mason, 1965, p. 79). Le sous-emploi et les formes d'activités qui s'y rattachent en sont une conséquence directe (Singer, 1970, pp. 66-67; Eckaus, 1955, pp. 544-548; Dasgupta, 1964, p. 177).

Par conséquent, traiter le phénomène des deux circuits de l'économie urbaine des pays sous-développés en termes de dualisme risquerait de laisser de côté la trame historique, indispensable à une interprétation correcte de la réalité et d'autre part aboutirait à des analyses partielles susceptibles d'entraîner encore une fois des solutions fausses.

Milton Santos

in *L'espace partagé*, Paris : M.-Th. Génin-Librairies Techniques, 1975, chapitre 2, pp. 25-52.

Notes

(1) Évolution du nombre de postes de radio dans quelques pays.

| Pays | Pourcentage d'augmentation annuelle entre | | | Nombre de postes pour 1000 habitants en 1970 |
|-----------|--|-----------|-----------|---|
| | 1948-1953 | 1953-1963 | 1964-1967 | |
| Ghana | 24,6% | 35,6% | | 85 |
| Maroc | 23,2% | 9,7% | 7,1% | 60 |
| Mexique | 27,2% | 10,8% | 14,5% | 276 |
| Argentine | 3,3% | 8,4% | 8,9% | 370 |
| Inde | 24,3% | 16,1% | 20,7% | 21 |
| Hong-Kong | 23,7% | 8,1% | 5,6% | 170 |
| Pakistan | 9,6% | 16,7% | 35,9% | 14 |

Sources : *Annuaire statistique des Nations Unies*, 1966-1968-1971.

Évolution du nombre de téléviseurs dans quelques pays.

| Pays | Pourcentage d'augmentation annuelle entre 1962 et 1967 | Nombre de téléviseurs pour 1000 habitants | |
|---------------|---|--|-------|
| | | 1967 | 1970 |
| Côte-d'Ivoire | 100% | 1,5% | 2,4% |
| Tunisie | 77,3% | 7,7% | 10% |
| Egypte | 25,5% | 12,9% | 16% |
| Argentine | 17,4% | 81,7% | 144% |
| Equateur | 34,7% | 12,9% | 25% |
| Costa Rica | 40,6% | 41,4% | 57% |
| Inde | 71,9% | 0,01% | 0,04% |
| Indonésie | 52,5% | 0,5% | 0,7% |
| Hong-Kong | 42,2% | 24,2% | 73% |

Sources : *Annuaire statistique des Nations Unies*, 1966-1968-1971.

(2) Dans les pays sous-développés, l'inégalité dans la répartition des revenus est souvent criante.

En Colombie, « ...environ 13% du revenu en 1961 allait à 1% des actifs, 29% allait à 5% des actifs et 42% à 10% des actifs, alors que 65% des actifs recevait seulement 26% du revenu total » (Bird, 1970, p. 13). Bien que la disparité soit moins importante dans les villes, il n'en reste pas moins que les écarts entre les revenus des citoyens sont énormes.

À Kinshasa, 81,7% de la population active ayant un emploi, recevait un salaire correspondant à peine au minimum vital. Il y avait par contre 14,1% de personnes aisées et 4,2% considérées comme économiquement fortes (M'Buy, 1970). Il faut ajouter d'autre part que la grande majorité des gens sans emploi permanent n'est pas comptabilisée.

À Salvador (Bahia), 46,1% de la population de la ville recevait 15,5% des revenus tandis que 6,7% possédait 24,5% des revenus (Banco do Nordeste, 1967).

6

La totalité du diable

Publié dans la revue EspacesTemps, alors l'un des lieux francophones les plus actifs dans le mouvement de rénovation épistémologique de la géographie, cet article contient trois thèses qui peuvent être analysées de manière indépendante mais qui s'épaulent ici fortement. La première porte sur l'existence du «capital» comme acteur unifié, doté d'une orientation stratégique cohérente et d'un comportement homogène; la deuxième, sur les effets décisifs quoique invisibles des dispositifs techniques sur le fonctionnement social; la troisième, sur le rôle actif de l'espace sur la dynamique sociale.

La première proposition inscrit alors Milton dans le courant, à dominante anglophone de la «radical geography», qui associe critique théorique et critique politique, en adoptant du marxisme les interprétations les plus «conspiratoires»: le capitalisme est décrit à la fois comme pervers et comme global, quelles que puissent être ses apparences polymorphes. D'où les termes d'«instrument», de «cheval de Troie» et finalement de «totalité du diable», qui résume bien le message. C'est sans doute cet aspect qui est le plus discutable et que Milton n'aurait pas repris sous cette forme à la fin de sa vie, car il suppose à la fois un seul «super-impérialisme» appliquant un programme cohérent et un terrain d'application lui-même unifié. C'est sur ce dernier point que, expérimentation aidant, les points de vue ont évolué: même ceux qui croient à un acteur «central» unique (le «grand capital» étant renommé «mondialisation capitaliste») ne peuvent manquer de constater que, entre l'Asie orientale, l'Afrique subsaharienne et l'Amérique latine – pour s'en tenir à des entités elles-mêmes hétérogènes –, les problèmes sont bien différents. Re-

tenons cependant que, dans la logique du texte, la rouerie du capitalisme se manifeste par l'usage d'objets apparemment bénins, les «formes», qui se révèlent d'autant plus redoutables qu'elles sont occultes.

D'où la deuxième proposition, qui demeure, elle, extrêmement stimulante, sur le rôle des objets techniques. Peu importe au fond ici que l'on juge l'effet des dispositifs techniques positifs ou négatifs. L'essentiel consiste dans la délimitation d'un objet d'étude à la fois matériel et immatériel, situé tout autant dans les représentations que dans l'action. La proposition de Milton, selon laquelle, lorsqu'on importe une machine ou qu'on installe un centre commercial, on charrie aussi des pratiques, des notions et des valeurs, représente une double innovation. D'une part, elle participe du linguistic turn en ce qu'elle introduit le langage au cœur de réalités que, dans les sciences sociales positivistes, on pensait les plus imprégnées de cambouis et les plus vides de significations. D'autre part, avec d'autres auteurs, tel Bruno Latour, Milton propose un découpage des phénomènes qui ne place plus le système concret d'actions sur la réalité constituée par la technique en périphérie des processus de production de la société par elle-même, mais au centre.

Il en résulte une troisième idée, de portée à la fois théorique et épistémologique, et de grande conséquence pour la géographie, celle qui remet en cause l'opposition aristotélicienne entre forme et fond. En utilisant le vocable «forme-contenu», Milton vise clairement à déplacer les frontières et à promouvoir l'agencement spatial comme un objet de plein exercice, qui ne doit pas entrer dans l'analyse en second (après les «choses» que «contiennent» ces «formes») mais en premier.

La totalité du diable

Les objets géographiques jouent-ils un rôle dans les transformations de la société ?

Pour Schumpeter, l'utilisation de la machine à vapeur, par exemple, a créé de nouvelles fonctions sociales et de nouvelles localisations, de nouveaux développements et de nouvelles possibilités dont l'interaction dépasse leur propre cadre.

Cependant, on peut objecter que, dans ce cas précis, ce n'est pas l'objet lui-même qui a le pouvoir d'induire des changements. La machine à vapeur n'est qu'un instrument de l'évolution sociale, une forme créée dans un moment historique spécifique de la formation économique et sociale, c'est-à-dire un simple résultat de ce moment.

Structure, processus, forme et fonction sont des catégories d'une même société globale. Toutefois, dans la période technologique que nous vivons actuellement, des formes, transférées d'une formation économique et sociale à une autre, peuvent avoir la force de modifier cette dernière.

Les formes comme instrument du capital

Les conditions historiques actuelles ont favorisé le mécanisme d'expansion du capital dans l'espace à travers les formes (1).

Le Tiers-Monde voit maintenant le sous-développement comme une situation exportée par le monde développé, un résultat de la dépendance et de l'échange inégal. Les méthodes de la planification qui ont prévalu dans les années 50 ont perdu de leur crédibilité et se sont vues refusées par les pays sous-développés.

Il fallait chercher quelque chose de nouveau pour mettre à la place, ce qui fut trouvé dans les conditions mêmes offertes par l'actuelle période technologique. Et de fait, les derniers progrès technologiques ont permis aux pays du centre de créer des objets dont la structure technique est chargée de potentialité, c'est-à-dire des objets dotés, selon la conception de Hegel, d'un contenu et d'une finalité, ou, comme l'exprime Tran Duc Thao, d'une «intentionnalité». Les choses ont gagné une sorte de pouvoir que jamais elles n'ont eu auparavant.

Dans ces conditions, le mécanisme de la planification est devenu plus subtil et ses effets peuvent même passer inaperçus aux yeux des intéressés, soit parce qu'ils sont déjà intoxiqués par les théories officielles de la croissance et de l'espace, soit parce qu'ils ne savent pas comment renverser la tendance.

Mais ce mécanisme est aussi plus brutal et irréversible, d'une part du fait de la taille croissante des instruments de travail fixés au sol, destinés ainsi à rester pour plus longtemps des objets géographiques, et d'autre part, du fait de leur contenu technique devenu beaucoup plus explicite (2).

Deux raisons essentielles font des formes, ce nouveau «cheval de Troie», un instrument de pénétration des pays sous-développés, et plus particulièrement des pays non alignés et des pays à vocation socialiste.

1. les effets ne sont pas immédiatement visibles, ce qui représente une différence essentielle par rapport à la planification des années 50 et du début des années 60 ;
2. à cause de la nature technique des formes nouvelles, il n'est même pas nécessaire de toucher directement à la structure, ce qui représenterait un obstacle politique important.

En réalité, trois mécanismes sont mis en œuvre actuellement :

1. l'implantation de formes nouvelles, maintenant créatrices, et non plus seulement support de fonctions nouvelles ;
2. le remplacement de fonctions existantes par d'autres, plus «fonctionnelles» pour les besoins du capitalisme, et cela, par une action directement exercée sur les formes anciennes que l'on rase pour mettre de nouvelles formes à leur place ;
3. la mise en marche de projets de planification apparemment sans liens entre eux et qui cependant ont une même finalité : l'accélération de la modernisation capitaliste, en freinant si nécessaire les plans de développement nationaux.

On ne peut plus prétendre que, intégrées à la totalité, les formes n'ont pas la force de créer ou de déterminer des relations. Dans le cadre d'un nouveau système de relations, dans une autre Temporalité et une autre Totalité, c'est-à-dire un autre système de déterminations, elles ont gagné la force d'engendrer de nouvelles relations.

L'action sur le monde rural

Les formes actuelles d'action sur le monde rural s'inscrivent dans ce schéma général. Les programmes officiels attribuent des crédits aux petits planteurs pour l'achat de semences, de fertilisants, de machines, etc. ainsi que pour l'introduction de méthodes modernes de marketing et de management. Il s'agit, sous le louable prétexte de résoudre le problème alimentaire et celui de la pauvreté

rurale, de moderniser l'économie rurale et d'élever la composition technique et organique du capital agricole. Or il est connu que toute transformation technique dans la campagne s'accompagne d'une modification dans la structure de la propriété, qui est une forme juridique mais aussi une forme spatiale.

Le déclenchement du mécanisme de l'«aide» va élever les besoins en capital dans tous les secteurs de l'agriculture et éliminer par là-même un bon nombre d'agriculteurs. L'expansion des besoins en capital ne sera pas limitée à la seule activité de production, mais également aux activités annexes qui lui sont directement ou indirectement liées. Elle va favoriser de nouvelles concentrations dans le commerce de gros, le transport et la propriété, avec la formation de véritables monopoles ruraux. En fait, ces programmes d'aide ne font qu'avantager ceux qui étaient déjà favorisés.

La Révolution Verte, dont le but était d'entraîner les pays sous-développés vers certaines formes de modernisation du monde agraire, a donné des résultats décevants, et cependant nombreux sont encore ses partisans (par exemple Edwin J. Wellhausen, W. David Hopper).

L'expérience mexicaine, qui a reçu le plus de publicité, a été également la plus critiquée. Selon Shaw, les résultats plus que modestes – une augmentation de la production d'environ 5% par an – masquent mal d'énormes différences de revenu qui s'aggravent. 5% des exploitations agricoles assuraient 54% de la production totale et représentaient 80% de l'augmentation de la production entre 1930 et 1960. Dans le même temps, le nombre de travailleurs agricoles sans terre est passé de 2,3 millions à 3,3 millions, et le nombre moyen de jours de travail pour chacun d'eux est tombé de 194 à 100, tandis que leur revenu réel tombait également de 68 à 56 pesos.

Et cependant, la Révolution Verte a été vantée avec insistance, pour la bonne raison qu'elle implique l'utilisation intensive de fertilisants, de semences et d'équipements qui, tous, doivent être importés. Elle bouleverse d'autre part les modèles traditionnels de commercialisation, et crée les conditions pour l'installation de grands monopoles d'import-export, qui sont pour la plupart des filiales de firmes multinationales. Et bien sûr, elle bouleverse les modèles traditionnels de la structure foncière en favorisant le développement d'un «*agribusiness*»¹ aux dépens des petits exploitants (3).

Une autre modalité d'action est donnée par la diffusion des chemins vicinaux, manière subtile de favoriser la pénétration des zones rurales (4). L'expansion des «*feeder roads*»² accentue en même temps l'intégration des transports, l'intégration du marché et celle de l'économie rurale dans l'économie capitaliste mondiale. À propos de la Tanzanie, McCall montre com-

¹ «capitalisme agraire» (N.D.L.E.).

² mot à mot: «routes d'alimentation» (N.D.L.E.).

ment cette pénétration ne consiste pas simplement à introduire de nouveaux modes de production, mais qu'elle implique la destruction de ce qui était et l'introduction ou le développement de termes d'échange punitifs qui restructureront le commerce rural dans un cadre mondial. C'est l'économie toute entière qui est ainsi obligée de se transformer, et ceci souvent en déséquilibrant les anciennes directions de développement endogènes qui répondaient naturellement aux besoins du pays.

Ce changement planifié des formes spatiales introduit un rythme nouveau dans les échanges, et en retour une modification dans les temps des diverses instances de la production. La médiation de l'argent se répand et se fait plus intense dans les échanges, tandis que s'accélère la circulation du capital-marchandise et du capital-argent. Le besoin en capital avancé par l'entrepreneur pour pouvoir produire s'accroît également, et cela pour répondre à ces nouveaux temps, c'est-à-dire à ces nouvelles vitesses dans l'acte de produire, de circuler et de commercialiser, et bientôt la recherche d'argent liquide devient frénétique. En outre, les nouvelles facilités de transport et la monétarisation elle-même encouragent l'entrée et la consommation de produits modernes dans la campagne.

La nouvelle tactique de la planification est d'éviter de se montrer comme un tout cohérent (5). En effet, des actions considérées isolément peuvent paraître inoffensives, alors que, restituées dans un ensemble, elles révèlent toutes leurs conséquences pernicieuses. Si nous mettons côte à côte les deux types d'action que nous venons de décrire, il devient clair qu'elles vont dans le même sens : ces deux processus mènent ensemble au saut qualitatif entre la *reproduction simple*, indispensable à la survie d'un groupe humain, et la *reproduction élargie* nécessaire à l'accumulation.

La division du travail ainsi installée est aussi un instrument de l'expansion capitaliste (6). Avec la séparation des activités, le produit de chacune devient une marchandise. Le besoin d'échanger devient impératif puisqu'indispensable au processus productif lui-même : ainsi, chaque jour, un plus grand nombre de valeurs d'usage est métamorphosé en valeurs d'échange, condition essentielle de l'expansion capitaliste.

Au lieu d'utiliser l'excédent de la production pour trouver de l'argent et acheter les produits nécessaires (cycle marchandise-argent-marchandise), il sera question maintenant d'un mécanisme différent (argent-marchandise-argent). L'argent n'est plus le simple intermédiaire des échanges entre les excédents de la production individuelle ou du groupe ; c'est lui au contraire qui commence le processus de circulation. C'est le *salto mortale*³ dont parle Marx, la métamorphose qui introduit, désormais de façon définitive, dans l'engrenage capitaliste (7).

³ « saut fatal » (N.D.L.E.).

L'action sur le milieu urbain

Le même mécanisme a lieu dans les villes. À travers les formes, nouvelles ou renouvelées, la planification urbaine est souvent utilisée comme aval scientifique à une opération capitaliste. L'introduction de bâtiments en hauteur et de travaux publics à grande échelle dans les villes moyennes modifie définitivement le niveau de capital nécessaire à l'activité de la construction, impose l'entrée de machines, de matières premières et de capitaux étrangers, et altère également la composition du capital dans d'autres activités urbaines et aussi nationales. Cela est d'autant plus sensible que le pays est peu développé.

Dans ce domaine, un projet spectaculaire est celui de la rénovation du centre commercial de Kariakoo, cœur de la ville africaine de Dar es Salaam (Tanzanie). Il s'agit de remplacer les formes traditionnelles par des formes modernes, par la démolition de tout un quartier pauvre où vivent environ quatre vingt mille personnes, près de seize pour cent de la population totale de la ville, pour construire à la place un nouveau quartier. Ce projet, qui met en jeu d'importants capitaux sur une période relativement courte, doit être financé par la Banque mondiale.

Sa portée ne peut être pleinement saisie que si l'on examine les caractéristiques de la population, des activités et de leur site social. C'est à Kariakoo que, depuis longtemps, se réalise le plus grand marché de gros de la ville et du pays. C'est le lieu économique et le lieu géographique d'une double articulation, d'une part entre le secteur rural et le secteur urbain du mode de production le plus représenté, mais non dominant, en Tanzanie, et que nous appelons le circuit inférieur de l'économie, et d'autre part entre le circuit supérieur et le circuit inférieur.

D'une part, des marchandises modernes ou imitant le moderne, produites principalement dans le pays, sont commercialisées sur ce marché; d'autre part, une partie importante de la production artisanale de la ville et de la campagne, mais surtout la production agricole de la campagne, destinée à la consommation urbaine, sont débarquées là pour être redistribuées ou vendues directement. À ce sujet, Kariakoo et son marché représentent un trait d'union organiquement et fonctionnellement efficace entre une économie pauvre et une population pauvre de la campagne, et une économie pauvre et une population pauvre de la ville.

Ce marché et ses prolongements sont aussi une source importante de travail. Dans les rues adjacentes au marché, les maisons d'habitation abritent de petits stands de vente, des petits restaurants, hôtels, des vendeurs de services, réparateurs, transporteurs, écrivains publics, etc.

Le projet est déjà mis en œuvre et un marché moderne, organisé en corporation d'État, fonctionne déjà. Lorsque les nouvelles maisons seront là, le quartier aura changé de forme et de fonction.

Tout d'abord, les nouvelles maisons auront un nouveau contenu, et les plus pauvres seront déplacés vers des quartiers périphériques. On ne peut pas parler de spéculation foncière ou immobilière dans un pays à vocation socialiste et où le sol a été municipalisé. Mais cela n'empêchera pas une redistribution de la population en fonction des différences de revenu.

Cette nouvelle forme spatiale se dressera comme un mur de séparation à l'intérieur d'un même mode de production concret, entre la ville et la campagne, et engendrera ainsi la désorganisation, d'abord des formes simples de production et de circulation des biens et des personnes, et ensuite la dépendance plus complète du circuit inférieur par rapport au circuit supérieur. La structure capitaliste s'implantera dans un important secteur de l'économie, pour accaparer la plus-value des pauvres dans la campagne et l'épargne potentielle des pauvres de la ville.

La nouvelle forme spatiale va affecter mortellement la production et le commerce traditionnels dans leurs modalités actuelles : commerce de gros élémentaire, hôtels bon marché, restaurants, commerce de détail, artisanat, réparation, transports et services au détail... Le commerce de gros traditionnel sera remplacé par une forme plus bureaucratique de marketing moderne. La modernisation capitaliste s'imposera cruellement. Pour supprimer l'un des instruments d'action les plus efficaces du système capitaliste, l'État avait nationalisé le commerce d'import-export. Mais on n'est pas loin de voir apparaître une activité monopsonique⁴, et, ce qui est plus grave, justement dans le secteur productif dont dépend l'alimentation de la population urbaine. Le projet en cours d'exécution est un cas typique de court-circuitage du circuit inférieur de l'économie, dans le but de faciliter la diffusion du grand capital dans l'espace, mais aussi un cas de court-circuitage du projet politico-économique du gouvernement.

Ce que l'on peut prévoir dès maintenant, c'est une vague de concentrations dans toutes les activités directement ou indirectement concernées par la projet. La croissance avec concentration au service d'une structure capitaliste est génératrice de pauvreté. Ce sera une pauvreté structurellement différente de l'actuelle, car les activités de l'économie pauvre seront plus dépendantes de celles du circuit supérieur de l'économie urbaine. Les activités du circuit inférieur ne disparaîtront pas, puisque la pauvreté ne sera pas éliminée mais au contraire aggravée. Mais elles seront encore plus dépendantes des intérêts et des activités du circuit supérieur.

⁴ On parle de monopsonie lorsqu'un seul acheteur fait face à un grand nombre de vendeurs d'un même produit (N.D.L.E.).

Un tel mécanisme n'atteint pas exclusivement les pays pauvres non capitalistes et non alignés comme la Tanzanie. On le trouve également dans des pays comme le Venezuela, à haut niveau de capital investi, où il sert à aggraver la modernisation capitaliste. Dans ce cas, il ne s'agit pas d'introduire un «capital nexus», mais plutôt de créer des conditions encore plus favorables au fonctionnement spéculatif du capital. L'alibi de la rénovation urbaine est par exemple une excellente manière d'atteindre ce but.

Au Venezuela, Maracaïbo est une ville d'un million d'habitants qui possède deux centres. D'une part le centre traditionnel, la vieille ville située dans le vieux «casco» depuis 1800, est une zone densément peuplée qui déborde maintenant ses frontières d'origine; et d'autre part le centre moderne s'étend le long de quelques avenues modernes.

Le vieux centre, situé au bord du lac, était à la fois la centre populaire, civique et religieux de la cité. En son sein s'est développé un actif commerce populaire, où beaucoup de vendeurs étaient en même temps producteurs. Les trente cinq mille habitants de l'endroit, pour la plupart des gens de la petite classe moyenne traditionnelle et de la classe basse, vivaient dans des maisons traditionnelles et formaient la clientèle habituelle des marchés et du commerce local, à laquelle venait s'ajouter la population à bas revenu du reste de la ville.

Il y a cinquante ans, ce vieux centre était le site de la plupart des activités de la ville et la principale zone résidentielle de la population vénézuélienne. Les ouvriers et employés des compagnies pétrolières étaient installés dans des camps hors de la ville. Lors du «boom» pétrolier des années 10, la ville a éclaté avec l'ouverture de nouvelles avenues qui reçurent d'abord les sièges des compagnies et plus récemment les banques, les grands magasins et les commerces de luxe, les services modernes. Depuis, le vieux centre a perdu de son dynamisme. Beaucoup de maisons sont tombées en ruine, d'autres ont été sauvées par de nouvelles fonctions: petits commerces et services, artisanat, etc. Mais la plupart de ces maisons d'habitation restait là comme un témoin architectural dans un paysage urbain en transformation.

L'expansion économique et démographique de la ville, la construction de boulevards modernes, d'un pont routier traversant le golfe de Maracaïbo, et de routes vers le sud, tout cela a contribué à valoriser la propriété foncière urbaine jusque là occupée par une population à bas niveau de revenu. Bien que le projet de rénovation concernant ce quartier ait été présenté comme visant à résoudre le problème de la circulation dans la ville, il a de fait favorisé une opération spéculative aboutissant à l'expulsion d'une population à revenus modestes et des activités dont elle vivait, remplacées par des activités à haut coefficient de capital. Une taille minimum a été établie pour les

terrains à lotir et le délai de construction a été également fixé. Ainsi, il faut disposer de certains moyens pour pouvoir rester. En fait, la plupart des anciens habitants de ce quartier ont dû émigrer vers la périphérie de la ville.

Bien que le rythme de construction soit assez lent, le rythme d'expropriation et de destruction va bon train. Si le marché central a été évacué pour être éventuellement transformé en musée, tout autour, les maisons d'habitation ont été rasées pour être remplacées par un centre commercial et un supermarché. Ce sont là plus que des symboles.

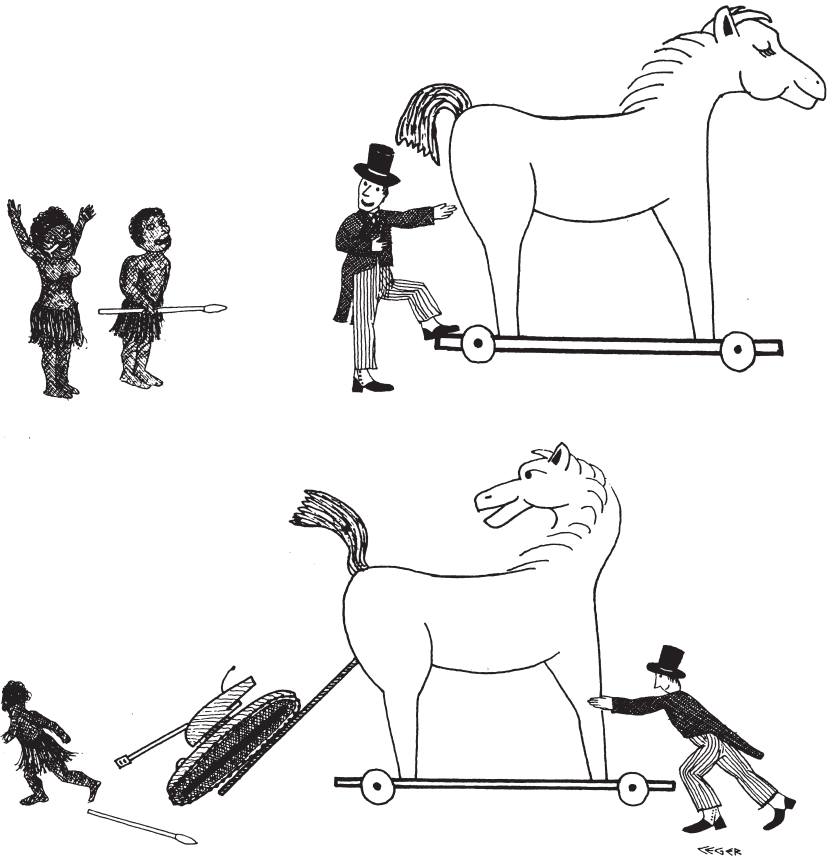


Fig. 1 Dessins «cheval de Troie».

Une fois de plus a été mis en route un processus capable de mener à une séparation entre l'économie pauvre rurale et l'économie pauvre urbaine. La production agricole, qui était auparavant transportée par bateau sur le lac, parfois directement par le producteur lui-même, est maintenant de plus en plus transportée par camions appartenant à des intermédiaires, qui vendent leur cargaison surtout à des grossistes liés directement ou indirectement au système bancaire. Le résultat est que la population urbaine paie un prix plus élevé et que la population rurale perd un gain possible. C'est la conséquence inévitable de cette coupure entre les deux secteurs d'un même mode de production concret, comme dans le cas de Dar es Salaam.

Encore au Venezuela, à Caracas, l'un des derniers quartiers authentiquement populaires (Catia) est condamné à disparaître. Le prétexte de l'opération est le «nettoyage» physique et social de l'environnement, mais il s'agit évidemment de rechercher une plus grande rentabilité foncière. Ceci implique le déplacement de soixante mille personnes, ce qui signifie que c'est un projet de rénovation à grande échelle, et le financement provient des fonds publics (environ trois cent millions de dollars américains). Une fois de plus, la rénovation urbaine est au service de la ségrégation et de la spéculation.

Ces exemples, comme bien d'autres que l'on pourrait présenter, sont des projets isolés; cependant, ils font tous partie d'un même processus et répondent au même besoin d'expansion capitaliste, comparable en agressivité à l'expansion du troisième quart du XIX^e siècle, lorsque l'impérialisme est apparu comme la solution à la crise économique de l'Europe. Mais maintenant, le volume du capital qui cherche à s'investir est beaucoup plus grand, et l'enjeu politique et économique beaucoup plus important.

Les formes sont devenues un instrument idéal permettant d'introduire le capital technologique étranger dans une économie sous-développée, participant ainsi au processus de suraccumulation qui est également un processus de surexploitation. Les pays qui les reçoivent voient leur économie déséquilibrée, leur culture nationale atteinte et leur population appauvrie.

La phénoménologie de l'espace et la totalité du diable

Gramsci a écrit qu'il «est plus facile de parler du contenu que des formes, parce que le contenu peut être traité de façon logique». Cependant, le mystère des formes a paru à beaucoup de géographes comme non existant: il s'agit des empiristes, qui, vaincus par la fausse objectivité du sensible, interprètent la chose par la chose elle-même, l'espace par l'espace; ce sont des *spacistes*.

D'autres ont essayé de pénétrer ce mystère par des moyens moins mécanistes. L'article de S. Gale et S. Einchenbaum nous donne une vraie combinatoire, plusieurs combinaisons de possibilités, et cherche à identifier leur logique (8). Le plus grand progrès a été fait lorsque l'on a opposé processus et forme, tout en leur attribuant une relation de cause à effet : forme résultat du processus. Cependant, il nous semble que toutes ces approches ont le défaut commun de ne pas considérer la totalité dont le processus et la forme ne sont que des instances.

Il ne suffit pas de parler de processus. Le processus n'est rien d'autre que l'expression de la totalité, une manifestation de son énergie sous la forme du mouvement; le processus est à la fois instrument et vecteur de la transformation de la totalité quand elle passe de l'universel au particulier. Le concept de totalité est la base de l'interprétation de tous les objets et de toutes les forces.

L'étude de la totalité suppose l'adoption de catégories analytiques qui doivent reproduire un mouvement réel. Nous pensons que, à côté des catégories de *temps* et *d'échelle* qui fonctionnent de l'extérieur, nous devons tenir compte des catégories de *structure*, *fonction* et *forme* auxquelles la notion de *processus* doit être ajoutée. Mais le processus est seulement un conducteur dont la vie est éphémère, un bref moment, la fraction de temps nécessaire pour que la structure se réalise – c'est-à-dire se géographie, ou mieux se spacialise – à *travers* une fonction, une activité plus ou moins durable et *par* son union indispensable à une forme, celle-ci plus durable. Le processus se termine lorsqu'une fraction de la structure est logée dans une forme particulière, vouée à une fonction particulière. Alors, un nouveau processus commence.

Il n'y a pas de structure sans forme ni de fonction sans forme. Toute forme a une fonction, objet de sa coopération et en même temps de sa contradiction avec la structure. Il s'agit là d'une forme avec un contenu, d'une *forme-contenu*, une actualité, par opposition à la forme vide qui est une expectative ou un leurre.

L'important est que ces catégories, structure, fonction et forme, ainsi que processus, temps et échelle, soient indissociables autant comme catégories analytiques que comme catégories historiques. Ce sont elles qui définissent la totalité concrète, la totalité en permanent processus de totalisation.

Néanmoins, les rapports entre ces catégories sont souvent traités selon une verticalité, un ordre immuable, à la manière structuraliste. La forme est toujours commandée : par le processus, par la fonction, par la structure, ensemble ou séparément.

On pourrait dire que chaque objet a une qualité qui lui est propre si, comme l'exprime S. T. Meluijin, «la qualité est la détermination interne essentielle de l'objet sans laquelle l'objet cesserait d'être ce qu'il est». La détermination interne est, à son tour, «l'ensemble des principales propriétés de l'objet, dans leur unité indissoluble».

Selon Baudrillard, nous sommes pratiquement inconscients dans notre vie quotidienne, de la réalité technologique des objets, nous oublions qu'elle commande des transformations radicales dans l'environnement.

L'objet, matière inerte, devient le dépositaire d'une parcelle de mouvement, une forme-contenu, lorsqu'il est associé à la totalité sociale qui agit comme une force de transformation.

Ici la distinction entre mode de production (MP) et formation économique et sociale (FES) s'impose théoriquement et épistémologiquement parce qu'elle s'impose aussi dans la réalité.

À chaque moment historique, les formes nouvelles sont représentatives du mode de production. Mais c'est la FES qui leur donne une signification réelle et concrète.

La transformation de la matière dans les formes n'est pas gratuite mais implique une finalité à accomplir. Les formes sont dotées d'une structure technique qui engage l'avenir. Ce phénomène est encore plus important dans la période technologique actuelle.

La nouvelle forme arrive avec un *contenu importé*. Elle représente le mode de production. Son incorporation à la FES représente l'incorporation de ce contenu à la FES récipiendaire.

Les MP assurent la continuité historique, y compris la continuité historique des formes. Mais c'est à l'intérieur de la FES que les formes gagnent un rôle effectif. La spécificité de ce rôle, due à la spécificité de chaque FES, ne supprime pas son rôle subordonné au MP, c'est-à-dire aux pays du centre du système qui en sont les émetteurs.

La nouvelle forme traduit une *relation nouvelle*, un supplément de dépendance incontrôlable, qui désormais va influencer l'existence, l'évolution de la FES, l'obligeant à un changement souvent fondamental de sa structure. Il s'agit d'un moment historique crucial, d'une *mutation*, qui brise les conditions d'évolution jusqu'alors en vigueur. L'impact est d'autant plus brutal que le pays est moins développé.

Les infrastructures ont un rôle limitatif, une force d'inertie sur l'organisation de l'espace, sur la localisation sélective du capital, des institutions et des personnes, et cela est d'autant plus vrai que le pays est plus pauvre. Plus la circulation à travers l'espace souffre de discontinuité, c'est-à-dire moins l'espace est fluide, plus fortement se feront sentir les limitations créées par l'infrastructure.

Mais les formes peuvent être utilisées également pour contrecarrer et affaiblir la souveraineté de n'importe quel pays sous-développé, qu'il soit capitaliste ou socialiste. Utilisées par le capitalisme international, les formes deviennent un instrument stratégique pour freiner la transition vers le socialisme.

À l'intérieur d'une totalité que l'on essaye de changer dans une certaine direction, des formes commandées par une finalité différente peuvent contrer l'effort entrepris et mettre en danger le projet tout entier.

L'introduction d'une innovation capitaliste dans un pays sous-développé ouvre la formation économique et sociale de pays aux influences externes et accentue sa dépendance vis-à-vis du mode de production dominant. La FES dépendante reçoit alors l'influence directe d'un ou plusieurs pays du centre.

La FES est sans doute une totalité, cependant lorsque son évolution est directement commandée de l'extérieur, sans qu'il y ait participation des intéressés, la structure qui prévaut n'est pas celle de la nation – un cadre dans lequel se passe l'action – mais la structure globale du système capitaliste. Les formes ainsi introduites servent le mode de production dominant au lieu de servir les besoins spécifiques de la FES locale. Il s'agit d'une totalité malade, une totalité perverse, une totalité diabolique.

Milton Santos

in *EspacesTemps* n°8, 1975, pp. 60-75.

Notes

(1) Les formes ont été utilisées dans le passé pour aider à la transformation de la structure sociale à la fois à la campagne et dans les villes. Le mouvement des «*enclosures*» dans l'Angleterre du XVIII^e siècle en est un bon exemple. À Paris, le remodelage de la rue de Rivoli au XIX^e siècle a été fait en vue d'un nouveau contenu social. L'interdiction de certains types de commerce (par exemple, les enseignes publicitaires et les épiceries étaient interdites, écrit S. Gidéon) était établie en vue de réserver cette zone résidentielle à la riche bourgeoisie. À Londres, l'idée était de séparer les affaires des zones résidentielles.

(2) Ces nouveaux objets devaient également être des projets à grande échelle, comme «base nécessaire à d'autres projets» comme l'écrit Hagen. Ces projets pionniers représentent un capital auxiliaire, c'est-à-dire un capital prêté à des taux assez bas ou même donné, mais servant à ouvrir la porte au capital productif privé.

(3) Pour une critique systématique de la Révolution Verte, voir Hami M. Cleaver Jr.; Ali M. S. Fatemi; Michael Meeropol.

(4) Écrivant à propos des implications d'un programme d'amélioration des routes en vue d'intensifier la production agricole, W. Owen dit qu'«un programme de cette ampleur met en évidence l'importance qu'il y a à concentrer les efforts sur la rentabilité potentielle d'une agriculture améliorée, plutôt que de laisser gouverner des considérations politiques et géographiques». Sur l'impact des routes dans les zones agricoles, voir notamment Helmut Schuster; Wilfried Owen rend compte de l'effet des chemins vicinaux sur la modernisation, principalement en Inde.

(5) La lecture de quelques études récentes sur la néo-planification aide à comprendre cela. Voir par exemple Carl Eicher; Todaro; P. Kilby.

(6) Ce n'est pas l'accumulation qui crée la division du travail, mais la division du travail qui constitue la pré-condition pour l'accumulation. Voir Marx, *Théories sur la plus-value*, Livre III, chap. XXI, p. 27. Editions du Progrès, Moscou (édition anglaise).

(7) Les marchandises entrent d'abord dans le processus d'échange telles qu'elles sont. Puis le processus introduit la différenciation entre marchandise et argent et crée ainsi entre eux une opposition externe qui correspond à l'opposition interne qui leur est inhérente, du fait qu'ils sont en même temps des valeurs d'usage et des valeurs d'échange. Voir Marx, *Le Capital*, Livre I, Section I, chap. III, II, 1.

(8) In *Economic Geography* n^o. 47, pp. 524-544. À ce sujet, voir Schaffer J. M, Blaut D., Harvey L. King.

Espace, temps, système social

Véritable morceau de bravoure, ce texte reprend deux chapitres du livre Por uma geografia nova dont la deuxième édition a été éditée au Brésil l'année précédente ; la publication dans la revue EspacesTemps intervient avant la traduction du livre en français.

Dans ce texte, Milton Santos démontre sa grande aptitude à évoluer dans le domaine théorique disciplinaire, interdisciplinaire et épistémologique. Maîtrisant fort bien les grandes lignes de l'histoire de la géographie, à la fois dans ses productions francophones et anglophones, Milton n'hésite pas à faire des incursions significatives en philosophie, ce qui était et demeure rare chez les géographes.

Ce texte témoigne aussi de la relation très décontractée que Milton entretient à cette époque et par la suite avec le marxisme. Publiée dans un numéro d'EspacesTemps consacré aux relations entre espace et marxisme, cette contribution s'inscrit clairement dans la démarche des éditeurs de la revue, qui cherchent à réévaluer l'apport de Marx autour de la notion de société comme totalité et à rompre avec l'économisme, alors dominant dans les milieux marxistes tout autant qu'en dehors. Milton et ses amis dégagent une place consistante à l'espace et s'écartent ainsi inévitablement de la «topique» marxienne fondamentale infrastructure/superstructure, qui fait de la «production matérielle» et du circuit d'échanges monétarisé le cœur explicatif des sociétés contemporaines.

La rupture n'en est que plus nette avec la géographie classique, dont Milton se sépare

à travers le rejet de son économisme et de son manque d'intérêt, au fond, pour l'espace, mais aussi dans le rôle attribué au temps. Face à un temps absolu, figure imposée d'une «explication» génétique et fataliste du présent, Milton insiste sur le caractère relatif des temporalités (pas question de faire rentrer par la fenêtre l'absolutisme spatial éjecté par la porte) et sur la complexité des agencements spatiaux des différentes couches de processus passés. Ce que, benoîtement, la géographie classique appelait «héritage», Milton le complexifie doublement, en demandant qu'on prenne en compte les logiques de production de ces strates du passé et en suggérant qu'on analyse les différents niveaux de réceptivité d'un espace aux composantes de son histoire. Cette réflexion contribue à une «re-synchronisation» de la discipline. Menacée de devoir se contenter d'égrener le dernier chapitre d'un récit ramolli, la géographie peut dès lors aborder le temps et le mouvement historique passé ou en cours sans renoncer à penser l'instant.

Structure, totalité, temps

L'espace du monde d'aujourd'hui

I. L'espace, comme instance sociale*

Ceux qui considèrent la société comme un système ou une structure, ou même comme une totalité, excluent l'espace lorsqu'il s'agit de définir ses diverses instances. En cela on peut dire que les théoriciens « bourgeois » font compagnie aux marxistes. Parsons et Smelser (1956, p. 295) proposent par exemple une division du système social en quatre sous-systèmes : l'économique, le politique, l'intégrateur et le conservateur des patrons. La pensée marxiste, avec des variantes dans l'énoncé de la classification, ne fait pratiquement jamais référence à l'espace. Plekhanov, qui insistait tant sur le rôle de la nature dans la maîtrise de la vie sociale, distingue, dans les *Questions fondamentales du marxisme*, cinq niveaux indispensables à la définition d'une société : 1. le niveau des *forces productives* ; 2. les *rappports économiques* conditionnés par ces forces ; 3. le *régime social et politique* édifié sur cette « base » économique ; 4. la *psychologie de l'homme social*, déterminée en partie directement par l'économie, en partie par l'ensemble du régime social et, politique édifié sur elle ; 5. les *idéologies diverses* qui reflètent cette psychologie. Selon Jakubowsky qui le cite (1975, p. 96) Plekhanov apparemment comprend, sous le terme de psychologie sociale, « la réaction consciente, générale, des hommes d'une époque sur les rapports sociaux sous lesquels ils vivent », laquelle « se manifeste dans différentes idéologies concrètes » dont elle est inséparable. C'est pourquoi Jakubowsky propose de supprimer le quatrième niveau du schéma plekhanovien et distingue seulement trois « régions » (terme utilisé fréquemment par Althusser et ses élèves). Ces instances seraient alors :

1. la base économique, elle-même déterminée par les forces productives ;
2. l'ordre politique et juridique qui lui correspond ;
3. les super-structures idéologiques qui couronnent l'édifice.

Cette construction n'est que légèrement différente de celles proposées par d'autres marxistes. Pour Charles Bettelheim (1970, p. 445) par exemple, « l'ensemble des rapports sociaux de production, des rapports idéologiques et politiques constitue une structure complexe dont les éléments sont réciproquement « cause » et « effet » les uns des autres ou, plus rigoureusement, se supportent les uns les autres ». Là non plus, il n'y a pas de référence

* Ce texte reproduit intégralement les chapitres 13 et 18 et de larges extraits du chapitre 15 de l'ouvrage de Milton Santos *Por uma Geografia Nova. Da crítica da geografia à uma geografia crítica*. Hucitec, São Paulo, 1978. Traduction : Milton Santos, Yveline Piarroux et Jacques Lévy.

à l'espace ; pas plus que lorsque P. L. Crossa (1973) dit que «la société est formée du complexe des structures politique, légale, économique et productive». Lorsqu'un auteur comme C. La Grassa (1972, p. 107) écrit que «... la formation économique de la société – le mot formation étant ici utilisé dans le sens de «conformation structurelle» – est constituée, en plus du mode de production dominant, d'autres formes économiques et sociales subordonnées», il ne fait pas une place explicite à l'espace.

Pour Martha Harnecker (1973, p. 147) la formation sociale est une structure complexe, composée de structures régionales complexes (économique, idéologique, juridico-politique), toutes articulées à partir de la structure des rapports de production. Pour elle, «il faut étudier chaque structure régionale dans son autonomie relative par rapport aux autres et en accord avec ses propres caractéristiques.» Mais elle inclut seulement parmi les structures régionales, l'économique, l'idéologique, le juridico-politique. Il n'y a pas mention non plus de l'espace comme instance sociale¹.

Même un auteur comme A. Cordova (1971), pour qui les modes de production sont une forme particulière de modification de la nature, indique la procédure à suivre pour étudier la spécificité de leurs relations internes, dans son énumération des «sous-ensembles partiels structurés qui constituent les divers plans de la vie sociale», en reprenant les trois instances classiques, bien que sous un énoncé différent ; «relations techniques de production (structure socio-économique) relations politiques et juridiques (structure juridico-politique), relations idéologiques et culturelles, etc.». Peut-être l'espace est-il compris dans cet «et cetera», mais cela n'est pas explicite.

Une proposition quelque peu différente est celle du sociologue argentin E. Cohen (1973, pp. 13-34), pour qui la structure sociale est composée de trois systèmes : celui de la production, celui de la stratification, celui de la domination. Pour cet auteur, «chacun de ces systèmes connaît un processus continu de changement mais à des rythmes différents et selon une densité variable. Cette asynchronie est le produit du fonctionnement

¹ Pour Martha Harnecker, « dans n'importe quelle formation sociale et sauf dans un nombre très limité d'exceptions, on trouve : 1. une *structure économique complexe* dans laquelle coexistent diverses relations de production. Une de ces relations occupe une place dominante, et impose ses lois de fonctionnement aux autres relations subordonnées ; 2. une *structure idéologique complexe*, formée par des tendances idéologiques diverses. La tendance idéologique dominante, qui subordonne et déforme les autres tendances, correspond, généralement, à la tendance idéologique propre du pôle exploiteur de la relation de production dominante ; 3. une *structure juridique-politique complexe*, destinée à accomplir la fonction de domination de la classe dominante. » (1973, pp. 146-147).

relativement autonome de chacun des systèmes, élément central pour la compréhension de la structure sociale.» Cette explication ajoute un élément à la compréhension de l'évolution sociale, celui du développement inégal et combiné. Mais, justement, l'espace devrait être mis au premier plan dans tout schéma analytique car il n'évolue pas à la même allure, ni dans la même direction que les autres instances de la société.

Le schéma classique est tellement enraciné que même l'élaboration d'un plan de travail sur les rapports entre formation sociale et espace, élaboré par des chercheurs engagés, n'échappe pas à cette force d'inertie. L'un de ces schémas (Michelena, juillet 1973), heureusement amélioré par la suite, conserve la classification traditionnelle, tout en considérant l'espace, en tant que «social-spatial» et en tant que «historico-social», connue des instances méthodologiques considérées séparément, et toutes deux prises en dehors de la liste des instances de la société. Une telle approche est insuffisante comme nous le verrons par la suite.

Une structure sociale comme les autres ?

«Le fait urbain doit-il être considéré comme une structure dérivée des bases économiques de la société (ou des éléments de la superstructure) au cours d'un processus de transformation ? Ou devrions-nous le considérer comme une structure distincte en interaction avec d'autres structures ? Je dois laisser de côté ce thème pour le moment, puisqu'il servira comme fondation à la deuxième partie de cette conclusion» écrit David Harvey (1973, p. 293).

Ici D. Harvey est dans la ligne de M. Castells, puisque tous les deux considèrent le système urbain comme une «structure sociale». La question que se posent ces deux auteurs, de savoir si l'urbanisme est une structure indépendante séparée interagissant avec les autres structures, est encore plus extensive : c'est l'espace entier et non pas seulement l'espace urbain qui est une structure sociale. Mais alors la question fondamentale est de savoir quelle est sa place réelle dans la formation économique et sociale.

Il ne faut pas confondre les qualités fonctionnelles et les qualités systémiques des phénomènes. Par ses qualités fonctionnelles, l'espace, comme n'importe quelle autre structure sociale (ou niveau de la société si l'on préfère) est, par sa structure bien plus que par sa forme, un reflet de la société globale dans sa distribution sur le territoire. L'espace, dans ce cas, serait à considérer comme un fait social dans la mesure où il s'impose à tout le monde. Mais si nous considérons les qualités systémiques de l'es-

pace, d'autres attributs viennent s'ajouter, comme celui de conditionner, de façon déterminante parfois, (une détermination conditionnée) l'évolution des autres structures de la société.

Cela est-il suffisant pour considérer l'espace comme une structure de la société, à l'égal des autres? On pourrait répliquer que l'espace n'est qu'un fait social, un phénomène concret qui s'impose à tous les membres d'une société donnée sans s'imposer à celle-ci.

Il faut donc se demander ce qui définit une structure de la société, et vérifier si les attributs correspondants se retrouvent dans l'espace: si la réponse est affirmative, il n'y a pas de raison de refuser à l'espace la catégorie de *structure sociale*.

À l'égal des autres instances sociales, l'espace tend à se reproduire, avec accentuation de ses caractères déjà existants. La structure spatiale, c'est-à-dire l'espace organisé par l'homme, est comme toutes les structures sociales, une structure subordonnée-subordonnante. Comme les autres instances sociales, l'espace, bien que soumis à la loi du tout, dispose d'une certaine autonomie qui se manifeste par des lois propres, spécifiques de son évolution.

Ces thèmes commencent seulement à être discutés de façon systématique. Dans un article récent, V. V. Pokhishevskiy (1975, pp. 28-40) discute et défend l'idée de l'influence des formes spatiales sur les processus sociaux².

L'espace, de fait, ne peut pas être un simple reflet du mode de production actuel dans la mesure où il est aussi la mémoire des modes de production antérieurs. Par ses formes, il survit au passage des modes de production ou de leurs moments. Ce caractère – le pratico-inerte de Sartre qui se tourne contre son créateur – est le fondement même de l'existence de l'espace en tant que structure sociale capable d'agir et de réagir sur les autres structures de la société. Les déterminations de celle-ci n'ignorent pas les conditions spatiales concrètes préexistantes. Un mode de production nouveau ou un moment nouveau du même mode de production ne fait pas table rase des contraintes spatiales préexistantes.

Une structure subordonnée?

L'espace ne dépend pas exclusivement de l'économique comme certains ont tendance à le penser.

Lorsque l'on veut subordonner le spatial à l'économique, une question se pose: peut-on penser à une économie qui fonctionne sans base géographique? La réponse est non, même si le mot géographique est pris dans son acception la plus équivoque, comme synonyme de conditions naturelles. La vérité, du

² À propos du *spatial* agissant sur le *social* voir aussi Martin Boddy, 1976.

reste, est que beaucoup d'économistes et autres chercheurs en sciences sociales ne parlent d'espace que dans cette acception étroite et erronée.

Un exemple. Dans un essai à tous titres digne d'éloges, François Ricci (1974, p. 131) nous dit que «l'élaboration scientifique de l'économie ne déplace ni ne décline les données naturelles sur lesquelles l'activité économique s'édifie.» Tombé dans le piège d'une mauvaise définition du géographique, cet auteur marxiste nous conduit à une conception dualiste des rapports de l'homme producteur (l'activité économique) et de la nature (les données naturelles). C'est-à-dire que tout en cherchant à expliquer Marx, dans une exégèse de la structure logique du *Capital*, il amène ses lecteurs à renier Marx.

L'économique se présente comme une réalité sociale complexe parce que champ particulier d'activité tournée vers la production, la répartition et la consommation d'objets matériels et que les mécanismes de cette production, de cette répartition et de cette consommation sont un aspect particulier de toutes les activités non-économiques. «... L'économique ne possède pas à son propre niveau la totalité de son sens et de sa finalité, mais une partie seulement.» (M. Godelier, 1974, 1969, p. 31)³.

On ne peut pas déduire de l'infrastructure économique les autres structures de la société, dit Martha Harnecker (1973, p. 148). «La structure économique ne produit rien automatiquement» (p. 147).

Marx aurait peut-être une part involontaire de responsabilité dans cette interprétation economiciste des rapports sociaux. Dans une lettre de Engels à J. Bloch (21-22 septembre 1890) il est dit que : «c'est Marx et moi-même, partiellement, qui devons porter la responsabilité du fait que parfois les jeunes donnent plus de poids qu'il ne lui est dû au côté économique. Face à nos adversaires, il nous fallait souligner le principe essentiel nié par eux, et alors nous ne trouvions pas toujours le temps, le lieu ni l'occasion de donner leur place aux autres facteurs qui participent à l'action réciproque.»

Dans le fond de sa pensée, Marx donnait la primauté à la totalité et cela apparaît clairement dans *l'Introduction* de 1857. L. Althusser le cite (juin 1965, p. 9) pour en conclure qu'il y a une structure domi-

³ Plus récemment, M. Godelier s'élève contre cette conception d'une «théorie économique «réductrice», c'est-à-dire qui réduit, comme le fait le matérialisme vulgaire, toutes les structures non économiques à n'être qu'un *épiphénomène* sans grande importance de l'infrastructure matérielle des sociétés, et d'autre part toutes les théories sociologiques empiristes qui, selon les cas, réduisent toute la Société à n'être que les conséquences soit de la religion, soit de la politique ou soit de la parenté». M. Godelier, 1974, p. 35.

nante, responsable de l'articulation des parties et de l'ordre dans le tout⁴. Mais Lukacs, dans *Histoire et conscience de classe*, rappelle que la thèse de la dominance, au lieu de prouver, remet en question la notion de totalité que, selon lui, Marx aurait héritée de Hegel. Pour Lukacs, la catégorie de totalité « consacre la domination, déterminante en tous sens, du tout sur les parties » et constitue l'essence de la méthode que Marx a utilisée « pour en faire le fondement d'une science entièrement neuve. » Pour Marx, dit A. Royes, la primauté revient à la structure de la totalité, au-dessus des successions temporelles de ses catégories spécifiques.

La position de A. Cordova (1971, p. 154) semble être fondamentalement différente de celle de L. Althusser, quand il dit ne pas être d'accord avec bien des aspects de son interprétation, tout en admettant comme lui le caractère de domination, « en dernière instance », de la structure sociale. Ce que Cordova intronise comme structure dominante, c'est la structure socio-économique, ce qui est bien différent de la structure économique tout court. Cette structure socio-économique introduirait à son avis « un ordre spécifique dans l'articulation des divers plans structurels et dans leurs rapports entre eux », mais il veut laisser clair « que chacun de ces plans jouit d'une autonomie relative dans son mouvement historique, ainsi que d'une relative capacité d'influencer les autres plans, y compris la structure dominante ».

Lorsque M. Castells écrit que l'espace est « une structure subordonnée », il est bon de garder à l'esprit que la relation dialectique ne peut pas exclure de l'action l'un de ses composants, ce qui nous empêche d'imaginer des structures dont le mouvement subordonné serait dit exclusivement aux déterminations économiques.

L'espace organisé ne peut pas être considéré comme une structure sociale uniquement dépendante de l'économie. Si cela a jamais été le cas, de nos jours il est bien évident que d'autres variables interfèrent pour modifier l'organisation spatiale. La donnée politique a un rôle moteur par exemple lorsqu'un État prend la décision d'aménager le territoire pour mieux assurer sa souveraineté. Les préoccupations de sécurité se situent dans cette même dimension. Pour des raisons que le reste de la société civile n'est pas en mesure de discuter, les organes de sécurité d'un État peuvent demander

⁴ Si l'économie est « un aspect primordial des rapports de l'homme avec la nature », dit Garaudy (1970, p. 56, édition anglaise) : « dans la totalité des rapports organiques desquels sont nés la technologie, la science, l'économie joue un rôle décisif ; même ainsi elle n'est pas l'unique force entraînant après laquelle tout le reste n'est qu'épiphénomène ». Il n'est pas vrai qu'au dehors de l'économie tout est épiphénomène.

ou même exiger d'un gouvernement le peuplement des zones frontières ou la construction de routes, de ports et d'aéroports considérés d'importance stratégique. Par exemple, peut-on penser le peuplement de l'Amazonie par les pays du bassin autrement que comme un souci de politique internationale ?

Dans toutes ces hypothèses, il y a création d'instruments de production, bien que sans rapport volontaire avec la nécessité de produire. Ces « assets » sont appelés à remplir dans l'immédiat ou dans l'avenir, des fonctions dans le processus de production. Mais avant même que ce « capital donnant » (Santos, 1975) ait un rôle important dans le processus de production, il en a déjà un dans le processus spatial. En modifiant la distribution totale des instruments de production, il modifie aussi les rapports entre forces productives et relations de production dans l'espace total.

La spécificité de l'espace

Si l'espace organisé est aussi une forme, un résultat objectif de l'interaction de variables multiples au cours de l'histoire, son inertie est, pour ainsi dire, dynamique. Par « inertie dynamique », nous voulons dire que les formes sont un résultat mais aussi une condition des processus. La structure spatiale n'est pas passive mais active, bien que son autonomie soit relative, comme pour les autres structures sociales.

Cette inertie active ou inertie dynamique se manifeste sous des formes variées : par exemple l'attraction que les grandes villes exercent sur une main d'œuvre potentielle, l'attraction du capital, le suréquipement en services, infrastructures, etc. dont la répartition inégale fonctionne comme un élément de maintien des mêmes tendances.

Analysant le cas de Venise, G. Ferrari (1974, p. 85) considère l'espace comme support du modèle de développement, comme producteur de revenus et comme condition du maintien d'un marché du travail différencié. L'espace apparaît ainsi avec un rôle fondamental dans la structuration sociale, en fait dans la reproduction des rapports sociaux. C'est pourquoi Calabi et Indovina (1974, p. 18) déclarent que « l'organisation du territoire n'est pas une simple variable, mais dans une certaine mesure, une donnée du processus capitaliste lui-même ».

L'examen de la conjoncture spatiale dans la ville ou dans toute autre fraction de l'espace total doit permettre d'arriver aux mêmes conclusions. Le rôle actif de l'espace dans l'évolution sociale est indéniable. Nous pouvons répéter, avec Paul Vieille (1974, p. 30) que « ... lorsque

On considère les processus économiques et sociaux, l'espace est, en fait, une dimension des mécanismes de transformation, de la pratique des groupes, de leurs rapports ; il contribue à produire, reproduire, transformer les modes de production, Il est donc une dimension active du devenir des sociétés. »

L'espace a-t-il un rôle spécifique, propre, exclusif à jouer dans cette mutation ?

Si, à chaque changement dans l'ensemble des relations sociales, l'espace suivait les transformations subies par les autres structures de la société et s'adaptait immédiatement aux besoins de leur fonctionnement optimum, il n'aurait qu'un rôle passif. Mais l'espace est doté d'une inertie dynamique dont la tendance première est de reproduire la structure globale qui lui a donné naissance, tout en s'imposant, dans cette reproduction sociale, comme une médiation indispensable qui altère parfois l'objectif initial ou lui imprime une orientation particulière⁵.

Le rôle spécifique de l'espace, en tant que structure de la société, vient entre autres raisons du fait que les formes géographiques sont durables et que, par les techniques auxquelles elles donnent corps, c'est-à-dire par leur propre existence, elles incarnent une finalité liée à l'origine au mode de production précédent ou à l'un de ses moments. L'espace, en tant que forme, n'a donc pas du tout un rôle fantomatique, du fait que les objets spatiaux sont périodiquement revivifiés par le mouvement de la société.

On peut dire des formes en général qu'elles se transforment en d'autres formes, lorsque le contenu change – ou que change le projet qui leur avait donné naissance. Il n'en est pas de même pour la forme spatiale : on peut lui ajouter une forme nouvelle, on peut l'adapter, ou il faut la détruire pour la remplacer complètement ; mais alors ce ne sera plus la même forme.

Les formes spatiales sont résistantes aux changements sociaux, et l'une des raisons pour cela vient de ce qu'elles sont aussi et avant tout matière. Le système juridique aussi est résistant aux changements. Pour Litzacs (1960, p. 125) « le système juridique s'oppose aux événements particuliers de la vie sociale comme quelque chose de toujours achevé, d'exactement fixé et donc comme système figé ». Cependant

⁵ « L'ouvrage construit peut donc être appréhendé sous un double registre : celui de son unité interne/intériorisée, unité immanente au projet/plan, c'est-à-dire l'unité, de la conception ou prévision ; celui de son unité externe/immanentesée, qui est l'unité de la réalisation et l'unité monolithique de l'œuvre achevée, à savoir l'ordre de construction qui se révèle dans l'ordre du réalisé. » Grisoni et Maggioni, 1975, p. 898.

ses formes figées ne sont pas fixes comme les formes géographiques⁶.

L'espace d'autre part n'est jamais achevé, ni fixé, ni figé pour toujours, mais l'un de ses composants, et non des moindres, est fixé au sol⁷. Les formes spatiales, créées par une génération ou héritées des précédentes, ont ceci de singulier qu'en tant que formes matérielles, elles n'ont pas une autonomie de comportement, mais ont une autonomie d'existence. Cela leur assure une forme originale de relation avec les autres données de la vie sociale. Il s'agit là de ce qu'on appelle aussi les propriétés d'une chose⁸. Pour Hegel, dans *Science de la Logique* (T.1, Livre II), «une chose a des propriétés; celles-ci sont avant tout ses relations avec d'autres choses (...) mais sûrement la chose en elle-même (...) a la propriété de provoquer tel ou tel effet sur une autre chose et de s'extérioriser dans ses rapports, d'une manière originale.»

L'espace, surtout de nos jours, se présente comme une unité massive et cela est à la base de sa spécificité en tant que marchandise. Il apparaît alors comme une marchandise dotée d'indivisibilité, car les infrastructures, de par leur propre nature, ne sont pas discontinues.

À propos des voies ferrées et des grandes constructions, Marx disait dans le chapitre inédit du *Capital* (édition française, p. 116), qu'elles «se présentent comme une unique marchandise, car elles ne sont pas divisibles en mesures». De même, ajoutons-nous, on ne peut pas établir des divisions entre une rue asphaltée, une autre à peine empierrée et une autre dépourvue de tout travail de voirie. Elles sont, là où elles se trouvent, la manifestation locale, mais entière, du développement inégal et combiné de la société.

L'espace comme histoire et structure

On aurait intérêt à raviver ici la discussion ancienne mais toujours passionnante qui oppose les notions d'histoire et de logique (ou structure) quand on considère les choses qui existent. Il s'agit d'une discussion autant philosophique qu'épistémologique. L'approche structurelle s'intéresse à ce qui est là en interaction et fonctionnement, aux proportions

⁶ Pour Durkheim (1895, 1962, p. 12) «une règle juridique est un arrangement aussi permanent qu'un type d'architecture et en plus la régulation qu'elle suscite est un fait "physiologique"».

⁷ Martha Harnecker (1973, p. 115) écrit que «la domination d'un type déterminé de rapports de production ne fait pas disparaître automatiquement tous les autres rapports de production; ceux-ci peuvent continuer à exister bien que modifiés et subordonnés aux rapports de production dominants».

⁸ «En philosophie, le mot propriété a deux sens. Les propriétés d'un objet donné apparaissent premièrement dans sa relation avec les autres. Mais sa définition n'est pas limitée à cela. Pourquoi telle chose apparaît dans ses rapports d'une manière différente de telle autre? C'est sûrement parce que cette autre chose est en elle-même différente de la première.» Plekhanov, 1967. p. 72.

entre variables qui donnent la chose telle qu'elle est et nous autorise à parier de sa structure actuelle. Un riche débat s'est établi, fondé sur l'hypothèse d'une opposition entre ces deux approches qui mèneraient à des chemins différents et à des résultats différents. Lorsqu'on soumet l'espace à cette discussion, on finit par conclure que la structure spatiale est aussi le passé dans le présent.

Elle fonctionne selon les lois de l'actuel, mais le passé est aussi là, *présent*. De plus, l'espace est aussi le futur déjà dans le présent, par la finalité attribuée aux choses construites, à l'espace bâti dès l'instant où il trouve sa place en un point quelconque de la surface de la Terre. Pour reprendre Sartre (1960, pp. 250-251) « ... la praxis inscrite dans l'instrument par le travail antérieur définit a priori les conduites, ébauchant dans sa rigidité passive une sorte d'altérité mécanique qui aboutit à une division du travail. Justement parce que la matière se fait médiation entre les hommes, chaque homme se fait médiation entre des praxis matérialisées et la dispersion s'ordonne en une sorte de hiérarchie quasi synthétique qui reproduit sous forme d'ordre humain l'ordonnance particulière que le travail antérieur impose à la matérialité. »

Par l'espace, l'histoire devient elle-même *structure*, structurée dans des formes. Et ces formes, en tant que formes-contenu, influencent le cours de l'histoire car elles participent de la dialectique globale de la société. À la question de savoir si l'espace est en même temps un support et un facteur, question que tant d'autres se sont posée explicitement ou implicitement, on a maintenant un début de réponse. L'espace serait exclusivement un support si l'on pouvait dire, avec l'ironie de Novack (1969, 1973), que quelque chose peut exister «dans un moment donné». Mais y a-t-il quelque chose «en dehors du flux du temps»? À cela nous répondons: *faire*, c'est-à-dire *être un facteur*, cela signifie que l'on est objet ou sujet d'un processus. Le mot processus en lui-même est un autre nom pour le temps qui passe⁹.

Structure sociale au même titre que les autres, l'espace dispose en plus d'un certain nombre de caractéristiques qui font de lui quelque chose de différent, dans l'ensemble des instances de la société.

Selon H. Lefèbvre (1974, pp. 88-89), «l'espace (social) n'est pas une chose parmi les choses, un produit quelconque parmi les produits, il enveloppe les choses produites, il comprend leurs relations dans leur coexistence et leur simultanéité: ordre (relatif) et/ou désordre (relatif). Il est un résultat d'une suite et d'un ensemble d'opérations, et ne peut se réduire

⁹ « ... L'opposition entre statique et dynamique sociale (...) empêche de comprendre ce qu'est une "structure sociale" avec ses cadences variées de structuration, de déstructuration, de restructuration de renversement total des structures. » G. Gurvitch, 1968, p. 407.

à un simple objet. Pourtant, il n'a rien d'une fiction, d'une irréalité ou «idéalité» comparable à celle d'un signe, d'une représentation, d'une idée, d'un rêve. Effet d'actions passées, il permet des actions, en suggère ou en interdit.»

C'est cela finalement sa «*differentia specifica*», c'est-à-dire ce qui lui donne d'une part sa situation particulière à l'intérieur du système social et assure l'autonomie (relative) de son propre développement, et d'autre part aide à reconnaître dans un moment donné, la spécificité de sa propre existence historique. C'est ce que Kusmin (1974, p. 73) appelle «la logique spécifique du sujet spécifique».

2. L'espace total d'aujourd'hui

À l'aube de leur existence, les groupes humains tiraient de l'espace qui les entourait, c'est-à-dire la part de nature qui leur revenait, les ressources essentielles à leur survie. À mesure que la division du travail se développe, une part croissante des besoins doit être satisfaite dans l'aire géographique d'autres collectivités.

La notion d'espace commun comme support biologique des groupes humains et de leurs activités, qui nous est présentée par Paul Clavai, exige à présent une interprétation moins littérale. Pour être correcte, cette notion ne peut plus s'appliquer à l'expansion de l'aire d'activité indispensable à l'existence d'un groupe isolé mais à celle de l'humanité tout entière. Nous entrons dans une période historique dans laquelle la notion d'espace global s'impose avec d'autant plus de force que les paramètres qui le déterminent ont une origine lointaine et une portée mondiale. Cela a été rendu possible par le fait que, dans le capitalisme d'organisation caractérisé par la présence de firmes multinationales, le processus d'accumulation du capital ne pourrait se faire si ces firmes n'avaient la possibilité d'aller à la recherche des conditions du profit maximum, où qu'elles se trouvent. De nombreux facteurs ont contribué à rendre extrêmement rapide le processus de mondialisation de l'économie: l'augmentation du nombre de produits bruts ou intermédiaires nécessaires à la production des biens; les différences de prix du travail selon les pays, qui se sont virtuellement accrues ces trente dernières années, en même temps qu'on assistait à l'essor des transports et des communications dont les coûts relatifs (par rapport au coût total de la production) baissaient; la réduction ou la suppression des barrières commerciales entre pays.

Un tel processus, qui a débuté par la mondialisation de la consommation, débouche en dernière analyse sur l'internationalisation de la pro-

duction. Les groupes humains, les régions, les pays, tous consomment un pourcentage (en valeur et en quantité) toujours plus grand de biens dont l'origine se trouve loin de leur propre territoire.

Le cadre dans lequel travaillent les firmes, et pas seulement les plus grandes, les moyennes aussi, est un cadre mondial.

Nos foyers également sont envahis, pour chacune des activités quotidiennes qui caractérise notre vie biologique et sociale, de biens dont nous ne pouvons même pas toujours soupçonner l'origine. Tout ce qui nous entoure porte la marque de cette internationalisation dévorante, et même notre corps, par le biais de ce qui l'enveloppe, n'échappe pas à cette mondialisation. Nos vêtements, nos chaussures, et tant d'autres objets d'usage quotidien ne sont pas produits là où nous vivons, et nous viennent fréquemment de milliers de kilomètres de là.

Ceci n'aurait pu être obtenu sans que se soient produits parallèlement d'autres processus d'internationalisation : du capital, de la technologie, des marchés des biens et du travail, de l'éducation, des préférences et des goûts, jusque dans l'alimentation. Face à cela, nous devons accepter la critique faite par Alex Inkeles (1975, p. 467), quand il remarque que beaucoup de sociologues et d'économistes ne parviennent pas à percevoir les problèmes de mutations sociales au niveau mondial¹⁰.

La notion d'œkoumène, que d'aucuns attribuent à Max Sorre et que d'autres vont chercher beaucoup plus loin, chez Estrebaô, devrait être revue. Demangeon (1943) avait suspecté cette évolution quand, énumérant les problèmes auxquels s'intéresse la géographie humaine, il incluait dans sa liste la mise en valeur des ressources, leur élaboration progressive par les sociétés, la distribution des hommes (considérée comme une forme de réaction aux conditions naturelles) et l'expansion de l'humanité, son efficacité et sa densité, ses mouvements et ses migrations¹¹.

Toutefois, la notion de distribution spatiale de l'humanité, prise en relation avec les conditions naturelles est insuffisante. *L'habitat*¹² des hommes était autrefois leur lieu de résidence et de travail, et l'espace destiné

¹⁰ « Peut-être avons-nous raison de nous alarmer du fait que le problème de la mutation sociale à l'échelle mondiale ait suscité si peu d'attention, au moins si nous tenons compte du temps passé sur d'autres problèmes scientifiques, par les spécialistes internationaux de sociologie et d'économie politique. » (Alex Inkeles, 1975, p. 462).

¹¹ Œkoumène : le terme est-il d'Estrebaô ou de Sorre ? Pierre Chaunu (1974) reprend la notion d'œkoumène en changeant le vocable. Il parle d'espaces-pleins, dont la définition est interprétée ainsi par G. Sautter (1975, p. 234) : masses de population, à une étape donnée de développement technologique, occupant des portions d'espace terrestre, comme forces motrices de l'histoire.

¹² En français dans le texte (N.D.T.).

aux relations qu'une vie sociale, géographiquement confinée, gérât à travers le processus de production, que ce soit dans ses aspects matériels ou non matériels.

Aujourd'hui, l'espace des sociétés n'est pas la somme des espaces correspondant à chaque société particulière; cet espace social n'est pas non plus un simple lieu d'habitation des hommes, en raison des nouveaux modes de relations intra-sociales et inter-sociétés. La notion d'espace s'est distinguée, voire éloignée de celle d'œkoumène. L'espace social, c'est bien plus que l'ensemble des habitats, compte-tenu des nouveaux types de relations qui se situent à une échelle supérieure à celle des communautés isolées et même des pays, pour devenir mondiale. En outre, la construction de l'espace, de nos jours, ne provient pas uniquement de l'activité économique directe et immédiate, mais aussi des perspectives de mise en valeur d'aires actuellement inoccupées ou considérées comme sans valeur économique. Cependant, le perfectionnement remarquable de la navigation spatiale et des appareils de détection, qui permet d'une part la connaissance de richesses naturelles insoupçonnées des pays mêmes qui les possèdent et nous montre d'autre part comment ont évolué un grand nombre d'aspects de l'économie de ces pays, est d'autant plus significatif que la concentration des richesses scientifiques et technologiques ne s'est produite que dans deux pays – les États-Unis et l'Union soviétique. Ce sont uniquement ces deux pays qui savent réellement ce que les autres possèdent. Même si cela les a mis en situation de se disputer le pouvoir mondial sur des bases qu'on pourrait qualifier de scientifiques, et que ces deux pays sont ainsi devenus capables d'imposer plus efficacement leur hégémonie sur les autres, il s'est manifesté une réaction parmi ceux qui sont amenés, aujourd'hui bien plus qu'avant, à défendre ces ressources, dans une période où une seule chose est sûre : la base matérielle de la production devient chaque jour plus restreinte. Le résultat n'est pas seulement cette volte-face si marquée, et pour certains surprenante, des pays détenteurs de matières premières dans leur attitude vis-à-vis de leurs clients. La notion de souveraineté nationale elle-même change de contenu parce que les États, même les plus pauvres, ne sachant pas exactement ce qu'ils doivent défendre, se voient contraints à un contrôle plus strict de la totalité de leur territoire et de ses potentialités, c'est-à-dire qu'ils sont *obligés de tout défendre*. Paradoxalement, l'incertitude a des effets positifs et la politique internationale prend l'allure, aujourd'hui comme jamais, d'un instrument de transformation des espaces nationaux, processus qui s'effectue par l'intermédiaire des États et non malgré eux. Actuellement, la nécessité de maintenir son intégrité, pas seulement pour le présent – car il y a à l'heure actuelle bien peu de pays qui peuvent exploi-

ter pleinement leurs ressources – mais surtout pour le futur, conditionne des transformations dans l'organisation de l'espace.

La notion même de défense militaire et économique, une des doctrines en vigueur de nos jours dans le domaine des relations internationales, mène à la construction de routes, de ponts, de postes avancés, de villes artificielles et pousse au déplacement de populations considérables vers les aires stratégiques. La production de l'espace cesse d'être une stricte conséquence de la production. Le fait politique apparaît comme un de ceux qui la mettent en avant, bien que finalement l'économique reprenne ses droits, parce que, une fois créé un espace politique social nouveau, les relations des hommes avec la nature transformée sont, au bout du compte, un fait de production. Si l'espace s'est mis à connaître cette forme de totalisation due à l'universalisation de la production, nous ne pouvons cependant perdre de vue que cette totalisation se présente selon des niveaux qui vont du plus universel au plus local.

Universalisation perverse et rôle de la structure interne

Le niveau universel nous est donné à travers ce que nous appellerons *universalisation perverse*, car, puisqu'elle n'atteint pas tous les acteurs, elle n'est pas également utilisée par tous les agents: elle favorise quelques-uns, au détriment du plus grand nombre. Soyons plus clairs: les actuels instruments de l'universalisation, dont nous avons coutume de dire qu'ils éliminent le temps et qu'ils réduisent l'espace, en rapprochant les individus les uns des autres, ne réalisent ce miracle, en vérité, que pour quelques-uns ! Combien, en réalité, peuvent bénéficier des facilités de contact créées à l'échelle mondiale par l'avion ou par le téléphone ? Combien, de même, peuvent avoir accès à un savoir multiplié et universalisé ? Même les routes, qui se développent dans chaque pays, même les rues dans chaque ville ne sont utilisées que par quelques-uns. On peut dire que l'utilisation des moyens, dits universels, de communication, est en relation directe avec la somme de pouvoir dévolue à chaque acteur: État, firme ou individu.

Il s'agit donc, comme nous le disions, d'une universalisation perverse, parce que sous couleur de généralisation, ce qu'elle fait consiste surtout à discriminer: augmenter, d'une part, la richesse et le pouvoir de quelques-uns et, d'autre part, la pauvreté et la fragilité de l'immense majorité.

Totalité et dialectique de l'espace

La notion de totalité, prise en soi, a toujours pu se présenter comme abstraite et confuse, à moins que ne soit aussi présente la notion concomittante de sa division. La perversion de la notion d'universalité s'accompagne d'une possibilité de perversion de l'idée de totalité, si nous n'adaptions pas nos appareils critiques et que nous restons esclaves d'une méthodologie dogmatique.

La nature de cette nouvelle forme de totalisation, correspondant à l'ère de la technologie et des multinationales, exige que le cadre national soit considéré comme une étape possible et qu'on donne une place particulière à la valeur de la structure interne, concrète, de chaque pays. C'est à travers cette structure interne concrète que ces valeurs mondiales s'expriment au niveau de chaque classe sociale, de chaque lieu, de chaque citoyen, et c'est cela qui compte.

Ainsi, la totalisation universelle, fournie par le présent, c'est-à-dire par le mode de production en fonctionnement, ne peut se réaliser (se matérialiser, s'objectiver) qu'à travers une autre totalisation, représentée par le concept de formation économique et sociale. De nos jours, quand les nations ont la vocation de devenir des États, la formation sociale se confond avec l'État-nation lui-même. En fait, aucune autre catégorie ne pourrait être mieux adaptée à l'étude de l'espace, parce qu'elle permet de ne pas s'éloigner de la réalité concrète.

Hegel assimilait la notion de réalité à celle de dialectique. Et la notion de dialectique supprime le risque d'élucubration métaphysique quand la réalité analysée est l'espace. L'idée d'un espace dialectique en mouvement aurait peut-être été exprimée plus clairement par Spinoza, en même temps qu'il définissait les notions parallèles de «*natura naturans*» et de «*natura naturata*» concept qui, au dire de K. Karpik (1967, p. 53) fut élaboré par la philosophie classique allemande comme une catégorie centrale qui distingue de façon polémique la dialectique de la métaphysique. La «*natura naturans*» est la nature telle qu'elle se transforme sous nos yeux, c'est-à-dire dans le temps 1 ; la «*natura naturata*» est la nature telle qu'elle se présente dans le temps immédiat, ou temps 2¹³.

Le concept de «*natura naturata*» recouvre une réalité qui ne peut se

¹³ «Feuerbach n'a pas vu que le monde sensible qui l'entourait n'était pas une chose faite directement pour l'éternité, mais qu'elle est toujours le résultat de la production et des conditions sociales ; en vérité, en tant que produit historique, elle est le résultat de successions de générations, chacune repoussant dans l'ombre celle qui l'a précédée, développant sa production et son commerce, modifiant son organisation sociale en fonction de nécessités nouvelles.» (Marx et Engels, *Ideologie allemande*, version anglaise, International Publishers, New York, 1947, p. 35).

concevoir intellectuellement, ni se réaliser de fait, sans les conditions offertes par cette autre réalité que recouvre le concept de «*natura naturans*». Cette réalité qui, génétiquement, est la première, n'est pas immobile et est inexorablement destinée à se transformer en «*natura naturata*». Enfin, il y a toujours une première nature sur le point de se transformer en une deuxième ; l'une dépend de l'autre, parce que la nature seconde ne peut se réaliser sans les conditions de la nature primaire, et que la nature primaire est toujours incomplète, ne pouvant se perfectionner sans réalisation de la nature seconde. C'est le principe de la dialectique de l'espace.

Instruments de travail et espace

De nos jours, il est rare de rencontrer à la surface de la Terre des aires qui puissent encore être considérées comme des restes de la nature à l'état brut, naturel. Ce qui apparaît à nos yeux comme nature n'est plus la nature primaire, c'est déjà une nature seconde, c'est-à-dire la nature sauvage transformée par le travail de l'homme. Ceci est facile à constater dans une ville on dans une zone agricole, mais est bien moins perceptible dans certaines aires où les modifications apportées par l'homme sont moins visibles.

La nature est transformée par la production et il n'y a pas de production sans instruments de travail. Depuis le début des temps historiques, l'homme-producteur concevait et réalisait ses instruments de travail de ses propres mains ; il les transportait, chaque jour, de chez lui à son lieu de travail, et il les utilisait comme prolongement de son propre corps ; il existait une communion presque totale entre l'homme et les instruments qu'il utilisait et manipulait dans sa tâche quotidienne de production. C'était également ainsi qu'il imprimait sa marque sur la nature : en la transformant.

Avec la complexification du procès de production, surtout depuis que la nécessité s'est imposée d'échanger sur des bases spéculatives les excédents de la production, les instruments de travail sont devenus plus encombrants et plus compliqués et en même temps, ils ont cessé d'être des appendices du corps de l'homme qui les transportait chaque jour à la main, pour devenir un appendice de la nature elle-même. On peut alors parler d'instruments de travail fixes, catégorie qui comprend, d'une part les moyens directs de production, utilisés pour la production proprement dite, comme un four à farine, des greniers, des machines, etc., d'autre part des instruments liés à d'autres moments de la production, comme la circulation des hommes et des produits, les véhicules, les routes, les ponts.

Evidemment nous devons prendre en considération les formes de remplacement de l'énergie humaine et de l'énergie mécanique, ainsi que, plus tard,

de l'énergie cinétique. Et comme résultat direct de cette évolution, nous devons tenir compte de toute l'instrumentation qui s'est créée et perfectionnée pour la transmission de messages, qu'il s'agisse d'idées ou d'ordres.

Le monde des objets créés se compose d'éléments toujours plus volumineux et plus fixes, avec pour conséquence que le squelette de l'espace mis en place à travers le procès de production devient chaque jour plus rigide. De la houe à la ville il y a une longue progression, autant qualitative que quantitative, dans l'évolution des instruments de travail.

La tendance réside, d'une part, dans une importance croissante des instruments immobiles, quoique les hommes, les idées et les produits soient chaque jour plus mobiles; et d'autre part, dans un processus de spécialisation toujours plus stricte de l'instrument de travail. Au début, il était polyvalent; aujourd'hui il est doté d'une fonction exclusive. Cette évolution est montrée ici dans son aspect historique, mais en réalité, elle n'est pas la même dans tous les pays, ni même à l'intérieur d'un seul pays. À chaque pays correspond un système d'instruments fabriqués, dont une certaine proportion est fixe, en rapport avec le niveau des forces productives et des rapports de production.

Mais la distribution quantitative et qualitative de ces «*assets*»¹⁴ varie à l'intérieur lie chaque pays et constitue l'une des composantes des différenciations spatiales: ce que l'on a coutume de nommer disparités régionales.

Le fait que les instruments de travail aient augmenté de volume, soient devenus plus fixes, se soient davantage spécialisés, a contribué à ce que chaque portion de l'espace soit dotée d'une fonctionnalité potentielle particulière, dont l'aggravation des disparités régionales est la conséquence.

Les groupes sociaux isolés, aussi bien que la société mondiale contemporaine, ont créé, à travers la production, une seconde nature, un espace géographique. Mais, pour le groupe social isolé, l'espace social était «son» espace géographique, créé par «sa» production, «ses» instruments de travail. Alors l'analyse des processus par lesquels une société, à travers le procès de production, créait un espace, était une tâche simple. Dans ce groupe social isolé qui de nos jours est uniquement une reconstruction du passé, l'analyse était facile parce que l'échelle des variables qui intervenaient était la même que celle de l'espace occupé par le groupe.

Avec le développement et l'extension géographique de la division du travail, qui à l'heure actuelle concerne la Terre entière, deux phénomènes se

¹⁴ En anglais dans le texte (N.D.T.).

sont imposés progressivement et de façon parallèle: 1. Les instruments de travail qui étaient autrefois intransportables deviennent toujours plus volumineux, plus attachés au sol, plus durables. Ils naissent pour se maintenir en place pendant des siècles, voire des millénaires. 2. Comme la division du travail a pris de l'ampleur à l'échelle mondiale, mais sans éliminer les autres niveaux de coopération, les transformations trouvent leur force motrice à des niveaux différents. Maintenant, l'échelle des variables à analyser conjointement n'est plus exclusivement celle du lieu, ou celle de l'espace qui concerne directement le groupe social, c'est celle de l'endroit et aussi celle du monde, celle du pays et celle des régions dans lesquelles s'insère le lieu considéré.

Il y a près de quarante ans, on pouvait encore penser, comme I. Bowman (1934, p. 115), que l'homme pouvait choisir par lui-même les formes sous lesquelles réaliser les potentialités de son morceau de nature¹⁵. Ces temps sont révolus. De nos jours, c'est un seul modèle, même s'il s'adapte aux conditions existant antérieurement, qui règne partout.

Aujourd'hui, les instruments de travail ou de pouvoir viennent aussi de l'extérieur, tout comme les idées sur la façon d'utiliser l'espace.

Répartition de la société entière dans l'espace

Si nous nous situons de façon verticale du point de vue de l'évolution historique des instruments de travail, nous constatons que la nature de l'espace social a changé, particulièrement au siècle où nous sommes. Si nous préférons une vision horizontale, c'est-à-dire à l'intérieur de chaque espace, nous rencontrons une répartition irrégulière des types les plus élaborés d'instruments de travail, mais aussi une cohabitation de modèles anciens et modernes, et c'est à de très rares endroits qu'il y a homogénéité des instruments de travail selon leur «âge». Les lieux, alors, se différencient: d'un côté selon le degré de modernisation des instruments, de l'autre, selon la forme selon laquelle se combinent différentes espèces d'instruments.

Comme les instruments sont principalement le capital incarné dans les moyens du travail et que le travail lui-même est représenté par des hommes, la composition sociale de chaque lieu est différente. Le travail d'aujourd'hui se réalise en fonction du résultat obtenu par le travail

¹⁵ Pour I. Bowman (1934, p. 115) «... le milieu naturel est toujours une chose différente pour chaque groupe différent. Ses possibilités sont absolues, mais leur réalisation est quelque chose de relatif, vu ce que désire chaque groupe particulier et ce qu'il peut obtenir avec les instruments de pouvoir et les idées dont il dispose, et aussi selon le niveau de vie qu'il a ou lutte pour atteindre».

d'hier, travail réalisé dans le passé. En d'autres termes, le travail vivant est jusqu'à un certain point conditionné par le travail mort. Mais, parce que l'évolution des objets spatiaux ne se fait pas au même rythme, les différentes gradations entre le vieux et le nouveau sont mises à profit de façon concomitante par le travail vivant. Le travail mort représente les différentes formes sociales et spatiales qui permettent la réalisation objective de la société comme un tout. Si nous prenons un exemple comme celui du Brésil, l'usage des instruments de travail existant dans une ville comme Salvador ou comme Recife n'est pas le résultat direct, mécanique, de la réalité fonctionnelle propre à Salvador ou à Recife, mais une conséquence des nécessités globales de la société brésilienne dans leurs manifestations locales.

La force motrice est la totalité sociale qui s'assemble dans une adéquation dynamique avec les conditions pré-existantes, selon toute une série de processus politiques, économiques, culturels, idéologiques, etc. La totalité est la force motrice et le processus est aussi une force, mais une force mouvante, qui s'éteint quand la réalité sociale est, grâce à elle, transférée aux formes géographiques pour leur attribuer une fonction. De cette manière, le processus serait fini; mais en réalité il est infini, et cela pour deux raisons: en premier lieu, la société vit dans un mouvement continu et permanent, qui est le principe même de sa propre transformation et par conséquent, des transformations de ses processus; ainsi, à chaque processus en succède un autre, de caractéristique différente. Mais il est infini aussi parce que, à s'éteindre dans l'objet auquel il donne une fonction, le processus lui octroie une partie de la société. La matière inanimée et vide est fécondée par cette fraction de société qui est vivante, elle devient vivante elle-même, et capable alors d'engager un nouveau processus. Toutefois, tout prend racine dans la réalité sociale, comme l'écrivait Sebag (1967): «La primauté de l'être vivant vient du fait qu'il n'est jamais achevé, et que cette incomplétude se résoud dans le temps». Si nous sortons de la réalité sociale, c'est seulement pour y revenir.

Structure, processus, fonction, forme

L'Être est la société totale; le temps est l'ensemble des *processus*, et les fonctions tout comme les formes sont *l'existence*. Les catégories fondamentales de l'étude de l'espace sont donc la totalité et le temps, mais comme ce qui survient dans l'espace n'est pas homogène, la notion de lieu et celle d'aire s'imposent, imposant en même temps la catégorie d'échelle, c'est-à-dire la notion de fraction d'espace à l'intérieur de l'espace total. Ce qui arrive de particulier dans un lieu n'est jamais indifférent à ce qui arrive de particulier ailleurs, précisément

parce que quoiqu'il arrive, c'est un résultat du mouvement de la société totale. C'est, curieusement, un sociologue et non un géographe qui a le mieux cerné cette notion. C. Moya (1970, p. 178), nous dit que «l'espace se définit comme une totalité de relations positionnelles qui organise la totalité des acteurs. Le changement temporel se définit comme le fonctionnement de cette structure et la dynamique interne au système social, et comme manière d'incarner les perspectives institutionnelles qui dessinent cette totalité de fonctions liées à une position dans l'espace, c'est-à-dire à un lieu. De cette façon, – ajoute Moya –, la catégorie de *fonction* unit les catégories de structures statiques et leurs manifestations concrètes, les éléments dynamiques et variables du système.»

Nous constatons ainsi que les notions de totalité, d'échelle, de système et de temps sont des catégories imbriquées les unes dans les autres. De la même façon, comme la définition de chacune de ces catégories est impossible sans l'intervention des autres, l'analyse, quelle qu'elle soit, qui ne prendrait pas en considération *toutes* ces catégories et *toutes en même temps*, ne pourrait envisager la réalité dans sa totalité. Et une analyse effectuée sans cette préoccupation conduirait sûrement à une interprétation fautive. De fait, la notion de totalité sous-entend celle de temps, car la réalité est un état, mais c'est aussi une totalisation en marche. C'est une situation, et une situation qui change.

La notion de totalité est inséparable de celle de structure, sinon nous travaillerions avec une totalité aveugle et confuse. Comme la totalité dont nous parlons est la totalité sociale, les structures correspondantes sont les structures sociales.

La totalité spatiale, qui est une de ces structures de la société, doit aussi être traitée en termes de sous-structure (ce sont des sous-structures pour la société prise comme un tout; pour la totalité spatiale ce sont simplement des structures). C'est ici qu'il convient de parler des lieux et des sous-espaces, aires que, dans le langage traditionnel des géographes, on appelle plus fréquemment *régions*.

Étant donné que les événements sociaux, abordés ici en tant qu'événements géographiques, dépendent de la société comme un tout, chaque événement particulier se représente comme le produit de la société comme un tout et comme un lieu précis où il apparaît, accentuant sa dimension sociale d'origine, une dimension qui est à la fois temporelle et spatiale. Les lieux et les aires, les régions ou les sous-espaces ne sont donc ainsi que des aires fonctionnelles, dont l'échelle réelle dépend des processus.

3. La notion de temps dans les études géographiques

Comme David Harvey (1967, p. 550), on peut dire que «de même que Marshall donnait relativement peu d'importance à la dimension spatiale dans la

construction de son système économique, de même le « préjugé anglo-saxon » comme l'appelle Isard (1956, p. 24) a poussé les géographes à négliger la dimension temporelle – erreur que Sauer (1963, p. 352) attribue fermement à Hartshorne. »

Si l'introduction de la notion de temps dans les études géographiques n'a rien de neuf, autant la *géographie historique* que la *géographie rétrospective* – celle-ci étant davantage le domaine des historiens – ont seulement réussi à poser des problèmes sans leur trouver une solution entièrement acceptable. D'autre part, ainsi que nous l'avons dit ailleurs (*Economia Espacial: Criticas e Alternativas*, Hucitec, Sao Paulo, 1978), la notion de diffusion d'innovations¹⁶ n'a pas fait de grands progrès, faute d'un concept de temps mesurable socialement.

La conception d'un *espace relatif* tant à la mode dans les années 50 et 60, s'opposant à la notion d'*espace-contenant*, suppose que l'on abandonne l'idée d'un espace tri-dimensionnel, selon la conception de Newton, et que l'on travaille avec le concept d'espace quadri-dimensionnel, à partir des découvertes de Einstein.

La diffusion des innovations

On a essayé ainsi de traiter les rapports espace-temps par l'intermédiaire de la théorie de la diffusion des innovations. Mais la volonté d'élaborer des modèles déductifs a empêché la théorie de faire des progrès. L'approche de Warneryd – par les systèmes spatio-temporels – n'a pas été développée. La théorie est devenue un simple appendice de la géographie du « marketing ».

Le sous-titre donné par Abler, Adams et Gentil au chapitre de leur livre qui traite de la diffusion géographique des innovations : « Engrener l'espace et le temps » (« *Meshing space and time* ») induit l'idée d'un mariage entre formes et société en mouvement, qui se ferait par des vagues de diffusion.

¹⁶ S'il est vrai que depuis plusieurs décennies les géographes se sont préoccupés du problème de la modernisation différentielle (voir L. A. Brown et E. G. Moore « Diffusion research in geography: a perspective », in *Progress in Geography*, vol. 1, Arnold, Londres, 1969), c'est néanmoins au géographe suédois Hagerstrand que l'on doit la systématisation de cette notion et la construction d'une véritable théorie de la diffusion des innovations, corps de doctrine devenu indispensable à l'interprétation des phénomènes de localisation, base de la nouvelle géographie. Torsten Hagerstrand, *Innovation Diffusion as a Spatial Process* (traduction et post-scriptum par A. Pred), University of Chicago Press, 1969. Torsten Hagerstrand, « A Monte Carlo Approach to Diffusion », *European Journal of Sociology* (6), 1965, pp. 43-67. À ce sujet on peut lire utilement L. A. Brown, Models for Spatial Diffusion Research : a Review, Northwestern University, *Spatial Diffusion Study*, Report 3. L. A. Brown, Diffusion dynamics : a review and revision of the quantitative theory of the spatial diffusion of innovation, *Lund Studies of Geography*, Serie B, Human Geography, Gleerup, Lund, 1968.

Or, nous savons que dans la réalité, rien ne se passe ainsi. Une innovation peut s'installer aujourd'hui ici, demain dans un autre lieu très éloigné ; elle peut atteindre aujourd'hui une personne et demain une autre très éloignée. La diffusion par vagues supposerait une égalité de conditions entre lieux et personnes qui est loin de la réalité, ou alors une gradation géométrique entre lieux et personnes susceptibles de créer un ordre temporel rigide. Il n'y a vraiment pas de «vagues de diffusion».

Néanmoins, malgré ses faiblesses, la théorie diffusionniste a servi à la formulation ou au renouveau de théories spatiales et de planification basées sur le «contagium» ou la diffusion hiérarchique : lieux centraux, pôles de croissance, centre-périphérie, croissance et planification urbaines et régionales. Ces approches toutefois n'ont pas abouti, faute d'être fondées sur la réalité objective. Ainsi on est resté sans guide théorique ou méthodologique valable pour considérer l'identité espace-temps dans les analyses de la structure et de l'organisation de l'espace.

En ce qui concerne l'espace quadri-dimensionnel, il faudrait donc définir : les quatres dimensions de l'espace, notamment la dimension temporelle, les éléments formateurs de l'espace, les catégories analytiques ou de méthode, les catégories épistémologiques.

L'approche spatio-temporelle et le temps empirique

Tout ce qui existe articule, de par sa propre existence, le présent et le passé, et pour cause, le présent et l'avenir. Ainsi, une approche spatiale isolée ou une approche temporelle isolée sont insuffisantes. C'est de l'approche spatio-temporelle que l'on part pour comprendre une situation. La logique temporelle, dit Anuchin (1973, p. 52), réunit les deux aspects de l'existence de la matière, temps et espace¹⁷. La notion d'espace-temps comme catégo-

Voir aussi P. Gould «A Note on Research into the Diffusion of Development», *Journal of Modern African Studies* 2, 123-5 (1964) ; 3, Wompert, A Regional Model of Information Diffusion, Philadelphia, 1964 John C. Hudson, "Diffusion in a Central Place System", *Geographical Analysis*, n° 1, pp. 45-58 ; R. Morrill, "Waves of Spatial Diffusion", *Journal of Regional Science*, 8, pp. 1-8 ; T. Hagerstrand, «Aspects of the Spatial Structure of Social Communication and the Diffusion of Innovation», Regional Sciences Association, Papers and Proceedings, 16 (1966) ; P. Gould, «Methodological Development since the Fifties» in *Progress in Geography*, vol. 1.

Nous avons analysé la question des rapports entre espace et temps dans un article publié en 1972 dans la revue *Tiers-Monde* et aussi dans le document «Relações Espaço-Temporais no Mundo Subdesenvolvido» Seieção de Textos, n° 1, Associação dos Geógrafos Brasileiros, Seção Regional de São Paulo, Dez, 1976. Pour une analyse plus circonstanciée, voir le chapitre correspondant de M. Santos in *Teorias Espaciais : Críticas e Perspectivas*, Hucitec, Sao Paulo, 1978.

¹⁷ «Les rapports réciproques entre événements sont en même temps spatiaux et temporels. Si nous les pensons comme uniquement spatiaux nous sommes en train de supprimer l'élément temporel et si nous les pensons comme exclusivement temporels, nous sommes en train de supprimer

rie d'analyse géographique a fait l'objet de confusions et n'a pu ainsi aider à faire avancer l'analyse spatiale.

L'idée d'un espace quadri-dimensionnel s'impose parce qu'elle renforce la notion d'espace relatif, c'est-à-dire de l'espace pris comme un système de relations ou un champ de forces, et oblige à considérer le temps comme une dimension essentielle. Néanmoins, cela suppose que le temps soit défini dans un contexte géographique et non pas dans un contexte géométrique ; qu'il soit considéré *objectivement* et non pas subjectivement. La perception en tant qu'attribut exclusif du sujet, n'aide pas à la construction théorique.

Le temps, en tant que concept, doit être susceptible de mesure : il devient ainsi une variable, une variable géographique. Mais attention, mesure n'est pas ici synonyme de quantification rigide et immuable. La question est beaucoup plus d'extension – de signification proprement spatiale – que de métrique.

En fait, « une actualité est un être dans l'espace » (Paul Weiss, 1958, 1.1.01, p. 21), et « empiriquement, les significations se donnent spatio-temporellement » (C. Moya, 1970, p. 155).

Le fait que les événements soient autant spatiaux que temporels ne signifie pas qu'on puisse les interpréter en dehors de leurs déterminations ou sans faire appel à la totalité dont ils sont l'issue et la reproduction. L'espace social n'est pas explicable sans le temps social¹⁸.

L'approche que nous proposons ici serait inacceptable si temps et espace n'étaient qu'une simple forme d'intuition, ainsi que Kant¹⁹ et postérieurement Bergson²⁰ et Alexander²¹ l'ont proposé. Espace et temps ne sont pas non

l'élément spatial.» Whitehead, 1964, p. 168. « Ainsi lorsqu'on pense l'espace, séparément, l'espace ou le temps, nous parlons d'abstractions, c'est-à-dire nous abandonnons un élément essentiel dans la vie de la nature, considérée comme nous la connaissons dans l'expérience de nos sens. » Whitehead, 1964, p. 168.

¹⁸ « Je crois que la fonction de géographe consiste essentiellement dans l'appréciation du fait que lorsque des événements sont reconnus ensemble dans un bloc d'espace-temps, ils présentent inévitablement des rapports qui ne peuvent jamais être retracés, si nous les disposons dans des classifications qui ne tiennent pas compte de leur place dans le bloc. Ce point de vue est notre façon de dépasser la fragmentation de la connaissance scientifique ; c'est pourquoi nous n'acceptons pas les classifications traditionnelles des sciences ni la compartimentation des systèmes académiques » Torsten Hagerstrand. Commentaire "Values in Geography", in Sœur Annette Butimer, *Values in Geography*, Resource Paper n° 24, Ass. of Am. Geog., 1974.

¹⁹ « L'espace et le temps, dit Kant, ne sont pas des concepts ; ils sont des formes d'intuition. » (B. Russell, *H. W. Ph.*, 1945, p. 708).

²⁰ Pour Bergson (1968, p. 169) le temps et l'espace « ne commencent à s'entrelacer qu'au moment où ils deviennent l'un et l'autre fictifs... ».

²¹ Alexander a proposé que l'on examine le temps et l'espace selon une méthode qui nous permette de reconnaître les aspects empiriques ou variables du monde, et en même temps nous autorise à nous servir de l'abstraction et de la construction intellectuelle de façon à diriger ses aspects constants et dynamiques. Cette méthode s'appelle intuition. (Tiré de A. C. Benjamin, 1966, 1968, p. 26.)

plus de simples relations entre événements et objets, comme le dit Leibniz. Une telle conception serait acceptable seulement si, comme Newton, on parlait d'un espace et d'un temps absolus et non objets de l'expérience.

L'analyse de la production de l'espace ne peut se faire sans la considération de deux prémisses essentielles :

- a. Le temps n'est pas un concept absolu mais relatif; il n'est cependant pas le résultat de la perception individuelle, mais il s'agit d'un temps concert; il n'est pas uniforme, mais découpé en segments différenciés. C'est pourquoi nous sommes amenés à trouver une périodisation fondée sur des paramètres mesurables, et à les considérer non pas individuellement ou séparément, mais dans leur interrelations. Ainsi nous trouverons des systèmes temporels.
- b. Les rapports entre les périodes historiques et l'organisation spatiale doivent être aussi analysés. Ils révéleront une succession de systèmes spatiaux, où tout au long de l'histoire la valeur relative des lieux change.

Le besoin de périodisation

La notion de temps est inséparable de l'idée de système. À chaque moment de l'histoire locale, régionale, nationale ou mondiale, l'action des variables en présence dépend strictement des conditions du système existant. Ainsi, faire appel à des réalités du passé pour expliquer le présent ne signifie pas toujours qu'on a correctement introduit la notion de temps dans l'étude spatiale. Si l'élément ainsi analysé n'est pas considéré comme une donnée du système auquel il appartient (ou a appartenu au moment de son introduction) on n'est pas en droit de dire que l'étude est conduite selon une approche spatio-temporelle. La simple référence à la filiation historique d'un phénomène ou la recherche d'explications partielles (intéressant l'un ou l'autre des éléments de l'ensemble), ne saurait donc suffire.

Or la plupart des études régionales pèchent précisément par cette faiblesse. On a trop tendance à rattacher la situation actuelle d'une variable à ses situations passées, démarche restrictive puisque d'une part la signification de la même variable évolue tout au long de l'histoire du lieu, c'est-à-dire du temps, et que d'autre part, du point de vue spatial et local, on doit considérer la succession même du système plutôt que les sous-systèmes isolés. L'espace est le résultat de la combinaison de variables et non d'une variable isolée. La variable est totalement dépourvue de signification en dehors du système auquel elle appartient. En effet les variables isolées perdent leur spécificité au profit d'un phénomène différent lorsqu'elles subissent un processus d'interaction localisé.

L'élaboration et la ré-élaboration des espaces (formation et évolution) procèdent plutôt d'un processus chimique : l'espace ainsi formé tire son individualité d'un certain type de combinaison. La continuité de l'espace vient du fait que chaque combinaison est aussi une fonction de la combinaison précédente.

Comme, à l'intérieur d'un système, un élément ne change pas isolément, et qu'une variable ne se transforme pas sans entraîner d'autres variables dans son mouvement. Le problème qui nous concerne n'est pas celui du changement particulier d'un élément, mais celui du changement global.

La plupart du temps, les variables changent quantitativement pendant le processus, suivant ce que Klir (1965, p. 30) appelle « l'activité du système, la variation des quantités à un niveau de résolution donné ». C'est à partir du changement de l'ensemble, du tout, que l'on a des changements qualitatifs, c'est-à-dire des modifications de signification à l'intérieur du système, d'une variable par rapport aux autres.

Il faut en conclure que, à chaque période, la signification de la même variable, de la même catégorie change aussi. C'est pourquoi E. Hobsbawm (1964, p. 17, Préface) a toute raison d'insister en disant que « le développement économique... ne peut pas être discuté sinon en termes d'époques particulières de l'histoire, et de structures sociales particulières ». Qui ne tient pas compte de cela tombe dans l'erreur que Marx reprochait à Proudhon, celle de se perdre à l'intérieur d'une histoire qu'il ne savait pas interpréter. C'est la myopie temporelle dont parlait Moore. « Ce qui semble indiscutablement vrai pour un âge ou une civilisation est différent de ce qui semble indiscutablement vrai pour un autre âge ou civilisation » écrit Emil Fackenheim (*Metaphysics and Historicity*, Marquette University Press, 1961).

La reconstruction des systèmes temporels et des systèmes spatiaux qui se sont succédé est fondamentale pour l'explication des situations actuelles. Cela implique une identification exacte des périodisations à différents niveaux, et l'identification et l'isolement des facteurs dynamiques propres à chaque période et à chaque échelle ou niveau. Dans tous les cas, sans exception, il faudra prendre en considération, directement ou indirectement, le rôle de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale, et ses répercussions aux différentes échelles spatiales.

Enfin, si aucun élément ne peut être pris isolément, car aucun n'existe en dehors des rapports de totalisation, cela ne doit pas nous empêcher de reconnaître pour chaque lieu et à chaque moment une hiérarchie des variables. Si nous ne sommes pas à même de faire cela, nous devons renoncer à la tâche d'interpréter l'espace et de le définir correctement.

L'espace comme accumulation de temps inégaux

Une fois installées sur un morceau d'espace, les variables (de différents types, de différents âges) forment un fait nouveau, un précipité chimique : une combinaison (et non un mélange), dotée de qualités nouvelles, donc de la force de créer et/ou d'établir des relations nouvelles. En fait, ces différentes combinaisons conditionnent les variables tout au long de l'Histoire. La localisation est historiquement déterminée par les variables nouvelles et les anciennes, en combinaison.

Le problème sera de bien saisir les mécanismes de transcription spatiale des systèmes temporels. Si l'impact d'un système temporel sur une fraction de l'espace n'était pas récurrent, chaque système temporel pourrait imprimer complètement sa marque sur la portion de l'espace atteint. Mais puisque l'action d'un système temporel précédent laisse des traces, il y a superposition des traces des différents systèmes, sauf dans le cas d'espaces vierges touchés pour la première fois par l'impact modernisateur, dont l'origine se trouve naturellement, dans des forces externes.

En dehors de ce cas extrême, un même sous-espace est en réalité le théâtre d'action de systèmes contemporains mais d'échelles différentes. La hiérarchie des innovations correspond à des niveaux d'échelle différents, et l'effet de modernisation est générateur d'un effet de spécialisation, c'est-à-dire d'une possibilité de domination à cause de la rareté ainsi introduite et de la sélectivité qui en résulte. La spécialisation est responsable d'une polarisation. La position de pôle (de diffusion) revient au sous-espace le plus modernisé ou le plus spécialisé. Les autres sous-espaces subissent ainsi bien plus d'impacts, de plusieurs origines et aussi de significations les plus diverses. Le sous-système correspondant à un sous-espace donné est donc contrôlé par plusieurs systèmes de niveau supérieur ; ceux-ci peuvent être liés entre eux par des liens de dépendance ou coexister. De toute façon le sous-système d'ordre immédiatement inférieur en dépend plus ou moins globalement, plus ou moins intensément, plus ou moins durablement. C'est dans ce sens que l'on peut donc parler de hiérarchisation des espaces et des systèmes correspondants.

Comme dans chaque système il y a combinaison de variables à des échelles différentes, mais aussi d'âges différents, chaque système transmet des éléments datés différemment. Le sous-espace d'accueil est lui-même sélectif : toutes les variables « modernes » ne sont pas accueillies, celles qui le sont ne sont pas forcément de la même génération.

Le problème des superpositions reste entier. Ce n'est pas seulement une superposition dans le temps, parce qu'elle se fait instantanément. Mais le mécanisme est voisin de celui décrit ci-dessus. En effet, ce que l'on vérifie

dans un sous-espace, ce n'est plus la superposition d'influences déclenchées à deux moments différents, c'est la superposition des influences venant d'autres espaces ayant chacun une combinaison différente de leurs propres variables, donc une signification particulière, temporelle et spatiale. On pourrait ainsi parler d'un *temps spatial* propre à chaque lieu.

La notion de temps spatial

Nous devons tout d'abord nous rappeler que l'espace se caractérise, parmi d'autres choses, par la différence d'âge des éléments qui le forment. Cela est valable pour toutes les divisions de l'espace et à toutes les échelles. Si nous prenons l'espace rural à une échelle quelconque, nous trouvons des cultures, des chemins, des maisons dont l'implantation n'est pas contemporaine, de même que la population qui y est installée. Il en est de même petit l'espace urbain. Les activités, les maisons, les artères, les quartiers ne sont pas non plus du même âge.

Que ce soit à l'échelle d'un continent, ou du sous-espace le plus petit, on ne trouve jamais des éléments synchroniques. Dans l'espace, chaque variable apparaît donc avec une date d'installation différente, du fait qu'elle n'est pas diffusée en même temps, et dans chaque lieu il y a superposition de diverses variables qui, elles, n'ont pas la même datation. Dans chaque continent, pays, région ou sous-espace, chaque lieu est la somme de l'action de périodes différentes, de modernisations successives. La présence simultanée sur un même espace de variables d'âges aussi divers donne une combinaison unique à chaque lieu.

Or le lieu est le résultat d'actions multilatérales réalisées dans des temps inégaux sur un point de la terre. C'est pourquoi le fondement théorique de l'explication est de plus en plus trouvé à partir d'une théorie des localisations tenant compte des actions passées et présentes, ainsi que des données locales et extérieures. Le lieu assure l'unité du continu et du discontinu, ce qui lui donne sa structure concrète et rend possible son évolution.

Considéré comme un tout, l'espace est aussi ponctuel. En un point donné dans l'espace, les variables sont asynchroniques d'un point de vue génétique, c'est-à-dire en comparaison avec l'âge des variables se trouvant dans le pôle du système ou par rapport à d'autres points de l'espace. Toutefois, en chaque lieu, les variables fonctionnent synchroniquement. Toutes travaillent ensemble, au travers des relations fonctionnelles qu'elles entretiennent. Chaque lieu est à tout moment un système spatial quel que soit l'âge de ses éléments et l'ordre dans lequel ils se sont installés.

Un système géographique est remplacé par un autre, qui recrée sa cohérence interne, même si chaque variable isolée a sa propre vitesse de changement.

À l'intérieur d'un système historique donné, les variables évoluent asynchroniquement; mais le système géographique change synchroniquement. Ainsi, synchronie et asynchronie ne sont pas vraiment opposées, mais complémentaires dans le contexte spatio-temporel, parce que les variables sont les mêmes.

L'espace, et c'est ce à quoi nous voulions arriver, est donc le témoin, le support et l'objet des successions d'influences temporelles. Ces éléments différents ne sont toutefois pas dépourvus de toute coordination. Ils n'ont pas forcément des rapports contraignants les uns avec les autres, mais ont tous un rapport avec l'ensemble et constituent donc un système.

Si l'on considère les morceaux de temps, les décalages entre variables expliquent les différences d'organisation spatiale entre pays et également ce que l'on considère encore comme des «inégalités régionales».

Les rugosités de l'espace

Revenons encore une fois sur le thème central de cette discussion. Les établissements humains sont définis par une combinaison locale des variables qui fait leur originalité. Certaines de ces variables sont le résultat de flux actuels, tandis que d'autres résultent de flux passés, déjà transformés sur place. Cela veut dire aussi qu'à un moment $t-1$ ou $t-2$ les établissements en question n'étaient définis que par les variables déjà «anciennes», c'est-à-dire les variables transformées sur place, résultat de flux passés, pendant une courte période d'évolution endogène. D'autre part, les nouveaux flux, les nouvelles variables, à partir du moment où ils se trouvent installés dans l'établissement, sont déformés en fonction de variables déjà installées sur place.

Mais il se peut, et c'est une troisième hypothèse, qu'il n'y ait pas de combinaison possible dans un moment donné, et, dans ce cas, l'établissement pourra rester vierge des influences des flux correspondants à une nouvelle étape historique. À chaque moment, il y a un faisceau de variables correspondantes, qui ne touchent pas forcément tous les lieux.

Ce qui varie donc, c'est la réceptivité des différents lieux «occupés» ou «vides» aux flux de modernisation ou d'innovations. L'affirmation de Broek selon laquelle «les distributions géographiques ne sont pas seulement déterminées par les positions dans un système fonctionnel comme la position des rubis dans une montre; elles sont également et principalement le résultat de processus historiques non récurrents»²² est parfaitement adéquate pour définir le phénomène que nous avons cherché à décrire ci-dessus. Boulding

²² J.M. Broek, *Geografía, su ambito y transcendencia*, Uteha, Mexico, 1967.

rappelle également que «la croissance crée des formes, mais les formes limitent la croissance. Les rapports entre croissance et forme sont peut-être la clé essentielle pour la compréhension de la croissance structurelle.»²³ Les espaces, c'est-à-dire le mélange de structures qui les caractérisent sont, à chaque moment, plus ou moins sensibles à des influences nouvelles. Il y a ainsi une réceptivité spécifique des lieux «occupés» ou «vides» aux flux de modernisation ou d'innovation.

Milton Santos

in *EspacesTemps*, n°18-19-20, 1981, pp. 103-122.

²³ K. Boulding, «Toward a Central Theory of Growth», *General Systems Yearbook*, 1 (1956), pp. 66-75.

Index des auteurs cités

Althusser, Louis. *Lire le Capital*, Maspéro, Paris, 1965.

Anuchin, V. A. « Theory of Geography », in Richard J. Chorley (ed.) *Directions in Geography*, Methuen, London, 1973, pp. 43-63.

Benjamin, A. C. « Ideas of Time in the History of Philosophy », in Fraser J.T. *The Voices of Time*, New-York, 1966,

Bergson, Henri. *Durée et simultanéité*, P.U.F., Paris, 1968,

Bettelheim, Charles. « Sur la persistance des rapports marchands dans les pays socialistes », *Les Temps modernes*, n° 284, mars 1970, pp. 1417-1445.

Bowman, I. *Geography in Relation to the Social Sciences*, Scribner's, New-York, 1934.

Calabri, Donatela & Indovina, Francesco. « **Sull'uso capitalistico del territorio** », *Archivio di Studi Urbani e Regionali*, n° 2, 1973, **Franco Angeli Editore**.

Chantal, Pierre. *Histoire, Science sociale; la durée, l'espace et l'homme à l'époque moderne*, SEDES, Paris, 1974.

Cohen, Ernesto. *Estructura social y dependencia externa : interaction y variables aicas*, Lima (Pérou), septembre 1973.

Cordova, Armando. « Fundamentacion historica de los conceptos de heterogeneidad estructural », *Economica y Ciencias Sociales*, vol. XIII, n°14, 1974.

Crosta, P. L. « I processi di urbanizzazione: problemi dell'analisi in éunzione dell'intervento sul territorio », *Note sulla Impostazione e gli argomenti del corso*, I.U.A.V., Corso di introduzione all'urbanistica, Venezia, mai 1973.

Durkheim, Emile. *The Ruler of Sociological Method*, The Free Press of Glencoe, 1985, 1962.

Ferrari, Giorgio. « Territorio sviluppo : un comprensorio nelle Regione Veneta », *Critica Marxista*, 12^e année, mai-août 1974, pp. 79-93.

Garaudy, Roger. *Marxism in the Twentieth Century*, Collins, Londres, 1970.

Godelier, Maurice. « Considérations théoriques et critiques sur le problème des rapports entre l'homme et l'environnement », *Social Science Information*, XIII, n° 6, septembre 1974.

Grisoni, Dominique et Maggiori. « L'actualisation de l'utopie », *Les Temps modernes*, 30^e année, n° 343, février 1975, pp. 879-928.

Gurvitch, Georges. « La vocation actuelle de la sociologie », tome 1, *Vers la sociologie différentielle*, P.U.F., Paris, 1968.

Harnecker, Martha, *Los conceptos elementales del materialismo historico*, Siglo XXI, Buenos Aires, 1973.

Harvey, David. « Models of Evolution of Spatial Patterns in Human Geography », in Chorley et Haggett, *Integrated Models in Geography*, Methuen, Londres, 1967.

Harvey, David. *Social Justice and the City*, Edward Arnold, Publishers Ltd, Londres, 1973.

Hobsbawm, E. J. « Introduction to Marx », *Pre-capitalist Economic Formations*, Lawrence and Wishart, Londres, 1964, pp. 9-65.

Inkeles, Alex. « The Emerging Social Structure of the World », *World Politics*, vol. XXVIII, juillet 1975, n° 4, pp. 467-495.

Isard, Walter. *Location and Space Economics*, M.I.T. Press, Cambridge, Mass., 1956.

Jakubowsky, Franz. « Les superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'histoire », *Etudes et Documentation internationales*, Paris, 1971.

Klir, Jiri. « The General Systems as a Methodological Tool », *General Systems*, vol. X, 1966, pp. 29-42.

Kusmin, Usivolod. « Systemic Quality », *Social Sciences*, n° 4, 1974.

La Grassa, Gianfranco. « **Modo di produzione, rapporti di produzione a formazione economico-sociale** », *Critica Marxista*; 10^e année, n° 4, juillet-août 1972, pp. 54-83.

Lefebvre, Henri. *La Production de l'espace*, Editions Anthropos, Paris, 1974.

Luckacs, Georg. *Histoire et Conscience de classe*, Les Editions de Minuit, Paris, 1960.

Moya., Carlos. *Sociofogos y Sociologia*, Siglo XXI, 2^e éd., 1970.

Novack, Georges. *An Introduction to the Logic of Marxisme*, New York, Merit Publisher, 1969.

Plekhanov, G. « **Materialismomilitante** », *Coleccion*, 70, n° 8, Editorial Grijalbo, Mexico, 1967.

Pokhishevskiy. « Social Geography Problems in the Regulation of Settlements Systems in a Developed Socialist Country », *Soviet Geography*, vol. XVI, n° 1, jan. 1975, pp. 28-40.

Ricci, François; D'Hondt, Jacques. « **Structure logique du paragraphe 1 du Capital** » in *Logique de Marx*, P.U.F., Paris, 1974, pp. 105-133.

Russel, Bertrand. *A History of Western Philosophy, and its Connexion with Political and Social Circumstances from the Earliest Times to Present Day*, Simon & Schuster, New York, 1945.

Santos, Milton. *LEspace partagé*, M.-Th. Génin/Librairies techniques, Paris, 1975.

Sartre, Jean-Paul. *Critique de la raison dialectique*, t. 1, « Théorie des ensembles pratiques », N.R.F. Gallimard, Paris, 1960.

Sauer, Carl O. *Land and life*, ed. by I. B. Leighley, Berkeley, 1963.

Sauner Gilles. « Quelques réflexions sur la géographie en 1975 », *Revue internationale des sciences sociales*, Paris, vol. XXVII, n° 2, 1975, pp. 245-264.

Milton Santos / philosophe du mondial, citoyen du local

Sebag, Lucien. *Marxisme et structuralisme*, Payot, Paris, 1967.

Vieille, Paul. « Espace global du capitalisme d'organisation », *Espaces et Sociétés*, n° 12, mai 1974, pp.3-32.

Weiss, Paul. *Models of Being*, Southern Illinois University Press, Carbondale, 1958.

Whitehead, A. N. *The Concept of Nature*, Cambridge University Press, 1964.

Critique de la géographie classique

Dans ce court texte, Milton Santos montre, sans polémique, qu'il se situe bien en rupture avec la géographie classique, et notamment son versant français, qui a constitué son premier contact avec la discipline.

Il se place d'emblée sur un plan théorique, sans se préoccuper, contrairement à beaucoup de géographes inquiets de se retrouver sans père fondateur, de réinvestir ou de reconstruire des généalogies. C'est que Milton possède des sources d'inspiration suffisamment diversifiées pour ne pas s'enfermer dans des références étroitement institutionnelles. Nul doute que l'intense circulation qu'il a pratiquée d'une école nationale à l'autre l'a aidé dans cette prise de recul.

On est frappé en lisant ces lignes par les effets heuristiques de cette mise à distance. La critique est dirigée vers l'école de pensée fondée par Paul Vidal de La Blache mais elle touche tout autant ceux qui, voulant la dépasser, en ont repris les travers : analogies incontrôlées, « abstraction empirique » paresseusement préférée au concept, avertissement face à une possible confusion entre « déterminisme » naturaliste et détermination causale. Ce parcours historique n'a rien d'académique et illustre le fait que, surtout lorsqu'elle est pratiquée par un chercheur de la discipline concernée, l'exploration épistémologique ne peut être seulement descriptive : elle est aussi et d'abord normative.

Les fondateurs/les prétentions scientifiques

«Née non pas pendant, mais au cours du triomphe de la bourgeoisie», la géographie, a écrit Jean Dresch (1948, p. 88) «a été dès ses débuts tant une philosophie autant qu'une science, philosophie que les géographes allemands, comme les historiens, ont utilisée à des fins politiques. Elle fut trop souvent utilisée comme un moyen de propagande nationale ou internationale, une arme de combat entre États et entre Empires, plus encore, peut-être, que l'histoire. De toute façon, elle supporte encore les conséquences de sa jeunesse et des conditions économiques, sociales et politiques dans lesquelles elle s'est développée. Faute d'avoir ses méthodes propres, elle a, plus qu'aucune autre science, subi l'influence des idéologies en cours. (...) En effet la géographie officielle a été "depuis le début" plus une idéologie qu'une philosophie et cela ne s'est pas passé seulement en Allemagne mais dans le monde entier.»

D'ailleurs, Dresch a reconnu ce fait quand il écrit que «dès ses débuts, elle répond à une idéologie nécessairement orientée».

Quelle est cette idéologie ?

L'idéologie de la géographie

L'idéologie produite par le capitalisme pendant son implantation devait être adaptée à ses besoins expansionnistes dans les pays du centre et de la périphérie. C'était un moment décisif pendant lequel il fallait remédier, en même temps, à l'excédent de la production et des capitaux ainsi qu'assoupir les crises sociales et économiques qui ont secoué ces pays.

Il était nécessaire donc de créer les conditions pour l'expansion du commerce. Les nécessités de la grande industrie en matières premières assuraient en outre-mer l'ouverture des mines et la conquête des terres qui étaient aussi utilisées pour la production des aliments nécessaires aux pays industrialisés à une époque où la division internationale du travail prenait une nouvelle dimension. Il fallait adapter les structures spatiales et économiques des pays pauvres aux nouvelles tâches qu'ils devaient remplir sans discontinuité. La géographie a été appelée à jouer un rôle important dans cette transformation.

Les points de vue des géographes étaient partagés devant la marche triomphale de l'impérialisme. D'un côté, ceux qui luttèrent pour l'instauration d'un monde plus juste où l'espace serait organisé ayant comme finalité d'offrir à l'homme plus d'égalité et plus de bonheur: ce sont les

cas d'Elysée Reclus et Camille Vallaux. Est-ce que nous pouvons inclure Kropotkine parmi ceux qui voient dans l'espace une des clés de la construction d'une nouvelle société? Peu importe si le prince de l'anarchisme n'a pas été officiellement un géographe.

De l'autre, ceux qui ont défendu sans ambiguïté le colonialisme et l'empire du capital et ceux, beaucoup plus nombreux, qui se croyant humanistes n'ont pas réussi à construire une science géographique conforme à leurs désirs.

La géographie, née tardivement comme science officielle, a eu beaucoup de difficultés à se détacher, depuis le début, des grands intérêts, qui ont toujours réussi à la soumettre. Un des grands buts conceptuels de la géographie était celui de cacher le rôle de l'État aussi bien que celui des classes sociales dans l'organisation de la société et de l'espace. La justification du système colonial a été l'autre aspect du même programme.

La géographie coloniale

L'utilisation de la géographie comme instrument de conquête coloniale n'a pas été une orientation isolée, particulière à un seul pays. Dans tous les pays colonisateurs il y a eu des géographes engagés dans cette tâche, adaptée à chaque condition et renouvelée sous d'autres artifices, chaque fois que la marche de l'histoire subissait une inflexion. Freeman (1961, p. 9) considère même qu'il existe une relation entre l'expansion de la géographie et celle du colonialisme. La poussée donnée à la colonisation et le rôle joué par la géographie ont été un facteur déterminant de son développement. A. Mabogunje (1975), un géographe nigérian très réputé, insiste sur ce fait. Cependant il exagérait un peu dans ses analyses des activités des géographes français en minimisant le rôle des géographes anglais.

La première chaire de géographie en France créée à Paris en 1809 et vacante après la mort de A. Himley a été octroyée à Vidal de La Blache en 1899. La deuxième chaire, créée aussi à Paris en 1892, a été celle de géographie coloniale occupée par M. Dubois. La deuxième de cette même spécialité créée en 1937 a été occupée par Charles Robequain. D'autres chaires de géographie coloniale ont été créées à Bordeaux (1946), Aix-en-Provence et Strasbourg, en plus de celles créées à l'École de France d'Outre-Mer installée en 1889 parmi les anglais il revient à Mackinder l'honneur d'être considéré comme le plus efficace des géographes impérialistes au service de l'impérialisme. Mais Paul Vidal de La Blache a donné parfois l'impression d'apprécier l'œuvre colonisatrice. Dans un article publié dans les *Annales de Géographie*, repris dans son livre posthume

Principes de géographie humaine, Vidal de La Blache, après avoir souligné que la conquête des distances mettait l'homme devant une situation nouvelle jamais vécue auparavant, écrit: «Nous devons nous féliciter car la tâche de la colonisation qui constitue la gloire de notre époque serait une honte si la nature avait établi des limites rigides, au lieu de nous donner des possibilités pour un travail de transformation ou de reconstruction dont la réalisation appartient à l'homme. «Analysant l'œuvre de la colonisation française au Soudan, dans la conclusion de son livre classique (1947, p. 405) Albert Demangeon écrit avec l'intention avouée de faire l'éloge des travaux d'amélioration de la vallée du Niger,» cette Afrique Noire offre à la colonisation européenne un champ merveilleux...» (p. 395).

La relation de ce type de géographes aurait dû inclure, entre autres, un certain nombre d'origines hollandaise et belge.

Le déterminisme et ses conséquences

Les notions de déterminisme, de région, de genre de vie, d'aires culturelles apparemment innocentes et disparates suivent toutes le même but.

Le créateur moderne de la notion de déterminisme aurait été, d'après H. E. Barnes (1925, p. 49), l'historien H. T. Buckle qui cherchait «une théorie scientifique de l'Histoire, un modèle».

Malgré le fait d'avoir préconisé l'appui des facteurs philosophiques et religieux pour la compréhension géographique, Griffith Taylor (1947, p. 4) fait partie des «déterministes» les plus typiques. Il arrive même, quelquefois, à refuser l'inclusion des facteurs culturels qui affectent les hommes dans le concept de milieu (1951, p. 9). D'après B. Berry (1970) avec sa géographie urbaine, il aurait produit «la plus extrême, peut-être, des études de géographie des villes d'un point de vue du milieu». C'est à G. Taylor (1936) que nous devons des conceptions comme «les relations commerciales pour des raisons d'ordre climatique se réalisent plutôt dans la direction nord-sud que dans celle est-ouest...» Cette affirmation rappelle la théorie d'Hérodote selon laquelle «les sources d'eau du Nil n'étaient pas habitées à cause de la chaleur excessive»...

Dans ce même sens la contribution d'Ellen C. Semple ne doit pas être négligée bien que P. H. Randle (1966) la considère comme «un déterminisme naïf». J. O. M. Brock (1967, p. 27) pense autrement: «malheureusement Mademoiselle Semple a insisté sur les relations naturelles et elle a presque oublié les enseignements de Ratzel dans ce domaine». C'est un fait que, même aujourd'hui, dans le langage courant et parmi les gens cultivés le

rôle du géographe est réduit à celui d'interprète des conditions naturelles.

De cette liste nous ne pouvons pas exclure E. Huntington: «les climats tempérés sont excellents pour la civilisation...», «la chaleur excessive affaiblit...», «le froid excessif abêtit...».

D'après Chisholm (1966, pp. 15-16) ces interprétations abusives de l'importance du facteur naturel ont contribué à la perte de confiance d'autres spécialistes par rapport à la géographie¹. Ces idées ont influencé des chercheurs d'autres disciplines, y compris les sociologues selon M. Sorre (1957, p. 155). R. E. Pahl soutient même que «le déterminisme tacite» de beaucoup de géographes a créé la conception d'une influence implicite du milieu physique sur les modèles de distribution des agglomérations et sur les fonctions économiques de la société, avec ses implications sur le milieu urbain.

La géographie culturelle et les genres de vie

En 1931, Carl Sauer affirmait que la multiplicité des formes de concevoir l'étude de la géographie a débouché sur une forme de délimitation dans laquelle sont apparues deux tendances fondamentales et opposées. D'un côté un groupe «proclame que son plus grand intérêt c'est l'homme, c'est-à-dire, les relations entre l'homme et son milieu, plus souvent dans les sens d'adaptation de l'homme au milieu physique». L'autre groupe (...) «concentre son attention sur les éléments de la culture matérielle qui caractérisent une aire. Il est possible pour plus de facilité d'intituler la première position géographie humaine et la deuxième géographie culturelle». C. Sauer ajoute: «les termes sont employés de cette façon, mais pas exclusivement»².

La notion d'aire culturelle soutenue par P. W. Brian (1933) lui permet de prendre comme point de départ le paysage et d'arriver à une sous-division régionale. La terre serait un ensemble de formes spécifiques de l'utilisation du territoire – des aires culturelles – résultant du travail des sociétés différentes et fondée par sa diversité culturelle. D'après T. W. Watson

¹ La non-reconnaissance du travail géographique vient en grande partie du fait que les solutions offertes étaient partielles, et qu'on y reconnaissait implicitement l'influence du milieu naturel (Chisholm, 1966).

² Les principaux problèmes, auxquels se heurte la géographie culturelle se situent dans la découverte de la composition et de la signification de l'agrégat géographique que, même de façon imprécise, nous reconnaissons comme un domaine culturel précis et dans la recherche plus profonde des stades normaux de successions qu'il faut comparer avec les phases du climat ou de décadence, de sorte que nous arrivions à une connaissance plus précise des relations entre une culture et les moyens qu'elle a à sa disposition. (C. O. Sauer, 1962).

(1951, p. 468) cela représente un progrès par rapport à la notion de région naturelle et un pas vers la géographie sociale. Cependant cette orientation peut déboucher sur un échec, car elle nous amène à travailler dans des cadres plus ou moins figés, les paysages, pendant que la société est toujours en train de leur proposer de nouvelles fonctions, de nouvelles significations et de nouvelles valeurs, en même temps que le cadre de l'action peut rester immuable ou changer très peu.

Carl Sauer se plaignait du fait que les géographes des deux côtés de l'Atlantique Nord connaissaient très peu leurs travaux réciproques. Cette situation est toujours valable, mais le grand géographe américain, pour affirmer l'hégémonie dans le monde anglophone de l'orientation créée en 1923 par Harlan H. Barrows dans son discours présidentiel à l'Association des Géographes Américains, se référait à la géographie comme une écologie de l'homme.

Mais, en même temps, Sauer a reconnu que, d'un côté comme de l'autre, les différentes tendances ont trouvé une réponse. En analysant le travail par Ratzel, il montre comment il a été interprété d'une façon différente par les gens. Il fait un rapprochement entre Camille Vallaux et les géographes culturels américains: il montre comment les *Annals of the Association of American Geographers*, dont le premier numéro est d'avril 1911, s'intéressaient à la géographie humaine. Sauer reconnaissait que des deux côtés de l'Atlantique les différentes tendances ont trouvé leurs épigones.

En effet, l'école des aires culturelles était parallèle à celle de l'écologie urbaine. Et celle-ci, si nous n'entrons pas dans les détails, ce n'est rien d'autre qu'une géographie régionale habillée à l'américaine. D'ailleurs Max Sorre ne nous fait pas mentir, quand il affirme (1953, 1962, pp. 44-45) que la forme spécifique d'explication dans le domaine de la géographie c'est l'explication écologique, obtenue à partir des relations entre les êtres et leur milieu ambiant mais de relations réciproques car elles se réfèrent à une masse d'actions, de réactions et d'interactions complexes.

Le concept de mode de vie proposé par Vidal de La Blache (1911, pp. 209-304, pp. 193-212) est aussi un de ces innombrables paradigmes qui ont orienté la géographie humaine moderne. D'après cette approche, l'homme entre en rapport avec la nature par une série de techniques confondues avec une culture locale. L'espace comme objet d'étude serait le résultat d'une interaction entre une société localisée et un milieu naturel donné: un argument sur mesure pour renforcer l'idée de la région comme unité de l'analyse géographique.

Max Sorre (1948) a objecté très justement que le concept de mode de vie, opérationnel pour ce qui concerne les sociétés non développées, n'était

pas opérationnel dans le monde moderne où les groupes humains agissent surtout d'après les impulsions venues de l'extérieur. Qui l'a écouté? En géographie les vieilles idées ont une longue vie et souvent elles sont abandonnées pour réapparaître masquées sous une autre forme. Les approximations écologiques aussi bien que l'étude régionale peuvent déboucher dangereusement sur une interprétation déterministe.

Selon les «écologistes» des deux côtés de l'Atlantique Nord qui ont repris, sous des formes diverses, la classification de Hettner, qui plaçait la géographie parmi les disciplines chorographiques, Max Sorre ajoute comme indispensable la catégorie historique, la notion de temps.

D'après lui, «l'explication historique et l'explication écologique sont les deux modalités d'explication utilisées par toutes les sciences des choses vivantes»; «l'explication historique complète l'explication écologique et empêche ses excès» (Max Sorre 1953, 1962, pp. 42 et 44).

Les fondements de l'école de Sauer s'approchent de ceux de Vidal de La Blache et de ses élèves. La géographie culturelle est aussi possibiliste et la notion de genre de vie si nous l'associons à celle de région (d'après Vidal de La Blache) n'est pas très éloignée de l'idée d'aire culturelle. Dans ce sens c'est le géographe français Pierre Gourou qui a peut-être mieux unifié les deux affirmations. Parmi les géographes anglo-saxons, le travail de Dickinson a la même orientation.

Dès le moment où Dickinson et Gourou, parmi d'autres, ont introduit la notion de «civilisation» comme un cadre entre l'homme et le milieu ils ont du même coup prolongé la durée de la notion de genre de vie, combinée à une dominante techno-culturelle au détriment des données techno-économiques. D'ailleurs, ce point de vue donnait, à la discussion sur le sous-développement, une optique technique qui allait contribuer à la falsification du débat; c'est-à-dire, l'optique d'une technique liée à la culture et non au mode de production.

Si l'utilisation du terme «civilisation» est possible, écrit J.J. Goblots (1967, 136, p. 73) «ce n'est point pour en faire un concept opératoire, un instrument de son analyse, mais seulement pour désigner (et non pas même pour définir) la réalité concrète du développement historique "local" dont les déterminations singulières constituent l'objet de son analyse.»

On aurait pu croire que l'écologie humaine, terme que le groupe de Chicago (Park et Burgess, 1921) a introduit avec succès, viendrait aider une géographie déjà discréditée (D. R. Stoddart, 1967, p. 521) par un nouveau paradigme. Mais au moins dans une première phase, l'écologie, destinée à fournir un cadre conceptuel plus élaboré, ne s'est pas éloignée de l'ancienne orientation. Cette nouvelle discipline s'occupait de la nature

et de l'homme comme s'ils étaient des catégories opposées. La «nature» qui faisait partie du système écologique, était une nature «primaire» et non une nature socialisée ; une nature sans histoire humaine. L'homme agissait sur le milieu ambiant comme s'il était séparé de lui et pas comme un de ses éléments.

Cette conception a accentué les équivoques de la géographie régionale et a perpétué une conception dualiste qui a fini par s'imposer à d'autres disciplines. Même un philosophe comme S. Bagù (1973, pp. 114-115), si rigoureux dans sa démarche originale d'analyse historique, a écrit qu'«une société donnée est égale à la population, plus le système global national, plus les ressources naturelles» ; un éminent économiste considère que la structure sociale n'est pas homogène, car elle est formée par les structures: 1. géographique et physique; 2. démographique; 3. technique et économique; 4. institutionnelles, sociales, psychologiques et mentales; 5. culturelles (A. Battra Cortes, 1966, pp. 42-50).

Un sociologue de l'importance de G. Dalton (1971, p. 89) a défini une organisation économique comme «l'ensemble de règles à travers lesquelles les ressources naturelles, la coopération entre les hommes et la technologie sont réunies afin de fournir des biens matériels et des services spécialisés selon une formule répétitive et soutenue».

La faillite de la géographie classique

L'idée de région doit être au centre d'un débat renouvelé³. Est-ce que nous pouvons admettre encore aujourd'hui que les constructions humaines, telles qu'elles se présentent sur la surface de la planète, résultent d'une interaction entre «un» groupe humain et «son» milieu géographique ?

Max Sorre avait déjà répondu à cette question quand il parlait de «paysages dérivés». Ces paysages des pays sous-développés, en réalité, sont déterminés par les besoins de l'économie des pays industriels où se trouve en fin de compte, la décision. Les relations entre les groupes humains et leurs bases géographiques ne dépendent pas de tels groupes humains.

Ces relations, réalisées par des intermédiaires dont la qualité et la nature varient dans chaque cas, sont aussi une des sources ou un des éléments de renforcement des structures sociales inégales.

Les segments sociaux ou les classes sociales, créés ou renforcés par les

³ Darwent Whittlesey a fait une bonne étude critique du concept de région, in James et Jones 1954.

relations entre pays ou régions sous-développés avec les pays ou régions développés, ont des comportements différents face aux exigences de la vie économique et sociale. Ces divers comportements ont de multiples conséquences géographiques même dans un espace considéré. En ce qui concerne les problèmes alimentaires, nous avons essayé de démontrer (M. Santos, 1967) en affirmant que «la principale caractéristique d'une géographie générale de l'alimentation est insolite et peut paraître paradoxale à la première vue, car il s'agit d'une géographie générale qui ne dépasse pas la géographie régionale de type classique». Les fondements de la géographie de l'alimentation seraient les éléments divers qui caractérisent et définissent les régions, mais non les régions elles-mêmes. Nous passerions directement des réalités analysées, dans les secteurs ou sous-secteurs de la société et de l'économie, à la géographie générale.

Cela est très facile de démontrer soit dans la zone rurale comme dans les villes des pays sous-développés. La répartition de la population en couches avec des différences accentuées de revenu, de consommation, de niveau de vie, etc., fait en sorte que, dans un même espace, surgisse une variété de résultats en rapport avec les différents aspects de la réalité sociale.

Nous pouvons admettre qu'il existe encore des espaces géographiques dont les caractéristiques sont le résultat d'une interaction entre le groupe humain et la base géographique. Mais ces cas sont chaque fois moins nombreux ; ils paraissent être le résultat d'un manque de dynamisme social fréquemment appelé, dans le langage courant, dynamisme géographique. Ils ne sont rien d'autre que le résultat de l'absence de réponse aux conditions du monde moderne ou d'une inadaptation locale aux influences des progrès économiques, sociaux...

Les progrès réalisés dans le domaine des transports et des communications, l'expansion d'une économie internationale qui est devenue «mondialisée», etc., expliquent la crise de la notion classique de *région*. Si nous voulons conserver encore cette dénomination nous sommes obligés de la redéfinir.

Dans les conditions actuelles de l'économie mondiale, la *région* n'est plus une réalité vivante dotée d'une cohérence interne; elle est, principalement, définie de l'extérieur, comme a remarqué B. Kayser, et ses limites changent en fonction de divers critères. Dans ces conditions la région n'existe pas en elle-même⁴.

Une géographie générale fondée sur la géographie régionale finirait par accorder une place exagérée aux fausses relations, dépourvues d'autonomie et de force explicative comme celles qui se nouent entre groupes humains

⁴ Voir G. Sautter, 1974, p. 239.

et milieux géographiques dans lesquels ils s'insèrent. Toute enquête d'une causalité entre ces deux données conduirait inévitablement à de graves erreurs, à ce qu'on peut appeler abstraction empirique puisque les choses sont valorisées en tant que « chose en soi » et non par les relations qu'elles représentent et parfois cachent. Les divers types de médiation parmi lesquelles il faut considérer les techniques politiques, financières, commerciales ou économiques dans le sens large du terme, donnent aux relations entre l'homme et le milieu une autre dimension qui exclut la rigidité d'une géographie régionale du genre classique et le mécanisme de ses relations avec la géographie générale. Nous ne pouvons pas établir une théorisation valable si elle est fondée sur le « principe de causalité ». Le fait qu'il n'y ait pas d'*autonomie régionale* est parallèle à la faillite de la géographie régionale considérée en des termes traditionnels.

Les dangers de l'analogie

Une des raisons de la faiblesse de la géographie humaine, a écrit Jean Gottman (1947, p. 5), « vient de la tendance d'aller boire dans les mêmes sources que la géographie physique, c'est-à-dire l'histoire naturelle. Or, nous ne pouvons pas attendre des collectivités humaines un comportement semblable à celui des êtres vivants les plus élémentaires. Le déterminisme simpliste de la botanique peut permettre de toucher à peine la surface des problèmes des sociétés humaines. »

Les géographes ont beaucoup procédé par analogie, surtout par rapport aux sciences naturelles. Deux sources d'erreurs graves surgissent de ce fait. D'abord nous ne pouvons pas transposer, et surtout pas de façon mécanique, ce qui se passe dans le monde physique à ce qui se passe dans l'Histoire. Ensuite, l'analogie conduit souvent à examiner les objets de l'extérieur ce qui permet l'appréhension de son aspect ou de sa forme, quand c'est le contenu qui en vérité nous permet d'identifier, d'individualiser et de définir.

Etant donné que les phénomènes historiques ne se répètent jamais de la même façon, et ne sont pas les mêmes non plus, les interactions entre les différents groupes de la société dans les périodes diverses, les lois de développement dit Meliujin (1963, p. 225) « se manifestent de manière différente, car, beaucoup plus que dans n'importe quelle sphère de phénomènes, les relations causales non fonctionnelles gouvernent l'évolution sociale ».

C'est une erreur fondamentale de tomber dans l'illusion suggérée par Alan G. Wilson (1969) quand il dit que « nous sommes plus intéressés dans

l'utilisation de l'analogie par un théoricien de la géographie que par des arguments philosophiques». C'est une affirmation insensée car l'utilisation d'une analogie est, elle-même, un exercice de logique⁵. Cependant parfois c'est aussi une erreur, puisque la coïncidence ne suppose pas une répétition de causalités, ce qui de toute façon est impossible. Mach a écrit (1960, p. 11) «qu'il existe toujours un élément arbitraire dans les analogies, car elles se réfèrent à des coïncidences vers lesquelles l'attention est dirigée».

La fragilité de cette méthode vient du rôle qu'on doit attribuer aux *a priori* et aux facteurs extérieurs qui les concernent. L'utilisation des analogies c'est un risque⁶ d'autant plus grave quand on les cherche dans le monde physique pour les utiliser après dans le domaine social.

Dans la majorité des cas l'erreur est double. D'un côté, un des principes fondamentaux de la recherche physique c'est la quête d'ensembles ou de totalités de plus en plus grandes, à partir desquels les éléments y compris sont mieux interprétés. De l'autre côté, la conception des sciences physiques comme disciplines exactes laisse à désirer. La représentation que nous avons du *physique* change d'après les époques, avec le niveau de progrès scientifique atteint. Aucune vérité n'est définitive dans le monde physique et encore moins dans le domaine social.

Einstein (1955) a écrit que «la croyance dans un monde extérieur dont l'existence est indépendante du sujet qui le connaît est la base de toute science naturelle». Ce point de vue peut être utilisé par une science sociale fondée sur la réalité objective. Mais ni tous les postulats de la physique ni même ceux de la physique relativiste ne peuvent, de la même façon, être utilisés dans la construction d'une théorie ou d'une épistémologie des sciences sociales⁷.

Les fondateurs de la géographie, pleins de zèle afin de lui donner un statut scientifique définitif, se sont équivoqués quand ils ont cru que le meilleur chemin pour y arriver c'était de construire la théorie d'une science de l'homme sur une base analogique fondée sur les sciences naturelles. Si, comme dit Husserl (1935, 1975, p. 8), il est absurde de

⁵ L'argument, c'est que le chercheur peut considérer les analogies utiles pour l'élaboration d'un modèle ou d'une théorie. Cela signifie qu'il prend des concepts d'autres théories, peut-être même d'autres sciences. Il faudra donc interpréter de tels concepts du point de vue de sa propre théorie (H. A. G. Wilson, 1969).

⁶ Nous sommes aujourd'hui plus conscients du risque qui se développe en utilisant des corrélations dans la construction théorique (Kerblay, 1966). Il nous faut tenir compte du danger d'adapter, sans critique, des analogies du monde physique, quand nous faisons l'étude de phénomènes sociaux et humains (G. Olsson, 1973).

⁷ La croyance en un monde externe indépendant de l'individu qui le perçoit est à la base de toute les sciences naturelles (Einstein, 1954).

considérer la nature comme étrange à l'esprit «il est également absurde de vouloir édifier les sciences de l'esprit sur les fondements des sciences de la nature, avec la prétention de leur donner une scientificité comme celle des sciences exactes».

Possibilisme versus quoi?

La querelle entre «déterministes et possibilistes» s'est montrée fautive car elle était fondée sur des présupposés viciés.

La discussion à propos du problème du déterminisme a été, dès le début, déformée, à commencer par sa propre dénomination. Il y a eu confusion, délibérée ou pas, entre la notion de *déterminisme* et ce qu'on appelle *nécessitarisme*, le premier mot étant utilisé à la place du deuxième, peut-être même pour discréditer ceux qui étudiaient le développement de l'Histoire comme le résultat d'une action complexe mais fatale des causes profondes agissant concrètement et ensemble dans un moment donné. C'est la célèbre polémique entre «déterministes» et «possibilistes», ces derniers se réclamant de Vidal de La Blache, s'arrogeant le privilège d'inclure l'action de l'homme comme un facteur à considérer et en admettant que les «déterministes» (dénomination que les «possibilistes» attribuaient à Ratzel et ses disciples) donnaient une priorité aux facteurs naturels dont la causalité est considérée comme irréfutable. Cela signifie oublier qu'il n'existe pas seulement des déterminations naturelles, mais aussi des déterminations sociales, qui touchent également l'homme et la nature. De toute façon, les *déterminations* sont reconnaissables et mesurables *a posteriori*, et l'idée de *nécessitarisme* doit être écartée.

Dans sa préface au livre de Lucien Febvre (1932, p. 11) l'historien H. Berr, quand il se réfère à ce qu'on appelait alors déterminisme, propose que nous utilisions le terme *nécessitarisme* de préférence. Une détermination, sociologiquement comprise, doit être clairement différenciée d'une nécessité. *Déterminisme est causalité naturelle*. Dans la nature, parmi les causes qui *déterminent* les phénomènes, quelques-unes sont *contingentes*. Parmi ces causes contingentes, quelques-unes sont géographiques. Le problème est de savoir s'il existe des *nécessités géographiques* et si les phénomènes naturels peuvent agir comme causes nécessaires sur une humanité «purement réceptive».

La notion de déterminisme, prise dans ce sens qui était son sens original, ne supprime pas l'idée de possibilité, au contraire la renforce. Quand Vidal de La Blache écrit qu'il «n'existe pas de nécessités, mais

partout il y a des possibilités», il s'agit d'une vérité banale. Le royaume du possible n'est pas le même que celui de l'aléatoire, mais celui de la conjonction de déterminations qui se réalisent ensemble dans un temps et lieu donné. Si le mot est pris avec la connotation que les possibilistes lui ont donnée, il ne s'agit pas ici de «fatalités», ni dans le possibilisme ni dans le déterminisme. Mais les mots *détermination* et *déterminisme* avant, pendant et après ce débat ont pu être utilisés avec discernement en dehors du champ géographique. Cette controverse n'a servi qu'à retarder l'évolution de la géographie; et la notion de possibilisme n'a jamais réussi à se développer de façon satisfaisante.

Milton Santos

in *Pour une géographie nouvelle*, Alger/Paris : OPU/Publisud, 1984, chapitre 1, pp. 19-28.

La géographie, veuve de l'espace

Ce chapitre clôt la partie critique de Pour une géographie nouvelle. Il consiste en une revue commentée des analyses de la crise de la géographie classique durant les années 1970. Le texte montre le foisonnement intellectuel de l'époque et la capacité d'écoute très ouverte de Milton Santos.

On notera son insistance à signaler le risque d'évanouissement de l'objet de la géographie. Dans les chapitres précédents, il a montré que les rénovations qui ignorent le caractère intrinsèquement social de l'espace sont vouées à l'échec. Ici, il s'attache à exposer l'idée, corollaire, selon laquelle la géographie traditionnelle en prétendant étudier un espace sans société, a vu son objet disparaître dans un véritable trou noir théorique.

Milton se différencie donc nettement de deux courants à l'époque « candidats à la reprise » de la maison Géographie. Des anti-spatialistes qui ne croient pas à l'intérêt de faire de la spatialité des sociétés un objet propre et voudraient fondre la géographie dans une économie ou une sociologie ; et des spatialistes, tentés par le positivisme et le modèle des sciences de la nature, qui souhaitent extraire la géographie du champ des sciences sociales. Milton tient bon sur cette ligne claire mais intellectuellement exigeante d'une « spatialité non spatialiste ». La suite semble bien lui avoir donné raison.

Bilan de la crise / la géographie veuve de l'espace

Dans le numéro inaugural de la Revue *Hérodote*, Yves Lacoste met l'accent sur la crise de la géographie, en même temps qu'il énumère les problèmes fondamentaux qui l'autorisent à parler également d'une géographie de la crise (1976, pp. 869). « Tout se passe dit-il comme si les réflexions qui auraient pu aboutir à la production du concept d'espace avaient été bloquées, peut-être même en raison de la gravité de l'enjeu politique et idéologique, par un refus collectif et inconscient d'y réfléchir. » (p. 50). Cette crise avait également été repérée par d'autres géographes comme David Harvey, Richard Peet, David Slater et tant d'autres.

Tandis que de nouvelles tendances s'esquissent, Gilles Sauter (1974) se demandait si la crise n'aboutit pas à un renouveau, question à laquelle Y. Lacoste (1976) semble répondre avec optimisme. Cela ne veut pas dire que les courants passésistes ont abandonné leur rôle et que la crise est déjà maîtrisée. On peut dire encore avec Paul Claval (1964) dans son *Essai sur l'évolution de la géographie humaine* : « il existé un malaise de la géographie actuelle... ».

La reproduction du savoir

L'une des raisons essentielles pour lesquelles la géographie a connu une évolution tellement lente et décevante que l'on est tenté parfois de parler d'involution, est l'importance que gardent les vieilles idées dans notre discipline.

Les géographes sont connus pour leur tendance à s'attacher à un problème ou à une thèse et à le garder des années ou des décennies durant. Si l'on prend une bibliographie géographique de ce siècle, on s'apercevra que les rares thèmes faisant preuve d'originalité sont submergés par une masse de répétitions. Il s'agit de ce défaut sur lequel a ironisé D. Bohm (1965, pp. 9-10), qui consiste à considérer les anciens schémas de pensée comme inévitables, ce qui selon lui a profondément entravé le développement de la science en général.

Au lieu de rechercher un savoir nouveau, nous préférons le confort de la reproduction du savoir ancien. Cela a été rendu possible par des formes de cooptation qui, bien que variant selon les pays, aboutissent à un même résultat : la consécration des modèles. Citons à ce propos J. Lévy (1975, p. 64) : « la cooptation des idées complète celle des personnes, et les géographes "arrivés" s'acharnent d'autant plus à maintenir leurs idées en place que

celles-ci sont peu défendables». Le rôle des détenteurs de chaires d'université (ceux que les Français appellent sans malice les «patrons»), la filière de l'enseignement universitaire, l'acceptation des travaux, l'organisation de la recherche et la diffusion de ses résultats, tout cela donne aux «grands patrons» une position de prestige incontestable qui empêche la mise en question de leurs idées et force au contraire à leur reproduction, aussi dépassées soient-elles.

À propos des conditions d'évolution de la géographie française, P. Claval notant que le goût pour le mandarinat s'est enraciné, faisait remarquer à quel point cette institution a encouragé des relations patron-clients qui ont fini par déformer les objectifs de la recherche et ses résultats. La recherche dit-il (1975, p. 262) «est devenue plus conservatrice qu'auparavant», et sa timidité «est d'autant plus lamentable que les structures traditionnelles de l'université française étaient profondément libérales» et «encourageaient l'audace et étaient bien adaptées à l'initiative individuelle». Mais depuis, et c'est encore P. Claval qui parle, «ceux qui ont proposé de nouvelles idées ont vu leurs hypothèses critiquées, leur travail regardé avec suspicion pour certains, bien qu'il arrive toujours un moment où leurs idées ont été plagiées par ceux-là même qui semblaient les condamner: il s'agit d'une forme de consécration tardive qui, malgré tout, assure à ses destinataires une place dans la communauté géographique».

Le vice est devenu si fort, que parfois la glorification du maître consacré conduit soit à une altération de ses intentions originales, soit à la défiguration des idées de ceux qui, hors de son influence, ont eu des idées différentes. Le premier cas peut être illustré par les idées de Christaller dont les adeptes aux États-Unis ont présenté son œuvre de façon déformée. Dans le second cas, le meilleur exemple est Ratzel dont l'œuvre, bien qu'ayant reçu des éloges de Vidal de La Blache, fut répudiée par la suite par les élèves de ce dernier, au nom des prétendues écoles nationales.

En fin de compte, l'acquis passé de la géographie a toujours eu plus de poids que les expectatives créées.

La géographie et le projet impérial

Ces tendances se sont aggravées de façon exponentielle à partir de 1945, lorsque la géographie est passée de façon plus claire au service d'un projet impérial. Le centre de diffusion de la géographie était alors en train de passer de l'Europe aux États-Unis. Pour ceux qui aiment les transitions datées, on pourrait proposer la réalisation du Congrès International de Géographie à Washington.

L'après-guerre marque le début de la suprématie économique américaine, l'hégémonie de la langue américaine dans la diffusion des idées dont la production se concentrait également aux États-Unis. La production des idées, d'ailleurs, répondait en grande partie à une demande dans les domaines politique et commercial, ce qui garantissait d'emblée leur partialité.

À un moment donné, les idées évolutionnistes défendues par certains universitaires, leur valurent pour beaucoup d'être expulsés de l'université (A. Cuvillier, 1953, pp. 109-110). Plus tard ce fut le maccarthisme qui s'installa à tous les niveaux de la vie américaine et n'épargna pas les universités. Encore aujourd'hui, et malgré la liberté dont se vantent les institutions d'enseignement aux États-Unis, certaines interprétations de la réalité, dont celle fondée sur la dialectique, sont si peu acceptées que leurs tenants se retrouvent souvent sans emploi.

Il est très difficile de concilier une attitude de discrimination systématique avec le florissement de l'esprit scientifique. Quant à la géographie, elle a subi ces tendances avec d'autant plus de force qu'elle est devenue un auxiliaire précieux du processus de planification à travers lequel s'est exercé la domination des pays riches sur les pays sous-développés.

Des pays sous-développés après la Seconde Guerre mondiale, on pourrait dire ce que Chastaing (1947, p. 370) disait de la France d'après-guerre par rapport à l'Allemagne : ils ont été occupés par la pensée nord-américaine. En matière de géographie, l'Amérique latine est un bon exemple qui n'est pas unique. En fait, parler d'une pensée nord-américaine sur les problèmes du Tiers monde serait une généralisation injuste car il y a certes des géographes ou autres scientifiques sociaux américains qui sont concernés par l'honnêteté et/ou la compétence. Il existe cependant une pensée géographique officielle qui contrôle les moyens de diffusion du savoir (maisons d'édition, associations nationales et internationales, congrès, etc.) et les moyens de production du savoir (bourses d'étude, financements de recherche...).

L'empirisme abstrait

Pour les positivistes modernes qui ont banni toute préoccupation historique, les choses ont la valeur définitive des « choses en soi » ; leur processus de formation n'intéresse pas. Ils sont plus préoccupés de démontrer que d'expliquer comment les choses sont. Le souci de mesurer prend le pas sur la recherche des causes réelles des phénomènes (Kopin, 1966, 1969, p. 69).

La grande misère de l'empirisme est qu'il cache les rapports entre les hommes, les remplaçant par des relations entre objets, dont les objets géographiques. Mais les choses n'ont pas de relations par elles-mêmes ; toute démarche qui ne tient pas compte de cela équivaut à remplacer une signification vraie par une autre dépourvue de vérité. Cela est aussi une forme d'abstraction, mais sans base dans le réel : une abstraction faussée à l'origine car elle n'est pas fondée sur l'essence des choses mais sur leur apparence. L'abstraction empirique en géographie peut prendre une forme ouverte, brutale, ou une forme larvée, sophistiquée. De la deuxième forme, on peut citer comme exemple le schéma centre-périphérie, critiqué entre autres par McCall (1973) et Santos (1975).

Dans leur article classique sur «Capital-Labour Substitution and Economic Efficiency», K. J. Arrow, H. B. Chenery, B. S. Minhas et R. M. Solow (1961) donnent un exemple saisissant de l'utilisation de l'abstraction empirique dans le travail de théorisation : «Dans bien des branches de l'analyse économique, il est nécessaire d'avancer quelques hypothèses concernant la mesure dans laquelle capital et travail peuvent se remplacer mutuellement». Ils ajoutent, «dans l'absence de généralisations empiriques sur ce phénomène, les théoriciens ont choisi des hypothèses simples qui sont devenues largement acceptées par leur répétition fréquente».

Norton Ginsburg (1973, p. 2) a ironisé sur la tendance à une abstraction pédante de la réalité, si lourde de conséquences que devant les théories élaborées de la sorte, «nous reconnaissons difficilement le réel». Il tient à illustrer son raisonnement lorsqu'il dit que «si on avait à chercher dans la théorie géographique l'essence de la société américaine comme elle existe aujourd'hui, on serait amené à nier qu'elle existe pour consommer».

C'est avec raison que Ch. Grataloup et J. Levy (1977, p. 43) font le procès d'une géographie «pour qui l'espace comme le temps n'est pas une donnée objective, n'a pas d'existence réelle, mais se retrouve dans notre façon de percevoir les choses». C'est là l'expression de cet idéalisme philosophique qui a pénétré la géographie dès la fin du XIX^e siècle et s'est affirmé au début du siècle actuel pour y rester triomphant même si dans sa façon de présenter les problèmes il y a une apparence d'objectivité et de concret. Les théories de la diffusion d'innovations, celles des lieux centraux et des pôles de croissance, le principe du «moindre effort», la loi de gravité spatiale et toutes ces armes de l'arsenal que les sciences de l'espace ont mis à la disposition de la planification, ne sont rien d'autre que des formes ouvertes ou larvées de l'idéalisme philosophique, sinon de l'empirisme abstrait.

L'espace géographique est alors étudié comme s'il n'était pas le résultat d'un processus où l'homme, la production et le temps jouent le

rôle essentiel. L'espace se trouve ainsi dégradé, présenté comme morcelé, déshumanisé, réifié à l'acte de production de l'homme. L'espace réel est remplacé par un espace idéologique sur lequel on a pu asseoir des fausses théories substantives et de planification.

La soi-disant géographie quantitative marque le sommet de cette dé-spatialisation de l'espace réduit à une grille de coordonnées sans rapport avec le réel, une vraie «*computer taxonomie exercise*» (Brookfield, 1975, p. 107), accompagnée d'une dé-historialisation : un ensemble de formules mathématiques d'où l'histoire, c'est-à-dire l'homme, est systématiquement écarté. C'est la sophistication du vieux soubassement positiviste de la discipline géographique, dont la notion de région a représenté un pas préliminaire mais fondamental.

L'étude de la région comme entité autonome serait l'objet d'une dialectique manquée entre un homme détaché du capital et un environnement non socialisé, et cela au lieu d'une dialectique entre des hommes, étudiée d'après la dialectique propre à la société toute entière. Dans le même ordre de situation, on trouverait la distorsion paysagiste, à propos de laquelle P. Claval (1974, pp. 42-43) s'étonnait récemment que l'on oublie les aspects les plus importants de l'étude des paysages pour privilégier les aspects secondaires. Comme l'exprime magistralement Max Sorre (1957, p. 31) «derrière les traits concrets du paysage, notre analyse nous révèle tout un réseau de rapports de causalité». Dans le cas contraire, elle serait dépourvue de valeur scientifique.

La ville devient un terrain de rencontre de sociologues, d'économistes, d'anthropologues ; d'ethnologues, de politologues et d'historiens, tandis que les géographes y perdent du terrain. L'analyse régionale donne lieu à une multitude de disciplines spécialisées, qui répondent aux besoins de la planification, tandis que la formulation de principes généraux est de plus en plus désertée par les géographes. La géographie voit ainsi se réduire son champ d'action, son intérêt et son importance, tandis que les disciplines qui devaient peu à peu combler ce vide n'arrivaient pas, en général, à vraiment traiter de l'espace.

De l'impérialisme à la perte de l'objet

Ritter (1836) se plaignait déjà du peu d'effort que les géographes faisaient pour couvrir les domaines de leur champ de travail. On peut rappeler à ce propos qu'à ce moment-là une géographie vraiment scientifique n'était pas encore tout à fait constituée, faute de deux conditions essentielles : d'un

côté, le monde était encore relativement peu connu, d'un autre côté, les sciences sociales n'étaient pas encore constituées. Mais, déjà en 1921, le géographe belge Michotte regrettait que la géographie soit en train de rétrécir. Cette réduction du champ de travail se faisait parallèlement à la tendance des géographes à imaginer qu'ils pouvaient traiter de tout.

Omer Tulipe était bien avisé lorsqu'il a reproché la vocation de la géographie à une sorte d'impérialisme. Il écrivait en 1945 (p. 75), « mais après ce désarroi du début, le domaine de la géographie s'est reconstitué peut à peu. Toutefois, dans cette reconstitution, on a d'abord poussé les limites de ce domaine très loin; d'où cette allure de science envahissante et à tendances encyclopédiques qui accabla aussi la géographie. » Pour O. Tulipe, « pareil travers est une erreur de début, un péché de jeunesse, tel qu'en ont connu d'autres sciences, mais dont de plus en plus la géographie se débarrasse ». Seulement, la géographie a cessé d'être envahissante pour pratiquement tout perdre. D'un côté, par l'invasion d'autres disciplines dans son domaine d'étude; de l'autre par incapacité de se fixer un objet propre, bien défini.

Et récemment encore, P. Clavai (1975, pp. 266-273) rappelle que « les plus importantes réorientations ne viennent pas des géographes, mais des sociologues, économistes et ingénieurs. C'est eux qui sont les responsables de progrès essentiels acquis dans la sphère de la théorie fondamentale et l'application de la nouvelle méthodologie. » Quant à S. H. Franklin (1973, p. 207), il avoue de façon abrupte « être toujours en train de craindre que la prochaine histoire de géographie qu'il lira ne se trouve dans la rubrique obituaire. Avec insistance, les géographes rejettent et parfois même tuent les thèmes essentiels. »

L'espace en miettes

Selon Michette (1921) « la division progressive du travail en sciences a entraîné une spécialisation grandissante qui devait, dans le cas de la géographie, restreindre fatalement son objet » (cité par Fischer *et al.* 1959, p. 284). Et l'on a fini par avoir, comme J. Dresch (1948, p. 91) le disait, une géographie « coupée en morceaux ».

Dès sa création comme discipline aspirant à un statut scientifique et pendant la première moitié du XX^e siècle, on reconnaîtra à la géographie essentiellement deux tendances. D'un côté, certains luttèrent pour lui assurer un niveau scientifique, une place dans la classification des sciences, et cherchaient à lui découvrir des lois et principes généraux,

à définir son champ de travail, à classer les faits de son domaine et à établir une hiérarchie de valeurs. D'un autre côté, il y avait ceux qui sous différentes formes cherchaient à faire de la géographie un corps de connaissances immédiatement utilisables pour n'importe quel utilisateur effectif ou potentiel. La première orientation correspond à une approche spéculative et la deuxième mène à toutes sortes de pragmatismes. Si aux États-Unis, le travail d'un Hartshorne, d'un Sauer ou d'un Schaeffer est hors du commun, on peut néanmoins suggérer que la première orientation était surtout européenne. Cela expliquerait aussi la tendance des géographes européens à considérer l'espace comme une unité, même s'ils ont rarement réussi à transcrire leurs intentions dans la théorie et la méthode. La géographie américaine, nourrie de pragmatisme, prenant comme objet d'étude des morceaux isolés¹ ou des aspects de la réalité, au goût du client, a fini par pulvériser l'objet de la discipline et la discipline elle-même. La prolifération des thèmes à étudier éloignait de plus en plus de la construction d'une synthèse et au fur et à mesure que la géographie devenait plus utilitaire, elle devenait également moins explicative.

La géographie veuve de l'espace

Un peut partout, les géographes se taisent sur l'espace. Ils restent également silencieux sur le travail innovateur d'autres géographes et d'autres spatiologues. La géographie est veuve de l'espace. Sa base d'enseignement et de recherche est l'histoire des historiens, la nature « naturelle » et l'économie néo-classique, toutes trois ayant remplacé l'espace réel, celui des sociétés dans leur devenir, par quelque chose de statique ou simplement de non-existant, d'idéologique.

C'est pourquoi tant de géographes discutent plus de la géographie – un mot de plus en plus vide de contenu – et presque jamais de l'espace, sup-

¹ Nous lisons aussi, dans l'article de B. Marchand (1972, p. 95) : les méthodes de l'analyse univariée et multivariée sont une aide puissante pour la recherche géographique, mais elles n'en sont pas caractéristiques : elles s'appliquent à toutes séries d'observations et si, depuis vingt ans, elles sont devenues la règle dans les études géographiques modernes, il faut avouer que les économistes ou les psychologues les ont utilisées mieux, sans doute, et davantage. Le fait que le géographe travaille dans l'espace a posé, en revanche, de sérieux problèmes méthodologiques, et qui lui sont propres : l'école macrogéographique a tenté de traiter l'espace comme un tout; au contraire, les études de Dacey et les études de « filtrage », représentent une approche analytique; enfin, toute étude statistique pose le problème fondamental de l'« auto-corrélation spatiale ». À l'inverse de la macrogéographie, les diverses méthodes de filtrage aboutissent à briser l'espace géographique en composantes élémentaires pour mieux comprendre les lois de répartition des phénomènes.

posé être l'objet, le contenu de la discipline spatiale. En conséquence, la définition de cet objet, l'espace, est devenue difficile ; celle de la géographie impossible. La géographie est devenue veuve de l'espace.

Pour avoir dépensé en vain beaucoup d'efforts et de talent dans la recherche de solutions immédiatistes à des problèmes jugés immédiats, pour s'être mis en quête de réponses particulières à des problèmes jugés spécifiques, on en est arrivé à une telle multiplicité de géographies que l'on pourrait dire avec ironie qu'il y a beaucoup de géographies mais pas une géographie.

La source des maux vient du fait que la science s'étant mise au service des choses et non plus de l'homme, la recherche d'une identité ou d'une légitimation réellement scientifique a cessé d'être un but permanent pour devenir une simple gêne à un travail devenu beaucoup plus lié au monde des affaires qu'à l'intérêt social. La réflexion est devenue alors inutile.

En fait, et c'est encore M. Sorre (1957, p. 51) qui le remarque, les géographes ont même perdu le goût de la discussion qui caractérisait la période héroïque. Le débat de fond a été remplacé par la discussion sur des questions de forme et une querelle de vocabulaire interminable a pris la place d'une recherche des mécanismes fondamentaux. D'où le glissement de la géographie vers un ensemble informe et incohérent, un « puzzle » à monter selon les intérêts du client. Cela est d'autant plus choquant que si dans les autres disciplines sociales on ne s'est pas toujours refusé à servir des intérêts de groupes, il est resté quand même un minimum de théorie générale.

Leçons et promesses de la crise

Il ne faut pas s'étonner donc, que la crise générale des sciences sociales se soit manifestée avec une vigueur particulière dans le domaine de la géographie. Il ne faut pas chercher à cacher pudiquement cette crise sous le prétexte de protéger notre discipline de critiques fatales. En fait, ces critiques lui viennent de partout et se sont faites plus vives après que l'objet de chaque discipline se soit étendu comme un impératif de la mutation que connaît la société mondiale actuelle.

Nous pensons qu'au lieu de cacher cette crise, il faut la mettre en évidence. D'ailleurs, une situation de crise normalement n'est pas une preuve de faiblesse, la crise témoigne d'un désajustement entre l'ancien qui cherche à se maintenir et le nouveau qui cherche à le remplacer.

Cela exige une attention permanente de la part de ceux à qui revient de chercher de nouvelles voies. Et les scientifiques doivent être inclus dans cette catégorie.

Dans le cas de la géographie, la crise a été plus aiguë en raison de l'accumulation de malentendus qui a cristallisé l'erreur. C'est ainsi qu'on a pu la définir, depuis sa fondation mais surtout après la Seconde Guerre mondiale, comme un ensemble de postulats qui, au lieu d'aider à découvrir le réel, aidaient à le cacher. Comme ces postulats s'abritaient derrière une rhétorique d'allure scientifique, dans une période historique où la science considérée comme étude des phénomènes, i.e. des apparences, s'opposait à la propre réalité, et cela pour servir à la libre expansion du capitalisme, une telle science qui ignorait l'essence des choses, était vouée à aboutir à une géographie empirique et à la justifier. Cela offrait une sorte de paravent à la crise.

La tendance d'une telle science compromise à servir des intérêts de groupe, à brouiller une vision correcte de la réalité, devait arriver à voiler l'histoire humaine. Mais l'histoire finit toujours par s'imposer et par renverser les mythes créés pour la cacher. C'est ce qui semble arriver maintenant à propos de l'espace, quand un saut qualitatif est en train de se faire à la faveur d'une période historique critique. Ici l'espace change fondamentalement de nature et exige également un changement de définition.

Mais il faut prendre garde qu'on ne veuille remplacer un mensonge par un autre. Face à la réalité nouvelle qui est évidente, il y a un effort désespéré pour rechercher une théorisation fautive. Pour éviter de retomber dans les erreurs du passé, il faut réaffirmer la crise, mais avec un esprit critique, c'est-à-dire en ne se contentant pas de voir ses apparences, mais en allant jusqu'à ses fondements.

Milton Santos

in *Pour une géographie nouvelle*, Alger/Paris: OPU/Publisud, 1984, chapitre 8, pp. 69-76.

Géographie citoyenne, épistémologie de l'existence

Revenu au Brésil, Milton Santos se refait assez vite une place sur la scène universitaire. Ses compétences et son parcours poussent en outre dirigeants et médias à le solliciter pour intervenir dans des domaines directement politiques. Milton choisit clairement de privilégier son identité d'intellectuel et c'est au titre de chercheur et de professeur qu'il lui arrive de prendre des positions hors du champ académique.

Dans ce texte, il insiste sur la responsabilité des géographes face à la société. Leur premier devoir est de travailler vraiment leur objet et de développer la dimension spatiale de la connaissance du social. Il insiste sur la notion de lieu comme opérateur fondamental de cette dimension.

Le deuxième point concerne l'examen de l'aspect politique de l'opposition conceptuelle entre territoires et réseaux. Les contradictions entre les espaces continus où domine la coopération interne à une société et les relations hiérarchiques se déployant dans les réseaux constituent le cœur de l'espace d'aujourd'hui. Il faut donc prendre la mesure de ce conflit et aider les plus démunis, qui sont aussi, pense-t-il, les citoyens les plus porteurs d'avenir, à peser de tout leur poids.

Le dernier élément démontre encore plus clairement comment Milton relie préoccupations politiques et action théorique. La notion d'«espace banal», c'est-à-dire d'espace trans-thématique, non réductible à un aspect de la vie sociale, est tout aussi fondamentale

dans la géographie que dans l'action citoyenne. Pour la première, il s'agit d'une prise de partie contre une segmentation intra-disciplinaire qui ferait perdre son intérêt à la transversalité propre de la géographie au sein des sciences sociales. Pour la seconde, c'est l'importance d'un espace commun à tous, au-delà des individus et des groupes, qu'il veut mettre en valeur; or l'existence de cet espace est à la fois enjeu et condition de possibilité du politique. Dans une société aussi clivée que la brésilienne, ce point de vue est aussi un engagement fort à ne pas renoncer, d'une manière ou d'une autre, à construire un être-ensemble effectif.

Géographie citoyenne, épistémologie de l'existence

Je vais commencer comme je le fais toujours, en disant ceci : un cours facile, évident, n'a pas le moindre intérêt ; un livre facile n'a pas le moindre intérêt ; une conférence facile est une sorte de chantage envers ceux qui se sont déplacés pour l'écouter. Je dis cela pour prévenir ceux qui peut-être vont trouver que ce que je dis est bien compliqué. Je leur demande dès maintenant de faire preuve d'un peu de bienveillance et de beaucoup d'attention.

Le thème qui m'a été demandé est « Pour une géographie citoyenne ». J'ai pris la liberté d'y ajouter un sous-titre : « Pour une épistémologie de l'existence ». Cette conférence va se dérouler en quatre temps. Premièrement : pour une géographie citoyenne – pourquoi une géographie citoyenne ? En d'autres mots, avec quel but se fait notre travail intellectuel aujourd'hui ? Avec le but d'un retour à l'homme. Deuxièmement : géographies et géographie, espaces qualificatifs et espace banal. Ce que l'on doit discuter est l'espace et non la géographie ; le substantif et le constitutif qu'est l'espace et non la géographie, qui nous entraînerait vers l'adjectif et le jugement de valeur. Troisièmement : le quotidien. Il s'agit de *géographiser* cette notion de quotidien que bien souvent les géographes empruntent à la sociologie, alors qu'il est possible de le travailler à partir de l'espace, c'est-à-dire de la géographie, ce qui devrait permettre du même coup d'enrichir l'approche sociologique. Quatrièmement : une épistémologie de l'existence. En d'autres mots, il s'agit d'une reconstruction de la méthode à partir de la vie, de l'homme vivant (et de sa vie).

Pourquoi une géographie citoyenne ?

Rappelons pour commencer, que la citoyenneté se vit à différents niveaux, surtout dans notre pays où tous ne sont pas également citoyens : il y a ceux qui ne peuvent même pas être citoyens et ceux qui ne veulent pas être citoyens (ceux qui recherchent les privilèges et non leurs droits).

Deux questions se posent ici du point de vue de notre discipline : comment la géographie peut contribuer à la construction de la citoyenneté ; et comment construire la géographie à partir de l'idée de citoyenneté. Deux questions inséparables. Et que serait cette géographie du citoyen ? Une géographie engagée ? Le terme mérite discussion. Quand nous parlons de « géographie engagée », cela signifie engagée *a priori*, dans une volonté de critique dès le départ, avant même de conclure l'analyse. Mais le risque est que cette géographie se réduise à un discours creux, incapable de fournir les instruments analytiques indispensables pour réaliser la difficile tâche d'interprétation de la réalité sociale.

L'analyse doit être pertinente, c'est-à-dire que celui qui analyse doit avoir une idée claire de ce qu'il fait. Notons au passage que, chose étrange, une certaine géographie ne sait même pas quel est son rôle et sa place dans des études interdisciplinaires ; et si les géographes eux-mêmes sont incapables de présenter une idée claire de la pertinence de leur discipline, le débat devient impossible. Or cette géographie du citoyen, comme la géographie tout court, exige une analyse fondée sur cette notion de pertinence.

On pourrait aussi poser une autre question : la géographie du citoyen s'opposerait-elle à la géographie des experts ? Je crois que oui. Je demanderais alors s'il peut exister un expert généraliste ? C'est possible, mais le problème de l'expert, qui est généralement étranger aux collectivités qu'il vient étudier, est qu'il est souvent incapable de s'intégrer au quotidien de ces collectivités pour appréhender, sans parti pris, leur fonctionnement politique. Or, comme c'est à partir du quotidien que le lieu s'impose aujourd'hui comme une donnée centrale de la recherche en sciences sociales, on comprendra la fragilité de la géographie des experts.

N'oublions pas cette vérité limpide : la valeur de l'homme dépend du lieu où il se trouve. Et c'est justement ce qui pose un problème dans nos relations avec les autres sciences sociales : le lieu est pratiquement ignoré de disciplines comme l'économie, la sociologie, etc.

Le lieu doit être considéré à la fois comme un ensemble d'objets et comme le réceptacle d'un faisceau de déterminations – toutes les déterminations et pas seulement certaines comme les déterminations économiques pour l'économie, les déterminations sociales pour la sociologie, les déterminations culturelles pour l'anthropologie, les déterminations politiques pour les sciences politiques. C'est ainsi que la géographie du citoyen commence par refuser l'économisme triomphant qui fait de l'économiste un spécialiste de la société, mais comme serviteur de la technique, comme administrateur des affaires auxquelles ces techniques s'appliquent, comme si c'étaient des valeurs absolues.

La géographie du citoyen suggère également l'abandon du sociologisme simpliste. En général, les sociologues n'offrent pas de métaphores spatiales et nous devons les en remercier car les métaphores attirent sans doute l'attention sur certains aspects des problèmes et les mettent en relief, mais elles ne constituent pas de système et par conséquent ne permettent de produire ni concepts ni théories en dehors de leur propre discipline.

À la recherche de l'espace banal

Les diverses géographies, c'est-à-dire la géographie des transports, la géographie du commerce, la géographie de la population, la géographie des industries, etc. sont des approches partielles qui ne considèrent que des aspects isolés de la réalité, comme s'il était possible, après avoir fait cela pour l'analyse, de le faire pour la synthèse. Il y a là un grand risque. En effet, des spatialisations singulières comme les transports qui circulent dans une aire donnée, ou comme le commerce, altèrent le signifié d'une région. Ce n'est pas l'espace qui est ainsi étudié, mais des facettes de l'espace. Quand je parle de réalisation de l'économie, de la société, de la culture, de la politique, il s'agit d'espaces *qualifiés*, l'espace économique, l'espace culturel, l'espace politique, l'espace social, mais ce que je cherche à comprendre et que je dois comprendre est l'espace *banal*. L'espace banal est l'espace dans toutes ses dimensions, toutes ses déterminations ; l'espace banal est l'espace de tous les hommes, quelles que soient leurs différences ; l'espace banal est l'espace de toutes les entreprises, quel que soit leur pouvoir. Et c'est cet espace banal qui est l'espace de la géographie, bien différent donc des espaces thématiques. Cet espace banal existe-t-il vraiment ? Est-il possible de l'exprimer à travers un discours comme s'il s'agissait d'une donnée objective ?

Il est essentiel de trouver une façon d'analyser cet espace banal, c'est-à-dire d'arriver à produire des concepts qui permettent de le diviser, de le découper en tranches pour faciliter son analyse. Devant un sociologue, un économiste, un politiste, nous pouvons dire que la géographie étudie l'espace, mais pour nous, géographes, c'est insuffisant car cela reviendrait à ériger une tautologie en règle de travail et ne mènerait donc à rien. Il nous faut donc faire un effort analytique, trouver les éléments qui nous permettront de comprendre l'espace et de construire éventuellement le discours politique d'une action à son égard.

Je le répète donc, ce qui intéresse la géographie est moins la géographie que l'espace. Tant que les géographes resteront à discuter entre eux de géographie, ils n'arriveront à rien. Le seul débat permettant d'avancer est la discussion sur l'espace, qui permet de trouver les sous-divisions pertinentes de l'objet qui nous intéresse.

Du quotidien

À propos du quotidien, je vous demanderai de bien vouloir considérer trois dimensions de l'homme : sa corporéité, son individualité et sa socialité.

La corporéité ou corporalité considère la réalité du corps de l'homme ; réalité qui se montre et s'impose plus que jamais avec la mondialisation. Il s'agit d'une dimension objective qui exprime la façon dont je me vois et je suis vu, mais aussi mes virtualités d'éducation, de richesse, ma mobilité, ma localité, mon lieu. Et puis il y a des dimensions qui ne sont pas objectives mais subjectives, celles qui se réfèrent à l'individualité et nous font voir les différents degrés de conscience des hommes : conscience du monde, conscience du lieu, conscience de soi, conscience de l'autre, conscience de nous. Toutes ces formes de conscience se rapportent à des gammes variées de l'individualité, dont la *transindividualité*, à savoir les relations entre individus, relations qui sont une part des conditions de production de la socialité, c'est-à-dire du fait d'être ensemble. Ce phénomène d'être-ensemble inclut l'espace et est inclus dans l'espace.

Il y a une relation entre corporéité, individualité et socialité. Cette relation va également définir la citoyenneté. Ainsi dans notre pays, la citoyenneté des Noirs est affectée par la corporéité. Le seul fait d'être vu comme noir suffit à rendre la vie infernale au porteur de ce corps. Par conséquent, la différenciation entre « citoyens » au sein d'une même société est liée à la corporéité. Évidemment, il existe des individualités plus fortes qui permettent une prise de conscience plus ample, et c'est ainsi que naît chez l'homme le principe de liberté. Et cela n'a rien à voir avec la citoyenneté, ni avec le corps de l'homme.

Je crois que ces trois dimensions participent à l'étude du quotidien du point de vue spatial. Nous verrons bientôt que le fait d'être ensemble dans une aire continue se reflète dans la façon dont s'exprime la spatialité, la manière dont évolue l'individualité et dont est sentie la corporéité. D'autres dimensions du quotidien sont cependant centrées sur une complexion géographique du quotidien. Le quotidien suppose le passé comme héritage. Le quotidien suppose le futur comme projet. Le présent est cette bande étroite entre passé et futur, et sa définition dépend de celles du passé et du futur : de ce passé auquel on ne peut échapper puisqu'il a déjà existé, et de ce futur qui s'offre comme possibilité à nos espérances car il n'existe pas encore. Nous oscillons sans cesse entre nécessité et liberté, entre ce que nous sommes et ce que nous voulons être, entre la difficulté d'affirmation devant des situations et la conviction que nous pouvons être autre chose, que nous pouvons construire autre chose. Cet homme double et ce quoti-

dien double nous renvoient aux relations de corporéité, d'individualité, de socialité et de spatialité.

Le quotidien nous met également face à d'autres catégories comme celles de la matérialité et de l'immatérialité. Le quotidien est les deux à la fois car il ne se réduit pas à la matérialité qui nous entoure. L'immatérialité peut être une contrainte plus forte parfois que la matérialité, comme c'est le cas de la *technosphère* et de la *psychosphère*, notions que nous nous efforçons de divulguer depuis un certain temps. Il y a d'un côté cette sphère technique qui baigne complètement l'homme de cette fin de siècle, et de l'autre la sphère des passions, des croyances et des désirs qui est tout aussi objective dans notre vie que la sphère de la matérialité.

Mais le quotidien suppose aussi un autre couple de dimensions : d'un côté les normes et de l'autre la spontanéité. Le monde d'aujourd'hui est un monde de normes. La propagande du néo-libéralisme parle de dérégulation, or il n'y a jamais eu autant de règles, autant de normes : normes publiques, normes des entreprises qui viennent se superposer aux normes du pouvoir public ou les réorienter, normes formelles, normes informelles mais toujours des normes. À cette prolifération et cette hégémonie des normes correspond d'ailleurs le croissant appauvrissement symbolique que nous vivons actuellement. Mais heureusement le quotidien nous offre aussi la possibilité de la spontanéité. Et ces deux dimensions, norme et spontanéité, ont quelque chose à voir avec l'espace, avec la façon dont l'espace se constitue.

Reste un dernier couple de dimensions : d'un côté les pragmatismes qui indiquent, suggèrent, proposent ou exigent des comportements verticaux et, de l'autre, l'originalité, l'inventivité : il en résulte une opposition entre routine et nouveauté, entre répétition du passé et production du futur. L'étude du quotidien doit aussi passer par cette opposition qui, d'un côté, considère avant tout le résultat, dans une attitude qui est essentiellement d'utilitarisme, de compétitivité et d'égoïsme et, de l'autre, considère d'abord la générosité, la solidarité, le respect des valeurs, le projet, la communion.

Tous ces couples de variables nous aident à appréhender une autre question. L'espace, défini d'abord par deux dimensions, puis par trois, puis par quatre selon Einstein, a aussi une cinquième dimension qui est le quotidien. L'espace a cette cinquième dimension, mais surtout, le quotidien a comme dimension essentielle dans le monde d'aujourd'hui, la dimension spatiale. La dimension spatiale est peut-être la dimension centrale du monde d'aujourd'hui.

Comment travailler la dimension spatiale du quotidien et le quotidien comme cinquième dimension de l'espace ? Tout cela se rapporte à la question de la citoyenneté, à la question de l'espace du citoyen, à la question de

l'espace banal. Le quotidien est marqué, surtout dans les villes, par ce que Sartre appelait l'effet de résidence. Ce quotidien est délimité par l'espace continu où tous les types d'hommes, tous les types d'entreprises, tous les types d'institutions se côtoient, travaillent et fonctionnent ensemble, dans un mouvement de structuration à la fois de la vie de la communauté et de l'espace. C'est ce que j'appelle l'horizontalité, par opposition aux verticalités formées par des points abritant des agents hégémoniques qui n'ont rien à voir avec le voisinage, qui ne sont pas concernés par la co-présence. Et cet espace continu, qui est cadre et limite de l'action, est cadre d'un fonctionnement harmonique – mais non pas harmonieux – d'une multitude d'acteurs différents. Si les agents sont tellement divers, si les entreprises et les institutions sont de niveaux tellement différents, si tout cela fonctionne non de façon harmonieuse mais harmonique, c'est parce que quelque chose commande ce travail harmonique. Ce quelque chose n'est pas seulement le marché; c'est aussi le territoire. Sans le territoire, son organisation, le marché à lui seul ne pourrait assurer l'«harmonie fonctionnelle» – non l'harmonie téléologique – de tous ces acteurs.

Nous pourrions dire de façon résumée que, dans ces circonstances, on a affaire à un conflit dans la coopération et à une coopération dans le conflit. Et c'est cela que nous voyons dans l'espace géographique, particulièrement dans l'espace urbain. Cette coopération dans le conflit et ce conflit dans la coopération signifient une négociation permanente, implicite ou explicite. Négociation où les uns perdent toujours, où les autres gagnent toujours; négociation où les uns perdent parfois, les autres gagnent parfois, mais toujours négociation qui est la façon dont se réalise l'espace.

Pourquoi? Chaque homme, chaque entreprise, chaque institution se définit selon ce qu'il peut utiliser d'un espace donné. Institutions, entreprises et personnes ne trouvent pas, dans le même espace, trois réponses égales à leurs desseins, et c'est ce qui les différencie. Dans la ville, tout le monde est condamné à vivre côte à côte, c'est pour cela qu'il y a coopération dans le conflit et conflit dans la coopération. La ville produit un destin collectif. Il est curieux de remarquer que pour ce qui est du présent, le rôle principal revient aux acteurs hégémoniques, mais pour ce qui est du futur, ce rôle est réservé aux acteurs non hégémoniques : les pauvres, les migrants, les minorités ont plus de capacité de voir parce qu'ils ont plus la capacité de sentir. Il est donc faux de penser que le futur est porté par les plus forts ; ce sont les plus faibles, dans l'espace, qui ont la force de porter le futur.

On peut appréhender la question à partir du phénomène de réseau qui est devenu à la mode en géographie – mode qui risque d'avoir des effets catastrophiques si nous n'opposons pas rapidement des concepts aux méta-

phores. Le réseau est mondial mais aussi local. Il est mondial parce que la production s'est internationalisée à l'extrême, parce que la technique s'est unifiée partout, parce que l'information est mondialisée. Et tout cela a été permis par les réseaux. Mais le réseau est également local parce qu'en chaque lieu se trouvent des tronçons de réseaux mondiaux. Le travail de chacun d'entre nous se réalise sur les tronçons localisés des réseaux mondiaux qui sont la condition et la limite du travail et du capital dans le monde d'aujourd'hui. Seulement chaque lieu exerce en même temps un travail local et un travail global. Localement, c'est ce que Marx a appelé le travail direct, c'est-à-dire la forme technique du travail : la petite agriculture, la petite production industrielle, la production de services urbains, qui sont des formes directes de produire marquées par les caractéristiques locales des réseaux mondiaux, tandis que les réseaux mondiaux président la coopération et la division du travail, la définition de la valeur universelle des capitaux et du travail sous ses différentes formes. En d'autres termes, c'est dans le lieu que l'homme, à travers le réseau et son utilisation quotidienne, découvre sa double position : celle de l'homme qui exerce son travail local, matériel et direct, qui sent et souffre tous les jours ; et celle de l'homme objet d'une division du travail, victime d'une coopération qu'il va finir par découvrir un jour même s'il ne la comprend pas complètement. Voilà le quotidien de l'homme en cette fin de siècle, en cette période de globalisation, face à des réseaux qui sont mondiaux et locaux.

Remarquez que je parle de la façon dont l'espace s'organise, dont les sous-espaces s'articulent, comment chaque espace est constitué. Et la qualité « active » de l'espace comprend sa capacité de relation. Par conséquent, ce que je propose est l'élaboration de concepts qui puissent s'articuler pour former une théorie. Je pense que c'est là une manière d'appréhender géographiquement la question du quotidien.

Les pauvres, les migrants, les minorités, tous ceux qui ne peuvent vivre, exercer pleinement la modernité, sont mieux placés pour saisir les situations, ne serait-ce que confusément, et doivent être aidés pour arriver à systématiser leur connaissance intuitive du monde tel qu'il est aujourd'hui. Et cette connaissance, nous l'avons vu, a besoin de la catégorie « espace géographique ». D'où le rôle du géographe en cette fin de siècle. Ce rôle du géographe s'étend également à la production du politique. Le quotidien est un producteur de phénomène politique dans la mesure où il montre comment s'établissent les différences et indique donc comment agir. C'est par exemple le cas des agriculteurs qui s'unissent pour défendre des intérêts territoriaux ; comportement d'abord économique qui doit être suivi d'un comportement politique pour avoir une

quelconque efficacité. C'est cette production du politique passant par le spatial qui permet, à partir des métamorphoses du sectoriel en global, du particulier en général, les négociations explicites et implicites qui font avancer, d'une part l'élaboration explicative et d'autre part la construction d'un projet.

Une épistémologie de l'existence

Se pose ici la question de l'épistémologie de l'existence, qui est peut-être une façon d'appréhender le sujet sous un autre angle. Quel que soit le moment historique, le monde se définit comme un ensemble de possibilités. Le monde du temps de Colomb ou de Cabral était formé d'un ensemble de possibilités différentes de celles du monde de Voltaire ou de notre monde. Ces possibilités sont en suspens au-dessus de nos têtes jusqu'à ce que des acteurs s'en saisissent pour les réaliser, les transformant du même coup en faits sociaux, économiques..., et très certainement, un jour ou l'autre, en faits géographiques.

La totalité du monde est formée de ces variables qui ne sont jamais partout et qui, en aucun moment, ne se réalisent totalement. Et c'est cela qui fait la différence entre les hommes qui sont le siège de ces possibilités réalisées, de même que cela fait la différence entre les lieux qui sont le siège de ces possibilités réalisées. Chaque homme, comme chaque lieu, réalise un faisceau de possibilités présentes à un moment donné. L'ensemble des possibilités existantes ne se réalise que de façon partielle, jamais de façon totale, et c'est pour cela qu'il n'y a pas d'espace total. Et cette réalisation se fait comme fonction, fonction du tout, surtout dans cette phase de mondialisation. Le lieu est une fonctionnalisation; l'espace est une fonctionnalisation du monde à travers ses formes matérielles et non matérielles. Et c'est pour cela également qu'à travers l'espace nous pouvons embrasser tout à la fois l'être et l'exister. D'ailleurs, c'est en considérant l'espace comme une fonctionnalisation du monde que nous pouvons nous permettre de faire le pas entre l'être et l'exister.

La société mondiale des sociologues existe à travers l'espace géographique. C'est l'espace géographique qui transforme en existence la société globale, cet être qui est un tout, mais un tout en puissance. L'exister, c'est-à-dire l'être en acte, offre cette idée d'épistémologie de l'existence parce que tous existent: toutes les entreprises existent, toutes les institutions existent et tous les hommes existent quelles que soient leurs différences. Les géographes ne peuvent choisir parmi les entreprises, les insti-

tutions et encore moins entre les hommes car tous constituent cet espace banal qui est le centre de notre travail et par lequel nous prouvons notre intérêt pour le monde et pour l'homme.

Milton Santos

in *Boletim Gaúcho de Geografia*, n°21, 1996, pp. 7-14.

Traduction : Marie-Hélène Tiercelin dos Santos.

Entre post-modernité et mondialisation

Ce texte a été rédigé en collaboration avec Maria Laura Silveira, une des plus proches disciples de Milton, qui lui a succédé à l'Université de São Paulo. Attentif aux dynamiques de sa discipline, Milton Santos prend nettement position contre la tentation post-moderniste. Il ne rejette pas l'intérêt pour les représentations et l'immatériel. C'est même au nom d'une critique de caractère linguistique, la confusion entre métaphore et référent, qu'il s'attaque aux effets de mode franco-américains sur la déréalisation de l'espace.

Le fond de sa critique est double. La négation de la pertinence du temps historique lui apparaît d'abord particulièrement inacceptable alors qu'il a consacré beaucoup d'efforts à montrer (voir notamment le chapitre 7) l'utilité d'appréhender l'espace comme agencement complexe de temporalités différentes. Ensuite, la dénonciation post-moderne des «grands récits» et des «idéologies» vise en fait à miner tout projet politique collectif, ce qui, comme chercheur et comme citoyen, lui paraît à la fois infondé et dangereux.

Dans ce texte, Milton, qui se réfère explicitement à Anthony Giddens, s'oppose frontalement aux courants nord-américains qui utilisent le vocabulaire post-moderne pour assurer une sortie du marxisme du côté d'un néo-communautarisme «politiquement correct». Milton, lui, se situe du côté d'une relance – plutôt que d'un abandon – du projet des Lumières.

Entre post-modernité et mondialisation

L'époque que nous vivons est remplie d'images et de contradictions. Les définitions finissent par s'enchevêtrer.

Nous sommes confrontés à un «monde fragmenté, chaotique, reposant sur des échanges éphémères», où l'incrédulité et l'absence de fondements et de réalité occupent la scène principale (Ruby, 1990, p. 123). Il s'agirait, pour Zaki Laïdi, d'un ordre mondial défini par certains traits comme «le transitoire, l'instable, le désarticulé et l'ambivalent» (1992, p. 30). Vivant au milieu d'un flux continu de valeurs (Africa Vidal, 1989, pp. 14-15), nous serions désorientés dans le règne du transitoire et, là, nous avons la sensation d'avoir été «pris dans un univers d'événements que nous ne comprenons pas pleinement et qui semblent, en grande partie, échapper à notre contrôle» (Giddens, 1991, p. 12).

La post-modernité/un défi à la définition

Robert Musil, dans son ouvrage *L'homme sans qualités* (1956), décrit notre temps comme une ère où l'on ne définit pas ce qui est au-dessus ou au-dessous, ce qui est devant ou derrière. Une véritable asynchronie dans laquelle «tout ce qui est solide dans le capitalisme organisé, classe, industrie, villes, collectivité, États-nation, le monde lui-même, s'en va en fumée» (Lash et Urry, 1987, p. 313).

La désorientation se renforce dans la mesure où nous cessons d'être contemporains de nous-mêmes, puisque nous vivons déjà dans une période qui est post. Cette idée est également exprimée par F. Fehér (1994, p. 24) lorsqu'il dit que «lorsque l'on vit comme post-moderne, le premier sujet d'inquiétude que nous pose le présent, c'est que nous n'y vivons pas en tant que tel, nous ne nous trouvons pas là où nous sommes mais après». Ce *post* est marqué par de nouvelles technologies comme les ordinateurs et les médias, de nouvelles formes de connaissance et des changements dans le système socio-économique. L'expression «formation sociale post-moderne» – citée par S. Best et D. Kellner, comme faisant partie du vocabulaire des théoriciens de la post-modernité (1991, p. 3) serait un processus temps-espace qui ne nous appartient pas.

Cette diachronie fondamentale nous condamnerait à ignorer la charge de nouveauté du milieu qui nous entoure, compliquée par ce que F. Jameson (1993, p. 43) dénomme «notre amnésie historique». Selon D. Harvey, c'est là le fait le plus étonnant du postmodernisme, à savoir la totale acceptation de l'éphémère, du fragmentaire, du discontinu et du chaotique, qui nous conduirait à le considérer comme «une condition historico-géographique d'une certaine espèce». (Harvey, 1992, p. 294). Dans ce voyage

sans but, la caractérisation de la post-modernité nous semble surchargée d'images et pauvre en concepts.

La post-modernité/l'enchevêtrement des métaphores

Pour T. Barnes et M. Curry, le royaume des métaphores commence dans la dénomination de la post-modernité, car nous sommes dans un monde où la croyance dans le progrès est toujours très vive et, donc «la métaphore «post» signifie progrès et «post-moderne» signifie la transcendance du moderne» (1992, p. 63).

Les approches du «post», explique T. Maldonado, ne trouvent pas leur origine dans une théorie d'ordre scientifique, mais se présentent comme «un morceau confus fait de toutes pièces de semi-vérités, de spéculations qui pontifient sur le développement historique, de jugements totalement arbitraires sur les lignes de tendance de la société capitaliste» (1989, pp. 260-261).

L'ontologie de la fragmentation et du chaos du monde trouverait, entre autres, son corrélat méthodologique dans les idées de fragments, multiplicité, pluralité, réseaux, dissémination et *unmaking*. A. Wellmer écrit «le moment de la post-modernité est une espèce d'explosion de l'épistème moderne, explosion au cours de laquelle la raison et son sujet en tant que gardien de «l'unité» et du «tout» éclatent en morceaux» (1988, p. 105). Idées qui en soi sont déjà des métaphores ou des subsides pour sa construction, ou pour rien. Dans la bouche d'Umberto Eco, la post-modernité est «un terme qui sert à tout ce qu'on veut...» (1984 in *Urlandibia*, 1990, pp. 69-70). Ou, comme l'explique H. Meschonnic, «c'est la confusion comme rhétorique» (1988, p. 236).

Cette réalité historique conduit à déconsidérer les principes méthodologiques dialectiques car, comme le disent U. Strohmayer et M. Hannah, le postmodernisme a été entendu «comme une *mise en abîme* formelle, une interrogation fondamentale sur la capacité réelle de tout type de théorie sociale critique» (1992, p. 29).

Est-il *a contrario* possible de construire, à partir de ces qualifications de notre temps, un système de concepts?

Métaphores spatiales

Dans cette avalanche de métaphores, l'espace est privilégié. Le mot est tiré de la géographie et d'autres disciplines territoriales, pour enrichir le vocabulaire des domaines les plus divers du savoir, la philosophie et la

sociologie comprises. Et il retourne à la géographie pour appauvrir un dictionnaire traditionnellement permissif. Cette fertilisation croisée est, en même temps, l'origine et la conséquence de nouvelles ambiguïtés. Cette profusion de sens, est signalée par Neil Smith (1990, p. 167), quand il fait une liste des diverses utilisations post-structuralistes et post-modernistes du mot espace : « espace conceptuel », « espace théorique », « espaces disputés », « espaces de négociation », « espaces de signification », « positions subordonnées », « espace(s) idéologique(s) ». Face à ces références « purement métaphoriques », la préoccupation de Smith (1990, p. 167) est que le recours des autres sciences aux métaphores géographiques se limite à considérer l'espace au sens traditionnel, c'est-à-dire, le siège, la fondation stable que l'histoire fait bouger. Pour N. Smith, la métaphore est de façon inhérente juxtapositionnelle, car elle révèle une vérité en même temps qu'elle l'affirme comme une autre.

Il y a même, à partir du vocable, des interprétations délirantes de l'actualité comme celles d'un Virilio, annonçant que la vitesse – symbole du monde actuel – provoque une sorte de perte de l'espace matériel. Cet architecte-philosophe déclare qu' « avec les moyens de communication instantanée (satellites, TV, câble à fibres optiques, télématique...) l'arrivée supplante le départ : tout « arrive » sans qu'il soit nécessaire de partir (1984, p. 15), et oublie, de cette façon, qu'il n'existe pas de flux immatériel sinon à partir de supports territoriaux. Toujours dans le même sens, Paul Virilio déclare que les lieux deviennent interchangeable (1984, p. 19). Les prémisses de Virilio n'aboutissent qu'à une explication figurée de la réalité urbaine actuelle. Faute d'une conceptualisation géographique, ces manifestations de l'accélération contemporaine finissent par manquer de pouvoir analytique.

Cette même inspiration va conduire J. Echeverria à créer un néologisme audacieux avec le mot *Télépolis*. Dans les deux cas, les oracles de la post-modernité semblent se rejoindre sur une désintégration proche de la ville historique et de l'urbanisation traditionnelle (Virilio, 1984, p. 156), où tout se transformerait en Télépolis, qui « n'est pas localisable, et dont la caractéristique n'est pas d'être. Son essence est de fluer, de circuler, et ceci à une vitesse chaque fois plus grande, à travers plus de quartiers et dans l'esprit de plus de gens » (J. Echeverria, 1994, p. 170).

Version sans doute sophistiquée de l'idée de « village mondial », Télépolis se présente-t-elle comme une grande métaphore pour donner une image du monde globalisé, des nouveaux espaces publics et privés, des conditions de production et de circulation et, aussi, en synthèse, d'un monde devenu ville ? Ainsi, alors que Hong Kong et la Corée seraient des zones industrielles de cette ville-monde, l'Antarctique un grand lac, et les nouvelles colonnes

d'Hercule les satellites artificiels, les réseaux informatiques représenteraient les nouvelles rues publiques et, les moyens de communication les nouvelles vitrines (Echeverria, 1994, pp. 21, 31, 58).

Télépolis ne possède pas de forme de représentation puisqu'elle est multidimensionnelle et les cartes ne serviraient plus à notre orientation. Nous avons, aujourd'hui, besoin des multiples bases de données, mais ces dernières n'offrent que des visions partielles (Echeverria, 1994, p. 19). Ici la pensée de J.-F. Lyotard est un révélateur de cette fin de siècle, quand il affirme qu'«il ne nous appartient pas de *donner réalité* mais de trouver des allusions au concevable qui ne peut être présenté» (1989, p. 166). Mais l'allusion, affirme de façon critique G. Benko (1994, p. 248), peut être une invitation à imaginer la réalité, comme «les plaques des routes qui nous indiquent ce que nous verrions si nous nous arrêtons. Ce que nous voyons défiler, ce ne sont pas des lieux, mais seulement des panneaux.»

La déterritorialisation est une métaphore devenue courante. Pour O. Ianni, elle résulte de la mondialisation politique, économique, sociale et culturelle qui produit des localisations qui s'estompent (1992, p. 93). Cet auteur ajoute que «la déterritorialisation apparaît comme un moment essentiel de la post-modernité, une façon d'être absent d'espaces et de temps imaginables» (1992, p. 104).

De la déterritorialisation de Ianni passons à l'hyperespace de Jameson, un espace post-moderne qui existe déjà, mais pour l'appréhension duquel nous n'avons pas d'équipement perceptif. Un type d'édifice, comme l'Hôtel Bonaventure à Los Angeles, construit par John Portman, aspire à être un espace total, un monde complet, une ville en miniature pour abriter des individus groupés en hyperfooule. Selon Jameson, ces formes architecturales naissent avec pour vocation de refuser de faire partie de la ville, à laquelle, au contraire, elles veulent se substituer (Jameson, 1993).

La géographie «métaphorique» de la post-modernité

Plusieurs de ces métaphores envahissent la géographie. Les idées de prééminence du temps sur l'espace, avec la déterritorialisation qui en découle et la mort de la région, sont sans doute celles qui semblent avoir connu la plus grande profusion. Une géographie de la post-modernité se fonderait sur quelques-unes de ces notions et dans une attitude de renoncement théorique.

Face aux idées post-modernes, la réponse des géographes n'est certainement pas homogène. Nous pourrions distinguer deux courants principaux. D'un côté ceux qui, en amplifiant la fragmentation du monde actuel, ne s'intéressent qu'à la caractérisation des lieux et nient, de cette façon, tout

type d'intelligence totalisante. De l'autre, ceux qui considèrent comme centrale l'homogénéisation des lieux et la dissolution de l'espace grâce au processus de mondialisation. Considérant que la vérité ne surgit pas d'une correspondance avec la réalité, mais d'une pure convention, c'est-à-dire, de règles propres à chaque jeu de langage, certains géographes post-modernistes préfèrent écarter les grands récits et proposent de construire des connaissances locales sans application universelle. Comme l'explique A. Sayer, «ce qui est nécessaire, de ce point de vue, c'est l'acceptation de "connaissances locales" dont la vérité est relative à des contextes et à des groupes particuliers» (1993, p. 334).

Richard Peet voit plus loin en voyant de façon critique dans la vision post-moderne un espace «fragmenté en localités aussi petites que celle occupée par un corps humain individuel. [...] Bien que des réseaux d'espaces individuels puissent être construits dans le temps et dans l'espace, ils sont instables, se brisant et se restaurant constamment.» (Peet, 1993, pp. 54-55).

La hiérarchisation de la notion de lieu dans les discours post-modernes serait simultanée à la chute des concepts universels et du grand scénario (Cooke *in* Curry, 1991, p. 215). C'est pour cela qu'un auteur comme R. Hollinger (1994, p.133) affirme que «les post-modernistes glorifient la fragmentation et la localisation». Dépourvu d'un système de concepts qui le relie à la totalité, le lieu devient davantage une métaphore du vocabulaire post-moderne. Dans la mesure où la pluralité de sens du terme lieu dans la pensée post-moderne a un faible rapport avec son «expression territoriale» (Harvey, 1993, p.16), cette notion si propre à la géographie devient métaphorique.

Dans d'autres cas, la confusion conceptuelle est frappante quand, par exemple, la notion de communauté remplace celle de lieu (Curry, 1991, p. 212). Que signifie une communauté dans l'analyse géographique? Celle-ci englobe-t-elle seulement les personnes ou aussi les objets? Son contenu coïncide-t-il réellement avec celui de lieu?

Une géographie post-moderne, édifiée sur les ruines de l'homogénéité, de la rationalité, de la production en masse, du métarécit et de l'idée même de l'espace, serait basée sur des piliers épistémologiques comme pluralisme, pouvoir et désir, petite production en série, discours locaux, *indigenous architecture* et, surtout, le lieu (Graham, 1988, p. 60).

D'où la vogue que connaissent des philosophes comme Deleuze, Guattari, Derrida et autres dans la production géographique contemporaine et, surtout, dans la géographie anglo-saxonne. Le lieu, considéré comme un *geographical puzzle*, lorsqu'il n'est pas appréhendé dans ses éléments constitutifs (Dear, 1988, p. 270), se transformerait-il en une métaphore, par le

fait que nous déconsidérons son lien avec le monde et ses événements? Si le lieu est seulement un fragment, comment les processus sociaux de sa construction s'expliqueraient-ils?

D'où l'autre façon d'adhérer au postmodernisme: opter pour une conception holistique, mais sans attenter suffisamment au nouveau sens des lieux dans la période actuelle. Ces approches vont, surtout, décrire le rôle de l'économie mondiale – la compétitivité, le marché mondial, entre autres et le rôle de la nouvelle culture – les signes et symboles globaux, mais en ignorant la résistance des lieux et leur processus de singularisation.

La matérialité de l'espace serait relativisée, ou même déconsidérée, grâce à l'accélération. Ce qui reste, uniquement, avec un certain enracinement matériel, ce seraient les symboles et les signes, mais dans cet espace réduit à un texte à interpréter, on ne remarquerait pas les objets techniques qui permettent son fonctionnement. D'après M. Curry, «voir un paysage comme un texte, c'est le voir comme quelque chose qui n'est jamais connu directement, mais qui, au contraire, est toujours objet d'interprétation» (1991, p. 218).

Les idées de prééminence du temps sur l'espace ou du temps effaçant le territoire apparaîtraient comme des tentatives d'explication des accélérations contemporaines. Ainsi, méconnaissant les caractéristiques constitutionnelles de l'espace, une part importante du discours géographique semble incompétente pour comprendre le monde de façon systématique. Ces points de vue, qui reconnaissent, partout, une homogénéisation de l'espace, ignorent le processus, toujours croissant, de la singularité des lieux. Or, l'espace banal, qui est notre matière première, ne s'est pas éteint avec l'accélération contemporaine, seule a changé sa qualité (Santos, 1994b, p. 40)

Il est curieux que ce ne soient pas seulement les non-géographes, mais également les géographes qui se prévalent de la métaphore de la *déterritorialisation*. Elle signifierait, d'un côté, la mort de l'État territorial – un monde sans nations –, aujourd'hui traversé par des flux transnationaux et, de l'autre, la croissante mobilité des hommes, des objets, des idées avec les possibilités de la téléaction le village mondial. Cette idée de déterritorialisation semble fréquemment s'appuyer sur la notion de réseau. Une homogénéisation des lieux découlerait de la couverture de la planète par des réseaux, notamment des réseaux immatériels. Mais, la tendance à l'homogénéisation basée sur le développement des communications mondiales renforce la hiérarchisation de l'espace, dit H. Bakis, grâce aux différentes conditions historiques des continents, des pays, des régions (1993, pp. 62-66).

Toujours découlant de l'idée de déterritorialisation et des réseaux, la mort de la région est annoncée par quelques géographes. Il est vrai que, dans le monde d'aujourd'hui, les régions se font et se défont avec une plus grande rapidité grâce au fait que ce qui arrive est plus dense et vertigineux. Des événements beaucoup plus nombreux se passent dans le temps et dans l'espace. Nonobstant, ce qui fait la région ce n'est pas la longévité de l'édifice, mais sa cohérence fonctionnelle. Comme la fragmentation résulte du mouvement même de la totalité, à chaque nouveau moment de la totalité se produit une nouvelle composition régionale à l'échelle mondiale.

Par ailleurs, de nombreuses visions écologiques semblent aussi produire, aujourd'hui, des métaphores géographiques largement acceptées. L'approche environmentaliste, par exemple, d'un côté renonce à une démarche historique pour expliquer la transformation du milieu et, de l'autre propose une vision fragmentaire de ce même milieu. Le manque de perspective historique, qui est remplacé par une succession écologique, est encore une façon de décréter la fin d'un grand scénario et de proposer une notion de temps cyclique étranger aux changements historiques. C'est, de plus, une géographie métaphorique et réductrice à partir du moment où il « n'existe pas d'environnement différent du milieu » (M. Santos, 1994a, p. 4) et, le milieu, comme catégorie englobante qui a besoin d'être rendue opérationnelle, est méconnu ou rejeté.

La métaphore prend nettement la place de la théorie et empêche de trouver une méthode explicative, en même temps qu'elle favorise la prolifération des discours.

Fin de l'Histoire ou nouvelle période?

La réflexion d'Anthony Giddens devient clairement opportune : « on nous a laissés avec des interrogations qui un jour ont semblé être des réponses... » (1991, p. 55) Ces questions se posent à propos de la fameuse fin de l'histoire qui, pour R. Hollinger (1994, p. 137), peut être interprétée comme « l'ultime acte dans une philosophie de l'histoire qui inclut l'humanisme et les valeurs, et les métarécits qui guident la modernité... ».

S'interrogeant sur les possibilités et la légitimité de construire une connaissance théorique et générale du monde, J. F. Lyotard dit « pouvons-nous aujourd'hui continuer à organiser la foule des événements qui nous viennent du monde, humain et non humain, en les plaçant sous l'idée d'une histoire universelle de l'humanité ? » (1988, pp. 39-40).

Le récit est un scénario, et il prétend, également, être une théorie, un ensemble de concepts qui forment un système. Comme l'explique A. Logopoulos, les grands récits ne peuvent être morts – comme le proclame le postmodernisme – peut-être parce «qu'ils sont l'unique voie pour les humains pour commencer à penser à eux et à leur propre monde» (1993, p. 277).

Des déclarations post-modernes sur la fin des grands récits, de l'histoire et de l'idéologie, comme les prémisses, entre autres, d'une géographie post-moderne de la déterritorialisation et de la mort de la région mènent à un principe déconstructiviste qui s'avère très proche du nihilisme méthodologique.

Et si ce que nous appelons post-moderne était une période ayant l'ensemble ou bon nombre des caractéristiques d'une période ?

À chaque époque, identifier le nouveau se pose toujours comme un grand problème, car «le nouveau n'est pas exactement le moderne, sauf s'il est porteur de la double charge explosive, à savoir : être la négation du passé et être l'affirmation de quelque chose de différent» (Paz, 1990, p. 20).

Dans les moments de grand changement et d'accélération, la définition de morceaux de temps cohérents est un travail herculéen. Délimiter une période devient un problème majeur car cela conduit à la nécessité de reconnaître un système d'événements. Une nouvelle combinaison de facteurs privilégie une variable-clé différente de celle qui commandait le système antérieur et, pour cette raison, l'organisation se transforme également. La variable qui revêt une signification et qui produit le changement va avoir un rôle fondamental dans le nouveau système. Nous sommes, d'après G. Barraclough, témoins d'une période qui a vu des progrès spectaculaires dans la connaissance et les réalisations scientifiques, à travers l'alliance entre la science et la technologie, qui a des pouvoirs «pour transformer pour toujours les bases matérielles de notre vie, à une échelle inconcevable il y a à peine cinquante ans» (1983, pp. 41-42). La phase actuelle de l'histoire est, pour cette raison, appelée période technico-scientifique (Richa, 1974). Il s'agit de l'interdépendance de la science et de la technique dans tous les aspects de la vie sociale, situation que l'on retrouve dans toutes les parties du monde.

Ces contenus de technique, de science et d'information, sous la forme d'hybrides, seraient la nouvelle variable-clé qui permettrait de reconnaître la présence d'un nouveau système temporel et l'organisation d'un nouvel espace. Nous appelons cet espace milieu technico-scientifico-informationnel.

Pour cette raison, en paraphrasant B. Latour, nous pourrions dire que notre préoccupation est axée sur ces mélanges de nature et de culture (1991, p. 47), représentatifs de la technique actuelle. Pour cet auteur, la

prolifération de ces quasi-objets caractérise un moment historique différent de celui de la modernité. Les quasi-objets renversent la temporalité moderne (1991, p. 100). En ce sens, nous pouvons insister sur la validité de la technique comme étant cet hybride qui, regroupant le matériel et le social, permettra de reconstruire aussi bien le grand récit que les récits mineurs des lieux. Tandis qu'à l'aube des temps historiques existaient autant de systèmes techniques que de lieux, aujourd'hui, partout, un unique système technique prédomine, qui est la base matérielle de la mondialisation.

Comme la technique est devenue omniprésente, son étude peut être une voie fondamentale parce qu'elle permet de rendre compte de l'être et de l'existence, du général et du spécifique, du mondial et du local, de l'universel et du particulier.

La géographie de la mondialisation et du milieu technico-scientifico-informationnel

Nous voyons bien que la géographie du monde fonctionne, chaque fois plus, comme totalité, le monde représentant une trame enchevêtrée de lieux et d'événements.

Quelle serait l'approche constitutionnelle de l'espace géographique découlant de la mondialisation, c'est-à-dire, le milieu technico-scientifico-informationnel?

La notion d'espace est inséparable de l'idée de systèmes de temps. À chaque moment de l'histoire locale, régionale, nationale ou mondiale, l'action des diverses variables dépend des conditions du système temporel correspondant. À l'échelle mondiale, on peut dire que chaque système temporel coïncide avec une période historique et avec de nouvelles formes d'existence de l'espace géographique.

Comme la modernité est sélective, elle n'impose pas toutes les actions, les agents et les véhicules, et elle ne modifie pas non plus la totalité des aspects préexistants. Pour cette raison, chaque lieu est touché de façon différente par le processus modernisateur, tant dans ses aspects formels que fonctionnels.

Cette division territoriale du travail et du capital nous oblige à reconnaître des différences d'un nouveau type entre régions. Comme de nombreux objets techniques perdurent d'une période à une autre et que quelques normes tentent de prolonger le passé, certains points de la planète apparaissent comme des espaces léthargiques, venant d'une logique révolue, c'est-à-dire, des lieux qui ont incorporé de façon très incomplète la modernisation. D'autres zones finissent par disposer du contenu techni-

que, scientifique et informationnel adéquat aux tâches caractéristiques du nouveau régime d'accumulation. Ainsi se créent des régions du faire faire par opposition à des régions du faire, en vertu des nouvelles polarisations (Santos, 1994b, p. 114).

La requalification de l'espace s'avère conforme, surtout, aux intérêts des agents hégémoniques. Par conséquent, la géographie ainsi dessinée est, une fois de plus, inégale et on peut y distinguer *des zones lumineuses, des zones opaques* et des situations intermédiaires infinies (Santos, 1993b, pp. 165-166; Silveira, 1994).

Cette multiplicité de la fonctionnalisation renforce, en même temps, l'idée de totalité et de *uniqueness* (Schaefer, 1953). La singularité des lieux est définie par leur usage. Celui-ci est conforme à leur aptitude, compte tenu de leurs conditions techniques et politiques, à abriter de façon efficace telle ou telle production matérielle ou immatérielle.

Dans quelle mesure la notion de fragmentation peut-elle être considérée au vu de la thèse de l'*uniqueness*? Les forces homogénéisatrices de la mondialisation ne peuvent agir de façon égale dans tous les lieux, car dans beaucoup d'entre eux, l'héritage du passé agit comme un frein, et dans d'autres comme un accélérateur.

Ce que l'on appelle couramment fragmentation résulte d'une tension entre le mondial et le local. Le produit de cette tension est une structure mondiale constituée, d'un côté, par des lieux modernisés et liés à des réseaux mondiaux de la nouvelle division territoriale du travail, et de l'autre, par des lieux opaques, où résistent de nombreux éléments d'une division territoriale du travail révolue.

La recherche d'une vision mondiale en géographie exige de comprendre l'espace comme instance de la société en mouvement. Cette perspective, en évitant de succomber aux visions fragmentaires, rendrait possible l'appréhension de l'espace comme fonctionnalisation du monde dans les lieux. Le risque révélé par M. Dear (1988, p. 263) d'une géographie ayant un *soft center*, c'est-à-dire, sans objet clairement défini, serait ainsi exorcisé. C'est de cette façon que nous pourrions contribuer à la construction d'une théorie sociale critique, basée sur l'histoire du présent et apte à affronter l'avenir.

Milton Santos et María Laura Silveira

in G. Benko (dir.), *Espace et post-modernité*, ouvrage achevé mais non publié.

Références

- AFRICA VIDAL M. C., *Qué es el posmodernismo?*, Universidad de Alicante, 1989.
- BAKIS H., *Les réseaux et leurs enjeux sociaux*, Presses Universitaires de France (Que Sais-je?), Paris, 1993.
- BARNES T. J., CURRY M. R., «Postmodernism in economic geography : metaphor and the construction of alterity», *Environnement and Planning D: Society and Space*, 1992, vol. 10, pp. 57-68.
- BARRACLOUGH G., (1964) *Introdução a Historia Contemporânea*, Zahar, 5a ed., Rio de Janeiro, 1983.
- BENKO G., «Geografia de lugar nenhum ou hiperglobalização, Breve exame de mundos pós-moderno», in SANTOS M. et al. (org.) *Território. Globalização e Fragmentação*, Hucitec-ANPUR, São Paulo, 1994, pp. 247-250.
- BEST S., KELLNER D., *Postmodern Theory. Critical Interrogations*, The Guildford Press, New York, 1991.
- CURRY M. R., «Postmodernism, Language, and the Strains of Modernism», *Annals of the Association of American Geographers*, 81 (2), 1991, pp. 210-228.
- DEAR M., «The postmodern challenge : Reconstructing human geography», *Transactions*, Institute of British Geographers, N.S.13, 1988, pp. 262-274.
- ECHEVERRIA J., *Telépolis*, Ensayos/Destino, Barcelona, 1994.
- FEHÉR F., «La condición de la postmodernidad», in HELLER A., FEHÉR F., *Políticas de la postmodernidad. Ensayos de crítica cultural*, (1989), Península, 2a ed., Barcelona, 1994.
- GIDDENS A., *As consequências da Modernidade*, UNSEP, São Paulo, 1991.
- GRAHAM J., «Post-modernism and Marxism», *Antipode* 20:1, 1988, pp. 60-66.
- HARVEY D., *A condição pós-moderna*, Loyola, São Paulo, 1992.
- HARVEY D., «From space to place and back again : Reflections on the condition of postmodernity», in BIRD J., *Mapping the Futures : Local Cultures, Global Change*, Routledge, London, 1993, pp. 3-29.
- HOLLINGER R., *Postmodernism and the Social Sciences. A Thematic Approach*, Sage, Thousand Oaks, California, 1994.
- IANNI O., *A Sociedade Global*, Civilização Brasileira, Rio de Janeiro, 1992.
- JAMESON F., O Pós-modernismo e a sociedade de consumo, in KAPLAN A. E. (org.) (1988), *O mal-estar no pós-modernismo. Teorias e práticas*, Jorge Zahar Editor, Rio de Janeiro, 1993, pp. 25-44.
- LAGOPOULOS A. P., «Postmodernism, geography, and the social semiotics of space», *Environment and Planning D: Society and Space*, 1993, vol. 11, pp. 255-278.
- LAÏDI Z. (dir.), *L'ordre mondial relâché, sens et puissance après la guerre froide*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques/Berg, 1992.
- LASH S., URRY J., *The End of Organized Capitalism*, Hadison, University of Wisconsin Press, 1987.
- LATOUR B., *Nous n'avons jamais été modernes, Essai d'anthropologie symétrique*, La Découverte, Paris, 1991.

- LYOTARD J.-F., *Le postmoderne expliqué aux enfants, Correspondance 1982-1985*, Galilée, Paris, 1988.
- LYOTARD J.-F., «Que era la postmodernidad», in CASULLO N. *El debate modernidad-postmodernidad*, Puntosur, Buenos Aires, 1989, vol. 1, pp. 155-166.
- MALDONADO T., *El futuro de la Modernidad*, Júcar Universidad, Madrid, 1990.
- MESCHONNIC H., *Modernité Modernité*, Folio essais, Paris, 1993.
- MUSIL R., *L'homme sans qualités*, Seuil, Paris, 1956.
- PAZ O., *Los Hijos del Lím. Del romanticismo a la vanguardia* (1974), Seix Barral, 3a ed., Barcelona, 1990.
- PEET R., «Mapas do mundo no fim da História», in SANTOS M. et al. (org.), *O novo mapa do mundo. Fim de século e Globalização*, Hucitec-ANPUR, São Paulo, 1993, pp. 46-65.
- RICHTA R., *La civilización en la encrucijada*, Ayuso, 2 ed., Madrid, 1974.
- RUBY C., *Le champ de bataille post-moderne/néo-moderne*, L'Harmattan, Paris, 1990.
- SANTOS M., «A aceleração contemporânea: tempo mundo e espaço mundo», in SANTOS M. et al. (org.) *O novo mapa do mundo. Fim de século e Globalização*, Hucitec-ANPUR, São Paulo, 1993, pp. 15-22.
- SANTOS M., *A questão do meio ambiente : desafios para a construção de uma perspectiva transdisciplinar*, mimeo, 1994.
- SANTOS M., «Les espaces de la globalisation», in *Points de vue sur le système monde*, GEMDEV, Cahier n° 20, Paris, mai 1993.
- SANTOS M., *Técnica, Espaço, Tempo. Globalização e Meio Técnico-Científico Informacional*, Hucitec, São Paulo, 1994.
- SAYER A., «Postmodernist thought in Geography: A realist view», *Antipode* 25:4, 1994, pp. 320-344.
- SCHAEFER F. K., «Exceptionalism in Geography : A methodological examination», *Annals of American Geographers*, vol. 43, 1953, pp. 226-249.
- SILVEIRA M. L., «Globalização, funcionamento técnico e funcionamento político na rede urbana argentina e nordpatagônica», in SANTOS M. et al. (org.) *Território. Globalização e Fragmentação*, Hucitec-ANPUR, São Paulo, 1994, pp. 125-140.
- SMITH N., Afterword : The Beginning of Geography, in *Uneven Development*, Oxford, Basil Blackwell, 2nd edition, 1990, pp. 160-178.
- STROHMAYER U., HANNAH M., «Domesticating Postmodernism», *Antipode* 24:1, 1992, pp. 29-55.
- URDANIBIA I., «Lo narrativo en la postmodernidad», in VATTIMO G. et al., *En torno a la Postmodernidad*, Anthropos, Barcelona, 1990, pp. 41-75.
- VIRILIO P., *L'espace critique*, Christian Bourgois, Paris, 1984.
- WELLMER A., «La dialéctica de modernidad y postmodernidad», in PICÓ J. (comp.) *Modernidad y posmodernidad*, Alianza Editorial, Madrid, 1988, pp. 103-140.

Ordre universel, ordre local

Ce chapitre conclusif de La nature de l'espace offre une version concise du noyau dur de la pensée de Milton Santos. L'auteur le présente lui-même comme un résumé de son livre, impressionnant tant par le travail de lecture des travaux des sciences sociales que par l'effort de synthèse, pour la géographie, qui structure l'ensemble.

Il est alors particulièrement instructif de voir comment Milton organise cet exposé bref de ses idées les plus fondamentales. On peut réduire encore le propos en identifiant deux blocs articulés l'un à l'autre.

Le premier concerne les lignes de fond de la dynamique spatiale, ce qu'on pourrait appeler «forces productives» ou plutôt dominance, car dans son schéma Milton récuse toute vision économiciste et ne se réfère pas au vocabulaire marxien. Les systèmes techniques diffusent progressivement à travers le monde, selon des temporalités différenciées, des objets géographiques, qui sont indissociablement des «choses» (matérielles) et des actes mettant en mouvement ces choses.

Le second porte sur la production et l'organisation de l'espace, qui se constituent sur la base des réalités précédentes. Milton propose, avec des nuances, un schéma dualiste où s'opposent en même temps substance, métrique et échelle. D'un côté un espace mondial, dominé par les réseaux hiérarchisés des firmes multinationales, produit un ordre de domination «verticale», segmentée selon des logiques distinctes les unes des autres; de l'autre, l'espace local des sociétés, surtout territorial, fonctionne sous les figures «horizontales» de

la coopération, de la solidarité et de la mise en commun («espace banal»). Il y a là un conflit qui ne pourrait se dénouer que si le niveau mondial cessait de créer du désordre mais assumait et prenait en compte les virtualités des lieux.

L'articulation entre ces deux blocs est simple: dominé par l'espace mondial des entreprises, le processus de diffusion des dispositifs techniques se comporte comme un instrument de désynchronisation, de domination et de déstabilisation des espaces locaux.

La force de cette conception se trouve pour une part dans sa simplicité. En prenant en compte les modalités conflictuelles de l'inclusion des différents lieux de la planète dans l'espace économique mondial et en l'insérant dans une histoire spatiale longue, Milton «capture» dans ce modèle théorique une partie significative du processus actuel de mondialisation. Du coup, on peut conserver l'armature du modèle, y compris si l'on en critique certains aspects. Ainsi, on peut introduire des composantes moins conflictuelles dans le dialogue local/mondial. On peut aussi rendre plus dynamique la réception périphérique des impulsions venues du centre en attribuant aux opérateurs locaux des compétences d'acteurs des échelles supérieures. On peut enfin généraliser le modèle en considérant que le couple local/global prend sens à différentes échelles.

Ordre universel, ordre local/ résumé et conclusion

Nous avons vu comment le mouvement vers la rationalisation de la société, qui a marqué le Siècle des Lumières et le début de la Révolution industrielle, atteint aujourd'hui un nouveau seuil que nous pouvons appeler de rationalisation de l'espace géographique.

Nous avons vu également que cette nouvelle étape du processus séculaire de rationalisation découle essentiellement de l'émergence d'un milieu technico-scientifique-informationnel qui tend à remplacer le milieu naturel et le milieu technique lui-même, produisant les espaces de la rationalité et formant le support des principales actions globalisées. Nous avons essayé de montrer comment cette situation résultait du rôle des techniques du monde d'aujourd'hui dans la révolution planétaire actuelle. Présente à tous les niveaux de la vie, cette technique constitue en elle-même un ordre, l'ordre technique, base de l'ordre social planétaire, tous deux inséparables et créateurs, ensemble, de nouvelles relations entre l'«espace» et le «temps» désormais unifiés sur des bases empiriques.

L'examen de la réalité géographique issue de ces transformations permet de soulever de nombreuses questions. Nous en retiendrons trois qui intéressent directement notre problématique :

1. L'espace géographique ainsi remodelé, est ici considéré comme un ensemble indissociable de systèmes d'objets et de systèmes d'actions (voir chapitre 2).

2. Sur le plan global, les actions – même «déterritorialisées» – représentent des normes d'utilisation des systèmes d'objets localisés, tandis que sur le plan local, le territoire opère comme une norme dans l'exercice des actions.

3. À partir de ces deux ordres, se forment parallèlement une raison globale et une raison locale qui, en chaque lieu, se superposent et, dans un mouvement dialectique, s'associent et se contrarient en même temps. Et c'est ainsi que le lieu coexiste avec le monde qu'il affronte également à partir de son ordre propre.

1. L'espace comme ensemble indissociable de systèmes d'objets et de systèmes d'actions

L'espace géographique étant un ensemble indissociable de systèmes d'objets et de systèmes d'actions, sa définition varie selon les époques, en fonction de la nature des objets et de la nature des actions présentes à chaque moment historique. La technique étant aussi sociale, on peut dire que systèmes d'objets et systèmes d'actions ensemble constituent des systèmes techniques qui se succèdent pour nous donner l'histoire de l'espace géographique.

Les objets qui caractérisent l'espace géographique actuel ont été conçus intentionnellement pour exercer certaines finalités, de même qu'ils ont été intentionnellement fabriqués et intentionnellement localisés. L'ordre spatial qui en résulte est lui-même intentionnel. Fruits de la science et de la technologie, ces objets techniques cherchent l'exactitude fonctionnelle et prétendent à une perfection supérieure à celle de la nature elle-même. C'est ainsi qu'ils sont plus efficaces que les objets naturels et forment les bases matérielles pour les actions les plus représentatives de la période actuelle.

Nous vivons dans le monde de l'action en temps réel. Comme les étapes de l'action peuvent être rigoureusement prévues, l'ordre temporel correspondant s'associe à l'ordre spatial des objets pour assurer le meilleur résultat économique ou politique aux actions et à l'espace auquel elles s'appliquent. Il s'agit de la possibilité d'une action rationnelle sur un espace rationnel. Comme l'espace n'est pas homogène et que son évolution est inégale, la diffusion des objets modernes et l'incidence des actions modernes ne sont pas partout identiques. Certains sous-espaces ayant reçu les modernisations actuelle, peuvent accueillir les actions qui intéressent les acteurs hégémoniques.

C'est ainsi que se forme, au sein de l'ensemble de sous-espaces, un sous-système hégémonique né des relations privilégiées entre ces objets nouveaux. Et c'est à partir de ces objets actuels que se réalise la « vitesse du monde » et que l'horloge du monde devient synchronisation despotique. Ce temps despotique est une donnée plus sociale que technique, seulement possible par l'instigation à la compétitivité qui est la machine de guerre d'une plus-value universelle, impossible à mesurer mais absolument efficace. On ne peut affirmer qu'il en sera toujours ainsi, mais dans les conditions actuelles, celui qui prend du retard est pénalisé. À l'échelle du monde, le moteur implacable de tant de réorganisations sociales, économiques, politiques et même géographiques est

cette plus-value globale, et son bras armé est la compétitivité, qui dans notre monde belliqueux est la plus guerrière des actions.

La tendance à l'universalité des sous-systèmes hégémoniques est garantie par le fait que «le nouvel espace des entreprises est le monde» (Savy et Veltz, 1993, p. 5). Cependant, ce que l'on pourrait appeler la concertation générale des entreprises n'est pas encore globale, car pour chaque cas elle s'adresse à une donnée, un aspect, un dynamisme partiel.

De même qu'il n'y a pas un temps global, unique, mais seulement une horloge mondiale; il n'y a pas non plus d'espace global, mais seulement des espaces de la globalisation, espaces mondialisés, réunis par des réseaux.

Nous avons vu également que les réseaux sont mixtes, comprenant matérialité et action. L'actuel réseau technique mondialisé est l'instrument de la production, de la circulation et de l'information mondialisées. En ce sens, les réseaux sont globaux et transportent l'universel au local. C'est ainsi que, par l'intermédiaire de la télécommunication, se créent des processus globaux qui unissent des points éloignés en une même logique productive. Il s'agit là du fonctionnement vertical de l'espace géographique contemporain.

Mais les réseaux sont aussi locaux, et représentent en ce sens les conditions techniques du travail direct, de la même façon que les réseaux mondiaux assurent la division du travail et la coopération à travers les instances non techniques du travail : la circulation, la distribution, la consommation¹.

L'ordre apporté par les vecteurs de l'hégémonie crée le désordre local, non seulement parce qu'il provoque de brusques changements fonctionnels et structurels, mais aussi et surtout parce qu'il est dénué de sens puisque son objectif – le marché mondial – est une auto-référence. Il est sa propre finalité. Et c'est pour cela que la globalisation, en son stage actuel, est une globalisation perverse pour une grande partie de l'humanité.

Dans le milieu local, le réseau s'intègre et se dissout pratiquement dans le travail collectif qui implique la solidarité des divers acteurs. Ce travail, à la fois solidaire et conflictuel, signifie également la coprésence dans un espace continu, créant le quotidien de la contiguïté. Nous avons appelé ce découpage territorial horizontalité, pour le distinguer de cet autre découpage composé de points, que nous avons appelé verticalité. Dans ces espaces de l'horizontalité, objets de fréquentes transforma-

¹ « (...) Le réseau ne se substitue ni aux territoires, ni aux lieux : il s'y insère, accentue les polarisations, les interconnexions, en ajoutant le déplacement en temps réel des flux d'information aux déplacements physiques des hommes et des marchandises, il conviendrait de parler, au sens propre, de territoires à deux vitesses. » P. Musso, 1994, p. 256.

tions, un ordre spatial est recréé constamment pour répondre aux exigences extérieures, tout en poursuivant sans cesse une logique interne, c'est-à-dire une sensibilité surgie du local, qui lui soit propre. C'est ainsi que s'affrontent la loi du monde et la loi du lieu.

2. Y a-t-il une globalisation de l'espace ?

Peut-on alors penser à une globalisation de l'espace qui signifierait que c'est le « monde » qui aménage et actualise l'espace ?

Si le monde d'aujourd'hui est présent et actif surtout à travers les entreprises géantes, ces mêmes entreprises mondiales produisent à titre privé leurs propres normes, bien souvent indifférentes aux contextes dans lesquels elles s'insèrent. D'autre part les gouvernements mondiaux, comme par exemple la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international, traitent de problèmes et d'intérêts mondiaux. Le reste des entreprises et institutions ont rarement une force mondiale².

La Banque mondiale exerce ce rôle d'une certaine manière lorsqu'elle intervient, de façon directe ou indirecte, dans la création d'infrastructures ou dans la transformation des transports. Ces interventions peuvent être massives; elles n'en sont pas moins ponctuelles, même si elles ont des effets profonds et larges sur d'amples espaces. Ainsi, tandis que le monde intervient dans l'espace et le transforme unilatéralement pour donner une réponse locale à des impératifs dits globaux mais très exclusifs – comme les intérêts des firmes transnationales –, la complexité de l'organisation spatiale s'aggrave comme problème collectif.

La lutte pour l'usage de l'espace met en position active les entreprises géantes, et laisse les autres dans une position passive, subordonnée. Il s'agit d'une situation de conflit qui, selon les circonstances, sera maintenue, atténuée ou supprimée, mais qui dans tous les cas sera régulée. Le « monde » ne dispose pas des instruments nécessaires à cette régulation qui, pour cela, revient au pouvoir national et aux pouvoirs locaux à divers niveaux.

Mais, tandis que pour le monde, seul le global compte, pour les territoires nationaux, tout compte. Entreprises et institutions de tous les niveaux, et pas seulement les géantes, sont les acteurs de ce conflit. Cohabitation nécessaire, conflit inévitable; plus la société et l'économie connaissent des inégalités et

² « La Banque Mondiale (tout comme le FMI) est utilisée comme instrument de politique externe des pays développés pour réaliser des réformes structurelles dans les pays sous-développés, qui reflètent les principes de base du libéralisme économique, mais ne reflètent pas nécessairement les intérêts de la majorité de la population de ces pays. » (R. Gonçalves, 1994, p. 120).

plus grand sera le conflit; c'est le cas des pays sous-développés, particulièrement dans leurs grandes villes. Ces conflits exigent une régulation, c'est-à-dire la production de normes. Et même quand elles ne peuvent atténuer ou supplanter les normes globales, les normes territorialisées affrontent le monde, même lorsqu'elles semblent coller aux intérêts mondiaux.

Les entreprises organisent leurs nécessités productives selon des règles qu'elles établissent et qui sont valables aussi bien à l'intérieur de la firme que dans ses relations verticales et horizontales. Mais il se produit ainsi une prolifération de règles menant à un conflit entre normes, qui ne peut être résolu par le seul marché. Nombre de ces conflits passent de l'ordre privé à l'ordre public; par exemple l'usage de l'espace. Comment parvenir à un usage coordonné de l'espace quand la loi de la concurrence – aujourd'hui de la compétitivité – pousse à une utilisation de plus en plus privatiste ?

Un autre exemple : la vitesse, qui fait l'objet de normes locales, représentée en elle-même un conflit. L'intérêt des grandes entreprises est d'économiser du temps en augmentant la vitesse de la circulation. L'intérêt des communautés locales et même des entreprises de plus petite portée (par exemple les petits commerces locaux) est souvent à l'opposé. La réglementation de l'usage de la voie publique répond à ce conflit, soit en essayant de concilier les intérêts, soit en privilégiant quelques-uns.

Il y a de même conflit dans l'utilisation des ressources publiques destinées aux infrastructures. La « corporatisation » du territoire avec l'allocation prioritaire des ressources pour répondre aux besoins géographiques des grandes entreprises finit par affecter toute la société, dans la mesure où l'investissement public ignore en partie les problèmes sociaux et locaux. Le budget est une norme qui, dans ce cas, pour résoudre un aspect du conflit distributif en faveur de l'économie mondialisée, en aggrave d'autres. Or le budget n'est pas mondialisé, mais national, territorialisé.

La formation sociale nationale fonctionne donc comme une médiation entre le monde, la région et le lieu. Elle est aussi médiatrice entre le monde et le territoire.

En fait, plus que la formation économique et sociale, c'est la formation socio-spatiale qui exerce ce rôle de médiation : celui-ci ne revient pas au territoire en soi, mais au territoire et à son usage, à un moment donné, ce qui suppose d'un côté l'existence matérielle de formes géographiques, naturelles ou transformées par l'homme, formes actuellement utilisées, et de l'autre, l'existence de normes d'utilisation, juridi-

ques ou simplement coutumières, formelles ou informelles. L'utilisation des lieux par les entreprises, surtout les firmes géantes, dépend de ces deux données conjointes. Formes et normes fonctionnent donc comme un ensemble indissociable.

Et même s'il n'y a pas formulation d'autres normes écrites ou coutumières pour son utilisation, le territoire national ou local est en lui-même une norme, de par sa structure et son fonctionnement.

3. De l'action globalisée comme norme au territoire local comme norme

C'est ainsi que normes et formes s'associent et s'affrontent pour donner deux situations extrêmes : une action globalisée comme norme, un territoire local comme forme et comme norme, ainsi qu'une infinité de situations intermédiaires.

Nous insistons : il n'y a pas d'espace global mais seulement des espaces de la globalisation. Le monde se donne avant tout comme norme, permettant la spatialisation en différents points de ses vecteurs techniques, informationnels, économiques, sociaux, politiques et culturels. Il s'agit d'actions déterritorialisées, « télé-agies » séparant géographiquement la cause efficace et son effet final.

Le monde, donc, n'est qu'un ensemble de possibilités dont la réalisation dépend des opportunités offertes par les lieux. C'est là une donnée fondamentale de la géographicit  d'aujourd'hui où l'impératif de compétitivité détermine le choix des lieux. Le territoire finit par être le grand médiateur entre le monde et la société nationale et locale car dans sa fonctionnalisation, le monde a besoin de la médiation des lieux qui chacun, offrent des virtualités pour des usages spécifiques.   un moment donné, le monde choisit certains lieux et en rejettent d'autres, et dans ce mouvement, il modifie l'organisation d'ensemble des lieux, l'espace comme un tout.

C'est le lieu qui offre au mouvement du monde la possibilité de sa réalisation la plus efficace. Pour devenir espace, le monde dépend des virtualités du lieu. C'est en ce sens que l'on peut dire que localement, l'espace territorial agit comme une norme.

Entre ces situations extrêmes, se trouvent des situations intermédiaires entre l'universalité et l'individualité. L'universel est le monde comme norme, situation non spatiale, mais qui crée et recrée des espaces locaux; le particulier vient du pays, c'est-à-dire du territoire normé; et l'indivi-

duel est le lieu, le territoire comme forme et comme norme. La situation intermédiaire entre le monde et le pays est donnée par les régions supranationales; et la situation intermédiaire entre le pays et le lieu vient des régions infranationales, sous-espaces juridiques ou historiques.

Dans tous les cas, il y a des combinaisons différentes de normes et de formes. En ce qui concerne le monde, la forme est surtout norme, tandis que pour le lieu, la norme est surtout forme.

4. Un ordre mondial, un ordre local

L'ordre mondial cherche à imposer une rationalité unique à tous les lieux. Et les lieux répondent au monde selon les différentes teneurs de leur propre rationalité.

L'ordre mondial utilise une population éparsée d'objets régis par cette loi unique qui les organise en système. L'ordre local concerne une population d'objets contigus, réunis par le territoire et en tant que territoire, et régis par l'interaction. Dans le premier cas, la solidarité est fruit de l'organisation. Dans le second cas, c'est l'organisation qui est le fruit de la solidarité. L'ordre mondial et l'ordre local représentent deux situations génétiquement opposées bien que l'on trouve en chacune des traits de l'autre. La raison universelle est organisationnelle, la raison locale est organique. Dans le premier cas prime l'information qui d'ailleurs est synonyme d'organisation. Dans le second cas prime la communication.

L'ordre mondial fonde les échelles supérieures ou extérieures à l'échelle du quotidien. Ses paramètres sont la raison technique et opérationnelle, le calcul de fonction, le langage mathématique. L'ordre local fonde l'échelle du quotidien. Ses paramètres sont la coprésence, le voisinage, l'intimité, l'émotion, la coopération et la socialisation sur la base de la contiguïté³.

L'ordre mondial déterritorialise, en ce sens qu'il sépare le centre de l'action du siège de l'action. Son espace, mouvant et inconstant, est formé de points dont l'existence fonctionnelle dépend de facteurs externes. L'ordre local est celui de l'espace banal qui rassemble tous ses éléments en une même logique interne : hommes, entreprises, institutions, for-

³ « Ordre signifie, ici, interdépendance entre des éléments qui se conditionnent mutuellement et dont les interactions font apparaître des modalités nouvelles de relations avec ce qui, sans l'isoler, inscrit ses propres rythmes de changement dans le cours du monde. Ainsi, l'ordre renvoie-t-il à l'émergence d'un type de structuration de la réalité selon des formes génératrices de caractéristiques irréductibles aux effets de facteurs extérieurs, tout en demeurant sensibles à ceux-ci. » (F. Tinland, 1994, p. 27).

mes sociales et juridiques et formes géographiques⁴. Le quotidien immédiat, vécu localement, trait d'union de tous ces éléments, est la garantie de la communication. Chaque lieu est à la fois objet d'une raison globale et d'une raison locale en convivance dialectique.

Milton Santos

in *La nature de l'espace*, Paris: L'Harmattan, 1997, chapitre 15, pp. 237-243.

⁴ « La combinaison régionale ne réagit pas mécaniquement aux sollicitations de la nouveauté. Les travaux sur la diffusion de l'innovation le montrent bien. C'est que la structure des interrelations forme aussi une sorte de résistance au mouvement. Pour qu'une transformation soit adoptée et qu'elle opère à l'intérieur de la combinaison, encore faut-il qu'elle soit connue, reconnue économiquement profitable et considérée culturellement acceptable. La résistance régionale réalise, par conséquent, un filtrage, une sélection des apports extérieurs et, dans une large mesure, une assimilation de la novation à ses propres valeurs. Les structures régionales évoluent lentement et inégalement, beaucoup plus lentement par exemple que le simple progrès technique. » (Armand Piémont, 1976, p. 89).

La revanche du territoire

Ce pénultième texte de notre sélection, le dernier directement rédigé par Milton Santos, propose une « traduction », à la fois vers la politique et à destination d'un large public (il a été publié dans le quotidien de référence de São Paulo), des idées présentées dans le chapitre précédent.

On remarque l'importance des termes chargés de valeurs (« agressive », « perversité », « vengeance »...), qui manifestent l'engagement de l'auteur. Il n'est bien sûr pas interdit d'articuler l'analyse dans l'autre sens : l'énoncé scientifique ne serait que la mise en forme du parti-pris idéologique. Sans renoncer à cette interprétation, toujours légitime quelle que soit la visibilité des points de vue extra-scientifiques d'un chercheur, ce serait excessivement restrictif de ne parcourir les différentes expressions de la pensée de Milton que dans cet ordre. En effet, même dans ce type de texte, volontairement dépouillé, pour les besoins du genre, d'argumentation structurée et d'étayage empirique, on approche un certain nombre de notions fondamentales du système théorique de l'auteur. Ainsi, non seulement Milton relie, c'est le fond de son propos, les problèmes politiques internes du Brésil à son insertion dans la mondialisation économique, mais, pour ce faire, il contraint le lecteur à utiliser un opérateur intermédiaire, la notion de territoire national, espace à la fois continu, multifonctionnel et fort de ses régulations politiques, face aux réseaux économiques, unidimensionnels et dépolitisés.

La réponse à ce «désordre» ne consiste pas forcément, si l'on suit le raisonnement de Milton, en une simple négation du processus en cours, à travers, par exemple, l'isolement et le repli. Ce peut être tout autant, à le lire, de «muscler» les acteurs locaux pour restaurer leurs marges de manœuvre en instaurant, à l'échelle mondiale, un espace de débat politique propre à recréer, dans un territoire élargi, des solidarités actives.

En laissant ouverte la réponse, Milton montre ici, une fois encore, que son engagement ne saurait constituer un frein au libre exercice de sa pensée.

La revanche du territoire

Les «désordres» actuels que connaît l'espace ne sont ni ponctuels ni occasionnels. Ils font partie d'un processus structurel en marche, où le territoire brésilien est à la fois acteur et cadre de l'action. Le territoire n'est pas seulement un ensemble de formes naturelles, il est aussi un ensemble de systèmes, naturels et artificiels, qui comprennent les personnes, les institutions et les entreprises quel que soit leur pouvoir. Le territoire doit être considéré dans ses divisions juridico-politiques, ses héritages historiques et son actuel contenu économique, financier, fiscal et normatif. C'est ainsi qu'il forme, par l'intermédiaire des lieux, ce cadre de la vie sociale où tout est interdépendant, permettant la fusion entre le local, le mondial envahissant et le national sans défense (dans le cas du Brésil).

Au cours de l'histoire, les nations ont connu des tensions entre l'externe et l'interne en plus des autres types de tensions inhérentes à tout organisme vivant. Ces tensions, résultat du commerce, des relations internationales, des luttes de classes et des divisions du travail, s'imprimaient sur le territoire comme un tout et dans la société comme un tout. L'État fonctionnait comme régulateur. Si l'appareil de l'État se divisait en départements spécialisés, certains ministères traitant des choses extérieures et d'autres des choses intérieures, le noyau du gouvernement jouait le rôle d'arbitre pour assurer les équilibres territoriaux et sociaux. Se réalisait ainsi une régulation des tensions qui présidait les relations externes et internes – toujours à partir de l'idée de nation. Parallèlement évoluaient et s'affinaient les notions de souveraineté et de citoyenneté. Le territoire était à la fois normé et normatif, avec pour conséquence l'équilibre des relations extérieures et intérieures.

La mondialisation représente une onde de choc contre cet équilibre interne qu'interrompaient les guerres. Maintenant domine l'économie sur le politique, l'instrumental sur la finalité, et l'argent sur l'homme. Par exemple, ce que l'on appelle le «Produit National Brut» est devenu une dénomination fantaisiste pour ce qui est en réalité le «Produit Brut Mondial», ce dernier étant formé par les agrégats macro-économiques en rapport avec le développement du marché mondial et étant établi selon des statistiques politiques qui privilégient les intérêts des banques et des entreprises globales sous la direction du FMI et compagnie. Quand la mondialisation se présente comme une donnée absolue, donc abstraite, imposée brutalement et uniformément aux sociétés et aux territoires, il se crée une nouvelle forme d'utilisation du territoire, qui impose des changements brutaux aux contenus quantitatifs et qualitatifs, altérant toutes les relations internes qu'un pays entretient, puisque le territoire est toujours unitaire.

C'est un désordre qui arrive et se propage lorsque les pays concernés acceptent sans restriction la thèse de la mondialisation. Dans le cas du Brésil par exemple, c'est un nouvel *unitarisme* qui s'installe, implacable et doué d'un pouvoir de désagrégation, car il ne vient pas pour défendre le territoire et la nation, mais au contraire pour forcer à tout prix l'entrée de la mondialisation : au prix du sacrifice du sentiment et de la pratique de la solidarité et même au prix du sacrifice de l'idée de nation. De là les manifestations et l'aggravation des tensions sur le territoire brésilien.

La citoyenneté est une sorte de digue contre l'agression externe qui accompagne la mondialisation ; mais comme le Brésil n'a encore jamais connu de citoyenneté complète, son rôle de rempart est très limité. D'un autre côté, le territoire acquiert une fluidité, facilitée par toutes sortes de dérégulations en faveur des acteurs hégémoniques mondiaux. Quant à l'État, qui était auparavant un régulateur des tensions entre l'externe et l'interne, il devient un régulateur de l'externe, un protecteur de l'externe. Le Ministère de l'Économie et des Finances, par exemple, semble s'être transformé en garant des engagements internationaux et de la subordination de l'interne par rapport à l'externe. Le Ministère des Affaires Étrangères lui-même donne parfois l'impression de s'être embarqué sur le même bateau.

Le territoire, devenu plus unitaire et plus fluide, risque de compromettre la cohésion du pays si le progrès matériel ne se fait que par rapport aux intérêts d'acteurs qui n'ont aucun engagement envers la société nationale. Les vases communicants qui se forment avec le progrès des transports et des communications deviennent instruments de la violence, de la monnaie et de l'information en multipliant les effets de la compétitivité qui se généralise de façon agressive. Cette compétitivité actuelle appelle la corruption et mène à l'ingouvernabilité à tous les échelons du pays : au niveau des municipalités et des États fédérés, qui se ruinent pour attirer et accueillir les acteurs hégémoniques, et au niveau de l'État national qui abandonne les intérêts essentiels de la société pour servir des intérêts exogènes.

Les tensions révélées actuellement par le territoire national brésilien résultent d'un ensemble de forces structurelles qui agissent sur les lieux. D'où le désordre général qui s'installe, comme une vengeance du territoire contre la perversité de son utilisation.

Milton Santos

in *A Folha de São Paulo*, 3 août 1997. Traduction : Marie-Hélène Tiercelin dos Santos.

Quel rôle pour la géographie? Un manifeste

Ce texte a été rédigé par un groupe de géographes fortement influencés par Milton Santos. Il vise à mettre en relation le travail scientifique des géographes et les enjeux politiques du moment. La référence aux travaux de Milton est nette: on retrouve une partie de son vocabulaire («territoire utilisé», «espace banal»...). Au paragraphe 4, la référence à l'indolence épistémologique» renvoie à un ouvrage très lu à l'époque parmi les intellectuels brésiliens, Crítica da razão indolente, du Portugais Boaventura De Sousa Santos. Au paragraphe 7, la référence à Paul Vidal de La Blache est ambiguë: elle semble teintée de la nostalgie de l'ère d'une géographie soumise à l'État – plutôt qu'au marché. Sur le fond, cette prise de position se situe dans le cadre d'une vision de la société en termes d'acteurs, mais d'acteurs très fortement hiérarchisés par une opposition binaire entre «hégémoniques» et «hégémonisés» (§ 9). Dans le dernier paragraphe, le «territoire» est présenté comme à la fois acteur et objet, ce qui renvoie au «principe holographique» issu du paradigme de la complexité: la partie (l'espace) est contenu dans le tout (la société), mais le contient aussi.

Compte tenu de sa date d'écriture et de l'influence qu'il a exercée sur son contenu, ce manifeste peut être considéré comme une sorte de testament intellectuel de Milton Santos, une interprétation à laquelle lui-même souscrivait. Se trouvent ici résumés ses postures théoriques et son engagement social.

Quel rôle pour la géographie? Un manifeste

1. Le rôle attribué à la géographie et la possibilité d'une intervention pertinente des géographes dans le processus de transformation de la société sont interdépendants et dépendent de la façon dont on va doter de concepts la discipline et son objet. Si le corps de concepts n'embrasse pas toutes les formes de relation de la société avec son milieu, les interventions ne seront que partielles ou fonctionnelles, et leur efficacité sera limitée dans le temps. Il est vrai que, dans le langage courant et aux yeux de spécialistes d'autres sciences humaines, d'hommes politiques ou d'administrateurs, la géographie est souvent la discipline qui s'occupe des localisations. Bon nombre de géographes, d'ailleurs, travaillent selon cette optique. Cependant, la géographie comme discipline des localisations – position longtemps acceptée – montre ses limites et son insuffisance quand il s'agit d'étudier les relations entre l'homme et son milieu, bien que ce ne soit pas la seule raison de simplification et de déformation.
2. De là vient notre proposition de considérer l'espace géographique non pas comme synonyme de territoire, mais comme *territoire utilisé*, à la fois résultat du processus historique et base matérielle et sociale des nouvelles actions humaines, ce qui permet d'avoir une vision plus complète de l'ensemble des causes et des effets du processus socio-territorial. La discussion doit être centrée sur l'objet de la discipline – l'espace géographique, le *territoire utilisé* – si nous voulons élaborer en même temps une théorie sociale et des propositions totalisantes d'intervention. Parmi les géographes, même ceux qui travaillent dans le domaine de la planification, il est rare que l'espace géographique soit considéré comme un élément dynamisant de la société. Or, sans bases épistémologiques solides, les pratiques politiques resteront infirmes. C'est du territoire utilisé que découle la notion d'*espace banal*, l'espace de tous, l'espace en son entier. L'espace géographique pris comme synonyme d'*espace banal* nous oblige à tenir compte de tous les éléments en jeu et de tous les phénomènes interagissant. C'est l'espace de tous les hommes quelles que soient leurs différences; l'espace de toutes les institutions, quelle que soit leur force; l'espace de toutes les entreprises, quel que soit leur poids. Cet espace est celui de toutes les dimensions du devenir, de toutes les déterminations de la totalité sociale. Il englobe le mouvement du tout, et c'est pour cela qu'il permet l'analyse. Les notions de territoire utilisé et d'espace banal mettent en évidence les thèmes que le réel impose comme objet de recherche et d'intervention. Mais il faut aller au-delà. Il est indispensable d'affiner les concepts qui rendent l'approche opérationnelle. La richesse de la géographie comme un domaine du savoir réside justement dans le fait que l'on peut penser à la fois les *objets* (la matérialité), les *actions* (la société) et les condi-

tionnements mutuels qu'ils tissent entre eux dans le mouvement de l'histoire. Aucune autre science humaine n'offre une telle richesse épistémologique. Le *territoire utilisé* forme un tout complexe sur lequel se tisse une trame de relations complémentaires et conflictuelles. D'où la vigueur du concept qui invite à penser en termes de processus les relations qui s'établissent entre le lieu, la formation socio-spatiale et le monde.

3. Chaque fois qu'au lieu de considérer le mouvement d'ensemble de la société comme un tout et du territoire comme un tout, nous partons de l'un de leurs aspects, nous arrivons à des ébauches de solutions qui ne sont applicables qu'à un certain secteur d'intervention – une instance de la vie de la société – et non à la société dans sa totalité. En d'autres mots, cela ne gère que des solutions occasionnelles et non durables, partielles et non globales. Toute proposition d'analyse et d'interprétation ayant la prétention d'inspirer ou de guider une intervention sur la société globale doit donc avoir une vision de ce tout. Incapables de générer des changements qui englobent la totalité du territoire et de la société, les interventions partielles répondent à des intérêts particuliers ou présentent des résultats éphémères et inopérants. Une certaine géographie qui n'a que des visions partielles de son objet se cantonne dans les fragmentations et les dichotomies existantes en son sein, ce qui la rend fragile sur le plan théorique. Des connaissances opératoires et parcellaires peuvent nuire au développement de la discipline et à sa position de branche du savoir, surtout quand elles semblent prendre la place de la géographie ou s'adjugent une existence autonome.
4. C'est parfois la formation du géographe elle-même qui invite à une fragmentation de la connaissance et du travail. Lorsqu'une partie seulement du corpus de la discipline est utilisée et que, malgré tout, le travail donne des résultats, certains sont enclins à croire fermement en une discipline morcelée. Il est courant d'entendre qu'il est possible de faire des interventions à partir de visions partielles, quand bien même ces interventions ponctuelles correspondent à des besoins fonctionnels des grandes entreprises. Est-ce cela que nous voulons? L'enseignement de la géographie pêche par le manque d'une approche globale de la connaissance géographique. La géographie est presque toujours enseignée de façon segmentée, fragmentée, ce qui met en péril la formation du professionnel et l'avenir même de la discipline. Bien souvent, le géographe se spécialise dans une branche opérationnelle pour répondre à la demande d'un marché du travail exigü. Nous pensons que l'on peut échapper au morcellement ou à la parcellisation de la discipline (et donc des interventions correspondantes) par la

recherche persévérante d'une ontologie de l'espace géographique. Cette recherche peut être comprise comme l'élaboration d'un ensemble de propositions épistémologiques à l'intérieur d'un système logique et cohérent, se fondant sur les progrès méthodologiques acquis par cette science au cours du xx^e siècle, et peaufiner ensuite ce que l'on peut appeler le «noyau dur» de la géographie, pour arriver nécessairement à une vision géographique totalisante. Il s'agit ainsi de lutter contre l'«indolence épistémologique» (qui n'est d'ailleurs pas l'apanage de la géographie brésilienne) dans la production du savoir géographique.

5. L'espace est souvent considéré comme espace politique, espace économique, espace anthropologique ou espace touristique. Et c'est le grand problème de la discipline. Fragmentée, la géographie ne peut offrir une explication du monde et recourt alors de plus en plus à des adjectifs pour expliquer sa finalité. Elle y perd en substance et court le risque d'être évacuée des programmes scolaires. Cette fragmentation découle d'un côté de la difficulté croissante de percevoir que tous les éléments agissent dans une structure et un mouvement d'ensemble (et qu'on ne peut les séparer que dans un but analytique). D'un autre côté, elle est liée au règne de la fragmentation à tous les niveaux de l'enseignement (dans les cours, les livres, les programmes). La situation se dégrade encore plus lorsque l'enseignement supérieur – public et privé – choisit la spécialisation pour répondre aux besoins du marché et d'une certaine politique.
6. Le marché comme la politique suscitent en effet de tels choix. N'est-ce pas le cas par exemple des géographies du tourisme, de l'environnement, de la culture, des SIG, ou encore d'une certaine planification régionale, qui privilégient une ou quelques activités à un moment donné? Il n'y a rien d'exagéré à dire qu'il s'agit là d'une fragmentation de la discipline géographique en autant de géographies qui cherchent à se déclarer autonomes alors qu'en vérité, elles ne jouent qu'un rôle auxiliaire qui les abaisse au rang de simples branches opérationnelles d'une géographie plus complexe et unitaire. Et c'est cette dernière qu'il nous paraît possible d'appréhender à travers une perspective du *territoire utilisé* qui permet de tenir compte de tous les acteurs. Pour répondre à la demande de formation professionnelle du marché du travail, les cours universitaires ont privilégié la spécialisation du savoir aux dépens de la connaissance ample et générale, éloignant ainsi le professionnel du citoyen. D'autre part, des politiques de financement restrictives séparent les différentes branches de savoir, et privilégient celles qui permettent de faire de la recherche appliquée qui correspond mieux aux intérêts politiques et économiques. De nombreux géographes

cherchent ainsi à coller à ces nouvelles réalités par des solutions particularistes d'enseignement et de recherche qui se concentrent sur des aspects de la réalité sociale comme s'il s'agissait de la totalité du phénomène géographique. Au nom d'une modernisation utilitaire et productiviste, certains cours de géographie risquent d'abandonner les principes qui devraient normalement baliser et singulariser ce domaine du savoir.

7. Dans l'évolution de la pensée géographique, on constate une volonté de totalisation malgré une tendance constante à la segmentation. Ainsi à l'époque de Vidal de La Blache, la totalisation était possible et recevait même à l'occasion l'aide d'un État qui avait besoin d'un savoir géographique. Le marché, quant à lui, ne s'imposait pas avec la force qu'on lui connaît aujourd'hui. Il était ainsi possible de contenir la fragmentation du savoir géographique et de ses propositions d'action. Une optique totalisante cherche à restituer l'unité du monde réel. Cependant, dans le cas particulier de la géographie, cette idée d'unité de la Terre fait place à des réalités partielles pour alimenter une argumentation également partielle ou réductrice. La géographie s'est ainsi construite au long de son histoire à partir de cette opposition entre deux vocations bien distinctes avec leurs conséquences sur le plan de la connaissance et des propositions d'action. Et maintenant? Alors que la mondialisation s'impose comme volonté d'intégrer des marchés sur la base d'un discours unique, elle n'est plus capable de proposer des approches globales.
8. Le problème central est de savoir comment utiliser un système de connaissances élaboré par une discipline, pour définir des lignes directrices et des solutions pratiques aux problèmes concrets de la société. En cela, les sciences politiques ou économiques par exemple semblent avoir réussi – avec des choix idéologiques et théoriques divers – à dépasser la seule interprétation des phénomènes pour proposer des changements, c'est-à-dire pour s'ériger en politique. Si le cadre théorique de notre domaine de savoir permet de saisir la réalité concrète dans sa totalité, on aura en main la base d'élaboration d'un discours neuf pour l'action politique des acteurs sociaux tels que les partis politiques, les mouvements sociaux, les institutions, etc. Un discours socialement efficace peut être le contenu, la base d'interventions « systémiques » dans la société, à différents niveaux de l'exercice de la politique dont le plus ample serait l'élaboration d'un projet national visant une transformation de la société en faveur de la majorité de la population du pays. L'idée d'intervention suppose un intérêt politique, compris comme une ample interprétation historique, et implique un idéal de futur comme espace de résolution des problèmes d'une société.

9. Il ne s'agit pas d'imposer une définition unique. Au contraire, il y a place pour un choix entre plusieurs lignes théoriques. Mais, à partir de ce choix, il est indispensable d'avoir en main un ensemble cohérent de propositions ou tous les éléments en jeu sont resitués dans leur cadre d'intégration et de dynamisme. La géographie doit chercher à analyser la réalité sociale totale à partir de sa dynamique territoriale. C'est là le point de départ intrinsèque de cette discipline qui doit s'appuyer sur un système de concepts permettant de comprendre objets et actions dans leur indissociabilité. Le *territoire utilisé*, pris comme totalité, est un terrain privilégié d'analyse, dans la mesure où il nous révèle d'un côté la structure globale de la société, et de l'autre, la complexité de son utilisation. Pour les acteurs hégémoniques, le territoire utilisé est une ressource qui garantit la réalisation de leurs intérêts particuliers. Ainsi, leurs actions poussent à une constante adaptation de son utilisation, ajoutant une matérialité fonctionnelle à l'exercice d'activités exogènes, accentuant la division sociale et territoriale du travail en fonction de la sélectivité des investissements économiques qui génèrent une utilisation corporative du territoire. D'autre part, les situations qui en résultent permettent de comprendre, pour chaque moment, qu'il est nécessaire de considérer le comportement de tous les hommes, de toutes les institutions, de tous les capitaux et de toutes les entreprises. Les divers acteurs n'ont pas le même pouvoir de commandement, et les acteurs *hégémoniques* côtoient les acteurs *hégémonisés*. De cette combinaison d'actions et de réactions résulte un arrangement singulier de chaque lieu. Les acteurs hégémonisés ont le territoire pour abri, et cherchent en permanence à s'adapter au milieu géographique local, créant et recréant des stratégies qui assurent leur survie dans ces lieux. Et c'est dans ce jeu dialectique que l'on peut retrouver la totalité.
10. C'est uniquement de cette manière que l'on pourra répondre à la question cruciale de savoir comment et pourquoi se réalisent les relations entre la société-acteur et le territoire objet de l'action, et à l'inverse, entre le territoire-acteur et la société objet de l'action. C'est à notre avis le meilleur moyen de trouver une approche totalisante permettant d'agir en faveur de la majorité de la population.



III

Le Santos en trois leçons

Ce que j'ai ouï dire, ce que j'aimerais savoir

Maria Adélia A. de Souza

Il est évidemment de couleur noire ; on aimerait savoir ce que signifie être noir au Brésil. Il y a là un mystère, et tout le monde aimerait bien savoir qui est finalement Milton Santos.

Dans ses conversations, Milton nous parle d'un oncle qui connaissait le grec, de l'éducation sévère et rigoureuse donnée par ses parents, et des bonnes manières qu'ils lui ont inculquées. Chose inusitée, surtout à São Paulo où l'idée que l'on se fait des Noirs ne correspond en rien à cela... Milton est extrêmement généreux avec les amis et envers quelques maîtres – peu – qui lui ont enseigné quelque chose de bon pour la vie. Comme illustration de sa « bahianité » il a toujours une histoire, une anecdote à raconter sur chacun d'eux, ceux qui sont passés à Bahia, ceux qu'il a rencontrés en France ou ailleurs. Mais ce qui impressionne chez Milton, est la finesse de son observation de la vie, ce qu'il apprend d'elle avec rigueur, pour ensuite la recréer avec la même rigueur, mais en plus avec une vitalité, une volonté et une joie contagieuses. Il se réfère à ces personnages, à ces maîtres, souligne leur importance puis imprime sa marque, son identité. Milton pour moi est ce qu'il est, pour lui-même. Mais il insiste pour dire que Tricart a été son maître : « J'ai appris de Tricart la rigueur, le goût pour la discussion, la capacité de contrarier celui qui travaille avec moi... ».

Finalement, qui est Milton Santos ?

Il me disait un jour qu'il venait d'une époque où, pour avancer dans la vie, les Noirs devaient presque se métamorphoser en Blancs. Milton, pour moi, est blanc en apparence, mais noir pour tout le reste : son intelligence vive, la conscience de sa négritude, sa manière raffinée et sinueuse de penser, de communiquer, d'être. Milton n'est pas linéaire comme les Blancs installés dans l'arrogance d'une prétendue supériorité millénaire. Milton Santos est Milton Santos justement parce qu'il est noir et pour moi il est au-dessus de tous ceux dont il se déclare l'apprenti. C'est une curiosité, sa relation à Bahia. C'est une référence permanente, sans doute parce que c'est là qu'il a vécu le meilleur de sa vie, qu'il a tissé ses relations les plus durables, là qu'il a commencé sa vie professionnelle, académique, là enfin que s'est tissée la trame de sa vie. Où serait-ce une fois encore la négritude le liant de cette indestructible relation ? Mais alors, pourquoi avoir choisi São Paulo pour résidence ?

Le choix de São Paulo fut fait, je présume, en pensant à l'éducation de Rafael. Mais aussi à cause de la facilité des contacts avec le reste du pays, le reste du monde. Malgré Bahia, ses petit-enfants, Miltinho... Et partout où il vit, à sa manière, il noue des liens, des amitiés qu'il entretient dans tous les coins du monde. Et puis toujours, le retour à Bahia. Pourtant, le lien avec la France est fort. On comprend que sa formation, l'éducation donnée par ses parents y sont pour quelque chose. Il quitte sa famille à l'âge de dix ans pour aller étudier comme interne dans un collège de Salvador fréquenté par des enfants de Juifs, d'Espagnols ; formation qui l'accompagnera toute sa vie et à laquelle s'ajoutera plus tard la culture française.

Mais qui est Milton Santos ?

Ses grand-parents paternels étaient d'origine modeste, peut-être descendants d'esclaves ; le grand-père était un horticulteur urbain et la grand-mère vendait ses légumes au porte-à-porte. Le côté maternel est différent. Il se souvient peu du grand-père. De la grand-mère, dont le portrait orne le salon de la maison de famille, il se souvient des conversations sur l'arrière-grand-père chef d'orchestre et ami de Ruy Barbosa. La famille avait des biens, l'arrière-grand-père possédait des esclaves.

Sa mère, belle, d'intelligence extrêmement vive et d'esprit entreprenant, organisait la vie matérielle de la famille. Son père, plus réservé, préférait l'activité intellectuelle.

Milton fait remarquer que dans sa famille on ne parlait pas tellement du passé ni des ancêtres. Peut-être est-ce pour cela que le grand intérêt de sa vie est le futur, que toute son énergie tend à son élaboration. « Pourquoi regarder derrière soi ? Cela ne m'aidera ni dans la construction de ma personnalité, ni dans la définition de ma place dans la société. » Il rejoint en cela Darcy Ribeiro qui notait au Brésil – et cela est particulièrement vrai pour São Paulo – une préoccupation obsessionnelle pour connaître ses origines. « Vous êtes fils de qui ? De quelle famille venez-vous ? ». En riant, Milton ajoute : même à moi, à Bahia, les gens me demandaient de quelle famille je venais... Bien qu'à Bahia une telle question n'ait pas la même signification que dans le Sud. À Bahia, on veut vous situer socialement, généralement la question se pose entre Blancs. Dans le Sud, cela exprime un refus du Brésil, comme une honte. On préfère se présenter comme descendant d'Allemands, d'Italiens... Darcy Ribeiro parlait d'une « blanchitude » authentique que n'apportaient pas les Portugais. Nous savons tous que le Brésilien n'est pas considéré comme vraiment blanc à l'étranger...

« Mais ma famille m'a éduqué pour décider, pour commander. » Cela a été une préoccupation constante de ses parents dans leur éducation : être quelqu'un qui commande et non pas quelqu'un qui est commandé ; et pour commander, dit Milton, il faut être semblable à ceux qui commandent, à la société des Blancs. C'était sans doute la façon de voir de ses parents. Pourtant, chez lui, dans son enfance à Bahia, ce n'était pas surtout les Blancs qui venaient en visite ; c'était des Noirs d'un certain niveau intellectuel et quelques Blancs du même niveau. Mais, parti très jeune de chez lui pour étudier dans un internat, Milton n'a pu développer une grande intimité avec sa famille, au contraire de son frère Nailton. Il a dû se construire une individualité forte, allant jusqu'à la méfiance, et loin de l'affection familiale.

Il est bon de rappeler quelques facteurs qui ont imprimé une bahianité définitive en Milton. La Bahia de sa jeunesse était une sorte d'île, selon sa propre expression. Il n'y avait pas une culture industrielle comme à São Paulo, pôle d'attraction de l'immigration. La culture séculaire de Bahia s'est maintenue jusqu'après les années 1950. Les relations personnelles et sociales y restaient très fortes, sur un modèle imposé par la bourgeoisie locale. D'où la subtilité du préjugé racial à Bahia, qui ne fait que commencer à changer. Mais il y a autre chose dans la bahianité de Milton : sa fine ironie. Appréhender un texte de Milton est une expérience fantastique. L'ironie y côtoie la métaphore.

Sinueux, ironique, métaphorique, sage, profond, cordial, subtil. Voilà Milton Santos.

La distance vis-à-vis du pouvoir

Curieuse est la relation de Milton avec le pouvoir – le pouvoir intuitionnel, s'entend. Milton exerce un autre type de pouvoir, celui que lui autorise son talent. Je n'oublierai jamais l'une de ses phrases lapidaires : « Ce n'est pas le pouvoir qui compte, mais le prestige et la postérité. »

À l'époque où il était journaliste, et donc politique, tous craignaient sa plume. Le journalisme a été son premier pas vers la confiance en soi et le début de ses relations avec le pouvoir. Il s'agissait d'un pouvoir local, fragile et éphémère. Sa vision du monde commençait à se dessiner, de même que commençait la gestation d'une de ses catégories-clés qu'il formulera dans les années 1970 : la formation socio-spatiale. Milton ne s'est jamais fait d'illusion sur le pouvoir, sa lucidité l'a sauvé de ce qui arrive généralement à ceux qui l'ont exercé ; la difficulté de vivre sans. À ce propos, il a de curieuses anecdotes à raconter sur son passage au gouvernement Jânio Quadros. Sans cette lucidité et sa perspicacité dans l'interprétation des appels téléphoniques du président d'alors, sa vie aurait pris un cours bien différent après la démission de Jânio. Que l'on imagine ce que représentait, dans le contexte de Bahia, de se retrouver soudain sans aucune fonction politique ?

Mais la politique est fascinante, et on a toujours envie d'y revenir. Milton a dû connaître la tentation, jusqu'à atteindre la sagesse de la maturité. Mais je soupçonne aussi que la conception que sa femme Marie-Hélène a des chemins de la politique a dû y être pour quelque chose. Sans doute le non-retour à la politique est aussi lié au fait que Milton a quitté Bahia, qu'il a cherché en d'autres lieux et d'autres choses la manière de s'affirmer et de se sentir socialement utile, de faire des choses importantes. Mais il est resté bahianais et rappelle que les Bahianais sont ce qu'ils sont, l'université de Bahia est ce qu'elle est, mais il a préservé en lui cette Bahia culturelle d'avant l'arrivée de l'industrie, tout en gardant son regard critique sur cette société et son université.

À propos d'exil

Il y a quelque chose de très curieux à propos de l'exil de Milton, arrivé à un moment extrêmement difficile de sa vie et de la vie du pays. Il est bon de répéter que Milton a été un exilé politique qui ne tirera jamais profit de cette situation et ne se comportera jamais comme une victime du régime militaire, cultivant l'amertume. La rancune ou l'amertume ne font pas partie de son répertoire.

Au contraire, c'est en exil qu'il construit une pensée théorique et critique, beaucoup plus forte que la construction politique. Je m'explique. Milton n'a pas fabriqué à partir de l'exil un discours héroïque pour son retour. Je connais parfaitement le chemin de ce retour et ses difficultés pour s'installer, et particulièrement pour revenir à la vie universitaire brésilienne!

Malgré les vicissitudes, il s'applique à construire une pensée théorique et politique profonde que le Brésil et les Brésiliens peu à peu découvrent et admirent. Milton ne revient pas comme un héros porté en triomphe, mais il va, patiemment et en profondeur, s'imposer comme penseur et intellectuel brésilien. Il aura bien utilisé son temps d'éloignement dans l'étude et la réflexion.

L'explosion de son œuvre

J'essaye de suivre de près la production scientifique et académique de Milton Santos; le chemin de sa pensée est profond, érudit, plein de courbes comme un «chemin de campagne» dans la métaphysique de Heidegger. Son œuvre se confond avec l'histoire de la pensée géographique brésilienne: empiriste à ses débuts – cf. ses premiers travaux – elle formule ensuite, à partir d'une méthode inductive-déductive, l'ouvrage *L'espace partagé* parmi d'autres textes sur l'économie urbaine, pour entrer pleinement dans la dialectique de *Pour une géographie nouvelle*. Nous sommes déjà dans la totalité-monde, dans l'accélération contemporaine.

Ainsi chemine Milton, se transformant en un géographe philosophe indépendant, éthique, totalement engagé dans son temps, son milieu, le Monde. Il ose proposer que la géographie soit la «philosophie des techniques»! Il nous enseigne que «le paysage est une accumulation de temps» et que «l'espace géographique est un système d'objets et un système d'actions où la technique a un rôle central». Il nous introduit à cette «accélération contemporaine» déterminée par cette période technico-scientifique et informationnelle de l'histoire qui a produit le «milieu technico-scientifique et informationnel», n'oubliant pas les leçons du maître Maximilien Sorre. Il nous parle du temps et introduit dans le concept d'événement, le «temps empiricisé, porteur d'un devenir historique».

Il développe le concept de système, c'est-à-dire le fonctionnement de la technique – sous ses aspects matériels et immatériels – en différentes périodes, et qui aujourd'hui a permis l'existence de «l'intelligence planétaire»; le concept de réseau, «produit des conditions contemporaines de la technique», et celui d'action, qui se caractérise par la rationalité et

l'intentionnalité. Il nous parle de verticalité, «cet espace de flux formé de points», et d'horizontalités, ces «espaces de la contiguïté».

L'humanisme qui préside à ses élaborations théoriques fait une place aux hommes lents et pauvres de la planète, face à la voracité des temps rapides. Il nous introduit ainsi dans les «zones opaques» qui résistent aux «zones lumineuses» et nous alerte sur la technicisation du territoire qui restructure une division territoriale du travail. Mais surtout, il nous fait revisiter de vieux concepts de la géographie tels que la région, le lieu, le territoire, à la lumière du monde d'aujourd'hui. Milton fait ainsi renaître la géographie.

Des constructions longuement mûries

Lorsque Milton parle de son travail, c'est avec joie. Sa curiosité est sans limite, son obstination dans la recherche pour comprendre est sans fin. J'ai toujours eu envie de savoir comment travaillait Milton. Il le dit simplement : discipline, organisation, travail et une immense curiosité, un état de recherche permanent. À cela ajoutons le plaisir du choix de la qualité du papier, du stylo à prendre en main... Et puis la recherche du mot juste, de l'harmonie de la phrase, de la rigueur des concepts. Son prochain livre, longuement et soigneusement travaillé en des lieux variés et parfois distants : l'œuvre de sa vie ! Son souci d'une bibliographie précise, un travail organisé minutieusement, une pensée qui progresse lentement, prudemment mais avec fermeté. Une référence sans doute pour son contenu, mais aussi pour ce qu'il révèle d'un travail immense, persévérant et quotidien.

Mais il a déjà de nouveaux projets, qui découlent les uns des autres ou qui sont repris. Projets de longue haleine qui mûrissent lentement depuis la période d'éloignement du Brésil. Il est temps maintenant de s'occuper du territoire brésilien. Je me fais peut-être des idées, mais je crois qu'il s'agit d'une autre interprétation de la mondialisation. La réflexion d'un géographe sur la société brésilienne et son territoire. Et ce n'est pas fini... Au gré des conversations apparaît une nouvelle épistémologie de l'existence, la question de l'émotion. Et toujours le thème de la technique, essentiel pour comprendre la contemporanéité ; la géographie comme philosophie des techniques. L'histoire n'est pas morte. Il y a une volonté de rompre avec l'apparente inévitabilité du processus dominant, avec l'apparente impossibilité de concevoir autre chose. La voie présentée comme unique est refusée. Milton Santos conçoit la technique pour une autre finalité et ne perd pas confiance en l'histoire. Mais reste l'appel, la convocation à penser,

pour rénover la pensée et construire quelque chose de nouveau, à ne pas confondre bien sûr avec les nouveautés.

Et là se profile encore le professeur, le maître. La recherche de disciples – pas trop bien sûr – dans l'urgence de repenser le Brésil et le monde. Le besoin d'enseigner à distinguer entre le fait d'être riche et le fait d'être pauvre, mais aussi le contenu d'humanité chez les pauvres. C'est cela sans doute l'épistémologie de l'existence à laquelle Milton Santos s'est référé avec insistance ces derniers temps.

Et pour ce qui est de la géographie...

Pour Milton, jamais le moment n'a été aussi propice à la géographie. Jusqu'à récemment, les géographes hésitaient, manquaient de confiance et pour cela empruntaient des catégories d'analyse aux sciences voisines, géologie, anthropologie, sociologie, sciences politiques. Rien de particulièrement géographique, ce qui fait que la géographie était envahie par les métaphores. Et au poids des métaphores, s'ajoutait le peu de foi des géographes dans la force de l'espace comme acteur.

Et puis il y avait l'éternelle influence de ce qui vient du Nord : la géographie des Français, puis celle des Anglo-Saxons ; des centres d'intérêt qui nous sont souvent bien étrangers.

La géographie était aussi en train de s'institutionnaliser : son prestige est lié à des départements universitaires, à des revues, ce qui facilite l'existence de courants de mode, de répétition et de reproduction sans discussion des idées reçues. Réfléchissant sur le mouvement ébauché par la géographie en Amérique latine, mouvement qu'il a lui-même déclenché, Milton craint qu'il ne dure pas, car malheureusement ici, tout tend à être institutionnalisé : on veut créer une association de géographes d'Amérique latine, pour s'associer à l'UGI (Union Géographique Internationale) pour ensuite demander des financements, si possible à quelque institution internationale, sur des thèmes fragmentaires, voire sans intérêt. Le mouvement lancé sans conteste par Milton en Amérique latine s'oppose à cela. La mondialisation de la géographie sera autre et ne perdra pas son attache et son sens local.

Milton nous révèle sans cesse sa vision de la géographie, du Brésil et du monde. Le cheminement de sa pensée lui permet de discerner et de prévoir des choses que nous ne pouvons certainement pas voir encore. Toute sa vie, il en a été ainsi... Ses idées nous rendent attentifs à ce qui se passe dans notre pays. Voyons si le Brésil ne fait qu'ouvrir les bras à la nouveauté

(la politique néolibérale), ou si advient déjà ce qu'il y a de nouveau dans le monde : la possibilité de construire, avec la technique, «cet admirable monde nouveau», cette civilisation du «loisir» qui s'annonce et qui respecte la plénitude de l'homme universel.

Maria Adélia Aparecida de Souza

in Maria Adélia A. de Souza (org.), *O mundo do cidadão, o cidadão do mundo*, São Paulo :

Hucitec, 1996, pp. 26-34.

De Milton Santos et de la croissante estime de soi de la géographie brésilienne

Maurício Abreu

Il y a de multiples façons, pour une communauté scientifique, de rendre hommage aux plus notoires de ses membres. Quelques-unes, comme la concession du titre de docteur *honoris causa*, reprennent la pompe du cérémonial des universités médiévales, hérité et transmis par la tradition européenne. Ces cérémonies, qui empruntent à l'histoire dans un geste de réaffirmation de l'Université comme centre de production et de transmission du savoir, revêtent de dignité et de légitimité l'hommage rendu. Belles et hautes en couleur, ces cérémonies ont cependant un caractère éphémère qui dure le temps de la solennité.

Il existe d'autres formes d'hommage, moins éphémères, et qui semblent plus particulièrement appropriées au départ d'un collègue à la retraite. Prenons par exemple ce que les Allemands appellent *Festschrift*, c'est-à-dire « écrit festif », *Mélanges* en France, une publication qui réunit des articles écrits en hommage à une personne. Il peut s'agir de textes extrêmement variés, chacun écrivant selon sa spécialité, ou alors d'un livre plus homogène, traitant de la vie et de l'œuvre de celui à qui on rend hommage.

Les *Mélanges* sont assez courants en Europe et aux États-Unis. Au Brésil,

en revanche, où la communauté géographique s'organise depuis les années 1930, ce n'est que récemment qu'une telle pratique a commencé à s'instaurer. C'est un peu tard. Combien de géographes brésiliens et étrangers ayant participé à la phase d'implantation de la géographie universitaire dans le pays, auraient pu faire l'objet d'un tel hommage et ne l'on pas fait? Signal d'immaturation d'une communauté scientifique? Il semble que oui. Il est donc rassurant de voir que nous avons dépassé cette phase et que nous savons aujourd'hui reconnaître publiquement la valeur de ceux qui, par leur production intellectuelle, ont contribué et contribuent encore à faire rayonner la géographie brésilienne dans le pays et à l'étranger. Manuel Correia de Andrade a été le premier à qui on ait offert un livre de *Mélanges*. Par cet ouvrage dédié à Milton Santos, nous rendons un juste hommage à l'un des plus grands géographes brésiliens, et nous essayons de nous racheter des oublis du passé.

Mais que dire de Milton Santos et comment le dire? Ce n'est pas chose facile. Pour ce qui est du personnage et de sa vie personnelle, il valait mieux laisser la parole à ceux qui le connaissent depuis longtemps et font partie de son cercle d'amis depuis toujours. Pour ce qui est de sa vie professionnelle d'avant 1964 et de sa trajectoire à l'étranger pendant la dictature militaire, il convenait également de laisser la parole à ceux qui l'ont accompagné durant cette période. Restait son œuvre. Mais en traiter ne simplifiait en rien le problème. La production de Milton est immense et s'inscrit dans un spectre intellectuel extrêmement large, allant du champ des réflexions philosophiques sur la nature de l'espace géographique jusqu'aux incursions sur les terrains les plus variés de la géographie humaine, en passant par des travaux de nature strictement méthodologique.

Que faire alors? Restreindre l'analyse à sa production de géographie urbaine pouvait être une solution car c'est en fait le sujet qui nous rapproche le plus dans le domaine professionnel. Il m'a fallu déchanter! Là encore, sa production est immense et couvre les trois dimensions traditionnelles de la production géographique: la réflexion sur le processus d'urbanisation, l'étude des réseaux urbains et l'analyse de la structure interne de la ville. Traiter de cette dernière dimension m'a alors paru la meilleure voie. Pourtant la tâche était encore considérable et j'ai alors décidé de concentrer mes efforts sur l'analyse d'une seule de ses œuvres, considérée par Milton lui-même comme son travail le plus important jusque-là: *L'espace partagé*. J'avoue que dès le début, j'ai compris que ce ne serait pas facile d'aller jusqu'au bout. Cette fois, ce n'était pas l'ampleur du projet qui me tourmentait. Ce qui me troublait était de voir qu'en me penchant sur le thème devenu classique des deux circuits de l'économie urbaine des pays sous-dé-

veloppés, je remuais des souvenirs liés à ce rite d'initiation qui, comme Milton ne cesse de le répéter au risque de blesser quelques susceptibilités, est-ce Rubicon qui sépare l'étudiant du professionnel: la thèse de doctorat, que j'avais défendue aux États-Unis en 1976. Considérant la segmentation du marché du travail dans les métropoles brésiliennes, que j'ai traitée certes de façon bien moins complète que *L'espace partagé*, ce n'était toutefois pas les réminiscences de la thèse et de ce thème aujourd'hui bien loin de mes centres d'intérêt, qui me dérangent. Ce qui me gênait c'était que l'analyse de l'œuvre de Milton exigeait qu'on la replace dans son contexte, c'est-à-dire qu'on se réfère au temps de sa production, avec les préoccupations théoriques qui dominaient alors, avec les défis qui se présentaient aux géographes de cette époque (surtout pour les Brésiliens), et tout cela me reportait à ma propre histoire qui pourtant ne devait pas s'immiscer dans l'analyse de l'œuvre de celui à qui l'hommage était rendu.

En d'autres termes, l'époque où Milton a produit *L'espace partagé* avait été pour moi une période importante puisque j'étais parvenu à la maîtrise puis au doctorat. Période de certitudes mêlées de doutes. Avec l'arrogance qui caractérise tout étudiant de troisième cycle, surtout lorsque le titre vient d'une institution de prestige international, comme c'était le cas, j'avais la certitude d'avoir pris le chemin de la vraie recherche. Mais je savais aussi que des défis formidables m'attendaient sur le chemin de la «brillante carrière» qui se dessinait. Je pourrais sans doute écrire sur des thèmes innovateurs, mais cela ne m'ouvrirait pas de portes dans l'hémisphère Nord. Je savais (ou on me faisait savoir) que le poids de la nationalité était grand, qu'aux États-Unis, j'étais un simple étudiant de géographie de pays sous-développé. Je n'ai jamais pensé m'installer aux États-Unis, mais je craignais que le retour au Brésil, pays sans grande tradition académique, surtout en géographie, ne signifiât la fin de la riche expérience intellectuelle que j'avais vécue là-bas.

Je ne veux certainement pas dire que j'ai vécu des moments identiques à ceux de Milton. Il n'y a pas de comparaison possible. À cette époque, Milton était déjà un professionnel au sommet de la hiérarchie nationale, et membre du petit groupe *select* de géographes brésiliens ayant une projection internationale. Je n'étais qu'un jeune thésard, plein de rêves professionnels à réaliser mais plein d'incertitudes quant au futur. À ce moment, je ne connaissais même pas Milton personnellement et j'avais peu fréquenté ses ouvrages. Du Brésil, je connaissais *Les villes du Tiers Monde*, un livre déjà fondamental pour ceux qui s'intéressaient à l'étude «moderne des villes, comme moi qui avait reçu les brillants enseignements de mon professeur Maria Therezinha de Segadas Soares. Mes cinq années de

«post-graduation» aux États-Unis ne m'avaient pas permis non plus de mieux le connaître. Les barrières linguistiques et corporatives qui séparent les écoles nationales dans l'hémisphère Nord, et qui se reflètent dans les bibliographies proposées aux étudiants ne m'ont pas permis d'avoir accès à son œuvre. Malgré ces obstacles, c'est quand même pendant mon cours de doctorat que j'ai eu un premier contact, bien qu'indirect, avec la Géographie Nouvelle que Milton commençait à lancer depuis l'Europe. Cela s'est fait par l'intermédiaire de la revue *Antipode*, référence obligatoire dans les cours donnés par mon maître Kevin Cox, et qui avait publié un numéro spécial sur le sous-développement organisé par Milton. Je ne cacherai pas l'orgueil ressenti en voyant un géographe brésilien en situation si honorable car *Antipode*, lancée depuis peu, était rapidement devenue le symbole de la contre-offensive marxiste qui commençait à parcourir la géographie américaine. Elle était l'instrument que Harvey, Peet et d'autres utilisaient pour lancer des attaques dévastatrices contre le néopositivisme dominant.

Cette première approche en est restée là. Totalemment plongé dans l'élaboration de ma thèse sur les marchés du travail formel et informel dans les métropoles brésiliennes, ce n'est que quelques années plus tard que j'ai pu me familiariser avec les réflexions de Milton. Ma thèse en a été appauvrie car je n'ai pas eu ainsi accès à ses premiers travaux sur les deux circuits de l'économie urbaine. Avec tant de choses pour nous séparer, c'est pourtant avec l'étrange sentiment que ma vie professionnelle croisait celle de Milton à cette époque, que j'abordais *L'espace partagé*. Et je me sentais paralysé. J'ai mis du temps à comprendre ce qui se passait, mais quand les choses sont devenues plus claires, il m'a semblé que ce qui convergeait et me confondait n'était pas ma vie ni celle de Milton au début des années soixante-dix. C'était plutôt la vie professionnelle que j'ai eue à mon retour au Brésil, déjà bien influencée par lui et encore chargée des sentiments et des rêves du temps d'étudiant, voulant apporter une contribution à l'affirmation de la géographie brésilienne sur la scène mondiale.

Cette constatation en éclairait une autre. Ce n'était pas de *L'espace partagé* que je voulais parler. C'était plutôt de ce qui était arrivé à la géographie brésilienne dans les vingt dernières années et qui me conduisait nécessairement à parler de Milton Santos et de son œuvre. L'énigme était résolue. J'avais la conviction en outre, que je ne pourrais le faire sans une réflexion sur ma vie. Ce que j'ai d'ailleurs commencé à faire.

L'amour-propre est important pour une communauté scientifique. En son absence, la communauté tend à disparaître. S'il est insuffisamment fort, la survie de la communauté est assurée mais son développement est compromis et ne parvient pas à maturité. La communauté rétrécit alors à

un niveau « provincial », repliée sur elle-même, comprimée dans les étroites limites que lui imposent les groupes plus vivants. Même si quelques-uns de ses membres réussissent à atteindre une maturité individuelle, s'aventurant même sur des chemins hors-les-murs, la communauté scientifique en tant qu'institution reste éternellement victime du syndrome de Peter Pan. Celui qui connaît un peu l'histoire de la pensée géographique sait que c'est là un problème auquel la géographie doit faire face depuis son institutionnalisation comme savoir universitaire. Autrement dit, l'isolement a été une tactique à laquelle les géographes ont eu recours en diverses occasions dans les cent vingt dernières années, et il n'y a rien d'absurde à affirmer que cette tendance est encore forte dans l'ensemble de la communauté, même dans les pays qui s'enorgueillissent d'avoir donné naissance à des écoles nationales importantes.

On a beaucoup écrit sur cette stratégie de l'auto-ségrégation académique. Bien qu'il y ait des différences d'interprétation sur les causes qui ont conduit la géographie à se distancier des autres communautés scientifiques dans la première moitié du xx^e siècle, on s'accorde sur leurs conséquences : si l'isolement a permis aux géographes de préserver leur chère autonomie dans la structure de pouvoir des universités, il a en revanche provoqué une pétrification des concepts de base, les empêchant d'évoluer au contact de nouveaux courants de pensée. L'appauvrissement théorique en a été la conséquence fatale, compromettant l'évolution de la communauté scientifique.

Depuis quatre décennies, on a tenté d'inverser cette tendance avec plus ou moins de succès. Au début, ces tentatives ont eu lieu *intra-muros*, à travers une série de « révolutions » qui se sont attaquées avec une furie destructrice aux fondations et aux « papes » de la discipline, et en fait il ne s'est agi que d'une ouverture soudaine et tardive à des matrices conceptuelles connues et discutées depuis longtemps ailleurs. Il est réconfortant de constater d'ailleurs, que cette « ère des révolutions » est terminée, que les différentes matrices conceptuelles coexistent aujourd'hui avec civilité à l'intérieur de la discipline (signe de maturité de la communauté), et que la réflexion géographique avance à grands pas pour essayer de combler le vide théorique laissé par des décennies d'empirisme, ceci dans une bousculade de tentatives de théorisation néopositiviste et matérialiste historique, ou par des efforts pour essayer d'imposer un paradigme plutôt qu'un autre.

Il y a encore beaucoup de chemin à parcourir, et les obstacles qui attendent au tournant sont nombreux. Même attaquée directement, la tradition empiriste de la géographie reste forte. Bien qu'il y ait de moins en moins de travaux se limitant strictement au monde des phénomènes, on note cependant un décalage entre la profusion et la richesse du matériel empirique

analysé et la fragilité de ses attaches théoriques. Il reste à consolider l'effort de théorisation en géographie pour garantir son progrès scientifique, tout en s'efforçant d'empêcher un retour au séduisant monde de l'empirisme. D'un autre côté, la recherche désespérée de théorisation a conduit beaucoup de géographes à s'éloigner exagérément ou totalement du monde phénoménal, ce qui a abouti à une réflexion théorique et philosophique certes de grande valeur et d'une érudition raffinée, mais en l'air, sans lien avec le réel, et donc sans être d'aucune aide à ceux qui «mettent la main à la pâte», c'est-à-dire à ceux qui veulent traiter de l'empirique sans faire de l'empirisme. Un autre danger est que l'on peut arriver à des théories ou des réflexions théoriques qui n'auront rien de géographique, même si elles ont été élaborées par des géographes; ce qui n'a rien de neuf, il faut en convenir. Rappelons cette vieille définition qui dit que la géographie est ce que les géographes font, et qui exprime en fait le peu d'estime que la géographie a pour elle-même depuis si longtemps, ce qui pousse certains géographes à justifier leur succès personnel par la négation de leur propre discipline.

Je ne défends pas ici le respect absolu de barrières disciplinaires, ce qui serait non seulement absurde dans le monde actuel, mais représenterait un retour à l'auto-ségrégation que nous venons de critiquer vigoureusement. On ne peut nier cependant que ces cloisons, bien que plus poreuses que par le passé, existent encore et existeront toujours; et cela parce que le monde est une totalité impossible à appréhender en bloc. Même si cette compréhension totale du monde existe en principe, chacun d'entre nous commence sa quête d'entendement à partir de motivations et de perspectives différentes, raison pour laquelle la science est divisée en aires spécifiques de savoir. L'institutionnalisation de ces savoirs au XIX^e siècle a donné à la géographie une fenêtre par laquelle se pencher sur le monde pour l'étudier et mieux le comprendre. Qu'elle y soit parvenue ou non, ou mal, n'est pas ce qui nous intéresse ici. L'important est de constater que la géographie n'a cessé d'attirer depuis une multitude d'adeptes, ce qui signifie à l'évidence qu'il y a dans sa manière de regarder le monde quelque chose d'unique, de différent des autres savoirs, et qui attire les jeunes. La consolidation théorique de ce regard, qui a besoin d'une base à l'intérieur, n'est donc pas un appel à l'isolement, mais représente plutôt la garantie que nous saurons donner une réponse adéquate à tous ceux qui cherchent à travers cette discipline des réponses aux questions que pose le monde. Il faut reconnaître toutefois que jusqu'à maintenant les réponses données n'ont pas été satisfaisantes. La théorisation géographique est également fondamentale pour que nous puissions dialoguer sur un pied d'égalité avec les autres sciences, pour que nous puissions leur offrir, avec assurance, notre vision théorique

du monde. Vision partielle certes, comme toutes les autres, mais nôtre. Il est encourageant de voir que l'on progresse à grands pas en ce sens, et que la communauté prend de l'assurance. Comme nous l'avons dit, l'«ère des révolutions» est révolue. Ce que nous voyons maintenant est une consolidation théorique à facettes multiples et à orientation multiple en train de consolider les fondations propres de la discipline, tout en permettant qu'elle se projette hors les murs avec une plus grande assurance.

On remarque également autre chose. Bien que ce qu'on appelle les écoles nationales gardent leur importance dans l'*establishment* géographique mondial, on constate un mouvement croissant d'indépendance des communautés géographiques des pays non centraux. À ce qu'il semble d'ailleurs, le temps s'achève où les géographes des pays périphériques se sentaient (ou étaient poussés à se sentir) les éternels disciples de maîtres européens et nord-américains. Le Brésil semble être un de ces pays où ces changements se sont fait le plus sentir. Il reste encore à faire l'analyse de ce qui s'est réellement passé dans la géographie brésilienne ces vingt-cinq dernières années. Quelles que soient les prémisses que cette analyse adopte et les directions qu'elle suivra, on ne peut éviter de faire deux constatations: la première est que la géographie brésilienne s'est plus développée ces dernières années que dans toute son histoire précédente; la seconde est qu'il est impossible d'analyser la géographie brésilienne de ces dernières décennies sans reconnaître l'importance du travail de Milton Santos. Les années 1970 représentent une ligne de démarcation pour la géographie brésilienne. Des événements se produisent, qui arrachent la discipline des sentiers qu'elle suivait depuis quarante ans et lui donnent définitivement une autre direction.

Chronologiquement, le premier de ces événements a été sans aucun doute l'«ère des révolutions», débutant à la fin des années soixante avec le néopositivisme, continuant dix ans plus tard avec l'invasion du matérialisme historique et de la dialectique, puis avec la timide apparition de la phénoménologie.

Le deuxième événement, beaucoup plus important que le premier, a été l'implantation d'une vigoureuse politique des troisièmes cycles au niveau national, s'adressant à toute la communauté scientifique brésilienne, mais qui a fini par constituer un puissant courant de transformation dans les branches de savoir ayant jusque-là une recherche peu développée, comme c'était le cas de la géographie. Dotés de financements de recherche croissants et de nombreuses bourses d'étude (de maîtrise, doctorat, post-doctorat, etc.), les rares pôles universitaires de recherche déjà existants ont pu rapidement se développer et se transformer en centres d'excellence de l'en-

seignement et de la recherche géographique dans le pays. Et c'est à partir de ces centres, de la qualité croissante des travaux qui y étaient produits, que quelques géographes ont commencé à se distinguer sur la scène scientifique brésilienne et internationale, mettant en marche un mouvement progressif de projection hors-les-murs de la communauté géographique brésilienne. La valorisation du troisième cycle s'est également répercutée dans des universités avec peu ou pas de tradition de recherche en géographie, encourageant les enseignants à faire une maîtrise puis un doctorat, et créant ainsi les conditions institutionnelles d'études de troisième cycle pour les étudiants. Ce mouvement connaît actuellement un grand développement dans le pays.

Le cataclysme qui s'est abattu sur la presque cinquantenaire Association des Géographes Brésiliens, à la fin des années 1970, est le troisième événement important. Beaucoup ont attribué le changement radical qui a secoué l'AGB à partir de 1978, à des raisons exclusivement politico-idéologiques, ce qui me paraît être une erreur. À mon avis, c'est un faisceau de forces très diverses qui a atteint la géographie brésilienne au même moment et qui l'a fait changer de cap. Il faut sans doute reconnaître le poids de la pensée marxiste qui commençait à s'implanter dans la géographie brésilienne. La détente politique qui se faisait au même moment a eu également son importance, créant des conditions favorables à la diffusion et à l'acceptation rapide du matérialisme historique et dialectique par les géographes. On ne peut oublier cependant que, sans les transformations qui se produisaient déjà dans les universités depuis un certain temps, le pouvoir catalyseur de ces deux premières forces aurait été beaucoup plus limité. En effet, il faut voir qu'à la fin des années 1970, la géographie brésilienne était déjà différente, même si *l'establishment* corporatif avait peu changé. Les universités, dont l'accès était auparavant très restrictif et qui souffraient de cette plaie des « surnuméraires » – ces étudiants admis au concours d'entrée mais qui ne trouvaient pas de place –, étaient maintenant ouvertes à l'enseignement de masse. Le temps d'un enseignement personnalisé s'adressant à de petits groupes d'étudiants était bien fini. L'université, qui formait désormais des foules, devait passer par des changements radicaux. Ces changements ont touché ensuite l'enseignement secondaire qui a vu se transformer rapidement les programmes scolaires ainsi que le contenu des manuels.

La restructuration de la carrière universitaire a mis fin à la rigidité de la hiérarchie enseignante, relativisant le poids et le pouvoir quasiment absolu des titulaires de chaires. D'autre part, la qualification des enseignants en début de carrière et leur accès à des postes supérieurs devenaient plus facile ; ils devenaient plus maîtres de leur carrière. D'un autre côté, la créa-

tion du système d'enseignement à temps complet et la multiplication des bourses d'étude pour étudiants mais aussi comme complément de salaire pour les enseignants, ont permis que les étudiants comme les professeurs se consacrent intégralement à leurs activités de recherche et d'enseignement, améliorant la qualité de la vie universitaire.

Tout cela, enfin, se passait dans les années 1970, et allait modifier le cours paisible que suivait la géographie brésilienne depuis des décennies.

Milton Santos est revenu au Brésil en 1977. Il transportait dans ses bagages quelques souvenirs douloureux du temps de l'exil et allait connaître la situation peu confortable d'avoir à recommencer, à l'âge mûr et dans son propre pays, une carrière prometteuse qui avait été interrompue brutalement. Un recommencement qui ne signifiait pas toutefois un retour à la situation antérieure car l'université, son ancien employeur, n'allait pas lui ouvrir tout de suite ses portes. Mais il apportait autre chose : un bagage intellectuel qui s'était incomparablement enrichi, une solide formation théorique et philosophique acquise pendant les longues années passées à l'étranger. Deux rêves l'accompagnaient : l'un était de contribuer à la transformation de la géographie, à la création d'une Géographie Nouvelle engagée à la fois sur le plan scientifique et politique ; l'autre était de réaliser cela à partir du Brésil, attitude audacieuse qui signifiait couper les liens traditionnels de dépendance vis à vis des écoles nationales étrangères.

Je suis revenu au Brésil en 1976 bien différent de ce que j'étais comme jeune étudiant de l'époque du « miracle économique » engagé aussitôt formé par une institution privée (L'Institut brésilien d'administration municipale, IBAM) désireuse de former un centre de recherches urbaines avec de « jeunes valeurs prometteuses » et investissant pour cela dans la formation de ses cadres, les encourageant à faire maîtrise et doctorat. Un accord avec la Fondation Ford lui venait en aide avec une condition : les études de troisième cycle devaient se faire aux États-Unis. C'était une exigence qui m'excitait tout en me faisant peur. Des États-Unis soufflaient des vents de rénovation qui balayaient le paradigme géographique classique et préparaient le terrain pour le développement d'une nouvelle géographie, maintenant réellement scientifique puisque cherchant à établir des lois. David Harvey, dans un article devenu classique (« Théories révolutionnaire et contre-révolutionnaire en géographie et le problème de la formation du ghetto »), a bien décrit ce que signifie, pour quelqu'un en début de carrière, l'opportunité de participer à une révolution de paradigmes. On se sent véritablement guerrier, prêt à affronter les dragons. Un seul dragon me terrorisait à l'époque : la géographie aux États-Unis était à ce moment « quantitative », et mes connaissances de mathématique étaient quasiment nulles.

À mon retour, je me sentais vainqueur. J'avais réussi à combler les lacunes de ma formation universitaire de premier cycle; j'avais réussi à survivre après que la bourse de la Fondation Ford eut terminé, alors que je n'avais même pas fini ma maîtrise. J'avais réussi à être maître de ma propre formation, devenir moniteur d'enseignement à la Ohio State University. J'avais travaillé dur pour payer mes études de troisième cycle, mon rêve d'être *PhD* était réalisé.

Milton et moi nous sommes rencontrés dans une atmosphère de grande tension. Cette tension avait cependant une signification différente pour chacun de nous. Nous étions à Fortaleza, en 1978, à l'occasion de la troisième Rencontre nationale des géographes de l'AGB. Nous faisons partie d'une table-ronde d'études urbaines coordonnée par Roberto Lobato Corrêa. Côté public, plus de quatre cents personnes s'entassaient sur des chaises, par terre, dans les escaliers, aux fenêtres.

Pour Milton, cette réunion signifiait sa rentrée dans une association qu'il avait autrefois présidée, et sa réintégration formelle dans la communauté académique d'origine, qu'il retrouvait déjà transformée et en pleine ébullition politique. Elle signifiait également l'occasion de commencer à transmettre son message et ses rêves. Le public, de son côté, était avide de le connaître et attendait justement le discours que lui, Milton, se préparait à faire, avec la compétence et la maîtrise de la scène qu'on lui connaît. Pour moi, la participation à cette table-ronde signifiait une entrée dans ma communauté professionnelle dont j'étais relativement éloigné en fonction de mes activités de planification urbaine à l'IBAM. Pourtant, au contraire de Milton, je me suis aperçu tout de suite que ce que j'avais à dire, après tant d'efforts pour parfaire ma formation académique, n'intéressait pas beaucoup la multitude présente à cette réunion. J'étais pris d'un étrange sentiment. Nous étions encore en pleine «ère des révolutions», et comme moi quelques années auparavant, le public voulait lui aussi affronter les dragons. Sauf que la révolution, à ma grande déception, était tout autre!

Fortaleza a eu un fort impact dans ma vie. Mon sentiment premier a été celui de la défaite. Je sentais que tout l'effort fait jusque-là avait été vain, que toutes les connaissances que j'avais acquises ne servaient à rien car la vérité maintenant était du côté de Marx, dont je ne savais presque rien et que je n'avais même pas lu. Je me sentais un peu comme ces géographes plus anciens qui, au début des années 1970, se voyaient questionnés et discrédités parce qu'ils ne parlaient pas de lois, ne comprenaient rien à l'analyse factorielle, ou parce qu'ils disaient qu'on ne peut faire de géographie sans l'observation directe sur le terrain. J'ai mis du temps pour reprendre courage. Mais aujourd'hui je sais que ce moment a été très important pour moi. Pour la première fois je me suis penché sur ma vie pour la revoir et

l'évaluer, et alors la défaite s'est transformée en victoire quand j'ai décidé que dorénavant, ce serait moi et moi seul qui commanderait ma carrière. J'étais suffisamment mûr pour ne plus me laisser impressionner par les nouvelles géographies qui se succédaient devant mes yeux. Je me refusais à entrer corps et âme dans le paradigme du moment comme je l'avais fait plus jeune, au début des années 1970. Ce qui ne m'empêchait pas d'être conscient des sérieuses lacunes de ma formation.

La lecture de *Por uma geografia nova*, publié cette même année 1978, a eu une grande influence sur les décisions que j'ai prises à partir de ce moment-là. J'y trouvais des idées stimulantes et qui correspondaient à ce que je cherchais, m'indiquaient des chemins nouveaux extrêmement séduisants. Je me suis alors engagé sur ces sentiers nouveaux mais en me jurant que je ne le ferais pas en dénigrant mon acquis passé, pas plus que je ne perdrais de vue le trajet parcouru. J'ai retrouvé alors avec un sentiment d'aise l'ancienne allée de la géographie classique française que j'avais abandonnée depuis un certain temps et dont je redécouvrais tout le charme. Je ne me rendais pas compte à ce moment, de l'importance qu'aurait par la suite la relecture des études classiques sur l'évolution urbaine de Rio de Janeiro faites par mes maîtres Lysia Bernardes et Therezinha Soares.

Mon chemin a croisé celui de Milton Santos une nouvelle fois en 1979, dans des circonstances complètement différentes: nous avons tous les deux été invités par Bertha Becker et Maria do Carmo Galvão comme professeur-visitant au Département de Géographie de l'Université Fédérale de Rio. Nous étions maintenant collègues. Et ce furent cinq années où j'ai pu côtoyer l'homme et ses idées, développant mon admiration pour lui et cimentant une amitié qui dure jusqu'à aujourd'hui.

J'éprouve pour lui une admiration à multiples facettes. Admiration pour son attitude de *scholar*, pour la valeur qu'il donne à son savoir et pour l'humilité qu'il révèle en considérant que ce qu'il sait est bien peu en comparaison de ce qu'il devrait savoir. Admiration pour son professionnalisme, son exigence de qualité dans tout ce qu'il produit, sa fermeté pour exiger tout ce à quoi il a droit. Pour son éternelle inquiétude intellectuelle qui nous a valu une œuvre théorique de poids et qui a changé définitivement le panorama de la géographie dans le pays. Géographie d'ailleurs, qui était prête à recevoir cette œuvre et qui l'a encouragé à la poursuivre.

Admiration aussi pour son engagement dans la géographie. Pour son effort fécond de théorisation qui sait prendre en considération les progrès théoriques des sciences voisines tout en sachant résister aux chants de sirène qui détournent le voyageur de sa route et font que son travail ressemble à tout sauf à de la géographie. Il se consacre à la théorisation certes,

mais à la théorisation géographique. Il sait qu'un savoir scientifique n'est fort que lorsqu'il s'impose à lui-même, et c'est pour cela qu'il fait la sourde oreille aux arguments faciles qui soutiennent qu'aujourd'hui les barrières entre disciplines n'ont plus d'importance. Il ne ressent pas de honte devant le retard de la géographie en ce domaine; au contraire, c'est pour lui une raison supplémentaire de s'efforcer d'avancer.

Admiration parce qu'il assume ses devoirs envers la géographie brésilienne. Parce qu'il ne cesse d'encourager ses collègues à parfaire leur formation et à publier. Parce qu'il s'efforce de faire connaître la géographie brésilienne en dehors de ses frontières soit par des mesures destinées à la faire connaître à l'étranger, soit par l'organisation de nombreux symposiums internationaux sur place, qui permettent d'exposer la production géographique nationale à de nombreux invités étrangers. Admiration encore pour cette volonté de rapprocher la géographie brésilienne de ses sœurs latino-américaines et de réorienter ainsi des flux intellectuels qui avaient une nette structure coloniale.

Admiration enfin pour tout ce que Milton Santos fait et accomplit pour redresser la fierté et l'amour-propre de la géographie brésilienne. Pour l'orgueil avec lequel il se présente comme géographe dans les milieux les plus divers, et comme géographe brésilien dans les réunions internationales. Pour l'exposition constante de ses idées dans les médias, divulguant ainsi la géographie dans le pays. Pour le prix international de géographie qui lui a été décerné pour son œuvre et qui a des retombées sur le travail qui se fait ici en géographie. Admiration, dirais-je même, pour l'humour avec lequel il s'amuse à traiter les autres sciences humaines de «sciences auxiliaires de la géographie», ce qui nous venge, nous qui avons tous entendu un jour cette exclamation : «Vous faites de la géographie! Mais pourquoi?».

Au moment où Milton Santos part à la retraite, il est juste que nous reconnaissons l'importance de sa contribution dans l'effort de théorisation qu'a entrepris notre discipline depuis quelque temps, l'importance de sa contribution pour affirmer et divulguer que la géographie est un savoir important, un savoir nécessaire et un savoir digne. Plus qu'aucun autre géographe ces derniers temps, il a mené cette lutte, et il nous est agréable de constater que cette projection personnelle si méritée se reflète sur la géographie brésilienne et sur chacun de nous.

Maurício Abreu

in María Adélia A de Souza (org.), *O mundo do cidadão, o cidadão do mundo*, São Paulo:

Hucitec, 1996, pp. 35-48.

L'homme qui n'aime pas les exemples

Parler aux autres d'un ami, c'est, en un sens, se le rendre étranger, en faire un objet froid alors que c'est la chaleur de l'attachement qui donne envie de s'exprimer. Dans ces quelques lignes, j'ai tenté de résoudre le problème à ma façon, sans renoncer à une parole d'un bout à l'autre subjective, mais en essayant tout de même de rendre accessible, à travers la perception que j'en ai, ce qui justifie ce livre : la contribution de Milton Santos à notre intelligibilité des sociétés contemporaines.

De l'espace pour la pensée

Comme le dit le titre de ce texte, Milton Santos est l'un des rares géographes à oser dire que le recours à des exemples constitue un obstacle à la pensée. Dans le sens commun des sciences sociales, on admet que l'application d'une notion à un cas concret donne davantage de prise sur une idée qui, sinon, serait menacée de rester marginale et enclavée dans l'espace mental de celui qui la reçoit. J'avoue que c'est que je pensais avant que Milton ne me pousse dans une autre voie. Après un moment de déstabilisation, je pense avoir compris son point de vue. La pensée doit pouvoir

se développer, sans interférence, selon sa propre logique et l'irruption d'un objet d'un autre ordre – l'«exemple» – gêne le déploiement de la rhétorique argumentative. On peut même soutenir que la fuite dans le cas particulier est une manière commode, et perverse, de s'affranchir de la nécessaire rigueur d'une démonstration.

Ne traitons pas comme anecdotique une attitude qui prend à bras le corps un problème fondamental des sciences sociales – et probablement des sciences en général. Le travail de production de la connaissance doit en effet gérer une contradiction pénible entre, notamment, deux pôles : celui de la cohérence interne et celui de la pertinence à la réalité extérieure. Divers courants de l'épistémologie contemporaine s'accordent pour reconnaître qu'il n'y a pas de solution évidente à ce problème. Face à l'illusion positiviste qui postule une similarité structurelle entre l'empirie et la théorie, la plupart des auteurs admettent le caractère construit de l'ensemble de nos images du monde. Cela ne signifie pas, comme un relativisme naïf pourrait le dire, que l'objectif se dissout dans le subjectif, mais que la connaissance est un acte isolable consistant à définir, découper, relier et organiser, à produire des objets nouveaux, donc, et non à seulement effectuer l'inventaire d'un ordre préexistant.

Ce que nous dit Milton Santos, c'est qu'il faut assumer pleinement, sans barguigner le moment théorique, qu'il ne sert à rien de (se) faire croire que l'on pourrait glisser insensiblement du «réel» à la «représentation» et que ces mouvements subreptices faciliteraient l'accès à la connaissance. Cela ne veut pas dire que les passages sont impossibles : nous sommes justement «payés pour» les *frayer*, et dans les deux sens, inductif et déductif. Mais sans que cela se traduise par l'atrophie de la pensée. De l'argumentation la plus élémentaire («parce que...», «bien que...», «donc...») jusqu'au système théorique le plus englobant, il faut donner sa place propre au travail de la raison. Ne nous laissons pas terroriser par ceux qui, démagogiquement, dénoncent sans cesse l'abstraction, par ces pseudo-intellectuels spécialisés dans la dénonciation de l'intellect des intellectuels. De l'air pour la pensée!, réclame Milton Santos.

Une géographie rénovée, un monde unifié et fracturé

Il a donc su, sans trop écouter ce genre de critiques, déplier et déployer son espace théorique. Quel est son message ? D'autres, qui ont analysé systématiquement ses travaux, pourraient le dire avec plus de rigueur. Je retiens quant à moi deux thèmes qui – c'est le paradoxe fréquent de mainte œuvre

majeure – ont été sans cesse revisités tout au long de son parcours.

Le premier thème est épistémologique. Il porte sur le statut de l'espace et de la géographie au sein des sciences de l'homme. Dès le début des années 1970, Milton Santos trace les grandes lignes d'un cadre et d'un statut renouvelés pour la géographie. Il est le premier à avoir proposé une synthèse des deux grandes sources de la géographie postclassique.

D'une part, lecteur précoce des travaux des *new geographers* anglo-saxons, il a mobilisé les ressources de la pensée formelle issue des mathématiques mais aussi de la démarche «analytique», qui permet de mieux porter certains aspects de la rigueur scientifique dans le registre du langage naturel, fondamental en sciences sociales : rejet de l'exceptionnalisme, des argumentations incohérentes, des théories boîteuses, d'un style pseudo-littéraire qui ouvre la porte à toutes les ruses de la raison. Milton se situe à cet égard dans la lignée du meilleur David Harvey, celui de *Explanation in Geography* (1969) et, contrairement à beaucoup d'autres, il ne se laissera pas entraîner dans les changeantes modes intellectuelles qui se sont succédé depuis lors.

D'autre part, bon connaisseur de la pensée «continentale» allemande, italienne et surtout française, Milton a capitalisé le meilleur des travaux de la philosophie et des sciences sociales des années 1960-1970, notamment mais pas seulement ceux qui se revendiquaient du marxisme. À cet égard, il apparaît avant tout comme l'un des protagonistes d'un rationalisme français, à la fois analytique (de Descartes à Bergson) et critique (de Bachelard à Foucault). Plus que la référence, toujours distante, au marxisme, même quand celui-ci dominait une partie du monde intellectuel, c'est cette filiation-là qui apparaît la plus pertinente. La conséquence sur la définition de la géographie est triple : approche de l'espace comme d'un objet relationnel et relatif, conception de la géographie comme science sociale parmi d'autres sciences sociales, conception de la société comme un système animé de contradictions multiples. Lorsque, au milieu des années 1970, Milton est venu à la rencontre de l'équipe d'*EspacesTemps*, nous nous sommes immédiatement retrouvés sur la même longueur d'onde, face à ceux qui tentaient de sauver les meubles dans une maison géographique française poussiéreuse et vermoulue.

De ces deux sources, émerge très tôt une posture très proche de celle qui tend à s'installer dans l'ensemble des cercles innovants de la géographie d'aujourd'hui : une science de l'espace qui est d'un bout à l'autre une science sociale, une discipline de terrain en même temps que théorique, une visée du singulier comme de l'universel.

Le second thème est théorique et applique aux espaces contemporains les principes généraux de cette nouvelle géographie. Il a trait aux relations

entre les lieux du monde. C'est sans doute là que Milton Santos continue de faire entendre, avec le plus de netteté, sa différence. Parti d'une démarche fondée sur un dualisme (l'espace «partagé»), il déplace bientôt le centre de gravité de sa poussée. C'est d'unité qu'il parle mais d'une unité profondément dissymétrique. Son objet d'étude privilégié devient le mode de pénétration de l'Occident – ou, plus généralement, des dominants – dans les pays pauvres. Autour de 1980, il voulait montrer que les «transferts de technologie» ne se limitent pas au déplacement d'objets techniques «neutres»: pris isolément, ceux-ci ne sont qu'un maillon d'un système de fabrication et d'une organisation du travail beaucoup plus vastes. On croit répondre à un besoin en biens utiles, échapper à la dépendance et l'on met le doigt dans un engrenage qui ne fait qu'accentuer cette dépendance. Depuis quelques années, Milton a mis l'accent sur la dimension spatiale de cette contradiction. Les réseaux des firmes multinationales minent les territoires des sociétés au sein desquelles elles s'installent. Ici encore, à une approche naïve du développement est opposée une critique des effets déstabilisants d'une mondialisation subie.

Je n'ai pas toujours été convaincu par ces thèses, qui me paraissent sous-estimer le rôle des acteurs locaux, notamment non étatiques et la réalité du développement dans des pays qui ont choisi de s'inclure dans les réseaux d'échange. Milton me répond que je suis trop angélique et que je sous-estime le prix à payer par les peuples pour chercher à atteindre une intégration chimérique. Ce qui m'intéresse dans ce débat, ce sur quoi, à mon sens, il faut le plus souligner l'apport de Milton, ce sont les termes, les cadres de la problématisation, plus que la réponse à la question. Quatre thèmes permettent d'en prendre conscience.

Au cœur des questions essentielles

Milton aura été un précurseur dans la mise en valeur du rôle des *objets* dans la construction du social. À la suite des travaux de Bruno Latour sur l'«interobjectivité», on ne peut douter que l'on tient là une «particule élémentaire» de premier choix (avec sans doute les acteurs et les organisations) pour mettre en place une conception intégratrice de l'architecture d'une société. Dans quelle mesure et jusqu'à quel point un acteur est-il capable de donner un nouveau sens à un objet (matériel ou idéal) conçu, réalisé, activé par d'autres acteurs? Telle est la problématique passionnante dans laquelle s'est, longtemps seul, lancé Milton Santos.

Le deuxième aspect concerne les typologies les plus générales de l'espace. Territoires et réseaux ; lieu et ensembles de lieux ; villes, régions, nations, continents, monde : Milton a bien identifié les opérateurs fondamentaux des espaces d'aujourd'hui. D'abord, les deux grandes familles de métriques, topographiques et topologiques, territoriales et réticulaires, sont mises en avant. Chercheur en sciences sociales, Milton croit fermement au pouvoir explicatif de la géographie et s'est toujours refusé à la diluer dans les économismes et les sociologismes si courants naguère ou dans des *estudos sociais* invertébrés. Inversement, le risque, toujours présent dans la démarche de l'«analyse spatiale», de réduire les échelles à un simple jeu fractal est ici écarté par la mise en situation de la géographie : les structures spatiales ne sont jamais des formes vides ; elles ne prennent sens qu'en liaison consubstantielle avec les réalités économiques, politiques, historiques qui les «remplissent».

Le troisième point concerne la prise en compte de l'*échelle mondiale*. Géographe du Tiers-Monde, Milton Santos n'est pas pour autant un géographe tiers-mondiste. Il ne se résout pas à penser séparément les morceaux d'un Monde qu'il perçoit à la fois comme déchiré et solidaire. Il n'opte jamais, ni dans ses choix politiques, ni dans ses orientations théoriques, pour la «déconnexion». S'employant à traquer les failles des conceptions naïves – technicistes ou iréniques – de la mondialisation, il n'en récuse toutefois pas la prémisse essentielle : que l'unification du monde constitue un enjeu et que les alternatives se situent au cœur et non sur les marges. Il appelle une mondialité respectueuse des lieux et des sociétés, nullement une fragmentation «culturaliste», c'est-à-dire communautariste.

Le dernier thème concerne la relation entre le «*savant*» et le «*politique*». Milton n'a jamais dissocié son travail de géographe de ses engagements de citoyen mais il n'a jamais pour autant confondu les deux attitudes. Proche de l'idée développée par Jürgen Habermas selon laquelle la modernité demeure un projet encore inachevé, promoteur explicite d'une visée démocratique qui passerait par des «unions horizontales» entre les lieux, il manifeste un souci constant de ne pas mélanger les genres. Comme géographe, il s'emploie à dénouer l'écheveau embrouillé des contraintes et des libertés, à mettre à plat les déterminations et les ouvertures, dégageant ainsi les horizons complexes du choix politique. Contrairement à nombre d'intellectuels, Milton n'a aucun compte à régler avec une conscience politique orpheline de l'action : il a fait ses preuves, sans être regardant sur les risques encourus. Il n'en est que plus à l'aise pour assumer pleinement sa position de chercheur.

Le voyage comme pratique du doute

Ses premiers grands voyages, Milton Santos les a faits sous la contrainte. Il a été un réfugié politique d'une cause qui, aussi défendable soit-elle, aurait pu faire de lui un intellectuel unidimensionnel, sinon un militant aigri. Il n'en a rien été. Cette errance s'est vite muée en un parcours initiatique d'appropriation du monde – de ses réalités diverses et de ses écoles de pensée – dont il a pu, mieux que la plupart d'entre nous, explorer les pierres angulaires, les lignes de forces, les articulations. Au-delà d'une certaine mise à distance de ses engagements civiques, il a réussi à relativiser, tout en en tirant le miel, les principaux courants de la géographie et des sciences sociales d'Amérique, d'Europe, d'Afrique et d'Asie. Engagé, souvent passionnément, dans les débats et les combats d'idées, Milton conserve toujours une part de détachement amusé, vis-à-vis de lui-même autant que d'autrui. Outre la modestie que donne une longue pratique de la recherche – je la lui ai, quant à moi, toujours connue –, il y a aussi, sans doute, la critique permanente que se livrent mutuellement, dans sa pensée, les principaux penseurs de la géographie.

Parmi les lieux qui comptent sur ce circuit sans cesse parcouru et enrichi, la France joue un rôle singulier. Milton est probablement l'un des plus français des géographes, et même plus français – plus sérieusement héritier d'un patrimoine culturel francophone, pas seulement disciplinaire, propre à aider au développement de la géographie – que beaucoup de géographes français. Il peut se permettre, sans la moindre incongruité, d'intervenir dans les controverses qui agitent le microcosme de la géographie hexagonale. Cependant, ou sans doute plutôt grâce à cela, il est l'un des rares géographes «français» à pouvoir dialoguer sans complaisance, mais sans entrave avec toutes les autres écoles géographiques nationales, la brésilienne incluse. Je vois là une indication sur les conditions d'un efficace cosmopolitisme scientifique. De même que l'ancrage disciplinaire peut devenir une force s'il est totalement ouvert et perméable aux autres domaines de la connaissance, de même l'insertion privilégiée dans un ou quelques lieux garantit, s'il échappe à l'enclavement et au provincialisme, contre le risque d'éparpillement qu'engendre le «tourisme intellectuel».

Viser l'universel sans trahir les siens

Je crois savoir que, au sein du département de géographie de l'USP, on appelle Milton Santos «*o professor*», le professeur. Milton Santos est respecté,

vénéré, adulé. Ses collègues et ses étudiants lui pardonnent volontiers ses voyages fréquents, ses obligations multiples et surtout ses impertinences. C'est dire que, justement, sa popularité ne doit rien à la démagogie. Certes son extraordinaire parcours intellectuel et géographique fait de lui un personnage hors du commun, y compris dans cette université où les brillants géographes sont monnaie courante. Mais ce n'est pas sur son passé que Milton fonde l'essentiel de sa réputation. C'est bien plutôt sur sa capacité présente à établir un *lien*. Milton accepte sans réserve d'être l'ambassadeur de la géographie brésilienne en Amérique latine, de la géographie latino-américaine dans le monde. Il sait que, ce faisant, il relaie une revendication non entièrement rationnelle parce qu'elle porte en partie sur des événements déjà accomplis : l'Amérique latine demande de la reconnaissance autant que du développement et, au-delà des apparences anti-impérialistes, c'est aussi – désormais *d'abord* – à une décolonisation intérieure, plus difficile à penser, plus délicate à réaliser qu'elle aspire. Si Milton accepte de diffuser ce message, c'est aussi qu'il en adresse un autre, complémentaire, dans l'autre sens. Que le monde est moins simple que nous voudrions le croire, que ce sont ses contradictions qui le font bouger, en mal mais aussi en bien, que le travail en sciences sociales ne s'oppose pas à un engagement politique, qu'il impose même une ferme orientation éthique, mais qu'à tout cela ne peut être réduite la quête glacée et brûlante du vrai. Milton aide la géographie brésilienne à s'intéresser d'un même mouvement à elle-même, au Brésil et au monde entier.

Un regard brésilien sur l'universel. J'aimerais en toute modestie que, lorsque je tente de repérer la part de *brésilianité* dans la pensée de Milton Santos, cela fasse écho au moment où il qualifiait, lui, avec une ironie bienveillante, de « français » mes propres travaux sur le monde. En tout cas, Milton, parce qu'il s'impose de parler à un maximum d'individus, de groupes, de sensibilités, ne nous laisse pas oublier que dans l'acte de chercher, il y a cette nécessité fondamentale de communiquer avec les différents personnages qui cohabitent plus ou moins harmonieusement en nous.

Lorsque, il y deux ans, j'assistais à la remise du prix Vautrin-Ludd – cet encore jeune « prix Nobel de géographie » – au Festival international de Saint-Dié-des-Vosges, je ressentis une émotion si forte que j'en fus étonné. Je compris que j'étais simplement heureux qu'un ami de longue date, dont j'admirais les travaux, reçût une récompense à la hauteur de sa contribution. L'impression provenait aussi de ce que lui, descendant d'esclaves vivant à l'autre bout du monde, et nous, représentants non mandatés d'une Europe qui a à la fois produit esclavage ou d'autres horreurs et inventé les mots pour s'en libérer, nous nous trouvions enfin ensemble.

C'était comme si était ainsi prouvé qu'il était possible de ne propager que le versant positif, progressiste du message européen et de faire de l'autre le matériau que toute expérience peut devenir, le terreau mémoriel d'un être-ensemble enfin possible. Que nous pouvions, par l'effort d'arrachement qui portait Milton, au-delà de ses racines et de ses communautés, avancer vers l'idée que le monde est lisible et communicable et donner un sens, fût-il sans exemple, au mot « concitoyen ».

Jacques Lévy

in Maria Adélia A. de Souza (org.),

O mundo do cidadão, o cidadão do mundo, São Paulo : Hucitec, 1996, pp. 364-370.



Annexes

Carte d'identité

1 / Chemin

Un résumé du parcours de Milton Santos (1926-2001)

Licence en Droit, Université Fédérale de Bahia (1948).

Doctorat en Géographie, Université de Strasbourg (1958), sous la direction de Jean Tricart.

1. 1948-1964. Un chercheur impliqué

Jusqu'en 1964, date à laquelle il quitte le Brésil à la suite du coup d'État militaire, il mène de front carrière académique et activités publiques. Journaliste et rédacteur de *A Tarde*, principal journal de Salvador (1954-1964), professeur titulaire de géographie à l'Université Fédérale de Bahia, où il fonde l'Institut de Geociências, il sera directeur de l'imprimerie officielle de Bahia (1959-1961), président de la Fondation de Planification Economique de Bahia (1962-1964) et représentant de la «Casa Civil» du président Janio Quadros dans l'État de Bahia, en 1961.

Les travaux portent sur des réalités locales, les publications concernent la capitale de Bahia et les villes et la région du Recôncavo. La thèse de doctorat s'intitule *Le centre de la ville de Salvador*.

2. 1964-1977. Un chercheur voyageur

En 1964, il commence (un peu malgré lui) une carrière internationale, d'abord en France: il est invité à l'Université de Toulouse par Bernard Kayser, puis à l'Université de Bordeaux et enfin à l'Université de Paris-Sorbonne, ainsi qu'à l'IEDES (Institut d'Études du Développement Économique et Social).

De 1971 à 1977, il parcourt le monde au gré des invitations d'universités, comme chercheur (MIT) et comme professeur invité (visitant?): Toronto (Canada), Caracas (Vénézuéla), Dar-es-Salam (Tanzanie), New York (Columbia University).

La période étrangère s'élargit vers l'étude des villes des pays sous-développés (*Les villes du Tiers Monde*, 1971), se concentrant bientôt sur le circuit inférieur de leur économie et ses dimensions spatiales (*L'espace partagé: les deux circuits de l'économie des pays sous-développés*, 1975).

3. 1977-2001. Un chercheur engagé

En 1977, il décide de revenir au Brésil, enseigne à l'Université Fédérale de Rio de Janeiro comme professeur invité et, en 1983, devient professeur titulaire de l'Université de São Paulo.

En 1994, il reçoit le Prix international de géographie Vautrin Ludd à Saint-Dié-des-Vosges.

Douze universités brésiliennes et sept universités étrangères lui ont décerné le titre de docteur honoris causa.

À son retour au Brésil, il publie *Pour une géographie nouvelle: de la critique de la géographie à une géographie critique* (1978 au Brésil, 1980 en France), contribution à l'effervescence et au désir de renouvellement de cette science au Brésil. L'espace est défini comme une instance sociale active, la notion de formation socio-spatiale introduite. Les recherches, les cours et les publications ne cessent de porter sur un effort épistémologique afin de donner à la géographie latino-américaine des catégories d'analyse appropriées. L'étude du milieu technico-scientifique informationnel doit permettre de comprendre l'organisation de l'espace dans la période historique actuelle. *Técnica, espaço, tempo (Globalização e meio técnico-científico informacional)* (1994), *Da totalidade ao lugar* (1996), *Metamorfosis do espaço habitado* (1997) sont quelques-unes de ces publications non traduites en français, et qui aboutissent à son ouvrage majeur: *La nature de l'espace* (1996 au Brésil, 1997 en France), qui se veut «une théorie générale de l'espace humain, une contribution de la géographie à la reconstruction de la théorie sociale». Enfin, en 2000, il publie *Pour une autre mondialisation: de la pensée unique à la conscience universelle* (en portugais et espagnol). Petit livre qui, appuyé sur une interview sur ce sujet, a été transformé en documentaire long-métrage par le cinéaste Silvio Tendler, intitulé: *Rencontre avec Milton Santos: la mondialisation vue de chez nous*.

1 Biographie préparée avec le concours de Marie-Hélène Tiercelin dos Santos.

2/Étapes

Les publications de Milton Santos

Livres

1. *O povoamento da Bahia: suas causas econômicas*, Imprensa Oficial da Bahia, Salvador/BA, 1940.
2. *Estudos sobre geografia*, Tipografia Manú, Salvador/BA, 1953.
3. *Os estudos regionais e o futuro da geografia*, Imprensa Oficial da Bahia, Salvador/BA, 1953.
4. *Zona do cacau. Introdução ao estudo geográfico*, 1^a edição, imprensa Oficial da Bahia, Artes Gráficas, Salvador/BA, 1955. 2^a edição: Companhia Editora Nacional, São Paulo, Col. Brasileira, vol. 296, Biblioteca Pedagógica Brasileira, 1957.
5. *Estudos de Geografia da Bahia*, (em colaboração com J. Tricart e outros) Livraria Progresso Ed., Salvador/BA, fotos e mapas, 1958.
6. *Localização industrial*, em colaboração com D. Jacobina, Estudos e Problemas da Bahia, Ed. mimeografada da CPE n°3, Salvador/BA, mapas e tabelas, 1958.
7. *A cidade o centro de região*, Universidade Federal da Bahia-Laboratório de Geomorfologia e Estudos Regionais, Imprensa Oficial, Salvador/BA, mapas e fig., 1959.
8. *A rede urbana do Recôncavo*, Universidade Federal da Bahia-Laboratório de Geomorfologia e Estudos Regionais, Imprensa Oficial, Salvador/BA, 19 mapas e fig., 1959.
9. *O centro da cidade do Salvador*, Universidade Federal da Bahia-Editora Progresso Editora, Salvador/BA, 17 mapas, 5 gráficos e 27 fotos, 1959.
10. *Marianne em Preto e Branca (viagens)*, Livraria Progresso Editora, Salvador/BA, 1960.
11. *A cidade nos países subdesenvolvidos*, Ed. Civilização Brasileira, Rio de Janeiro, 1965.
12. *Croissance démographique et consommation alimentaire dans les pays sous-développés*, n°2, vol. 1, Les données de base (320 p.); vol. 2, Milieux géographiques et alimentation (341 p.), Centre de Documentation Universitaire (CDU), Paris, 1967.
13. *Aspects de la géographie et de l'économie urbaine des pays sous-développés*, 2 vol., Centre de Documentation Universitaire (CDU), Paris, 1969.
14. *Dix essais sur les villes des pays sous-développés*, Ed. Ophrys, Paris, 1970.
15. *Le métier du géographe en pays sous-développé*, Ed. Ophrys, Paris, 1971.

16. *Les villes du Tiers-Monde*, Ed. Génin, Librairies Techniques, Géographie Economique et Sociale, tome X, Paris, figs., cartes et photographies, 1971.
17. *Geografía y economía urbanas en los países subdesarrollados*, Ed. Oikos-Tau, Barcelona, Colección Ciencias Geográficas, 1973.
18. *Underdevelopment and Poverty: A Geographer's View*, The Latin American in Resident Lectures, University of Toronto, 1972-1973, 1975.
19. *L'espace partagé*, Editions Librairies Techniques, M. Th. Génin, Paris, 1975.
20. *Por uma geografia nova*, HUCITEC-EDUSP, São Paulo, 1978 (5ª edição: 1996).
21. *O trabalho do geógrafo no Terceiro Mundo*, HUCITEC, AGB, São Paulo, 1978 (4ª edição: 1996).
22. *A pobreza urbana*, HUCITEC-UFPE, São Paulo, 1978, Coleção Estudos Urbanos (2ª edição: 1979).
23. *O espaço dividido*, Livraria Editora Francisco Alves, Rio de Janeiro, 1978.
24. *Economia espacial, críticas e alternativas*, HUCITEC, São Paulo, 1978.
25. *The Shared Space: The Two Circuits of the Urban Economy and its Spatial Repercussions*, Methuen, Londres, 1979.
26. *Espaço e sociedade*, Editora Vozes, Petrópolis, 1979 (2ª edição: 1982).
27. *A urbanização desigual*, Vozes, Petrópolis, 1980 (2ª edição: 1982).
28. *Manual de geografia urbana*, HUCITEC, São Paulo, 1981 (2ª edição: 1989).
29. *Pensando o espaço do homem*, HUCITEC, São Paulo, 1982, (3ª edição: 1991).
30. *Ensaíos sobre a urbanização latino-americana*, HUCITEC, São Paulo, 1982 (2ª edição: 1986).
31. *Pour une géographie nouvelle*, Editions Publisud, Paris, 1985, (2ª edição: 1986).
32. *Espaço e Método*, Nobel, São Paulo, 1985, (3ª edição: 1992).
33. *Espacio y Metodo*, *Geocritica* nº65, Septiembre 1986, Universidad de Barcelona.
34. *O Espaço do Cidadão*, Nobel, São Paulo, 1987, (3ª edição: 1996, 4ª edição: 1997, 5ª edição: 2000).
35. *Metamorfoses do Espaço Habitado*, HUCITEC, São Paulo, 1988, (5ª edição: 1997).
36. *Por una geografia nueva*, Esposa-Calpe, Madrid, 1990.
37. *Metrópole corporativa fragmentada: o caso de São Paulo*, Nobel, São Paulo, 1990.
38. *Espace et méthode*, Publisud, Paris, 1990.
39. *A Urbanização Brasileira*, Hucitec, São Paulo, 1993, (4ª edição: 1998).
40. *Por uma economia política da Cidade*, Hucitec/Editora PUC-SP, São Paulo, 1994.
41. *Técnica, Espaço, Tempo. Globalização e meio técnico-científico informacional*, Hucitec, São Paulo, 1994 (4ª edição: 1998).

42. *De la Totalidad al Lugar*, Oïkos Tau, Barcelona, 1996.
43. *Metamorfoses del Espado Habitado*, Oïkos Tau, Barcelona, 1996.
44. *A Natureza do Espaço, Técnica e Tempo. Razão e Emoção*. Hucitec, São Paulo, 1996. (3ª edição: 1999)
45. *La nature de l'espace. Technique et temps, raison et émotion*. L'Harmattan, Paris, 1997.
46. *La Naturaleza del Espacio. Técnica y Tiempo. Razón y Emoción*, Ariel, Barcelona, 2000
47. *Por uma outra globalização. Do pensamento único à consciência universal*. Record, Rio de Janeiro, 2000. (4ª edição: 2000).
48. *Território e Sociedade. Entrevista com Milton Santos*. Entrevistado por Odette Seabra, Mônica de Carvalho, José Corrêa Leite. Editora Fundação Perseu Abramo, São Paulo, 2000, (2ª edição: 2000).
49. *O Ensino Superior Público e Particular e a Território Bras laico* (em colaboração com Maria Laura Silveira), ABMES, Brasília, 2000.
50. *O Brasil: território e sociedade no início do século XXI* (em colaboração com Maria Laura Silveira), Record, Rio de Janeiro, 2001.

Autres ouvrages

1. *Ubaitaba, Estudo de Geografia Urbana*, Imprensa Oficial da Salvador/BA, 1954.
2. *Zonas de influência comercial do Estado da Bahia: interpretação a um inquérito sobre comércio e abastecimento no Estado da Bahia*, Diretório regional de geografia, Public, nº2, Salvador/BA, 1956.
3. *O papel metropolitano da cidade do Salvador*, Gráfica Americana, Salvador/BA, 1956.
4. *Problemas de Geografia Urbana na Zona Cacaueira Bahiana*, Comunicação ao XVIII Congresso Internacional de Geografia. Bahia, 1956.
5. *Fatores que retardam o desenvolvimento da Bahia: a falta de indústrias*, Imprensa Oficial da Bahia, Salvador/BA, 1959.
6. *Programa de estudos de geografia humana para o Vale do Rio Parauaçu*, Universidade Federal da Bahia, Laboratório de Geomorfologia e Estudos Regionais, Salvador/BA, 1959.
7. *A Geografia aplicada* (com a colaboração de A. Carvalho), Universidade Federal da Bahia - Laboratório de Geomorfologia e Estudos Regionais, Imprensa Oficial, Salvador/BA, 1960.
8. *A região de Amargosa* (em colaboração com uma equipe do Laboratório de Geomorfologia e Estudos Regionais), Comissão de Planejamento Econômico, Salvador/BA.

9. *Matériaux pour l'étude de l'emploi urbain dans les pays sous-développés*, Maison des Sciences de l'Homme, Bordeaux, 1968.
10. *Rapport de la mission de consultation géographique de M. Milton Santos, professeur associé à la Sorbonne*, République d'Algérie, Ministère du Plan, Alger, 1970.
11. *Relações Espaço-Temporais no Mundo Subdesenvolvido*, Seleção de Textos nº1, Associação dos Geógrafos Brasileiros, Seção Regional de São Paulo, dezembro, pp. 17-23, 1976.
12. *Espaço e Dominação*, Seleção de Textos nº4, Associação dos Geógrafos Brasileiros, Seção Regional de São Paulo, pp. 3-27, 1978.
13. *La Noción de Espacio*, Cuadernos de la Cooperativa de Estudiantes de Geografía, Universidad de Los Andes, Mérida, Venezuela, 1978.
14. *Industrialização, Metropolização e Organização do Espaço*, Instituto de Geociências da Universidade Federal da Bahia, tese para o Concurso de Professor Titular do Departamento de Geografia, Salvador/BA, Bahia, 1975.
15. *1992: a Redescoberta da Natureza*, aula inaugural da Faculdade de Filosofia Letras e Ciências Humanas da Universidade de São Paulo em 10 de março de 1992, FFLCH, USP, 1992.
16. *Geografia, Pesquisa, Política e Sociedade*, *Revista Ciência Geográfica*, AGB, Bauru, Julho 1997.
17. *A técnica em nossos dias - a instrução e a educação*, *Cadernos da AB-MES* (Associação Brasileira de Mantenedoras de Ensino Superior), nº1, 1998.
18. *O intelectual e o dever da crítica*, Série Eméritos 1, Humanitas Publicações, Faculdade de Filosofia, Letras e Ciências Humanas, Universidade de São Paulo, 1998.
19. *As formas da pobreza e da dívida social*, Momento Nacional, 3ª Semana Social Brasileira, Brasília, abril 1999.
20. *O papel da Geografia - Um Manifesto*, Estudos Territoriais Brasileiros/Laboplan, Departamento de Geografia, Faculdade de Filosofia; Letras e Ciências Humanas, Universidade de São Paulo, XII Encontro Nacional de Geógrafos, Florianópolis, julho de 2000.

Direction d'ouvrages ou de dossiers de revues

1. «La ville et l'organisation de l'espace dans les pays sous-développés», *Tiers Monde* nº45, 1971.
2. «Modernisations et Espaces Dérivés», *Revue Tiers Monde*, nº50, 1972.
3. «Underdevelopment in the Third World: I, Socio-Economic Formation and Space», *Antipode*, vol. 9, nº1, 1977.

4. «Underdevelopment in the Third World: II, Mode of Production and Third World Urbanization: III, Geography and Planning», *Antipode*, vol. 9, n°3, 1977.
5. «Desarrollo y Espacio», *Cuadernos de la Sociedad Venezolana de Planificación*, n°141-143, 1975.
6. «Le Venezuela, profusion et pénurie», *Tiers Monde*, n°84, 1977.
7. *Novos Rumos da Geografia Brasileira*, HUCITEC, São Paulo, 1982 (2ª edição: 1989), (3ª edição: 1993), (4ª edição: 1996).
8. *A Construção do Espaço* (em colaboração com M. Adélia de Souza), Ed. Nobel, São Paulo, 1986.
9. *O Espaço Interdisciplinar* (em colaboração com M. Adélia de Souza), Ed. Nobel, São Paulo, 1986.
10. *Fim de Século e Globalização*, (em colaboração Maria Adélia A. de Souza, Francisco Capuano Scarlato e Mónica Arrogo), Hucitec-ANPUR, São Paulo, 1993, (3ª edição: 1996).
11. *Natureza e Sociedade de Hoje: Uma Leitura Geográfica* (em colaboração com M. Adélia de Souza, Francisco Capuano Scariato e Mónica Arrogo), Hucitec-ANPUR, São Paulo, 1993 (3ª edição: 1997).
12. (em colaboração com Francisco Capuano Scarlato, M. Adélia, A. de Souza e Mónica Arrogo), *Globalização e Espaço Latinoamericano*, Hucitec-ANPUR. São Paulo, 1993 (3ª edição: 1997).
13. Santos, Milton, Maria Adélia A. de Souza, Maria Latira Silveira, *Território: Globalização e Fragmentação*, Hucitec-ANPUR, São Paulo, 1994 (3ª edição: 1996).
14. *Problemas Geográficos de um Mundo Novo*, (em colaboração com M. Adélia A. de Souza, Francisco Capuano Scariato e Monica Arrogo, Hucitec-ANPUR, São Paulo, 1995 (publicado em 1996).

Chapitres dans des ouvrages collectifs

1. «Uma definição da cidade de Salvador», in *Cidade do Salvador*, Imprensa Oficial da Bahia, Col. Estudos Baianos n°1, Salvador/BA, 1960, pp. 121-142.
2. «Geografia e desenvolvimento econômico», in *Desenvolvimento: problemas e soluções*, publicado em homenagem ao Prof. Pinto de Aguiar, Imprensa Oficial da Bahia, Salvador/BA, 1960, pp. 107-126.
3. «Évolution récente de l'agriculture alimentaire autonome dans le Nord-Est du Brésil: l'exemple de la région d'Itabaiana», in *Les Problèmes agraires des Amériques Latines*, Colloques internationaux du CNRS, octobre, Ed. Centre National de la Recherche Scientifique, Paris, 1967, pp. 277-286.

4. « Vers une classification des villes en pays sous-développés, instrument indispensable en géographie appliquée », in *Congrès et Colloques de l'Université de Liège*, vol. 48, 1968, pp. 277-284.
5. « The urbanisation of underdeveloped countries and its effects on the nutrition of urban populations », in *Proceedings of the 3rd International Congress on Food, Science and Technology*, Washington, DC, 1970, pp. 169-174.
6. « Les plantations tropicales et la régionalisation de l'espace au Brésil (avec G. Lasserre), in *La régionalisation de l'espace au Brésil*, Centre d'Études de Géographie Tropicale, Éditions du CNRS, Paris, 1971, pp. 57-72.
7. « La région du Nordeste », *La régionalisation de l'espace au Brésil*, in Centre d'Études de Géographie Tropicale, Éditions du CNRS, Paris, 1971, pp. 87-89.
8. « Los dos circuitos de la economía urbana de los países subdesarrollados », in J. Funes (ed.), *La ciudad y la region para el desarrollo*, Comisión de Administración Pública de Venezuela, Caracas, 1972, pp. 67-99.
9. « Las ciudades incompletas de los países subdesarrollados », in J. Funes (ed.), *La ciudad y la region en desarrollo*, Comisión de Administración Pública de Venezuela, Caracas, 1972, pp. 239-252.
10. « Les statistiques et la croissance urbaine dans les pays sous-développés », in *La croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar*, Centre de Géographie Tropicale, Editions du CNRS, Paris, 1972.
11. « Urban crisis or epiphenomenon? », in *Proceedings of the International Population Conference*, Liège, 1973, pp. 287-291.
12. « Modelos geo-industriales en los países subdesarrollados », in *Seminario regional sobre desarrollo urbano-regional*, Caracas, 1973.
13. « Economic development and urbanization in underdeveloped countries: the two-flow systems of the urban economy and their spatial implications », in D. McKee, W. Leahy (eds), *Urbanization and the development process*, The Free Press, New York, 1973.
14. « La urbanization dependiente en Venezuela », in M. Castells (ed.), *Imperialismo y Urbanización en América Latina*, Editorial Gustavo Gilli, Barcelona, 1973.
15. « La urbanización dependiente en Venezuela », in *Urbanización y Dependencia en América Latina*, Ediciones SIAP, Buenos Aires, 1973, pp. 305-320.
16. « Lima, the Periphery at the Pole », in H. Ross and G. Gappert (eds.), *The Social Economy of Cities*, Urban Affairs Annual Review, Sage Publications, Beverly Hills, 1975, pp. 335-360.
17. « The periphery in the pole, the case of Lima, Peru », in H. Rose, G. Gappert, *The Social Economy of Cities*, Sage Publications, Beverly Hills, 1975, pp. 335-360.
18. « Relações espaço-temporais no mundo subdesenvolvido », in *Seleção*

de textos n°1, Associação dos Geógrafos Brasileiros, Seção Regional de São Paulo, dezembro 1976, pp. 17-23.

19. «A divisão do trabalho social como uma nova pista para o estudo da organização espacial e da urbanização nos países subdesenvolvidos, in *3º Encontro Nacional de Geógrafos*, Sessões Dirigidas, Associação dos Geógrafos Brasileiros, Universidade Federal do Ceará, Fortaleza, julho 1978, pp. 37-50.

20. «Do espaço sem nação ao espaço transnacionalizado», in Henrique Rattner (org.), *Brasil 1990. Caminhos alternativos do Desenvolvimento*, Editora Brasiliense, São Paulo, 1979, pp. 143-160.

21. «Circuits of Work», in Sandra Wallman (ed.), *Ethnicity at Work*, The MacMillian Press, Londres, 1979, pp. 215-226.

22. «Geografia, marxismo e subdesenvolvimento», in *Reflexões sobre a Geografia*, Associação dos Geógrafos Brasileiros, Seção Regional São Paulo, 1980, pp. 81-96.

23. «Geografia, marxismo e subdesenvolvimento», in Ruy Moreira (org.), *Geografia: teoria e crítica*, Ed. Vozes, Petrópolis, 1982, pp. 13-22.

24. «Cidade, mais valia absoluta e relativa, desvalorização do capital e do trabalho: considerações metodológicas sobre o caso do Rio de Janeiro», in Ruy Moreira (org.), *Geografia: teoria e crítica*, Ed. Vozes, Petrópolis, 1982, pp. 159-105.

25. «Renovando o pensamento geográfico», in Maria Angela d'Incao (org.), *História e Ideal: ensaios sobre Caio Prado Jr.*, Brasiliense, São Paulo, 1989, pp. 419-434.

26. «La problemática urbana en America Latina», in *II Encuentro de Geógrafos de America Latina*, Montevideo, VI Volume, 1989, pp. 33-43.

27. «A metrópole: modernização, involução e segmentação», in Licia Valladares, Edmond Prêteceille (org.), *Reestruturação Urbana, tendências e desafios*, Ed. Nobel, São Paulo, 1990.

28. «Nuevo orden internacional y reorganización espacial», in Miguel Panadero (coord.), *Urbanización, Subdesarrollo y Crisis en América Latina*, Albacete, 1990 (2a edición).

29. «Responsabilidade Social dos Geógrafos», in *Fundamentos para o ensino da Geografia, Seleção de Textos*, Secretaria da Educação, CENP, São Paulo, 1990.

30. «Modernité, milieu tecnico-scientifique et urbanisation au Brésil», in Mutsuo Yamada (coord.), *Urbanization in Latin America: its characteristics and issues*, The University of Tsukuba, Japan, 1990.

31. «Involução metropolitana e economia segmentada», in Ana Clara T. Ribeiro, Denise B. Pinheiro Machado, *Metropolização e rede urbana. Perspectivas dos anos 90*, IPPUR, UFRJ, Rio de Janeiro, 1991.

32. «La coopération en Géographie», in *Images Reciproques du Brésil et de la France*, Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine, Paris, 1991.
33. «Intervention du président de la première séance», in Lemmers, J. et A. Sid Ahmed, *Emploi et Interdependance Nord-Sud*, Publisud, Paris, 1991, pp. 347 et 358-359.
34. «São Paulo, un centre à la périphérie», in M.-F. Durand, J. Lévy, D. Retailié, *Le monde, espaces et systèmes*, Dalloz-Fondation Nationale de Sciences Politiques, Paris, 1992.
35. «A cidade e o urbano como espaço-tempo», in Ana Fernandes, Marco Aurélio A. de Figueiras Gomes (orgs.), *Cidade e História, Modernização das Cidades Brasileiras nos Séculos XIX e XX*, Faculdade de Arquitetura, Universidade Federal da Bahia, Salvador, 1992, pp. 241-244.
36. «A revolução tecnológica e o território. Realidades e perspectivas», in M. Panadero. A. Miguel, Francisco Cebrian, M. Carmen Garcia (coords.), *América Latina. La cuestión regional*, Colección Estornos, Universidad Castilla la Mancha, 1992, pp. 19-26.
37. «La economia metropolitana, comentários», in CONAPO, Consejo Nacional de Población, *La Zona Metropolitana de la Ciudad de México, problemática actual y perspectivas demográficas y urbanas*, México, 1992, pp. 119-123.
38. «Management and planning of great metropolis of the Third World», in *Acts of the Second Conference of the World Capitals*. Hôtel de Ville de Dakar, 1992, pp. 44-48.
39. «Les municipalités cosmopolites du Tiers-Monde : problèmes de planification et gestion», in *Actes de la Deuxième Conférence des Capitales du Monde*, Hôtel de Ville de Dakar, 1992, pp. 55-59.
40. «Issues concerning the capitals of the world: capital cities on developing countries», in *Acts of the Second Conference of the World Capitals*, Hôtel de Ville de Dakar, 1992, pp. 6-12.
41. «Problématique des capitales du monde : l'exemple des capitales des pays en développement», in *Actes de la Deuxième Conférence des Capitales du Monde*, Hôtel de Ville de Dakar, 1992, pp. 6-13.
42. «Tendências da Urbanização Brasileira no fins do século XX», in Ana Fani Alessandri Carlos (org.), *Os caminhos da reflexão sobre a Cidade e o Urbano*, EDUSP, São Paulo, 1994.
43. «La città del Terzo Mondo», in *Luomo sulla Terra*, vol. 3: *Le Città*, Istituto Geografico de Agostini, Milan, 1994.
44. «Mapa do Mundo: tempo e espaço hegemônicos?», in Cremilda Medina, Milton Greco, *Saber Plural, novo pacto da ciência - 3*, Escola de Comunicações e Artes, Universidade de São Paulo, São Paulo, 1994, pp. 215-220.
45. «O retorno do território», in Milton Santos, M. Adélia A. de Souza,

- M. Laura Silveira, *Território: Globalização e Fragmentação*, Hucitec-ANPUR, São Paulo, 1994, pp. 15-20.
46. «Prefácio», in Santos, Milton. Maria Adélia A. de Souza, Maria Laura Silveira, *Território: Globalização e Fragmentação*, Hucitec-ANDU, São Paulo, 1994, pp.11-13 (com a colaboração de Maria Adélia A. de Souza, M. Laura Silveira).
47. «A estratégia atual do planejamento em Salvador», in Ulrich Gmünder, Sylvio Bandeira de Mello e Silva, *Novas Estratégias de Planejamento em Salvador*, Goethe Institut, Salvador, 1994, pp. 161-167, 189-195, 212-217.
48. «World time and world space or just hegemonic time and space?», in Georges Benko and Ulf Strohmayer, *Geography, History and Social Sciences*, The Geojournal Library, Kluwer Academic Publishers, Dordrecht, 1995, pp. 45-49.
49. «Contemporary acceleration: world-time and world-space», in Georges Benko and Ulf Strohmayer, *Geography, History and Social Sciences*, The Geojournal Library, Kluwer Academic Publishers, Dordrecht, 1995, pp. 171-176.
50. «El retorno del territorio», in Joaquín Bosque, Francisco Ortega, *Comentarios de textos geográficos (Historia y crítica del pensamiento geográfico)*, Oikos-Tau, Barcelona, 1995, pp.166-170.
51. «Les nouveaux mondes de la géographie», in A. Bailly, R. Ferras, D. Pumain, *Encyclopédie de Géographie*, Economica, Paris, 1995 (2^e édition)
52. «Salvador: centro e centralidade na cidade contemporânea», in Marco Aurélio A. de Filgueiras Gomes (org.), *Pelo Pelô, história, cultura e cidade*, Mestrado em Arquitetura e Urbanismo, Universidade da Bahia, EDUFBA, Salvador, 1995, pp. 11-29.
53. «A América Latina entre dois séculos: modelos técnicos e modelos educativos», in *Desafios de Educação no Século XXI: integração regional, ciência e tecnologia*, Associação Brasileira de Mantenedoras de Ensino Superior, Brasília, 1995, pp. 51-57.
54. «É preciso ir além da constatação», in *Racismo Cordial*, Datafolha/Folha de São Paulo, Editora Ática, São Paulo, 1995, pp. 57-65.
55. «O futuro do Nordeste: da racionalidade à contrafinalidade», in Francisco de Sales Gaudência, Marcos Formiga, *Era da esperança: teoria e política no pensamento de Celso Furtado*, Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1995, pp. 99-104.
56. «Los espacios de la globalización», in Javier Medina Vásquez, Edgar Varela Barrios (comp.), *Globalización y Gestión del Desarrollo Regional, Perspectivas Latinoamericanas*, Editorial Universidad del Valle, Cali, 1996, pp. 133-144.
57. «D'une géographie métaphorique de la post-modernité à une géographie de la globalisation», in Georges Benko, (dir.), *Espace et post-modernité*, 1996 (en collaboration avec M. Laura Silveira). Ouvrage non publié.

58. «São Paulo, a growth process full of contradictions», in A. Gilbert (ed.), *The Mega-City in Latin America*, United Nations University Press, Tokyo-New York-Paris, 1996.
59. «Pinto Aguiar: um homem e seu tempo». in Fernando Rocha (ed.), in *Progresso Editora: Tribuna e Paixão de Pinto Aguiar*, Empresa Gráfica da Bahia/Editora da Universidade da Bahia, Salvador, 1996 (1997).
60. «As cidadanias mutiladas», in Julio Lerner (ed.), *O Preconceito*, Secretaria da Justiça e da Defesa da Cidadania, Secretaria de Estado da Cultura, Governo do Estado de São Paulo, IMESP, São Paulo, 1996/1997, pp. 133-144.
61. «Los nuevos mundos de la geografía», in Di Cione, Vicente (compilador), *Geografía por venir. Cuestiones, opiniones, debates*, Cooperativa Editora Universitaria, Textos de Geografía, Buenos Aires, 1997.
62. «La Geografía a fines del siglo XX, nuevas funciones de una disciplina amenazada», in Di Cione, Vicente (compilador), *Geografía por venir. Cuestiones, opiniones, debates*, Cooperativa Editora Universitaria, Textos de Geografía, Buenos Aires, 1997, pp. 7-30.
63. «Nação, Estado e Território», in Sônia Mendonça e Márcia Motta (organizadores), *Nação e Poder: As dimensões da História*, Editora da Universidade Federal Fluminense, Niterói, Rio de Janeiro, 1998, pp. 23-29.
64. «A rede urbana do Recôncavo» (1959), in Maria de Azevedo Brandão (org.), *Recôncavo da Bahia, Sociedade e Economia em transição*, Fundação Jorge Amado, Salvador, 1998, pp. 59-100.
65. «A grande crise já se instalou», in Adhemar S Mineiro, Luiz A Elias, César Benjamin (orgs.), *Visões da Crise*, Editora Contraponto, Rio de Janeiro, 1998, pp. 89-100.
66. «La Revolución Tecnológica en el Territorio: Realidades y Perspectivas», in Graciela Ortega, Uribe (comp.), *Cuaderno de Geografía Brasileria*, Centro de Investigación Científica Ing. Jorge L. Tamayo, Mexico, 1998, pp. 9-19.
67. «O Período Técnico-Científico e os Estudos Geográficos», in Marcelo Escolar, Antonio C. R. Moraes (comp.), *Nuevos roles del Estado en el reordenamiento del territorio: aporte teóricos* (El Seminario Latinoamericano de Geografía Crítica, 26 a 30 de noviembre de 1990), Facultad de Filosofía y Letras, Universidad de Buenos Aires, Argentina. 1998, pp. 111-129.
68. «Globalización y territorio: de la compartimentación a la fragmentación», in Velázquez, Guillermo Anel e Maria Cepa Garcia, *Calidad de vida urbana. Aportes para su estudio en Latino América*, Centro de Investigaciones Geograficas, Facultad de Ciências Humanas, Universidad Nacional del Centro de La Provincia de Buenos Aires, Tandil, Argentina, 1999.
69. «El territorio: un agregado de espacios banales», in Miguel Panadero Moya, Francisco Cebrián Abellán (coord.), *América Latina. Lógicas*

Locales. Lógicas Globales, Ediciones de la Universidad de Casilla - La Mancha, Cuenca, 1999, pp. 31-39.

70. «Avareza, ano 2000», in Emir Sader (org.), in *7 Pecados do Capital*, Recorri, Rio de Janeiro, 1999, pp. 23-29.

71. «A era da inteligência baseada na máquina», in Azoilda Loretto Trindade, Rafael dos Santos (orgs.), *Multiculturalismo - mil e uma faces da Escola*, DP&A, Rio de Janeiro, 2000, pp. 149-157.

72. «Globalização e meio geográfico: do mundo ao lugar», in Álvaro José de Souza, Edson Belo Clemente de Souza, Lourenço Magnoni Júnior (orgs.), *Paisagem Território Região, Em busca da identidade*. Edunioeste, Cascavel, 2000, pp. 51-56.

73. «A grande crise já se instalou», in César Benjamin, Luiz Antonio Elias (orgs.), *Brasil: Crise e destino, entrevistas com pensadores contemporâneos*, Expressão Popular, São Paulo, 2000, pp. 21-34.

74. «Popular leisure and job creation», in *Lazer numa sociedade globalizada: Leisure in a globalized society*, SESC/WRLA, São Paulo, 2000, pp. 348-351.

75. «Globalização, Cidadania e Meio Técnico-Científico-informacional», in Milton Santos. *Cidadania e Globalização*, AGB, Editora Saraiva, Bauru, SP, 2000, pp. 15-20.

76. «Dialogo Reflexivo. com o professor Milton Santos e o professor José Misael Ferreira do Vale realizado em Bauru em 27 de julho de 1997», in Milton Santos. *Cidadania e Globalização*. AGB, Editora Saraiva, Bauru, SP, 2000, pp. 21-30.

Préfaces, introductions, avant-propos

1. «Introdução», in «Estudo dos subúrbios da cidade de Salvador» *Boletim Baiano de Geografia*, ano IV, V, VI, volume 8, nº9-10-11, Salvador/BA, 1965, pp. 18-20.

2. Maria Lúcia Estrada Rodrigues, *Produção do Espaço e expansão industrial*, edições Loyola, São Paulo, 1983.

3. Magda Adelaide Lombardu, *Ilha de Calor nas Metrópoles: o caso de São Paulo*, HUCITEC, São Paulo, 1985.

4. Aldo Paviani (org.), *Brasília ideologia e realidade: espaço urbano em questão*, Editora Projeto, São Paulo, 1985.

5. Youssef Nacif, *Cultures oasiennes. Essai d'histoire sociale de l'oasis de Bou Saada*, Publisud, Alger, 1986.

6. Lysia M. C. Bernardas, Maria Therezinha Segadas Soares, *Rio de Janeiro, Cidade e Região*, Biblioteca Carioca, Prefeitura da Cidade do Rio de Janeiro, 1987.

7. Raquel Maria Fontes de Amaral Pereira, *Da geografia que se ensina à gênese da geografia moderna*, Editora da UFSC, Florianópolis, 1989.
8. M. Santos, M. A. de Souza, F. C. Scarlato, M. Arroyo (orgs.), *Fim de Século e Globalização* Hucitec-ANPUR, São Paulo, 1993.
9. Lana Lavinias, Liana Maria da Frota Carleial, Maria Regina Nabuco (orgs.), *Reestruturação do Espaço Urbano e Regional no Brasil*, Hucitec-ANPUR, São Paulo, 1993.
10. Wana M Panizzi e João Rovatti (orgs.), *Idéias e Questões sobre a Cidade e seu Planejamento*, PROPOR/UFRGS, Porto Alegre, 1993.
11. Leila Christina Dias, *Réseaux d'information et réseaux urbains au Brésil*, L'Harmattan, Paris, 1995.
12. Milton Santos Filho (org.), *Finanças Locais e Regionais*, Hucitec - EDUFBA, São Paulo/Salvador, 1996.
13. Georges Benko, *Economia, espaço e globalização na aurora do século XXI*, Hucitec, São Paulo, 1996.
14. Revista *Experimental*, Departamento de Geografia, FFLCHUSP, Ano 1, nº2, 1997.
15. Rogério Haesbaert, *Des-territorialização e Identidade: a rede gaúcha no Nordeste*, Editora da Universidade Federal Fluminense (UFF), Niterói, 1997.
16. Roberto Lobato Corrêa, *Trajetórias Geográficas*, Bertrand Brasil, Rio de Janeiro, 1997.
17. Jorge Calmou, *As Estradas Corriam para o Sul. Migração Nordestina para São Paulo*, Empresa Gráfica da Bahia, Salvador, 1998.
18. Rosélia Piquet, *Cidade-Empresa. Presença na paisagem urbana brasileira*, Jorge Zahar Editor, Rio de Janeiro, 1998.
19. Maria Loura Silveira, *Um País, uma Região. Fim de século e modalidades na Argentina*, Laboratório de Geografia Política e Planejamento Territorial e Ambiental, Departamento de Geografia, Faculdade de Filosofia, Letras e Ciências Humanas, Universidade de São Paulo, São Paulo, 1999.
20. Renato Ortiz, *O Próximo e o distante: Japão e modernidade-mundo*, Editora Brasiliense, São Paulo, 2000.

Articles scientifiques

1. «Geografia antiga e moderna», *Revista da Educação e Cultura*, Salvador/BA, 1952.
2. «A região de Alagoinhas», *Revista Brasileira dos Municípios*, Ano VI, nº21, 1953.
3. «Classificação funcional dos jornais brasileiros: as reges jornalísticas», *Boletim da Associação Baiana de Imprensa*, nº55, 1955.

4. «Estrutura agrária do município de Ipiaú», *Revista Brasileira dos Municípios*, ano XI nº31, 1956, pp. 224-226.
5. «Notas para estudo do «habitat» rural na zona cacauceira da Bahia», *Anais da Associação dos Geógrafos Brasileiros*, vol. VIII, tomo I, 1953-54, 1956, pp. 335-406.
6. «O papel metropolitano da cidade do Salvador», *Revista Brasileira dos Municípios*, ano IX, nº35/36, 1956, pp. 185-190.
7. «Problemas de geografia urbana na zona cacauceira baiana XVIII Congresso internacional de Geografia, Rio de Janeiro, agosto 1956.
8. «A cidade de Jequié e sua região» *Revista Brasileira de Geografia*, ano XVIII, nº1, Rio de Janeiro, 1957, pp. 71-112.
9. «Nazaré, um porto ferroviário do Recôncavo Baiano», *Anais da Associação dos Geógrafos Brasileiros*, volume IX, tomo I, 1954-55, São Paulo, 1957, pp. 305-320.
10. «Distribuição geográfica da população baiana», *Revista do Instituto Geográfico e Histórico da Bahia*, Salvador, Bahia, 1957, nº80, pp. 115-123.
11. «A Baixa dos Sapateiros», *Revista do Instituto Geográfico e Histórico da Bahia*. Salvador/BA, nº81, 1957, pp. 71-79.
12. «Devemos transferir a Capital da Bahia? », *Revista Brasileira dos Municípios*, ano XI, 1958, pp. 155-156.
13. «Localização industrial em Salvador», *Revista Brasileira de Geografia*, ano XX, nº3, Rio de Janeiro, 1958, pp. 245-276.
14. «A população da Bahia», *Boletim Geográfico*, nº146, ano XVI, Rio de Janeiro, 1953, pp. 622-625.
15. «Ituberá, porto cacauceiro rejuvenescido pela indústria», *Anais da Associação dos Geógrafos Brasileiros*, vol. X, tomo I, 1955-57, São Paulo, 1958, pp. 119-131.
16. «Uma definição da Cidade do Salvador», *Revista Brasileira dos Municípios*, ano XI, 1958.
17. «Os climas da Bahia», *Boletim Geográfico*, nº145, Rio de Janeiro, 1958.
18. «As indústrias da cidade do Salvador: distribuição geográfica» (em colaboração com A. Q. Carvalho), *Anais da Associação dos Geógrafos Brasileiros*, volume X, tomo I, 1955-57, São Paulo, 1958, pp. 119-131.
19. «Economia comercial e transformação da paisagem na A.O.F., principalmente na Costa do Marfim (notas de viagem)», *Boletim Carioca de Geografia*, ano XII, nº12, 1959.
20. «Quelques problèmes géographiques du centre de la ville de Salvador», *L'information Géographique*, nº3, Paris, 1959.
21. «A cultura do cacau na Costa do Marfim», *Boletim Paulista de Geografia*, nº31, São Paulo, 1959, pp. 68-95.

22. «Contribuição ao estudo dos centros de cidades: o exemplo da cidade de Salvador», *Boletim Paulista de Geografia*, nº32, 1959, pp. 17-30.
23. «Aspectos geográficos da concorrência entre os diversos meios de transportes na zona cacauceira da Bahia», *Boletim Baiano de Geografia*, Ano I, nº1, junho, Salvador/BA, 1960, pp. 41-56.
24. «Uma comparação entre as zonas cacauceiras do Estado da Bahia (Brasil) e da Costa do Marfim», *Boletim Baiano de Geografia*, Ano 1, nº3, Salvador/BA, 1960, pp. 21-33.
25. «Salvador e o deserto», *Revista Brasileira dos Municípios*, ano XI, 1960, pp. 127-128.
26. «Zonas deprimidas e zonas pioneiras», *Revista Brasileira dos Municípios*, ano XIV, nº53-54, Rio de Janeiro, 1961, pp. 19-24.
27. «Quelques problèmes des grandes villes dans les pays sous-développés», *Revue de Géographie de Lyon*, vol. XXXVI nº3, Lyon, 1961, pp. 197-218.
28. «Alguns problemas do crescimento da cidade do Salvador», *Boletim Baiano de Geografia*, ano II, nº516, Salvador/BA, 1961, pp. 21-45.
29. «Alguns problemas do crescimento da cidade do Salvador», *Cultura*, nº8, Universidade Federal da Bahia, Salvador/BA, 1962, pp. 5-17.
30. «Les difficultés de développement d'une partie de la zone sèche de l'Etat da Bahia: la vallée moyenne du fleuve Paraguaçu», *Annales de Géographie*, Paris, 1963, pp. 314-330.
31. «As migrações para Salvador através da análise do fichário eleitoral», *Revista Brasileira de Estudos Políticos*, Belo Horizonte/MG, nº15, 1963, pp. 127-150.
32. «La culture du cacao dans l'Etat de Bahia», *Les Cahiers d'Outre-Mer*, Bordeaux, vol. XVI, 1963, pp. 360-378.
33. «As grandes cidades latino-americanas», *América Latina*, ano 6, nº3, Rio de Janeiro, 1963, pp. 85-89.
34. «O porto e a cidade de Salvador», *Revista do 50º aniversário do Porto de Salvador*, Salvador, 1963.
35. «O panorama econômico-social da Bahia», *Revista Brasileira dos Municípios* nº67-68, 1964, pp. 117-124.
36. «La population de l'État de Bahia» (avec J. Beaujeu-Garnier), *Volume jubilaire de M. A. Lefèvre*, Bruxelles, 1954, pp. 204-226.
37. «Brasília, a nova capital brasileira», *Caravelle. Cahiers du Monde Hispanique et Luso-Brésilien*, Toulouse, France, 1964, pp. 369-400.
38. «A propriedade varal no vale médio do Paraguaçu», *Anais da Associação dos Geógrafos Brasileiros*, volume XVII, São Paulo, 1964, pp. 166-176.
39. «A geografia aplicada» (em colaboração com A.D. Carvalho), *Boletim Geográfico*, nº186, Rio de Janeiro, 1968, pp. 249-258.

40. «Alguns problemas das cidades nos países subdesenvolvidos», *Boletim Carioca de Geografia*, Rio de Janeiro, 1965.
41. «A cultura do cacau no Estado da Bahia», *Boletim do Instituto Joaquim Nabuco*, n°13-14, Recife, 1965.
42. «Le sous-développement de l'État de Bahia (Brésil)», *Caravelle. Cahiers du Monde Hispanique et Luso-Brésilien*, Toulouse, 1965, pp. 103-119.
43. «Villes et région dans un pays sous-développé: l'exemple du Recôncavo de Bahia», *Annales de Géographie*, n°406, Paris, 1965, pp. 678-694.
44. «Le rôle des capitales dans la modernisation des pays sous-développés», *Civilisations*, vol. XVI, n°1, Bruxelles, 1966, pp. 101-108.
45. «A propos de hiérarchie urbaine et des possibilités d'intervention en pays sous-développés», *Mélanges de Géographie offerts à M. Omer Tulippe*, Gembleux, Belgique 1966, pp. 338-342.
46. «Vues actuelles sur le problème des bidonvilles», *L'Information Géographique*, 30^e année, n°4, Paris, 1966, pp. 35-42.
47. «La fonction industrielle dans les villes des pays sous-développés», *Revista Geográfica*, Comissão de Geografia do IPGH, Rio de Janeiro, n°65, 1966, pp. 29-44.
48. «Les caractères originaux de l'agriculture dans le Nord-Est du Brésil», *Caravelle. Cahiers Monde Hispanique et Luso-Brésilien*, Toulouse, France, 1966, pp. 33-51.
49. «Le "centre" de la ville de Salvador» (avec J. Beaujeu Garnier), *Les Cahiers d'Outre-Mer*, tome XX, Bordeaux, 1967, pp. 321-344.
50. «Crescimento nacional e nova rede urbana: o exemplo do Brasil», *Revista Brasileira de Geografia*, ano 29, n°4, out/dez., Rio de Janeiro, 1967, pp. 78-92.
51. «L'administration et l'aménagement de l'espace, le cas du Brésil», *Développement et Civilisations* n°29, Paris, 1967, pp. 109-116.
52. «L'alimentation des populations urbaines des pays sous-développés», *Revue Tiers Monde*, Paris, tome VIII n°31, 1967, pp. 605-629.
53. «Villes et économie urbaine dans les pays sous-développés», *Revue de Géographie de Lyon*, Lyon, 1968.
54. «Projet d'étude de l'organisation urbaine dans les pays sous-développés», *Bulletin de Liaison Cartographie et Statistique*, n°1, Alger, 1968.
55. «La géographie urbaine et l'économie des villes dans les pays sous-développés», *Revue de Géographie de Lyon*, Lyon, vol. XLII, n°4, 1968, pp. 361-376.
56. «Croissance nationale et nouvelle armature urbaine au Brésil», *Annales de Géographie*, vol. 77, n°419, Paris, 1968, pp. 37-63.
57. «Le rôle moteur du tertiaire primitif dans les villes du Tiers Monde», *Civilisations*, vol. XVIII, n°2, Paris, 1968, pp. 1-16.
58. «Les modèles d'élaboration des réseaux urbains dans les pays sous-développés», *Bulletin de la Société Géographique de Liège*, 4^e année, n°4, 1968, pp. 11-21.

59. «Natureza de la urbanizacion y problemas de su planificación», *Cuadernos de la Sociedad Venezolana de Planificación*, n°69, Caracas, 1969, pp. 48-66.
60. «La ciudad como modelo de desarrollo», *Cuadernos de la Sociedad Venezolana de Planificación*, n°69, Caracas, 1969, pp. 27-47.
61. «Une approche théorique du développement de la ville», *Bulletin de Liaison Cartographie et Statistique* n°6, Alger, 1969.
62. «De la géographie de la faim à la planification régionale», *Revue Tiers Monde*, Paris, tome X, n°37, 1969, pp. 95-114.
63. «Mecanismos de crescimento urbano nos países em vias de desenvolvimento», *América Latina*, ano 12, n°4, Rio de Janeiro, 1969, pp. 134-148.
64. «Région bipolaire ou division spatiale de la force urbaine: le cas de Coro et Punto Fijo au Vénézuëla», *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, n°382-383, Paris, 1970, pp. 223-229.
65. «A população urbana: uma força autônoma», *Universitas*, Univ. Federal da Bahia, maio/dez. 1970, pp. 371-378.
66. «Une nouvelle dimension dans l'étude des réseaux urbains dans les pays sous-développés», *Annales de Géographie*, vol. 79, n°434, Paris, 1970, pp. 425-445.
67. «Arguments pour une recherche multi-disciplinaire appliquée: référence spéciale à l'Amérique Latine et à l'Asie» (avec P. George), *Développement et Civilisations*, n°45-46, 1971, pp. 10-11, p. 220.
68. «Géographie et interdisciplinarité», *Développement et Civilisations*, n°45-46, Paris, 1971, pp. 22-32.
69. «L'urbanisation dépendante au Vénézuëla», *Espaces et Sociétés*, Paris, n°3, 1971.
70. «Modernisation, métropolisation et développement», *Développement et Civilisations*, vol. XXI, n°213, Paris, 1971, pp. 23-32.
71. «L'économie pauvre des villes des pays sous-développés», *Les Cahiers d'Outre-Mer*, tome XXIV, n°94, Bordeaux, 1971, pp. 105-122.
72. «Villes et métropoles incomplètes: possibilités et processus de promotion», *Revue de Géographie Alpine*, tome LIX, n°4, Grenoble, 1971, pp. 525-532.
73. «Croissance et urbanisation en Algérie», *Méditerranée*, n°8, Paris, 1971, pp. 731-740.
74. «Espaces et villes du Tiers Monde» (avec B. Kayser), *Revue Tiers Monde*, Paris, tome XII, n°45, 1971, pp. 7-13.
75. «Analyse régionale et aménagement de l'espace: vers une méthode d'étude des forces "externes" d'élaboration des sous-espaces dans les pays sous-développés», *Revue Tiers Monde*, tome XII, n°45, 1971, pp. 199-203.
76. «Commerce alimentaire et force régionale de la ville dans les pays sous-développés: une méthode d'analyse», *Revue Tiers Monde*, Paris, tome XII, n°48, 1971, pp. 819-824.

77. «Les villes incomplètes des pays sous-développés», *Annales de Géographie*, vol. 81, n°445, Paris, 1972, pp. 316-323.
78. «Le décollage urbain», *Revue de Géographie de Lyon*, Lyon, vol. 47, n°1, 1972, pp. 5-25.
79. «Analyse régionale : vers une nouvelle méthode d'approche» (avec G. Coutsinas), *Revue Tiers Monde*, Paris, tome XIII, n°50, 1972, pp. 243-246.
80. «Dimension temporelle et systèmes spatiaux dans les pays du Tiers Monde», *Revue Tiers Monde*, tome XIII, n°50, Paris, 1972, pp. 247-268.
81. «Sous-développement et pôles de croissance économique et sociale», *Revue Tiers Monde*, tome XV, n°58, Paris, pp. 271-286. Republ. in *Revista Mercurio*, Roma, 1974.
82. «Subdesarrollo y polos de crecimiento economico y social», *Revista EuRE* n°9, Carácas, 1974, pp. 105-115.
83. «Ensayo de explicación del crecimiento de Guadalajara», *Boletim del Instituto de Geografía*, Universidad Nacional Autónoma de México, México, 1974, pp. 201-211.
84. «Space and domination : a marxist approach», *International Social Science Journal*, vol. XXVII, n°2, 1975, Paris, pp. 345-363.
85. «Espace et domination : une approche marxiste», *Revue Internationale des Sciences Sociales*, vol. XXVII n°2, 1975, Paris, pp. 369-385.
86. «Underdevelopment, growth pole and social justice», *Civilisations*, vol. XXV, n°1-2, Bruxelles, 1975, pp. 18-31.
87. «Articulation of modes of production and the two circuits of urban economy wholesalers in Lima, Peru», *Pacific Viewpoint*, n°3, 1976, pp. 23-36.
88. «Economic development and urbanization in underdeveloped countries: the two sub-systems of the urban economy», *Journal of the Geographical Association of Tanzania*, june 1976, Dar es-Salaam, pp. 6-36.
89. «Le circuit inférieur : le soi-disant secteur informel», *Les Temps Modernes*, XXX^e année, novembre 1976, Paris, pp. 741-755.
90. «Silence de Marx, silence des philosophes? Non, silence des géographes», *Hérodote*, n°2, Paris, 1976.
91. «Une géographie de la médecine», *Hérodote*, n°6, Paris, 1977, pp. 28-29.
92. «Société et espace : la formation économique et sociale comme théorie et comme méthode», *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. LX, Paris, 1977, pp. 269-276.
93. «Introduction» (with Richard Peet), *Antipode*, special issue, «Socio-Economic Formations and Spatial Organization», vol. 9, 1977, n°1, Worcester, Mass., pp. 1-2.
94. «Society and Space : social formation as theory and method», *Antipode*, vol. 9, n°1, 1977, Paris pp. 3-13.

95. «Sociedade e espaço : a formação social como teoria e como método», *Boletim Paulista de Geografia*, n°54, 1977, pp. 81-140.
96. «Planning underdevelopment», *Antipode*, vol. IX, n°3, Worcester, Mass., 1977, pp. 86-98.
97. «Desenvolvimento econômico e urbanização em países subdesenvolvidos. Os dois sistemas de fluxos da economia urbana», *Boletim Paulista de Geografia*, n°53, São Paulo, 1977, pp. 36-59.
98. «L'Espace Partagé», *Boletim do Centro de Investigaciones Geodidacticas* n°7, ano IV, Carácas, 1977, pp. 92-101.
99. «Des réponses aux questions de Michel Foucault» *Hérodote*, Paris, 1977, pp. 28-29.
100. «The spatial dialectics: the two circuits of the urban economy in underdeveloped countries», *Antipode*, vol. 9, n°3, Worcester, USA, 1977, pp. 49-60.
101. «A totalidade do diabo: como as formas geográficas difundem o capital e mudam as estruturas sociais», *Contexto*, HUCITEC, São Paulo, novembro 1977, pp. 31-44.
102. «De la société au paysage: la signification de l'espace humain», *Hérodote*, n°9, Paris, 1978, pp. 66-73.
103. «Rêve et cauchemar: problèmes spatiaux de la transition dans la période technologique: le cas de Tanzanie», *Revue Tiers Monde*, tome XIX, n°75, Paris, 1978, pp. 563-572.
104. «La totalité du diable», *EspacesTemps* n°8, Paris, 1978, pp. 60-75.
105. «Dos aproximaciones al estudio del Estado y del subdesarrollo», *Revista Terra, Pensamiento Geografico*, n°3, Escuela de Geografia, Universidad Central de Venezuela, 1978, pp. 137-154.
106. « Sociedad y Espacio: la formación social como teoría y como método », *Cuadernos de la Sociedad Venezolana de Planificación*, n°141-143, 1976, pp. 7-21 et «Introducción», n°141-143, 1978, pp. 5-6.
107. «A responsabilidade social do geógrafo», *Território Livre* n°1, *Revista da União Paulista de Estudantes de Geografia*, fevereiro 1979, pp. 41-45.
108. «Research for the urban future: the case of Latin America», *Congress Proceedings, 22nd. International Geographical Congress*, Ottawa, Canada, 1979, pp. 125-129.
109. «Da sociedade à paisagem: o significado do espaço humano», *Boletim Baiano de Geografia*, ano 12, n°18, vol. 11 (publié aussi dans *Revista Chão*, março 1980, pp. 15-17 et dans *Revista Arte em São Paulo*, n°2, 1981).
110. «The cities of the third world: industrialization and spatial repercussions», *Papers/Communication 22nd. International Geographical Congress* Montréal, 1979, pp. 10-17.
111. «Société et Espace transnationalisés dans le Venezuela actuel», *Revue Tiers Monde*, tome XXI, n°84, 1980, pp. 709-720.

112. «Sobre geografia nova, nos periódicos», *Revista de Cultura Vozes*, ano 74, vol. LXXIV, nº4, 1980, pp. 54-55.
113. «Investigación para el futuro urbano: apreciación de las actitudes y posibilidades nacionales: el caso de America Latina», *Revista Geográfica*, vol. XII, nº28-29, Universidad de Los Andes, Merida, Venezuela, 1972, (1980).
114. «The Devil's Totality», *Antipode*, vol. 12, nº3, 1980, pp. 41-46.
115. «A responsabilidade social do geógrafo», *Boletim Recifense de Geografia*, ano 1, nº1, 1980, pp. 5-14.
116. «Depoimento», *Planejamento*, vol. 8, nº1-2, Salvador, 1980, p. 5.
117. «Reformulando a sociedade e o espaço», *Revista de Cultura Vozes*, ano 74, nº4, 1980, pp. 37-48.
118. «Da sociedade à paisagem: o significado do espaço humano», *Revista Chão*, nº8, 1980, pp. 15-17.
119. «Espaço e Capital: o meio técnico-científico», *Anais do 4º Encontro de Geógrafos Brasileiros*, julho, AGB, Rio de Janeiro, 1981.
120. «Structure, totalité, temps. L'espace du monde d'aujourd'hui», *EspacesTemps* nº18-19-20, nº spécial: Une géographie à visage humaine? Espace/Marxisme. Traces, empreintes, pistes, 1981, pp. 103-122.
121. «Dimensão temporal e sistemas espaciais no Terceiro Mundo», *Anuário do Instituto de Geociências*, Universidade Federal do Rio de Janeiro, 1981, pp. 1-15
122. «Da sociedade a paisagem», *Arte em São Paulo*. Texto publicado na revista de artes plásticas produzida e editada por Luiz Baravelli, São Paulo, 1981.
123. «Organização do espaço e organização social: o caso de Rondônia», *Boletim Carioca de Geografia*, ano XXXII, 1982, pp. 51-77.
124. «Novos rumos para a geografia brasileira», *Boletim Recifense de Geografia*, ano III, nº6, 1982, pp. 15-18.
125. «O espaço e seus elementos: Questões de método», *Revista Geografia e Ensino*, nº1, ano 1, Instituto de Geociências, Universidade Federal de Minas Gerais, 1982, pp. 19-30.
126. «O espaço como instância», *Geografia*, Universidade Federal de Santa Catarina, Florianópolis, 1982, pp. 2-3.
127. «O Espaço e seus elementos», *Geografia*, Universidade Federal de Santa Catarina, Florianópolis, 1982, pp. 4-5.
128. «Alocução» à 2ª Sessão do cap. «A América Latina e a África no quadro das relações sul-sul», *Estudos Afro-Brasileiros. Cadernos Cândido Mendes*, nº6-7, Rio de Janeiro, 1982, pp. 69-71.
129. «A teoria da delimitação dos sistemas sociais», Simpósio Guerreiro Ramos: resgatando uma obra, *Revista de Administração Pública*, abril-junho, 1983, vol. 7, nº2, pp. 118-120.

130. «A geografia no fim do século XX: a redescoberta e a remodelagem do planeta e os novos papéis de uma disciplina ameaçada», *Revista Geonordeste*, nº2, agosto, 1984, Universidade Federal de Sergipe, pp. 1-13.
131. «A geografia e a nova dimensão do planeta», *Revista Brasileira de Tecnologia*, vol. 15, nº5, set/out, CNPq, Brasília, 1984, pp. 13-21.
132. «As desigualdades regionais na Guiné Bissau», *Estudos Afro-Brasileiros. Cadernos Cândido Mendes*, nº10, 1984, pp. 73-93.
133. «Para que a geografia mude sem ficar a mesma coisa», *Boletim Paulista de Geografia*, nº59, out., São Paulo, 1982 (1984), pp. 5-22.
134. «Uma pós graduação de transição», *I Encontro de Pós graduação em Geografia*, Departamento de Geografia - FFLCH-USP, Instituto de Geografia, Associação dos Geógrafos Brasileiros SP, São Paulo, 16 a 18 dezembro de 1984, pp. 292-300.
135. «La géographie à la fin du XX^e siècle», *Revue Internationale des Sciences Sociales*, nº102, 1985.
136. «Novo espaço, nova urbanização», *Espaço e Debates*, nº13, 1985 (Introdução ao Número Especial).
137. «A ideologia da ocupação», *Arquitetura e Urbanismo*, 1985, pp. 79-80.
138. «A responsabilidade social dos geógrafos», *Jornal de Geografia*, edição especial, Centro de Ciências Exatas e Naturais das Faculdades Integradas de Uberaba, 1985.
139. «Metamorfoses do espaço habitado», *Arquitetura e Urbanismo*, 1985, pp. 88-89.
140. «América Latina: Nova urbanização, novo planejamento», *Orientação*, nº7, USP, 1986 (1987), pp. 47-52.
141. «O território e a Constituição», *Revista de Administração Pública*, vol. 20, 1986 (1987), pp. 65-69.
142. «Tradição, modernidade e cultura na cidade grande», *Espaço e Debates*, nº17, 1980.
143. «A face oculta», *Arquitetura e Urbanismo*, ano 2, nº7, 1986.
144. «Território, Cidadania e Constituinte», *Arquitetura e Urbanismo*, 1986-1987.
145. «Spatial Dialectics. The two circuits of urban economy in underdeveloped countries», *Antipode: a radical journal of geography*, vol. 17, nº2-3.
146. «Qual o papel do cientista?», IV Seminário Nacional de Política em Ciência e Tecnologia, *Cadernos USP*, nº4, Universidade de São Paulo, 1987, pp. 21-28.
147. «O geógrafo e a Constituinte», AGB Informa nº24, Associação de Geógrafos Brasileiros, São Paulo, 1987.
148. «Échapper à l'emprise des idéologies», *EspacesTemps*, nº36, Paris, 1987.

149. «Passado e presente nas relações entre sociedade e espaço e localização pontual da indústria moderna no estado da Bahia», *Boletim Paulista de Geografia* n°65, São Paulo, 1987.
150. «Ciência, Tecnologia e Identidade cultural Brasileira», *1º Seminário Nacional de História da Ciência e Tecnologia*, 1986, Museu de Astronomia, CNPq, Rio de Janeiro, 1987.
151. «Território», *Mapa Geral das idéias e propostas para a nova Constituição* (organizador: Luiz Gutemberg), Fundação Petrônio Portela, Ministério da Justiça, 1987, pp. 253-254.
152. Com outros autores, «Proposta da SBPC para a Constituinte», *Revista Ciência e Cultura*, vol. 39, n°4, 1987, pp. 349-356.
153. «America Latina: nueva urbanización, nueva planeación», *Vivienda*, vol. 12, n°1, Infonavit, México, 1987.
154. «O meio técnico-científico e a urbanização no Brasil», *Revista Espaço e Debates* n°25, 1988.
155. «Por um espaço transformador», *Arquitetura e Urbanismo*, ano 5, n°21, dez. 1988- jan. 1989.
156. «Espaço e Sociedade no Brasil: a urbanização recente», *GEOSUL*, ano III, n°5, 1988.
157. «Réflexions sur le rôle de la géographie dans la période technico-scientifique», *Cahiers de Géographie du Québec*, vol. 32, n°87, 1988.
158. «A evolução recente da industrialização no Estado da Bahia, Brasil», *Latin American Studies*, n°9, Centro de Estudos Latinoamericanos, The University of Tsukuba, 1988.
159. «Interventions lors du Colloque d'Issy-les-Moulineaux», *NETCOM*, Paris, vol. 3, n°1, 1988.
160. «Entrevista», *Geospácio*, Montevideo, ano III, n°IV, 1989, pp. 50.
161. «America Latina, nueva urbanización, nueva planificación», *Geospácio*, Montevideo, Ano III, n°IVI, 1988, pp. 9-20.
162. «São Paulo, metrópole corporativa», *Desenvolvimento metropolitano no sudeste do Brasil*, Publicações da Universidade de Tsukuba, Tsukuba, Japão, 1988.
163. «O meio ambiente e a formação ao profissional de ensino de ciências humanas», *Anais do 1º Simpósio Estadual sobre meio ambiente e educação universitária - área de Ciências Humanas*, Secretária do Meio Ambiente, Governo do Estado de São Paulo, 1989, pp. 110-117.
164. «Espaço e Sociedade no Brasil: A urbanização recente», *GEOSUL*, Revista do Departamento de Geografia, UFSC, ano III, n°5, 1988 (1989).
165. «O Espaço como categoria filosófica», *Terra Livre* n°5 (Número Especial: O Espaço em Questão), AGB, São Paulo, 1989, pp. 9-20.

166. Materiais para o estudo da urbanização brasileira no período técnico científico», *Boletim Paulista de Geografia*, nº67, 1989.
167. «Modernidad, medio técnico-científico y urbanización en Brasil», *Revista Cuadernos dei CENDES*, nº13-14, Caracas, Enero-Agosto, 1990.
168. «O período técnico-científico e os estudos geográficos», *Revista do Departamento de Geografia da USP*, nº4, 1985 (1990).
169. Modernización, mediu técnico científico y urbanización en Brasil», *Anales de Geografia de la Universidad Complutense*, nº10, Madrid, 1991.
170. «Modernización, medio tecnico científico y urbanización en Brasil», *Cuadernos Venezolanos de Planificacion*, Caracas, 1991.
171. «Modernisation, milieu technico-scientifique et urbanisation au Brésil», *Annales de Géographie*, Paris, 1991.
172. «O espaço-sistemas de objetos, sistemas de ações», *Anais do IV Encontro Nacional da ANPUR*, Salvador, maio 1991, pp. 35-39.
173. «Meio tecnico-científico e Urbanização: tendências e perspectivas», *RESGATE Revista de Cultura*, nº3, UNICAMP, Campinas, 1991.
174. «A revolução tecnológica e o território: realidades e perspectivas», *Caderno Prudentino de Geografia*, nº13, Presidente Prudente, SP, 1991.
175. «Flexibilidade tropical», *Arquitetura e Urbanismo*, nº38, 1991, São Paulo, pp. 44-45.
176. «O tempo nas cidades», *Série Estudos sobre o Tempo*, nº2, coleção Documentos, Instituto de Estudos Avançados, USP, São Paulo, 1991.
177. «Modernité, milieu technico-scientifique et urbanisation au Brésil», *Annales de Géographie*, 101^e année, jan.-mars 1992, Paris.
178. «A revolução tecnológica e o território: realidades e perspectivas», *Terra Livre*, nº9, São Paulo, 1992, pp. 7-17.
179. «1992: a redescoberta da Natureza», *Estudos Avançado*, vol. 6, nº14, 1992, pp. 95-106.
180. «A inervação metropolitana: a região cresce mais que a metrópole», número especial Geografia, Natureza e Cidadania, *Caderno Prudentino de Geografia*, nº14, junho 1992, pp. 168-195.
181. «A região cresce mais que a metrópole», *Investigaciones Geográficas*, nº24, México, 1992, pp. 95-121.
182. «Modernidade, meio técnico-científico e urbanização no Brasil», *Revista do Laboratório de Geografia Política e Planejamento Territorial e Ambiental*, Departamento de Geografia, USP, Publicação 1, 1992.
183. «Modernidade, meio técnico-científico e urbanização no Brasil», *Cadernos IPPUR*, Ano VI, nº1, dez. 1992, UFRJ, pp. 9-22.
184. «Retocesio metropolitano y economia segmentada: el caso de São Paulo», *Investigaciones Geográficas*, nº25, México, 1992, pp. 81-111.

185. «Modernidad, medio técnico-científico y urbanización en Brasil», *Cuadernos del Cendes* 13-14, 1992.
186. «Entrevista», *Geosul* 12-13, ano VI, 2º semestre 1991 e 1º semestre 1992, pp. 107-201.
187. «Entrevista», *Geographikós, una revista de Geografía*, Ano 2, nº3, 2º semestre 1992, Buenos Aires, pp. 17-20, por Luis Bruno y Federico Fritzsche.
188. «Involução metropolitana e economia segmentada: o caso de São Paulo», *Bahia, Análise e Dados* vol. 3, nº1, Salvador, 1993, pp. 5-17.
189. «Los espacios de la globalización» (Traducción de Joaquin Bosque Maurel), *Anales de Geografía de la Universidad Complutense de Madrid*, nº13, 1993, pp. 69-77.
190. «Temps-Monde et Espace-Monde. Relever le défi conceptuel», *Strates*, nº7, 1992-1993.
191. «A aceleração contemporânea. Tempo Mundo e Espaço Mundo», *Boletín Geográfico*, nº19, Universidad Nacional del Comadre, Neuquén, 1993, pp. 1-10.
192. «Les espaces de la globalisation», *Points de vue sur le système monde*, Cahiers du GEMDEV 20, Paris, mai 1993, pp. 161-172.
193. «Imigração e Movimento», *Revista de Cultura Vozes*, Ano 87, vol. 87, nº3, maio-junho 1993, pp. 2-6.
194. «Por um novo planejamento urbano-regional», *Novas e Velhas Legitimidades na reestruturação do território*, Anais do IV Encontro Nacional da ANPUR, Salvador, 1993, pp. 35-39.
195. «Modernidad, Medio Técnico-Científico y Urbanización en Brasil», *Cuadernos dei Cendes* 13-14, 1993, pp. 129-140.
196. «A formação universitária do professor de Geografia», *Revista Orientação*, Departamento de Geografia, USP, 1993, pp. 43-44.
197. «Materiais para o estudo da urbanização brasileira no período técnico científico», *A questão epistemológica da pesquisa urbana e regional*, Caderenos do Centro de Estudos Avançados Multidisciplinares (CEAM) - Núcleo de Estudos Urbanos (NEUR), Ano 2, nº1, 1993, pp. 9-21.
198. «Estudo da Urbanização Brasileira», *Carta*, nº8, Senado Federal, Brasília, 1993, pp. 125-137.
199. «Os espaços da globalização», *Anais do 3º Simpósio Nacional de Geografia Urbana*, Rio de Janeiro, UFRJ/AGB, 13 a 17 de setembro de 1993, pp. 33-37.
200. «Espaços entrecruzados: geografia no Brasil e na França», *Coleção Documentos. Série Estudos Brasil-França* 2, Instituto de Estudos Avançados, USP, São Paulo, 1993, pp. 15-25.
201. «Metrópole: a força dos fracos é o seu tempo lento», *Ciência e Ambiente*, Ano IV, nº7, 1993, pp. 7-12.

202. «Objetos e Ações: Dinâmica Espacial e Dinâmica Social», *Geosul*, nº14, 1993, pp. 40-59.
203. «Espaço, mundo globalizado, pós-modernidade» (entrevista), *Revista Margem*, nº2, 1993, pp. 9-20.
204. Entrevista-Filme com estudantes da E.C.A. (Escola de Comunicações e Artes), USP, dez. 1993.
205. «El Mundo y la Geografía Hoy», *Revista Geografica Venezolana*, vol. 33, 1993 (1), pp. 5-9.
206. «Técnicas, tempo, espaço», *Anais 5º Congresso Brasileiro de Geógrafos*, vol. 1, 1994, pp. 381-385.
207. «Fome só acaba com pacto social duradouro», *Estado de São Paulo*, 16.01.1994 (Caderno Especial).
208. «São Paulo, metrópole internacional do Terceiro Mundo», *Revista do Departamento de Geografia*, Universidade de São Paulo, nº7, 1994.
209. «Como você conceitua as noções de urbanização e metropolização» (entrevista), *Revista Caramelo 7*, Faculdade de Arquitetura e Urbanismo, Universidade de São Paulo, 1994, pp. 60-71.
210. «Universal reason, Local reason, the spaces of rationality», *Geojournal*, vol. 36, nº11, 1995, pp. 108-110.
211. «Raison universelle, raison locale. Les espaces de la rationalité», *Espaces et Sociétés*, nº79, 1995, pp. 129-135.
212. «Los espacios de la globalización» *Revista Universidad dei Valle*, nº10, Cali, Colombia, 1995, pp. 36-41.
213. «La aceleración contemporánea: tiempo-mundo y espacio-mundo», *Revista Universidad del Valle*, nº10, Cali, Colombia, 1995, pp. 30-35.
214. «Territorios, redes y regiones», *Primeras Jornadas Platenses de Geografía*, Universidad Nacional de La Plata, 12-15 octubre 1993, vol. I, 1995, pp. 18-23.
215. «Razão global, razão local. A formação socioespacial brasileira», *1º Encontro Nacional Território Brasileiro e Globalização, Resumos. Comunicações e Mesas Redondas*, Aracaju, 1995, pp. 211-212.
216. Discurso de aceptación en su investidura de Doctor «Honores Causa» en la Universidad Complutense de Madrid (08.11.1994), *Discursos Correspondientes a las investiduras de Doctor «Honores Causa»*, Curso Académico 1994-1995, Madrid, 1995, pp. 11-25.
217. «A questão do meio ambiente: desafios para a construção de uma perspectiva transdisciplinar», *Anales de Geografía de la Universidad Complutense, Ciudad y Medio Ambiente*, Homenaje al profesor D. Joaquín Bosque Maurel, Madrid, 1995, pp. 695-705.
218. «Globalização e Reforma Agrária», *AGB Informa*, Enquete sobre Reforma Agrária, Associação dos Geógrafos Brasileiros, 4^c Trimestre 1995, nº59, p. 9.

219. «Organização dos territórios, desigualdades regionais, cidades, metrópoles, a vida urbana», *Projetos Estratégicos Alternativos Para o Brasil*, FASE-FUSB, Universidade Federal do Rio de Janeiro, Rio de Janeiro, 1995, pp. 244-247.
220. «As humanidades o Brasil, hoje: dez pontos para um debate», *Humanidades. Pesquisa, Universidade*, Comissão de Pesquisa, Faculdade de Filosofia, USP, São Paulo, 1996.
221. «Globalização e Geografia: a compartimentação do espaço» (em colaboração com Maria Laura Silveira), *Caderno Prudentino de Geografia*, nº18, 1996, pp. 5-17.
222. Solemne investidura de Doctor Honoris Causa, com o «discurs de presentació» do Professor Carles Carreras, Universitat de Barcelona, nov. 1996.
223. «Discurso de aceptación», *Discursos correspondientes a las investiduras de Doctor «Honoris causa»*, Curso Académico 1994-1995, Universidad Complutense de Madrid, octubre 1995 (1996).
224. «Da paisagem ao espaço: uma discussão», *Anais do II Encontro de Ensino do Paisagismo*, Unimarco Editora, São Paulo, 1996, pp. 33-42.
225. «Universidades e Cidades pela Cidadania e Contra a Exclusão», *Anais do Seminário Internacional Cidades Educadoras*, Universidade Federal do Paraná, 1996, pp. 61-66.
226. «Por uma geografia cidadã: por uma epistemologia da existência», *Boletim Gaúcho de Geografia*, nº21, 1996, pp. 7-14.
227. «Espaço condiciona atividade econômica», *Cadeias Produtivas e Microrregiões do Estado de São Paulo*, Terceiro Fórum SEBRAE-SP, SEBRAE, São Paulo, 1996, pp. 14-20.
228. Em colaboração com Maria Laura Silveira, «Globalización y geografía: la compartimentación del espacio» *Geografía Aplicada y Desarrollo*, Año XVI, nº33, CEPEIGE, IPGH, Quito, 1996, pp. 5-12.
229. «O Lugar: encontrando o futuro», *RUA-Revista de Arquitetura e Urbanismo*, nº6, Faculdade de Arquitetura e Urbanismo, Universidade Federal da Bahia, 1996, pp. 34-39, (publicado em 1997).
230. «Une géographe internationale» [Hommage à Jacqueline Beaulieu-Garnier] PRODIG/CNRS, Paris. 1996, pp. 31-34 (publié en 1997).
231. «Geografia, Pesquisa, Política e Sociedade», *Revista Ciência Geográfica*, AGB, Baurú, 1997.
232. Em colaboração com Maria Laura Silveira, «De uma geografia metafórica da pós-modernidade a uma geografia da globalização», *Revista Cultura Vozes*, vol.91, Ano 91, nº4, 1997, pp. 143.
233. «Nuevas concepciones de La Geografía», *GeoUruguay, Revista Uruguaya de Geografía*, Año 1, 1997, pp. 117-123.
234. «Globalização e Território», conferência no Seminário Internacional

- Globalização e Desenvolvimento Regional: cenários para o século XXI, 21 e 22 nov. 1996, Recife, Documentos Básicos, SUDENE, 1997, pp. 9-15.
235. «A aceleração contemporânea: tempo-mundo, espaço-mundo», in Ladislau Dowbor, Octávio anni, Paulo Edgar A. Resende (orgs.), *Desafios da globalização*, Editora Vozes, Petrópolis, 1997.
236. «Da Política dos Estados à Política das Empresas», *Cadernos da Escola do Legislativo*, Ano 3, nº6, Assembléia Legislativa do Estado de Minas Gerais, Belo Horizonte, julho-dezembro, 1997, pp. 9-23.
237. «O intelectual e a Universidade estagnada», *Revista ADUSP*, nº11, 1997, pp. 16-20.
238. Em colaboração com Mónica Arroyo, «Globalização, Regionalização: a proposta do Mercosul», *Caderno Técnico do SESI/CNI* (Tema: Indústria e Globalização da Economia), nº24, 1997, pp. 55-63.
239. «O Professor como intelectual na sociedade contemporânea», *Anais do XI Encontro Nacional de Didática e Prática de Ensino*, Vol. III, Águas de Lindóia - SP, 1998, pp. 11-28.
240. Em colaboração com Maria Laura Silveira, «Más allá delas metáforas... Una Geografía de la globalización», *Estudios Geográficos*, Instituto de Economía y Geografía, Madrid, LVIX, nº230, enero-marzo 1998, pp. 99-110.
241. «A Seca Social», *Revista Carta Capital*, Ano III, nº7, 27 de maio de 1998, pp. 60-62.
242. «Milton Santos, um depoimento», *SBPC, Cientistas do Brasil, Depoimentos*, Sociedade Brasileira de Progresso da Ciência, Edição Comemorativa do 50º aniversário, São Paulo, 1998, pp. 743-752.
243. «As exclusões da globalização: pobres e negros», *Thoth, escreba dos deuses, Pensamento dos Povos Africanos e Afrodescendentes* (informe de distribuição restrita do Gabinete do Senador Abdias Nascimento), Senado Federal, Brasília, nº4, 1998, pp. 147-160.
244. «Da discriminação à consciência coletiva», *Cadernos Cidadão* nº9, SESC-São Paulo, São Paulo, 1998, p. 4.
245. «O intelectual e a Universidade Independente», *Revista USE*, nº39, Universidade de São Paulo, São Paulo, 1998, pp. 54-57.
246. «Pronunciamento», *Obrigado Professor, Obrigada Professora*, Assembléia Legislativa do Estado da Bahia, Salvador, 1999, pp. 22-29.
247. «Modo de Produção Técnico-Científico e Diferenciação Espacial», *Território*, ano IV, nº6, janeiro/junho 1999, pp. 5-20.
248. «Atividades para visibilidade e projeção da ANPUR 1991-1993», *Revista Brasileira de Estudos Urbanos e Regionais*, nº1, 1999, pp. 19-23.
249. Em colaboração com Adriana Bernardes, «Tarefas da Geografia Brasileira num Mundo em Transformação: um momento de sua

- trajetória», *Ciência Geográfica-Bauru*, vol. 13, 1999, pp. 4-22.
250. «O Território e o Saber Local: algumas categorias de análise», *Cadernos IPPUR*, ano III, nº2, 1999, UFRJ, pp. 15-26.
251. «A Universidade: da internacionalidade à universalidade», *Jornal da ADUFRJ*, ano V, Seção Sindical dos Docentes da UFRJ, Universidade Federal do Rio de Janeiro, 1999, p. 5.
252. «Como reconstruir a democracia em um mundo perversamente globalizado», *Fórum da sociedade civil para o diálogo Europa, América Latina e Caribe*, Rede Brasileira pela Integração dos Povos, Rio de Janeiro, pp. 48-56.
253. «La fuerza dei lugar. Orden Universal. Orden Local» (conferencia de cierre del 6º Encuentro de Geógrafos de America Latina), *Geographikós. Una revista de Geografía*, nº8, Año 7, Buenos Aires, Argentina, 1997 (publicado em 1999).
254. «O dinheiro e o território», *GEOgraphia - Revista de Pós-graduação em Geografia*, ano 1, nº1. Departamento de Geografia, Universidade Federal Fluminense, 1999, pp. 7-13.
255. «Modo de produção técnico-científico e diferenciação espacial», *Lecturas Geográficas. Homenaje al Professor José Estébanez Alvarez*, volume 1, Editorial Complutense, Universidad Complutense de Madrid, 2000, pp. 1537-1551.
256. «Globalização Espaço e Democracia», *Cadernos do Centro de Estudos e Pesquisas do Vale do Piracicaba*, Piracicaba, SP, pp. 7-23.
257. «Há duas políticas hoje no Brasil a das grandes empresas e a dos pobres» in encarte da revista *Problemas Brasileiras* nº340, Publicação do Conselho de Economia, Sociologia e Política da Federação do Comércio do Estado de São Paulo (FCESP), do SESC e do SENAC São Paulo, 2000, pp. 316.
258. «O Papel Ativo da Geografia: um Manifesto», *Território*, ano V, nº9, 2000, pp. 103-109.
259. Santos, Milton, E.A. Silveira. «D'une géographie métaphorique de la post-modernité à une géographie de la globalisation», *Géographie, Économie, Société*, vol. 2, nº2, 2000, pp. 401-413.
260. «O Papel Ativo da Geografia: um Manifesto», *Revista Bibliográfica de Geografia y Ciencias Sociales*, nº270, Universidad de Barcelona, 2001.

Articles dans la presse (1996-2001)

1. «Território, espaço banal, lugar-comum», *Jornal da Tarde*, São Paulo, 09/11/96.
2. «E necessária e execução de três pactos», *O Estado de São Paulo*, São Paulo, 05/05/1997.

3. «A revanche do territorio», *Folha de São Paulo*, Tendências e Debates, São Paulo, 03/08/1997.
4. «Intelectuais em risco», *Jornal do Brasil*, Rio de Janeiro, 21/08/97.
5. «As duas esquerdas», *Folha de São Paulo*, São Paulo, 07/12/97.
6. «O que fazer com a soberania», *Correio Braziliense*, Brasília, 11/12/97.
7. «Os deficientes cívicos», *Folha de São Paulo*, Caderno Mais, São Paulo, 24/01/99.
8. «O chão contra o cifrão», *Folha de São Paulo*, Caderno Mais, São Paulo, 28/02/99.
9. «Ordem internacional e direitos do homem», *Jornal do Grupo Tortura Nunca Mais*, Rio de Janeiro, março 1999.
10. «O estudante Vicentinho», *INFORME - Informativo da Faculdade de Filosofia, Letras e Ciências Humanas*, Universidade de São Paulo, nova série nº1, março 1988.
11. «Cidade pede um novo urbanismo», *A Tarde*, Salvador, 29/03/99.
12. «O país distorcido», *Folha de São Paulo*, Caderno mais, São Paulo, 02/05/99.
13. «A vontade de abrangência», *Folha de São Paulo*, Caderno Mais, São Paulo, 20/06/99.
14. «Guerra dos lugares», *Folha de São Paulo*, Caderno Mais, São Paulo, 08/08/99.
15. «A normalidade da crise», *Folha de São Paulo*, Caderno Mais, São Paulo, 26/09/99.
16. «Uma metamorfose política», *Folha de São Paulo*, Caderno Mais, São Paulo, 17/10/99.
17. «Nação ativa, nação passiva», *Folha de São Paulo*, Caderno Mais, São Paulo, 21/11/99.
18. «Uma nova explosão das classes médios», *Jornal dos Economistas*, nº126, novembro 1999.
19. «O recomeço da história», *Folha de São Paulo*, Caderno Mais, São Paulo, 09/01/2000.
20. «Da cultura à indústria cultural», *Folha de São Paulo*, Caderno Mais, São Paulo, 19/03/00.
21. «Brasil na encruzilhada, entre a submissão ao pensamento único e um autêntico projeto nacional», *Carta Capital*, São Paulo, 12/04/00.
22. «O povo brasileiro: como nós podemos ser», *A Tarde*, Salvador, 18/04/00.
23. «Aceleração à moda brasileira», *Caros Amigos*, ano IV, edição 37, abril 2000.
24. «Ser negro no Brasil hoje», *Folha de São Paulo*, Caderno Mais, São Paulo, 07/05/00.

25. «Revelações do território globalizado», *Folha de São Paulo*, Caderno Mais, São Paulo, 16/07/00.
26. «Por uma nova Federação», *Correio Braziliense*, Brasília, 16/07/00.
27. «Ideologias empíricas e engodo universal», *Correio Braziliense*, Brasília, 20/08/00.
28. «Quem somos? Para onde estamos indo?», *Jornal do Brasil*, Rio de Janeiro, 02/09/00.
29. «Armadilhas da integração», *Correio Braziliense*, Brasília, 17/09/00.
30. «Altos e baixos na política», *Folha de São Paulo*, Caderno Mais, São Paulo, 1/10/00.
31. «Por um modelo brasileiro de modernidade», *Correio Braziliense*, Brasília, 15/10/00.
32. «O tempo despótico da língua universalizante», *Folha de São Paulo*, Caderno Mais, São Paulo, 05/11/00.
33. «Democracia dos brucutus?», *Correio Braziliense*, Brasília, 12/11/00.
34. «O Brasil da globalização», *Correio Braziliense*, Brasília, 10/12/00.
35. «A inatingível consciência jurídica», *Correio Braziliense*, Brasília, 07/01/01.
36. «O novo século das luzes», *Folha de São Paulo*, Caderno Mais, São Paulo, 14/01/01.
37. «Lições de Porto Alegre», *Correio Braziliense*, Brasília, 04/02/01.
38. «Elogio da lentidão», *Folha de São Paulo*, Caderno Mais, São Paulo, 11/03/01.
39. «Da violência à barbárie», *Correio Braziliense*, Brasília, 11/03/01.
40. «Como reverter a globalização perversa», *Caros Amigos Especial*, Fórum Social Mundial, março 2001.
41. «O mapa social da educação», *Correio Braziliense*, Brasília, 8/04/01.
42. «Fundamentos sem moral», *Correio Braziliense*, Brasília, 6/05/01.

Entretiens (1996-2001)

1. «Um encontro», <http://www.gilbertogil.com.br/santos/entrevis.htm>, São Paulo, 1/8/96.
2. «O Mundo está geografizado», *Diário Catarinense*, Florianópolis, 03/12/96.
3. «Globalização para babacas», entrevista à Fernando Conceição, *A Província da Bahia, Salvador*, 01/01/97.
4. «O Brasil é um país que renunciou a ter um projeto nacional», *O Estado de São Paulo*, São Paulo, 19/01/97.
5. «O território deve ser democratizado», *Jornal da Tarde*, São Paulo, 28/98/97.

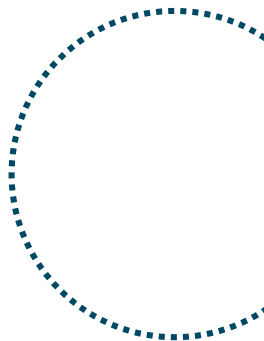
6. «El Mercosur integra a las grandes empresas, no a las sociedades», *Redacción, Revista de política, economía y negocios*, vol. XXIV, n°264, Buenos Aires, março 1997, pp. 63-65.
7. «Qual é o principal pecado da imprensa hoje?», *Folha de São Paulo*, São Paulo, 09/03/97.
8. «Pensamento de combate», *Jornal do Brasil*, Rio de Janeiro, 06/04/97.
9. «O centro tem o papel de comunhão», *O Estado de São Paulo*, São Paulo, 22/04/97, p. 212.
10. «Entrevista», *AU - Revista Arquitetura & Urbanismo*, ano 12, n°71, Pini Editora, 1997.
11. «Milton Santos abre o verbo» (transcrito), *Deriva*, AGB-Niterói, n°2 maio de 1997.
12. «Cidades na era global», entrevista a Marcus Figueiredo, *Revista Cidades*, ano 2, n°13, maio de 1997, pp. 12-14.
13. «Capitais do mundo globalizado», entrevista a Marcos Figueiredo (com a colaboração de Adriana Bernardes), *Revista Cidades*, ano 3, n°14, 1997, pp. 44-46.
14. «Tecnologia cederá espaço, prevê teórico», *Diário de Bauru, Caderno Política e Economia*, Bauru, 24/06/97.
15. «O horror não dura eternamente», *Rumos do Desenvolvimento*, ano 21, n°137, ABRE, Rio de Janeiro, 1997, pp. 4-9.
16. «O mercado não resolve tudo», *Cadernos do Terceiro Mundo*, ano XXIII, n°200, São Paulo, 1997, pp. 20-23.
17. «Para Milton Santos, processo de globalização está sendo revertido», *Bauru*, 24/07/97, p. 8.
18. «Conversa com um intelectual combativo», entrevista por Elizabeth Lorenzotti, *Revista Sem Terra*, julho/agosto/setembro 1997.
19. «O geógrafo de campos e espaços», entrevista a João Pombo Barde, *O Tempo, Caderno Engenharia e Arte*, Belo Horizonte, 07/09/97, pp. 4-5.
20. «Milton Santos: a grande crise já instalou», *Jornal dos Economistas*, n°103, 1997.
21. «Temos tudo para construir uma nova sociedade», *Democracia viva*, n°2, São Paulo, 1998.
22. «Milton Almeida dos Santos, um paladino solitário», *Ciência Hoje*, volume 24, n°139, São Paulo, 1998.
23. «A esperança de uma globalização democrática», *O Estado de São Paulo*, São Paulo, 13/07/98.
24. «Milton Santos. Um dos intelectuais brasileiros mais respeitados em todo o mundo fala sobre a importância do tempo livre», *E - Publicação do SESC*, São Paulo, julho de 1998.

25. «O futuro a partir da sociodiversidade», *Informativo CRQ-III*, Conselho Regional de Química, III Região dos Estados do Rio de Janeiro e Espírito Santo, julho 1998.
26. «Mestre Milton», *Caros Amigos*, nº17, São Paulo, 1998.
27. «Entrevista Milton Santos», *Veredas – Centro Cultural Banco do Brasil*, ano 3, nº33, Rio de Janeiro, 1998.
28. «La Geografía tiene hoy su edad de oro», *Meridiano-Revista de Geografía*, nº6, Centro de Estudios Alexander von Humboldt, Buenos Aires-Argentina, outubro de 1998.
29. «O futuro já chegou», *Carta Capital*, ano IV, nº84, São Paulo, outubro de 1998.
30. «Santos – Das modas ao modo. Trajetórias da Geografia Humana», *Sextafeira, Antropologia, Artes e Humanidades*, São Paulo, outubro de 1998.
31. «O futuro já chegou» (entrevista à *Carta Capital*), *Calendário Cultural Publicação da Pró-Reitoria de Cultura e Extensão Universitária*, Universidade de São Paulo, São Paulo, dezembro de 1998.
32. «Milton Santos – Geografia e cidadania», *Caderno Idéias-Jornal do Brasil*, Rio de Janeiro, 26/12/98.
33. «Mestre Milton» (entrevista à *Caros Amigos*), *Manual do Bicho 99*, CAASO-USP São Carlos, fevereiro de 1999, pp. 36-49.
34. «Santos», *Teoria e Debate*, ano 12, nº40, 1999, pp. 32-39.
35. «Distinción al Dr. Milton Santos», *Boletín del Centro de Estudios Alexander von Humboldt*, ano 3, nº4, Buenos Aires, 1999.
36. «O homem produz as catástrofes», *Jornal do Brasil*, Rio de Janeiro, 14/03/99.
37. «Não sou militante de coisa nenhuma, exceto de idéias» entrevista á Professora Zilda Iokoi, *Revista Adusp*, nº17, Associação dos Docentes da USP, São Paulo, 1999, pp. 6-13.
38. «La Geografía constituye un camino esencial para entender la globalización», entrevista a Mónica Arroio, in Cláudia Barros (coord.), *Geografía. La organización del espacio mundial*, Argel Estrada y Cia., Buenos Aires, 1999.
39. «O pobre reage á globalização», *Diário de Pernambuco*, Recife, 06/12/99.
40. «Santos. Conversa com Pedro Maciel», *Suplemento Literário*, nº54, Secretaria de Estado da Cultura de Minas Gerais, Belo Horizonte, 1999, pp. 4-19.
41. «Tempo livre será a oportunidade do século», entrevista a Denise Neumann, *O Estado de São Paulo*, 01/01/00.
42. «500 anos é data para europeu comemorar, diz Milton Santos», *Diário do Grande*, ABC., 23/01/00.

43. «Um olhar dissonante», entrevista Denise Stocklos, *Folha de São Paulo*, 7/03/00.
44. «Uma das maiores nações urbanas do mundo», entrevista a Lizete Teles de Menezes, *Gazeta Mercantil-80 anos*, São Paulo, 03/04/00.
45. «Os 500 anos pelo avesso», *O Globo*, Rio de Janeiro, 15/04/00.
46. «Milton Santos valoriza o homem na globalização», entrevista a Ubiratan Brasil, *O Estado de São Paulo*, 02/05/00.
47. «Não dá para fazer politicagem», entrevista a Hila Rodrigues, *Estado de Minas*, 28/05/00.
48. «A fábula do depois de amanhã», entrevista a José Carlos Fernandes, *A Gazeta do Povo*, Curitiba, 18/06/00.
49. «Pátria da mediocridade», entrevista a Cibele Buoro, *Revista Educação*, São Paulo, julho de 2000.
50. «A pobreza necessária», entrevista a Maria Nassif, *Valor*, São Paulo 14, 15, 16/07/00.
51. «Al não teve uma real redemocratização», entrevista a Marcelo Bicalho Behar *Folha de São Paulo*, São Paulo, 30/07/00.
52. «No mundo cabem 80 bilhões, sem problemas» *Revista da Adufg*, nº4, Goiânia, 2000.
53. «Um sábio sem pressa», entrevista a Moisés Mendes, *Zero Hora*, Porto Alegre, 12/08/00.
54. «A Universidade se burocratizou», entrevista a Martha Neiva Moreira, *Jornal do Brasil*, Rio de Janeiro, 27/8/00.
55. «Por um mundo melhor», entrevista a Débora Ribeiro, *O Globo*, Rio de Janeiro, 12/09/00.
56. «Globalização: Universidade e seu papel na sociedade», entrevista a Glauco Faria Rodrigues, Julianne Gananian, *Informe - Informativo da Faculdade de Filosofia Letras e Ciências Humanas*, USP, São Paulo, setembro 2000.
57. «Meu caso é um acidente geográfico», entrevista aos Professores da Universidade Federal de Santa Catarina: Luiz Fernando Scheibe, Margareth Afeche Pimenta e Selvino Assmann, *Jornal Universitário*, Florianópolis, 27/11/00.
58. «Grandes empresas dominam política, diz Milton Santos», entrevista a Célia Chaim, *Folha de São Paulo*, São Paulo, 08/01/01.
59. «O Resgate do humanismo», entrevista a Carlos Ribeiro, *A tarde*, Salvador, 14/01/01.
60. «O Brasil (segundo Milton Santos)», entrevista a Cassiano Machado, *Folha de São Paulo*, São Paulo, 02/02/01.
61. «Desruralização do Nordeste será revolucionária», entrevista a Haroldo Serena, *O Estado de São Paulo*, São Paulo, 03/02/01.

62. «Quem está na frente é o povo», entrevista a Carlos Tibúrcio e Silvio Caccía Bava, *Cadernos Le Monde Diplomatique*, São Paulo, janeiro de 2001.
63. «Geógrafo ataca o uso político de estatísticas», entrevista a Ana Gabriela Roífte, *Folha de São Paulo*, São Paulo, 27/03/01.

Milton Santos (1926-2001) fut l'un des principaux artisans du renouvellement de la géographie de 1975 à 2000, notamment en Amérique latine et dans le monde francophone. Ce géographe brésilien, « citoyen du monde », replaça sa discipline dans le champ des sciences sociales, en participant activement à la reconstruction d'une démarche intellectuelle cohérente en géographie et en encourageant le dialogue entre concepts géographiques, d'une part, *social theory* et épistémologie, de l'autre. À travers l'analyse de la circulation des techniques, il a aussi adopté une posture critique originale, à la fois engagée et distanciée, à propos de ce qu'on n'appelait pas encore alors la mondialisation. Dans cet ouvrage, Jacques Lévy décrypte l'itinéraire et les idées essentielles de Santos, avant de commenter brièvement onze de ses textes, qui manifestent tout à la fois la grande diversité des thèmes et la continuité du message.



ISBN 978-2-88074-709-1



9 782880 747091 >